

Les portraits des ministres (pages 4 à 9)

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14985 7 F

JEUDI 1^{er} AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Algérie : l'Hydre de Lerne islamiste

Le quotidien commence à reprendre, en Algérie, un tour franchement dramatique. Le dernier « fait d'armes » des islamistes - l'attaque de la caserne de Boughazoul, dans le centre du pays, au cours de laquelle 18 militaires ont trouvé la mort - prouve que les « fous de Dieu », plus intrépides que jamais, ne s'en laissent pas conter par un pouvoir qui vient, pourtant, de réaffirmer sa détermination à engager contre eux une lutte implacable.

Les forces de l'ordre ont beau avoir mis hors d'état de nuire, ces derniers mois, des milliers d'intégristes, d'autres semblent, telle l'hydre de Lerne, aussitôt prendre la relève. Derrière cette génération spontanée de terroristes passés à l'acte par idéologie ou au gré des circonstances, se dissimulent des chefs de guerre - des « émir » - qui, eux, en vrais professionnels, ne s'exposent pas au danger et échappent aux filets qui leur sont tendus.

La tâche du pouvoir est d'autant plus dure que la structure de la guérilla est « éclatée », que chaque groupe, chaque cellule, agit pour son compte en fonction d'impératifs ou d'opportunités qui lui sont propres. Le Front islamique du salut (FIS), dont les « chefs historiques » sont sous les verrous, paraît ainsi tourner à vide, ne plus commander à grand monde.

Il n'empêche que, sur le terrain, les « fous de Dieu » sont loin de décrocher, même s'ils en sont réduits à pratiquer la tactique du harcèlement. Les communiqués officiels ne disent pas - loin de là - toute la vérité sur les mauvais coups des intégristes, les sabotages et les meurtres, qui dépassent le cadre de la zone sensible de l'Algérie, dans lequel le couvre-feu a été instauré au début du mois de décembre dernier, et s'étendent notamment au Constantinois.

Les chefs militaires qui, en Algérie, font la pluie et le beau temps, n'ont, pour le moment, aligné, en face des terroristes, que des soldats de métier, consignant dans les casernes les appels, à l'égard desquels ils manifestent une méfiance compréhensible. Mais qu'en serait-il si les circonstances imposaient, un jour, de quadriller le territoire ?

Pour l'heure, l'appareil militaire s'efforce, notamment à coups de rumeurs allant d'un changement d'équipe gouvernementale à un coup d'Etat en bonne et due forme, de réveiller le pouvoir civil, auquel il en vient à reprocher, à mots très couverts, non seulement sa mollesse mais encore son manque d'imagination, ses calculs et ses manœuvres politiciennes.

Engagé dans un « dialogue national » avec les forces vives du pays, qui, une fois encore, semble avoir tourné court, le Haut Comité d'Etat (HCE) a pris en compte l'avertissement que lui a lancé l'armée. N'a-t-il pas dit et redit, ces tout derniers jours, qu'il avait entendu l'appel que lui ont lancé les dizaines de milliers d'Algériens qui ont récemment manifesté contre le terrorisme ? Mais, dans ces foules, les observateurs auront remarqué qu'il y avait peu de jeunes. Sont-ils indifférents, ou attirés par d'autres sirènes ?

Lire nos informations page 26

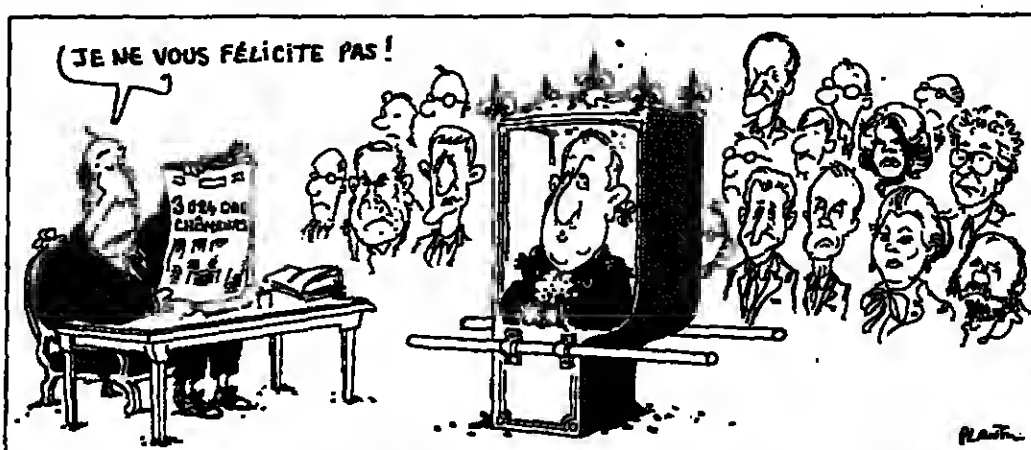
M0147 - 0401 0 - 7.00 F



Avec une équipe « restreinte » comprenant 14 RPR, 15 UDF et M^{me} Veil

Le gouvernement de M. Balladur fait une large place aux centristes et aux partisans de l'Union européenne

M. Balladur a invité, mercredi matin, les membres de son gouvernement à réduire leur train de vie. Il a demandé au ministre du budget de préparer un « collectif » visant à diminuer d'au moins 20 milliards les dépenses de l'Etat (lire page 26). L'équipe « restreinte » de trente membres qu'il dirige se caractérise par une volonté d'équilibre entre le RPR et l'UDF, dont bénéficient les centristes, et les partisans de l'Union européenne.



Trois millions de chômeurs

En février, la barre des trois millions de chômeurs a été franchie avec, en données corrigées, 3 024 000 demandeurs d'emploi. Cette annonce, attendue, a constitué le dernier acte du gouvernement de M. Pierre Bérégovoy. Pour le nouveau premier ministre, M. Edouard Balladur, les difficultés commencent. Jamais la situation du marché du travail n'a été aussi mauvaise. Tandis que les licenciements se multiplient, les embauches sont à leur niveau le plus bas.

par Alain Lebaube

Avec 3 024 000 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, et 3 098 200 en données brutes, à la fin du mois de février, le chômage a officiellement franchi le seuil fatidique des trois millions. Depuis l'automne, l'événement était à ce point prévisible que l'opinion et les politiques, dans leurs discours, n'avaient plus que ce seul chiffre comme référence. Contrairement à l'habitude, la campagne électorale n'a d'ailleurs pas donné lieu à un polémisme sur ce point, chacun s'accordant sur le diagnostic.

Ironie du calendrier, la publication traditionnelle des statistiques sur le chômage, le 30 de chaque mois, intervient en plein bouleversement politique. Pour M. Pierre Bérégovoy, premier ministre sortant, et M^{me} Martine Aubry, ex-ministre du travail, l'annonce de ce mauvais résultat, hautement symbolique, restera comme le dernier acte de gouvernement. A quelques heures près, M. Michel Girard (RPR), le successeur de M^{me} Aubry, s'élance ainsi d'avoir à inaugurer ses fonctions par un commentaire forcément décevant. Mais ce n'est pour lui que partie remise. Dans les mois qui viennent, il aura à son tour à supporter le fardeau d'une situation aggravée de l'emploi. Curieusement, aussi, la présentation de l'équipe gouvernementale de M. Edouard Balladur, quasiment au même moment, a éclipé le chômage.

Lire la suite page 18

La marque du premier ministre

par Olivier Biffaud
et Daniel Carton

Simone n'a donc pas au Botschani. Elle devait s'envoler mardi soir vers l'Afrique pour faire un troisième rapport sur les accords de Lomé. A 17 heures, elle n'était pas encore fixée sur son sort. Son dernier entretien avec Edouard Balladur datait de la veille. Après une première prise de contact le samedi précédent, l'ancienne présidente du Parlement européen avait refusé lundi la charge de garde des sceaux que le futur premier ministre voulait lui confier.

« En tant qu'ancien magistrat, je ne pense pas que ce soit un choix judicieux », avait-elle simplement fait valoir.

Ils en virent alors tous deux à imaginer un grand ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville. S'occuper de l'action humanitaire d'abord en France, ministre de la santé sous Giscard, elle l'avait déjà souhaité en 1978. Sans résultat. Quinze ans après, elle allait obtenir gain de cause, avec, en prime, la première place sur le banc des ministres d'Etat.

Charles, lui, n'a pas établi son campement à l'hôtel de Brienne.

Lire la suite page 3

Vers une relance franco-allemande

par Claire Tréan

On prédisait une crise à propos de l'Europe avec l'arrivée à l'Assemblée nationale d'une cohorte de députés anti-Maastricht dans les rangs du RPR. Or le caractère prospectif du nouveau gouvernement est tellement affirmé qu'il fait rétrospectivement apparaître comme un peu superflues les mises en garde récemment formulées par le président de la République sur le sujet.

Les convictions connues de M. Balladur, la place faite aux centristes dans son gouvernement, la rélegation des quelques anti-Maa-

tricht de cette équipe (Charles Pasqua, Alain Madelin, François Fillon) à des postes qui ne sont pas directement en prise sur les affaires communautaires (homni le lourd dossier de l'immigration pour M. Pasqua), le choix enfin de M^{me} Edmond Alphandéry à l'économie, Alain Juppé aux affaires étrangères et Alain Lamassoure aux affaires européennes rendent caduque l'hypothèse d'une remise en cause des options européennes de la France de nature à provoquer une crise ouverte avec le président de la République.

Lire la suite page 10

Le sac de Naples

Comment les hommes politiques et la Camorra ont fait main basse sur la ville

NAPLES

de notre envoyée spéciale

La démission, mardi 30 mars, du ministre des finances italien, M. Franco Reviglio, compromis à son tour dans les affaires de corruption, affaiblit davantage le gouvernement de M. Giuliano Amato. Dans le même temps, de nouvelles enquêtes judiciaires révèlent les liens, dans le sud du pays, entre le monde politique et la Mafia.

Le Vésuve dans la grisaille, et partout crachin et brouillard : face à une mer en berne, Naples se donne des airs de Bretagne des mauvais jours. Qu'importe les sautes d'humeur du printemps, la ville est déjà figée par la peur. Mardi 30 mars, cent quinze mandats d'arrêt ont été signés d'un coup : corruption, collusion avec la

Camorra, la mafia napolitaine ; faux et usage de faux, etc. Air connu qui en appelle un autre : « *Voleurs ! voleurs ! Rendez l'argent !* » A crier leur colère, ils étaient plus d'un millier, mardi, contenus avec peine par un cordon de carabinieri, à l'entrée de l'usine textile Pastrengo, où arrivait, avec une régularité effrayante, le cortège des inculpés. Le reste de la ville n'est plus qu'un défilé ininterrompu, une manifestation unique

contre le chômage, la « malavita », les « voleurs ». Depuis trois jours, après l'arrestation du maire socialiste Nello Polese, de toute façon déjà démissionnaire, les manifestants, rejoints par des étudiants, occupent l'hôtel de ville.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite

et nos informations page 12

Lire également page 18

Article d'ALAIN YERNOLES

La guerre en Bosnie

Le Conseil de sécurité paraît prêt à faire respecter la zone d'exclusion aérienne.

Lire page 12 l'article d'AFSANE BASSIR POUR

Les affrontements au Tadjikistan

Les deux chefs des forces procommunistes se sont entretenus.

Lire page 13 l'article de JAN KRAUZE

Fin de la crise en Belgique

M. Dehaene reste premier ministre.

Lire page 12 l'article de JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La lutte contre le terrorisme en Israël

M. Rabin isole l'Etat juif des territoires occupés.

Lire page 14 l'article de PATRICE CLAUDE

Nouveau, 1700 pages, des milliers de tableaux et d'exemples chiffrés, mise à jour minitel et papier, facile à emporter, le Pratique Lamy Fiscal, c'est toute la fiscalité à portée de main.

Pratique Lamy Fiscal 93 : à découvrir d'urgence !

POUR AGIR EN CONFIANCE DE CAUSE

En vente en librairie ou directement au 01 44 72 12 12

ARTS ♦ SPECTACLES

Les jardins de Paris

Deux nouveaux parcs parisiens sont maintenant ouverts au public. Au Nord, La Villette, dont les dernières parcelles sont quasiment achevées ; au Sud, André-Citroën, implanté sur la site des anciennes usines de construction automobile. Deux parcs urbains, après des décennies d'indifférence dans ce domaine, mais aussi deux conceptions totalement différentes.

Le premier, proposé par l'architecte suisse Bernard Tschumi, joue l'abstraction et la complexité. Trois systèmes qui s'entrecroisent doivent définir par leurs interactions réciproques une nouvelle esthétique. L'auteur avoue se placer hors de la problématique traditionnelle des jardins et faire référence au cinéma, avec son montage distribué en séquences.

Le second, fruit d'une association d'équipes antagonistes de paysagistes et d'architectes (Bergier-Clement et Vigier-Jodry-Provost), privilégie les essences végétales, la forme et l'espace, le couleur et les parfums. Mais, surtout, il réussit à créer un véritable dialogue à la fois utilitaire et esthétique avec la ville.

Lire les articles de FRÉDÉRIC EDELMANN
EMMANUEL DE ROUX et PIERRE SANSOT

« Les objectifs du Théâtre-Opéra de Massy » L'événement de l'auditorium de La Villette « Cinéma : vie Jeanne Wertheimer de Jacques Dailly » Arts populaires : la Corée invitée par la Théâtre du Rond-Point

pages 27 à 36

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 130 PTA ; Grèce, 165 P ; Italie, 1,20 L ; Japon, 2 400 Y ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 180 esc ; Suède, 450 F SWE ; Suisse, 1,50 CHF ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

هكذا من الفضل

هكذا من الأصل

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT DE M. BALLADUR

Une structure resserrée, politiquement équilibrée et globalement européenne

« Une équipe restreinte », avait promis le nouveau premier ministre dans les minutes suivant sa nomination. M. Edouard Balladur n'a qu'en partie tenu parole. Son gouvernement comprend vingt-neuf membres en dehors de lui-même. C'est, certes, nettement moins que les précédentes équipes ministérielles des septennats de M. François Mitterrand (le gouvernement de M. Michel Rocard en comptait quarante-huit, celui de M. Pierre Bérégovoy quarante et un), mais c'est assez loin des records de la V^e République, déclinés par un homme qui a bien connu l'ancien chef du gouvernement : Georges Pompidou ; ses équipes ministérielles n'ont toujours compté moins de vingt-huit membres, l'une d'entre elles n'en comptant même que vingt-cinq, secrétaires d'Etat compris. Ce titre, il est vrai, est une « première » depuis 1958. Cela veut simplement dire que tous les membres de l'équipe de M. Balladur assisteront au conseil des ministres sous la présidence de M. Mitterrand.

Une équipe équilibrée, avait aussi annoncé le premier ministre. Cet engagement-là a été parfaitement respecté. En comptant M. Balladur lui-même, il y a quatorze RPR, quinze UDF et une personnalité non adhérente à un parti politique, même si elle est proche de la mouvance centriste : M^{me} Simone Veil. L'équilibre est encore plus net au niveau des ministères autonomes, c'est-à-dire des ministres d'Etat et des ministres de plein exercice. Il y a onze RPR et autant d'UDF, plus M^{me} Veil. Au sein de l'UDF, les centristes, qui ont moins de

députés que leurs amis du PR, ont réussi à être aussi nombreux qu'eux au gouvernement : ils sont cinq ; les adhérents directs sont deux, MM. Mestre et Hoeffel ; les membres des clubs giscardiens Perspectives et Réalités sont, aussi, deux : MM. de Charette et Lamassoure, on ne compte qu'un radical, M. Rossinot, et les socialistes démocrate de l'UDF ne sont pas représentés.

Les seuls vrais perdants sont les opposants à Mitterrand, dont M. Pasqua rappelle pourtant, d'y a peu, qu'ils composent la majorité des électeurs de la droite. Ils ne sont que deux dans le gouvernement : M. Pasqua lui-même et M. François Fillon. Les « rénovateurs » de ce qui était, alors, l'opposition, en printemps 1989, sont plus nombreux, puisqu'ils sont cinq : MM. Bayrou, Besson, Fillon, Barnier et Carignon.

L'équilibre se retrouve, aussi, entre ceux qui ont déjà une expérience gouvernementale et ceux qui ne l'ont pas : quinze personnalités vont s'asseoir pour la première fois autour de la table du conseil des ministres ; quinze autres en ont déjà eu l'occasion, dont treize sous la présidence de M. Mitterrand dans le premier gouvernement de la cohabitation. Seul M. Méhaignerie a aussi siégé sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing ; M^{me} Veil et M. Hoeffel n'ayant été ministres que sous le septennat de celui-ci. En revanche, aucun membre de ce gouvernement ne vient de ce qu'il est convenu d'appeler la « société civile » : tous sont des élus, même si M^{me} Veil n'a jamais siégé au Parlement français. Quatre sont des sénateurs : MM. Pasqua, Puch, Romani et Hoeffel ; deux sont des nouveaux députés, qui n'auront pas le

temps de siéger à l'Assemblée nationale : MM. Roussin et Douste-Blazy. Trois sont des parlementaires européens : M^{me} Veil, M^{me} Alliot-Marie et M. Lamassoure, les deux derniers siégeant aussi au Palais-Bourbon. Les radicaux ne sont que trois.

Les nouveautés les plus grandes, en fait, apparaissent dans les structures ministérielles. Elles sont, soit la conséquence de la mise en place d'une équipe restreinte, soit le fruit de la nécessité d'un certain dosage ou de l'obligation de satisfaire quelques « appétits », ce qui a, au contraire, obligé à des créations curieuses. La « ville », est rattachée au vaste ministère des affaires sociales et de la santé, dont la création est ancienne ; comme cela a été souvent le cas, la santé dispose d'un ministre délégué. Très original, en revanche, est le rattachement de l'aménagement du territoire au ministère de l'intérieur ; cela n'a qu'un précédent, lorsque, dans le gouvernement Chirac du début du septennat giscardien, la DATAR dépendait de M. Michel Ponlatoff, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, mais sans que cela n'apparaisse dans son titre. Son association, dans un ministère délégué, avec les collectivités locales, confirme que depuis la décentralisation, l'Etat ne peut agir dans ce domaine sans passer par elles.

Autre rattachement, celui-là tout à fait nouveau, celui de la pêche à l'agriculture. Il était d'ailleurs réclamé par le président de la FNSEA, mais il entraîne la disparition du ministère de la mer, créé par M. Mitterrand lors de son arrivée à l'Elysée. Cette association fera du titulaire du poste un véritable « ministre his » des affaires euro-

péennes. En revanche la « forteresse » Bercy reste écartée. Non seulement le ministre du budget dépendra directement du chef du gouvernement, mais, prenant exemple sur M. Raymond Barre lorsqu'il avait cessé d'assurer, en avril 1978, la tutelle directe de l'économie et des finances, M. Balladur n'a pas donné à son ministre de l'économie le titre de ministre « de l'économie et des finances ». Comme la tradition en est maintenant solidement établie depuis le gouvernement Fabius, le commerce extérieur est associé à l'industrie, de laquelle dépendront aussi, comme cela a déjà été le cas, les PTT ; mais le titulaire de ce vaste ministère ne sera pas aidé par un ou plusieurs ministres délégués.

Tout à fait nouveau est le titre du ministre confié à M. Madelin. Si le regroupement des petites et moyennes entreprises avec le commerce et l'artisanat n'est pas original, l'appellation « ministre des entreprises et du développement économique » l'est. La frontière de cette fonction avec celle de l'industrie n'est pas très nette.

Un certain nombre de fonctions ministérielles, traditionnelles ou dont la nécessité s'était fait sentir, ont complètement disparu : l'intégration, l'enseignement technique, le plan, la consommation, la mer, les handicaps, la famille et les personnes âgées, les droits des femmes, cela promet quelques jolies empoignées entre ministres lors de la préparation des décrets leur attribuant leurs compétences.

THIERRY BRÉHIER

La marque du premier ministre

Suite de la première page

M. Balladur a modifié sa feuille de route. Il s'est trouvé les mots pour prier Charles Pasqua de se détourner du ministère de la défense et lui faire réintégrer « son » ministère de l'intérieur. « La première mesure en matière de sécurité se sera de nommer Pasqua place Beauvau », avait-on laissé entendre au siège du RPR. Exécution ! De ce ministère de la police (qui est aussi celui des élections), Gérard Longuet en avait rêvé, mais chez M. Balladur on a fini par comprendre que ses débordements de jacobinisme ne seraient pas les bienvenus.

mauvaise presse. Le président du PR voulait du coup se rabattre sur l'armée. Mais Léo était déjà dans la tranchée.

Il fit croire un moment que ses galons de présidentiable le dispensaient d'aller se mêler à la petite troupe gouvernementale. Moins d'une semaine après, il était monté à l'assaut. Lui aussi avait rencontré longuement samedi M. Balladur, en son domicile du Trocadéro. L'entretien s'était éternisé. M. Léo était en garde un souvenir impérissable, fasciné qu'il fut par la couleur - rouge - des chaussures intérieures de celui

Neuf anciens baristes

Cette promotion du maire de Fréjus n'a pas empêché quelques dents de grincer au Parti républicain. M. Longuet n'a pas apprécié d'avoir été rétrogradé à un ministère technique, et surtout, les libéraux vont avoir quelques peines à digérer l'emprise centriste sur le gouvernement. M^{me} Veil n'a jamais été leur tasse de thé. Neuf anciens baristes de la campagne présidentielle de 1988, cela ne peut que leur rappeler de douloureux souvenirs. Et pour couronner le tout, deux figures giscardiennes imposées, Hervé de Charette et Alain Lamassoure ! A la tête aujourd'hui d'un bataillon de plus de cent députés, portant comme légion d'honneur leur antipatrimonisme, les chefs du PR imaginent pouvoir bénéficier de plus de considération.

Ce n'était apparemment pas le seul premier de M. Balladur. Mu par la volonté indéchiffrable de bâtir en vingt-quatre heures une équipe restreinte, il savait par avance que les mécontents seraient plus nombreux que les satisfaits. Depuis des mois, des centaines de noms de ministres virtuels, putatifs et « incontestables », se déversaient dans les salons. Beaucoup n'ont plus que leurs yeux pour pleurer. Disparus au champ d'honneur, Michel Chamard et Jacques Barrot, autodésignés aux affaires sociales, Guy Druet aux sports, André San-

ti au logement... Le PSD et le CNT oubliés, insensé ! « Voilà bien, la preuve de l'indépendance d'Edouard Balladur », s'écrient-ils à l'Hôtel de Ville. Des peines mais aussi des joies.

Car il y eut pour certains de bonnes surprises. Le sénateur centriste Daniel Hoeffel, réembauché avec l'appui intéressé de son président René Monory, pour succéder à « bébé nain », Charles Pasqua. Un autre sénateur, Roger Romani, questeur vigilant et fidèle à la mairie de Paris, trouvant ainsi son petit bâton de maréchal. Et Pascal Clément, privé de la garde des sceaux mais honoré des relations avec le Palais-Bourbon. Enfin l'apaisé de la toute dernière heure, le maître de l'Avignon : le sénateur Jean Puech, propulsé au ministère de l'agriculture et... de la pêche. Par trois fois, ce poste fut proposé à Charles Millon et par trois fois, le président du groupe UDF de l'Assemblée refusa. « J'ai milité pour Maastriicht, a-t-il expliqué à chaque fois au premier ministre, mais ne pouvez pas me demander d'aller renégocier les accords du GATT. » A la tête d'un département agricole qui a voté massivement aussi pour Maastriicht, M. Puech fut moins regardant.

M. Séguin candidat à la présidence de l'Assemblée

Pour le « perchoir », le RPR s'est bien gardé de répandre à la démesure officielle de l'UDF ce qu'il en a fait un livre acide à ce poste d'observation. Bernard Pons et Alain Peyrefitte - qui dément même y avoir songé - ayant finalement renoncé, les déclarations de candidature officielle, mardi, de Pierre Mazeaud et de Philippe Séguin ont été une fin de non-recevoir à l'égard de M. Giscard d'Estaing. Comme c'était à prévoir, le RPR, usant de tous les précédents, a fait observer que jamais un groupe majoritaire n'avait fait une telle concession. L'exemple du Sénat en la matière prouve. Les giscardiens tentaient un autre raisonnement. Réclamant un témoignage de bonne volonté de leurs partenaires, ils estimaient que l'attribution de ce poste participait d'une bonne logique politique. On n'en est pas là. Le chape paraît désormais inévitable. La nouvelle majorité n'échappera pas à ces primaires-là.

Le RPR va s'y préparer dès jeudi matin. Ses députés auront à départager MM. Mazeaud et Séguin, deux bons connaisseurs de la machine parlementaire et deux croisés de la bataille contre Mitterrand. L'influence politique du maire d'Epinal, qui avait raté de très peu, en 1988, face à M. Pons, la présidence du groupe RPR, le place d'ores et déjà en bonne position. « Moi, affirme sans aménité M. Mazeaud, je ne veux pas me servir de l'Assemblée comme d'une rampe de lancement pour l'Elysée. » A l'UDF, comme toujours, les choses sont plus complexes. Elles dépendent d'abord du bon vouloir de M. Giscard d'Estaing qui n'a

La lutte peut prendre des lurs une tout autre ampleur. M. Bayrou l'a bien compris, puisqu'il fut l'un des rares à s'opposer violemment, au cours de cette même réunion, à la stratégie du maire de Toulouse. Reste que l'UDF, à l'instar du RPR, sera peut-être contrainte, elle aussi, d'avoir recours à un premier vote interne. Pour dépasser le décalage qu'il vient de constater, M. Millon pourrait décider à son tour de se porter candidat. Cette session de printemps va donc s'engager sous quelques frimas...

OLIVIER BIFFAUD et DANIEL CARTON

Le gouvernement

Premier ministre : Edouard Balladur, RPR.

MINISTRES D'ÉTAT

Affaires sociales, santé et ville : Simone Veil.
Intérieur et aménagement du territoire : Charles Pasqua, RPR.
Garde des sceaux, ministre de la justice : Pierre Méhaignerie, UDF-CDS.
Défense : François Létour, UDF-PR.

MINISTRES

Affaires étrangères : Alain Juppé, RPR.
Éducation nationale : François Bayrou, UDF-CDS (*).
Économie : Edmond Alphandéry, UDF-CDS (*).
Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Gérard Longuet, UDF-PR.
Équipement, transports et tourisme : Bernard Besson, UDF-CDS.
Entreprises et développement économique, chargé des PME, du commerce et de l'artisanat : Alain Madelin, UDF-PR.
Travail, emploi et formation professionnelle : Michel Giraud, RPR (*).
Culture et francophonie : Jacques Toubon, RPR (*).
Budget, porte-parole du gouvernement : Nicolas Sarkozy, RPR (*).
Agriculture et pêche : Jean Puech, UDF-PR (*).
Enseignement supérieur et recherche : François Fillon, RPR (*).
Environnement : Michel Barnier, RPR (*).
Fonction publique : André Rossinot, UDF-rad.
Logement : Hervé de Charette, UDF-P et R.
Coopération : Michel Roussin, RPR (*).
DOM-TOM : Dominique Perben, RPR (*).
Jeunesse et sports : Michèle Alliot-Marie, RPR.
Communication : Alain Carignon, RPR.
Anciens combattants et victimes de guerre : Philippe Mestre, UDF (*).

MINISTRES DÉLÉGUÉS

Après du premier ministre :
Relations avec l'Assemblée nationale : Pascal Clément, UDF-PR (*).
Relations avec le Sénat et rapatriés : Roger Romani, RPR (*).
Après du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville :
Santé : Philippe Douste-Blazy, UDF-CDS (*).
Après du ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire :
Aménagement du territoire et collectivités locales : Daniel Hoeffel, UDF.
Après du ministre des affaires étrangères :
Action humanitaire et droits de l'homme : Lucienne Michaux-Chevry, RPR.
Affaires européennes : Alain Lamassoure, UDF-PR (*).
Ministres n'ayant jamais été membres d'un gouvernement

11 jours dans l'Ouest Américain 8.305 Ffr.

avec Kuoni et Delta Air Lines

* Voyage à la carte, prix selon dates de départ, de Paris, par personne, base chambre double, taxes aériennes non incluses.

- Vols secs
- Voyages à la carte
- Circuits accompagnés

Pour recevoir gratuitement la nouvelle brochure "Etats-Unis/Canada" de Kuoni et Delta Air Lines, retournez ce bon à : Voyages Kuoni, BP 666-08, 75367 Paris Cedex 08.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Un large éventail de voyages sur l'Amérique du Nord.

et **DELTA AIR LINES**, à deux c'est tellement mieux.

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT

Ministres d'Etat

AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ ET VILLE : Simone Veil

Une grande dame



M. Giscard d'Estaing l'avait appelée. M. Balladur la rappelle. Le retour, quatorze ans après, de Simone Veil dans un gouvernement est à la fois une surprise pour tous ceux qui, prématurément, l'avaient mise en retraite et un hommage pour cette femme qui est avant tout une grande dame. « Nous regretterons votre départ », lui avait dit Valéry Giscard d'Estaing sur le pont de l'Élysée. C'était le 4 juillet 1979. Le président de la République saluait celle qui pendant cinq ans — un record — avait eu en charge le ministère de la santé et parlait de se mettre au chevet de l'Europe.

Treize jours plus tard, elle deviedra la première présidente du Parlement européen élu au suffrage universel direct. Elle n'est pas mécontente de tourner cette page. Le raidissement de la politique giscardienne en matière d'immigration la gêne. Son combat pour la dépenalisation de l'avortement, qui a laissé dans l'ombre une action inventive et énergique à la tête de son ministère, l'a marquée. Qui a oublié ce fameux débat de fin novembre 1974, historique pour les droits de la femme mais bien triste pour la vie parlementaire, qui a vu cette femme contrainte d'affronter des députés de droite déchaînés et des regards sur les arguments ? « Courage ! Vous les aurez », lui criait la gauche. Elle les aura. Elle a laissé son nom à cette loi et elle n'en est pas peu fière aujourd'hui.

C'est ce jour-là que les Français la découvriront. Ils avaient aperçu

une image. Ils auront la révélation d'un caractère, celui d'une femme entière, passionnée et humaniste. « Un esprit droit mais raide », avait écrit un jour d'elle François Giroud. Dans le ciel giscardien, son étoile apporte un supplément d'âme qui n'était pas superflu. Dans le feu de ses cabinets, ses collègues firent trembler, et les accrochages avec MM. Giscard d'Estaing et Barre n'ont pas manqué. A partir de ce jour-là aussi, les Français découvriront la douloureuse histoire de la petite juive de Nice, miraculée des camps d'extermination, que grandira son combat inlassable pour l'Europe et pour la paix.

Elle enrage contre la timidité des gouvernements, contre la classe politique française, trop hexagonale à son goût, et les journalistes « qui n'y comprennent rien ». A longue

années, pour témoigner, secouer, passionner, dénoncer, elle va de capitale en capitale, de colloque en colloque, ne s'arrêtant à Paris qu'en transit. Après avoir entretenu avec Bernard Pons la liste commune de l'opposition aux élections européennes de 1984, elle refuse cinq ans plus tard de réitérer l'expérience. Face à M. Giscard d'Estaing et faute d'avoir trouvé des renouveaux courageux, elle prend la tête d'une liste centriste qui ne lui ralliera que 8 % des suffrages exprimés.

Elle aura du mal à s'en remettre. Pourtant les sondages n'ont jamais cessé de lui confirmer une rente de confiance auprès des Français. Bien qu'elle s'en défende, « Choix-pénitence » comme l'appelle affectueusement Jacques Chirac, a fini par attraper le virus de la politique. En 1986, l'idée de mener le gouvernement de cohabitation la tente un moment. Elle fait du bouillonnement campagne pour Raymond Barre lors de l'élection présidentielle et son nom revient régulièrement dès qu'il s'agit d'ouverture. Son club Vauban, qu'elle anime avec son mari Antoine, est devenu le dernier endroit où l'on en cause.

La voilà ministre d'Etat, personnage le plus capé et le plus populaire de cette nouvelle équipe. Elle a refusé le ministère de la justice. M. Balladur tenait à sa présence. Deux septennats plus tard, elle va retrouver un ministère qu'elle connaît bien, renforcé des affaires sociales et de la ville. L'affaire du sang contaminé l'a bien sûr révol-

tée. « Le ministère de la santé est totalement sous-administré », dit-elle fin juillet. Elle refusa d'en dire plus. Mais un immense défi l'attend. Elle tenait impérativement à ce que lui soient confiés aussi les problèmes des baillottes. « C'est une vieille idée que j'ai depuis 1978, confiait-elle quelques instants avant la confirmation de sa nomination. Je veux faire, moi, de l'action humanitaire en France et m'intéresser à la vie quotidienne des gens. »

Jusqu'où pourra-t-elle aller ? « Nous ne sommes pas de la même paroisse », avait dit d'elle Mendès France, mais Simone Veil a une intelligence et une indépendance d'esprit qui la conduisent à des jugements « s'apparentant aux nôtres ». Dieu fasse que cette nouvelle paroisse balladurienne ne se fasse point trop vite excommuniée !

DANIEL CARTON

Né le 13 juillet 1927 à Nice, frère de trois enfants, Simone Veil est licenciée en droit, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris. Conseiller technique en 1969 au cabinet du garde des Sceaux, René Pleven, elle est nommée en 1970 secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature. Ministre de la santé de 1974 à juillet 1979 dans les gouvernements Chirac et Barre, elle est élue le 10 juin 1979 au Parlement européen, réélue le 17 juin 1984 et le 18 juin 1989 et présidente de ce parlement de 1979 à 1982. Elle est présidente du groupe libéral du Parlement européen de 1984 à 1989.

DÉFENSE : François Léotard

Au cœur du « domaine partagé »

La vie politique a de ces ironies. Il y a sept ans, François Léotard s'était préparé au poste de ministre de la Défense, qu'il n'avait pas obtenu. Il s'était heurté, disait-on, au veto du président de la République, mais la vérité, selon lui, est différente : Jacques Chirac et François Mitterrand étaient convenus de se renvoyer mutuellement la responsabilité des reliefs, et c'est donc le premier ministre d'alors qui s'était opposé à ce que le président du Parti républicain entre à l'hôtel de Brienne. Il avait dû se rabattre sur le ministère de la culture et de la communication.

Pendant deux ans, François Léotard devait tenter de convaincre le milieu des artistes et de l'action culturelle que Jack Lang n'était pas leur ministre. La tâche n'était pas facile, et son prédécesseur, qui allait devenir son successeur, ne l'y a pas aidé. Le dossier de la privatisation de TFI lui avait donné, en revanche, l'occasion de marquer de son empreinte le paysage audiovisuel, mais la compétition politique avait retenu avant tout son

ché, après la nouvelle défaite infligée à la droite par François Mitterrand, à orienter autrement son action. Après avoir participé, au printemps de 1989, à l'offensive des « renouveaux » de l'opposition, mais refusé de prendre la tête d'une liste aux élections européennes de juin, il brigue, à l'autonomie, la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale qu'abandonne Jean-Claude Gaudin, élu au Sénat. Battu par Charles Millon, il lance, avec Michel Noir et Michèle Barzach, le mouvement Force unie, qui se propose de réunir et d'unifier la droite, en même temps que de mettre fin à toute espèce d'alliance ou de collusion, notamment locales, avec l'extrême droite. En octobre, il décide de prendre ses distances et de se préparer pour d'éventuelles « primaires » présidentielles dans l'opposition en quittant la présidence du Parti républicain.

L'année suivante, François Léotard publie une *Adresse au président des Républiques françaises*, livre salué comme faisant la preuve qu'au-delà de l'image et du tempérament une vraie pensée politique anime le chef de file des écobléaux. Cependant, en juin 1990, le maire de Fréjus est mis en cause sur l'opération immobilière de Port-Fréjus et sur les conditions d'acquisition de sa propriété de Sainte-Croix. Cette affaire conduit à son inculpation, le 26 juin 1992, pour ingérence, trafic d'influence et corruption. François Léotard décide alors de renoncer à ses mandats de député et de maire jusqu'à ce qu'il ait fait la preuve de son innocence.

Toutefois, sans attendre un non-lieu qui n'a été prononcé, finalement, qu'en février dernier, François Léotard a fait son retour sur la scène politique lors d'une réunion du conseil national du PR, en décembre 1992. Absent de la campagne pour le référendum de septembre sur l'Union européenne, il risquait de voir la cohabitation à venir s'organiser sans lui. Chargé, à la Défense, d'un des deux « domaines partagés » entre le gouvernement et le président de la République, il est sûr d'être au centre de la partie, et de pouvoir, prendre part à l'un des principaux débats européens des mois à venir.

PATRICK JARREAU

Né le 26 mars 1942 à Cannes, élève de l'ENA de 1971 à 1973, sous-préfet, François Léotard a appartenu au cabinet de Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, de 1973 à 1977. Elu maire de Fréjus en mars 1977 (réélu en mars 1983 et en mars 1989), député du Var en mars 1978 (réélu en juin 1981 et en mars 1986), conseiller général en mars 1979 (réélu en mars 1985, il a été réélu député en septembre 1989), il a été secrétaire général du Parti républicain de 1982 à 1988, puis, de 1988 à 1990, président de ce même parti, dont il est, depuis, président d'honneur. Ministre de la culture et de la communication dans le gouvernement de Jacques Chirac (mars 1986-mai 1988), il a été député du Var en juin 1988. Il s'est démis de ses mandats de député et de maire à la suite de son inculpation dans l'affaire de Port-Fréjus, le 26 juin 1992. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon ayant rendu un non-lieu le 3 février dernier, M. Léotard, resté conseiller municipal, a été réélu maire de Fréjus le 13 février et député du Var le 28 mars.



attention. En juin 1987, il avait annoncé sa candidature à l'élection présidentielle, en précisant que, s'il devait y renoncer, il soutiendrait alors celle de Raymond Barre au premier tour. Jacques Chirac avait rappelé à l'ordre son ministre.

La démission collective des ministres du Parti républicain, qui formaient alors la « bande à Léotard », avait été envisagée, avant que la crise ne se calme d'un commun accord. François Léotard exprimerait, quelque temps plus tard, son irritation vis-à-vis des « moins-soldats » du RPR, mais également son estime pour Jacques Chirac. Les conditions dans lesquelles il s'engageait, ensuite, au côté de Raymond Barre n'allaient pas contribuer, c'est le moins que l'on puisse dire, au succès de la campagne du député du Rhône en mars et avril 1988. L'accord sur la base duquel s'était faite l'entrée de l'équipe du PR dans le gouvernement de Jacques Chirac avait finalement prévalu pour favoriser ce dernier dans la bataille présidentielle, dans la mesure où François Léotard et ses amis n'avaient aucun intérêt à soutenir réellement un candidat de l'UDF autre que le maire de Fréjus lui-même.

Virtuose du « tout médiatique » des années 80, François Léotard a cher-

INTÉRIEUR ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Charles Pasqua

Le retour

La place Beauvau, de nouveau. Comme si, en matière de sécurité, le nom et les façons de Charles Pasqua valaient programme à eux seuls. Il y a pourtant un fossé entre le ministre de l'Intérieur de 1986 et celui de 1993 : le titre honorifique, mais d'ombroie prestigieuse, de ministre d'Etat, tout d'abord ; l'ajout à ses attributions, ensuite, de l'aménagement du territoire, ce qui ne manque pas de sel pour le patron des Hauts-de-Seine, un département opulent, qui symbolise jusqu'à la caricature les déséquilibres français.

La différence tient surtout, en fait, à ce que cette nomination ne dit pas et qui est tout simplement l'histoire de Charles Pasqua. Ces dernières années ont été riches en épisodes. S'il est achevé la cohabitation, qui avait donné au premier « flic » de France l'occasion de « terroriser les terroristes » avec un succès relatif et, accessoirement, de redécouvrir la carte des circonscriptions législatives, un nouveau tonne à été entamé. Le mécanisme hérité de la machine RPR, présenté sommairement comme dévoté corps et âme à Jacques Chirac, voit celui-ci jeté à terre par son cuisant revers à l'élection présidentielle de

1988 et décide, alors, de rendre son tablier et de se mettre à son compte avec l'aide d'un autre rebelle, Philippe Séguin.

Leur offensive contre la direction du parti écologiste fera long feu, en février 1990, mais, deux ans plus tard, le président du groupe RPR du Sénat Pasqua sera une nouvelle fois aux côtés de Philippe Séguin contre le président du RPR, lors de la bataille de Maastricht. Cette dernière se soldera formellement, pour eux, par un nouvel échec, mais elle leur permettra de confirmer un ancrage dans un électoral populaire souvent abandonné au Front national, dont Charles Pasqua disait partager les « valeurs » au plus fort du tumulte de la campagne présidentielle de 1988.

La campagne du référendum sur l'Europe précédera de peu celle de la présidence du Sénat, où Charles Pasqua s'illustrera à ses dépens en parvenant, malgré lui, à ressouder l'UDF contre sa personne, pour le plus grand profit de René Monory (CDS). Marginalisé au palais du Luxembourg, ses ambitions revues à la baisse, le président du groupe RPR prépare, alors, une reconversion ministérielle qu'il paie du



prix, sans doute jugé trop élevé par Philippe Séguin, de sa totale indépendance d'action et de parole. Au lendemain du premier tour des élections législatives, il avait appelé de ses vœux « une équipe restreinte, avec des hommes et des femmes dont aucun n'ait été élu, de près ou de loin, mêlé à des affaires ou soupçonné de quoi que ce soit ».

Les précédents épisodes de la vie de Charles Pasqua, de ses responsabilités au sein du Service d'action civique (SAC) à l'affaire du vrai-faux passeport d'Yves Chaler dans l'affaire du Carrefour du développement, sont désormais bien loin. Edouard Balladur, qui ne représente pas la même culture que lui au sein de la famille RPR, aura répondu en partie à son attente : Charles Pasqua est, certes, membre d'une équipe resserrée mais il n'a pas la charge du ministère de la Défense qu'il guignait, pourtant, ostensiblement.

GILLES PARIS

Né le 13 avril 1927, à Grasse (Alpes-Maritimes), entré dans la Résistance à seize ans, Charles Pasqua est, en 1952, représentant de la société Ricard, puis, en 1960, directeur des ventes en France. Député (UDR) des Hauts-de-Seine en 1968, battu aux élections législatives de 1973, il est élu conseiller général et président du conseil général des Hauts-de-Seine en 1977. Parallèlement, il devient secrétaire national de l'UDF, chargé de l'animation. Sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine en 1977, président du groupe RPR du Sénat en 1980, il est ministre de l'Intérieur de 1986 à 1988. Il revient ensuite au Sénat et retrouve, également, son poste de président du conseil général des Hauts-de-Seine.

JUSTICE : Pierre Méhaignerie

Au pied du mur

Pierre Méhaignerie voulait du neuf, il est servi ! Il se voit confier un ministère qu'il n'avait jamais demandé. Un ministère technique-difficile qui va demander d'énormes moyens pour redonner confiance à une magistrature matériellement gênée et moralement atteinte. Un ministère politiquement exposé où il lui faudra affronter la grogne engendrée par le nouveau code de procédure pénale et où il devra, s'il entend se faire respecter, rebâtir une cloison étanche entre le judiciaire et le politique.

Avant 1981, MM. Giscard d'Estaing et Barre avaient confié à ce fils de paysan l'agriculture. Rien n'aurait pu lui faire plus plaisir. En 1986, le même M. Barre, candidat à l'élection présidentielle, lui recommanda expressément, afin de ne point se fourvoyer dans l'entrepreneur chiracien, de n'accepter encore qu'un ministère technique. Point d'était besoin d'insister. M. Méhaignerie hérita d'un grand ministère de l'équipement, du logement et des transports. Il put laisser son nom à une loi. Il se serait bien vu cette fois aux finances ou à

la tête d'un grand ministère de la décentralisation. M. Balladur, qui pourtant le tient en affection, avait une autre idée.

En en faisant son garde des sceaux, il renoue ainsi avec une tradition privilégiée des bons démocrates-chrétiens pour cette charge éminemment morale. Il avoue lui-même avoir tout à

découvrir place Vendôme, mais on peut faire confiance à ses capacités de travail et à son cultisme de Breton pour avancer. A cinquante-quatre ans, il pourra faire valoir son expérience gouvernementale : cinq ans, de 1976 à 1981, dans les équipes des premiers ministres Chirac et Barre, plus deux ans de cohabitation.

Malgré cela, M. Méhaignerie ne s'est jamais laissé tourner la tête par les ors de la République, ce qui est pas si courant. Son autre qualité est un sens aigu de la justice. Les pratiques douteuses — à gauche comme à droite — l'ont toujours révolté, convaincu qu'il faudrait bien un jour ou l'autre, pour reconstruire les Français et la politique, savoir donner un grand coup de balai. C'est au travers de ce crible qu'il juge fondamentalement les hommes. « Seule une attitude d'équité, de recherche d'une plus grande justice, d'exemplarité dans la gestion gouvernementale, rendra possibles les changements et les réformes nécessaires », estimait-il encore récemment dans une tribune publiée par le Monde.

M. Méhaignerie est cette fois à pied d'œuvre. Il est attendu. Président du CDS depuis plus de dix ans, il trouve là aussi l'occasion d'attester que le discours social et humaniste des centristes ne se paye pas que de mots.

D. C.

[Né le 4 mai 1939 à Balazé (Ille-et-Vilaine), ingénieur du génie rural, Pierre Méhaignerie a été élu député d'Ille-et-Vilaine en 1973. En janvier 1976, il devient secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture. Elu en 1976 conseiller général du canton de Vitré-Est, il devient maire de cette ville l'année suivante. En mars 1977, il est promu ministre de l'Agriculture, poste qu'il conservera jusqu'en mai 1981. Elu de nouveau député en juin 1981, il devient président du conseil général d'Ille-et-Vilaine en mars 1982. En juin de la même année, il est élu président du CDS. En mars 1986, il est nommé dans le gouvernement de Jacques Chirac ministre de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des transports. Réélu député en juin 1988, il devient président du nouveau groupe de l'Union du centre (UDC). Fondateur d'abandonne en septembre 1991 avant de se faire réélire en octobre président du CDS. Le 21 mars, Pierre Méhaignerie a été réélu député le premier tour avec 62,22 % des voix.]



Vingt départements représentés



Vingt-neuf des membres du gouvernement détiennent des mandats électifs. Dix-neuf départements plus la région monodépartementale de la Guadeloupe sont ainsi représentés : Paris avec cinq ministères, les Pyrénées-Atlantiques avec trois, l'Ille-et-Vilaine, la Maine-et-Loire et les Hauts-de-Seine avec deux ; l'Aveyron, l'Ariège, la Loire, la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, les Hautes-Pyrénées, le Bas-Rhin, la Seine-et-Marne, la Sarthe, la Savoie, la Haute-Savoie, le Val-de-Marne, le Var et la Vendée avec un chacun.

D'EDOUARD BALLADUR

Ministres

AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Alain Juppé

La tentation du Quai

C'est peu dire que le nouveau ministre des affaires étrangères aime Venise. Il voue une véritable culte à la cité lacustre italienne qu'il a introduite dans le titre d'un ouvrage, journal de bord et confidences politiques, qu'il vient de publier. Cette attirance prédisposait-elle ce normalien énarque (promotion Charles de Gaulle) à une «tentation du Quai»? Il a le profil, diront certains, lui rejette la présentation médiatique qui fait de lui un homme froid, sec, sans âme. En un mot, technocrate. L'administration du Quai d'Orsay n'en a cure et attend avec un certain plaisir, dit-on volontiers au RPR, l'arrivée de celui qui voudrait prendre de «grandes initiatives diplomatiques». Domine-t-elle à manier dans une telle période, les affaires étrangères constitueront à n'en pas douter pour M. Juppé, un baromètre extrêmement sensible aux variations et à la qualité de la cohabitation.

En tout état de cause, il occupe dans la hiérarchie gouvernementale la première place des ministres qui ne sont pas d'Etat, ce qui tendrait à prouver qu'Edouard Balladur n'a pas assigné à ce fidèle de Jacques Chirac - dont il dirige la campagne présidentielle en 1988 - la mission d'ouvrir une confrontation avec François Mitterrand, tout en lui indiquant qu'il faudra rester ferme sur l'affirmation des orientations du gouvernement en matière étrangère. Ce sera déjà de la diplomatie intérieure. Une tâche qui ne



dépassera pas M. Juppé, habitué à tendre la carotte et à brandir le bâton dans la conduite quotidienne du RPR. Après avoir servi M. Chirac pendant dix ans à l'hôtel Matignon et à la mairie de Paris, ce qui lui valut son poste de ministre du budget et de porte-parole du gouvernement entre 1986 et 1988 - une double fonction occupée aujourd'hui par Nicolas Sarkozy - M. Juppé est en effet secrétaire général du mouvement néogaulliste depuis près de cinq ans. Lui considère qu'il ne serait pas mal venu de céder la main, mais M. Chirac pense qu'il pourrait bien tenir encore deux ans, jusqu'à l'élection présidentielle. Une fois du plus, M. Juppé se fera une douce violence.

Amoureux d'une littérature qu'il ne trouvait pas chez lui étant enfant, européen dans un parti qui ne l'est pas, doté d'une discrète élégance «britannique» dans un milieu qui cultive parfois un populisme bien de chez nous, M. Juppé est pétri de ces contradictions qui arrachent parfois de grosses colères, qui conduisent souvent à avaler des couleuvres et qui peuvent faire de bons diplomates.

OLIVIER BIFFAUD

[Né le 15 août 1945 à Mont-de-Méran (Landes), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé de lettres classiques, ancien élève de l'École normale supérieure et de l'ENA (1970-1972), Alain Juppé est entré à l'inspection des finances avant de rejoindre, comme chargé de mission, le cabinet du premier ministre, Jacques Chirac, de juin à août 1976. En même temps qu'il passe deux années (1976-1978) au cabinet de Robert Galley, ministre de la coopération, il est délégué national du RPR, puis entre au cabinet de M. Chirac à la mairie de Paris. élu conseiller de la capitale en 1983, il occupe le poste de deuxième adjoint chargé du budget, et l'année suivante il entre au Parlement européen. En 1986, il est élu député de Paris mais il devient ministre délégué auprès d'Edouard Balladur, chargé du budget, et porte-parole du gouvernement. Réélu député en 1988, il accède au secrétariat général du RPR. Réélu député européen en 1989, il occupe son siège comme il le fera, en 1992, après avoir conduit la liste de l'opposition aux élections régionales à Paris. Il a été confirmé au poste de secrétaire général au terme des dernières élections du RPR, début mars. Il a été réélu député le 28 mars.]

ÉCONOMIE : Edmond Alphandéry

Un solide bagage

Sa visite à la Bundesbank, à Francfort, mercredi 24 mars, entre les deux jours, aura pas été inutile. Edmond Alphandéry, quarante-neuf ans, arrivé à Bercy, au ministère de l'économie, avec de bonnes relations et un solide bagage. L'économie et la monnaie n'ont aucun secret pour cet ancien élève (à Sciences-Po) de Raymond Barre, dont il sera l'un des fidèles lieutenants. Agrégé de sciences économiques à vingt-huit ans, Edmond Alphandéry a fait une partie de ses études aux États-Unis avant de devenir professeur, aujourd'hui à l'université Paris-III (Assas).

Elu député de Maine-et-Loire sans discontinuer depuis 1978 et vice-président du CDS en 1988, cet intellectuel centriste a eu l'occasion de compléter sa formation par des exercices pratiques, à l'Assemblée comme au sein du conseil général. A la commission des finances, il a joué, depuis 1981, un rôle très actif dans la contestation, constructive, des budgets socialistes. Il a animé de multiples missions, notamment sur l'Union économique et monétaire. Il n'a assumé enfin avec application ses responsabilités au sein

de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et à la présidence de la commission supérieure de la Caisse nationale de prévoyance (CNP). Préparé pour Bercy, il a refusé, en décembre, le poste de commissaire européen que lui proposait l'Elysée.

L'Europe, la monnaie et l'épargne sont ses trois passions. Partisan résolu du traité de Maastricht, il a, lors des négociations de la plate-forme électorale de l'UPF, insisté, avec succès, pour que l'engagement en faveur du « franc fort » soit clairement affirmé. Spécialiste de politique monétaire, il a des idées très arrêtées sur ce que devrait être l'indépendance, promise, de la Banque de France.

L'insuffisance d'épargne longue est, enfin, chez lui, une obsession constante. Elle est le principal frein à l'investissement et à la croissance en France. L'épargne placée à long terme doit être stimulée par des avantages fiscaux massifs et davantage orientée vers les entreprises. La Bourse suivra avec sympathie et intérêt les premiers pas du successeur de Michel Sapin. Et ce d'autant plus qu'Edmond Alphandéry

va être chargé d'un autre grand chantier balladurien, les privatisations. Afin de ne plus être accusé de constituer un État-RPR dans l'économie, le premier ministre souhaitait que le dossier soit géré par un centriste.

1986, le piège : c'était le titre d'un livre publié en 1985 par Edmond Alphandéry, dans lequel il mettait en garde l'opposition d'alors à l'égard d'une cohabitation vouée inéluctablement à l'échec. Il faisait figure alors d'anti-Balladur. Aujourd'hui, le premier ministre semble l'avoir convaincu que «1993» ne sera pas un nouveau piège.

ERIK IZRAELEWICZ

[Né le 2 septembre 1943 à Avignon (Vaucluse), Edmond Alphandéry est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, et docteur en sciences économiques, agrégé d'économie politique. Marié, père d'un fils (prénommé Edouard), il a commencé sa carrière politique en devenant conseiller général de Maine-et-Loire en 1976, maire de Longue-Jumeilles en 1977, et député (UDF-CDS) en 1978. Il a été constamment réélu depuis.]

BUDGET ET PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT : Nicolas Sarkozy

Un jeune homme pressé

A trente-huit ans, Nicolas Sarkozy, fils d'un immigré hongrois réfugié en France après la guerre, est le bambin du gouvernement d'Edouard Balladur, un homme dans le sillage duquel il s'est placé depuis plusieurs années. Le secrétaire général adjoint du RPR est aussi fidèle à son image : M. Sarkozy est un jeune homme très pressé en politique. Au point qu'un journal satirique lui avait attribué, au moment de la campagne pour la nomination du traité de Maastricht, une déclaration imaginaire disant : «Je le «non» l'emporte, je perdrai le «oui». Il militait alors activement pour le «oui», ce qui le conduisit à affronter, parfois sévèrement, Charles Pasqua et Philippe

Séguin qui, eux, faisaient campagne aussi activement pour le «non» à la ratification du traité d'union européenne. Après coup, certains, au RPR, lui reprochèrent cet engagement trop visible, allant jusqu'à demander sa «tête» pour apaiser leur amertume. M. Sarkozy adopta alors ce qu'il est convenu d'appeler un «profil bas» pour se faire oublier.

Son opposition avec M. Pasqua ne date pas de l'année dernière. Elle a commencé en 1983 à la mort du maire de Neuilly-sur-Seine, Achille Peretti, quand, à vingt-huit ans, le «gamin», qui était conseiller municipal, a soufflé le feu au premier magistrat de la ville à un autre conseiller municipal, président du groupe néogaulliste du Sénat et président de la fédération RPR des Hauts-de-Seine, M. Pasqua. S'affranchissant de son aîné, il avait pris de vitesse. Il faut croire que ce dernier ne lui en tint pas rigueur, puisque M. Pasqua, ministre de l'intérieur de la cohabitation le nomma chargé de mission pour la lutte contre les risques chimiques et radiologiques. La sollicitation en sa faveur, il est vrai, était peut-être venue de «plus haut».

Car M. Sarkozy a mis très tôt sur son autre modèle, Jacques Chirac, qu'il voulait, dès 1978, «aider à assumer pleinement le destin qui est le sien et qui est grand, telle-

ment grand». Pour l'heure, il se consacrera, en ce qui concerne au budget, au destin de ce gouvernement dont il est le porte-parole. Un gouvernement où il va retrouver le «compagnon Pasqua». Mais n'assurait-il pas dans un entretien publié par le *Figaro*, le 22 août dernier, au plus fort de la bataille de Maastricht : «Dès le lendemain du référendum, le RPR referra son unité, animé par un seul objectif», celui de «gagner le combat de l'alternance». Pressé et tenace.

O. B.

[Né le 28 janvier 1955 à Paris, avocat, Nicolas Sarkozy de Nagy Bosa est titulaire d'une maîtrise de droit privé et d'un diplôme d'études approfondies (DEA) de sciences politiques. Membre du comité central (aujourd'hui appelé conseil national) du RPR depuis 1977, délégué national des jeunes de ce parti (1978-1979), il préside, en 1981, le comité des jeunes pour le soutien à M. Jacques Chirac à l'élection présidentielle. Conseiller municipal (1977-1983) puis maire, depuis 1983, de Neuilly-sur-Marne, M. Sarkozy a été conseiller régional d'Ile-de-France (1983-1988), vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine (1983-1988) et chargé de mission au ministère de l'intérieur (1987-1988). élu député en 1988, il devient secrétaire national du RPR la même année, puis secrétaire général adjoint en 1990 et prend la charge des fédérations en 1992. Il a été réélu député le 21 mars.]

ÉDUCATION NATIONALE : François Bayrou

Un agrégé méritant



Ce poste de ministre de l'éducation nationale, cela fait des mois qu'il s'y préparait, qu'il s'y voyait déjà et ne s'en cachait pas. François Bayrou l'a obtenu sans coup férir, on presque, tant il avait fini par apparaître comme le candidat naturel à la succession de Jack Lang. Et par faire oublier son bandicap majeur, à quarante-deux ans à peine : l'absence de toute expérience gouvernementale, quand il s'agit de prendre en charge le plus gros budget de l'Etat, l'avenir de treize millions d'élèves et un secteur exposé à toutes les secousses de la société française. Il est vrai que trois qualités le désignent naturellement. François Bayrou, tout d'abord, est du sérail. Boursier méritant issu d'un modeste milieu de paysans de Bordères (Pyrénées-Atlantiques), c'est un «pro», un vrai, agrégé de lettres classiques en 1973 et enseignant au lycée de Pau jusqu'en 1979. Et il ne conçoit guère que l'on puisse comprendre quel que ce soit à l'éducation si l'on n'a été professeur. Il l'a démontré depuis des années, dans ses interventions à l'Assemblée nationale, comme à la présidence du Groupe permanent de lutte contre l'illétrisme. Qu'il a y ajouter un brin de fantaisie, en alexandrins ou en bernains.

Deuxième atout : père de six enfants, il garde un contact attentif avec toutes les étapes du cursus *honorum*, depuis les écoles (publique et privée), conviction catholique oblige, où sont les plus jeunes, jusqu'aux classes préparatoires prestigieuses, où ses deux aînées prépa-

rent, qui Normale Sup', qui Polytechnique. François Bayrou n'hésite pas à brandir cet échantillon représentatif pour étayer sa conviction que l'éducation nationale peut se réformer sans conflits, pour peu qu'on y introduise davantage d'autonomie pour les établissements, de responsabilité pour les acteurs et d'équilibre entre public et privé.

Enfin, le nouveau ministre de l'éducation nationale ne manque ni d'ambition ni d'a-propos. Entré en politique à vingt-et-un ans, à la section paloise du Centre démocrate, il a gravi les échelons à vive allure : secrétaire national du CDS de 1980 à 1986, secrétaire général de l'UDF

depuis 1991, enfin président du conseil général de son département depuis 1992. Au passage, il aura travaillé avec les gloires du centrisme (Lacanuet ou Giscard, Pflimlin ou Méhaignerie), sauté de la campagne présidentielle de Raymond Barre, en 1988, à celle de Simone Veil aux européennes de 1989, participé à toutes les tentatives récentes de rénovation de la droite libérale française, d'abord lors de la révolte avortée des «quadras» contre les caciques, au printemps 1989, puis en rentrant, avec la bénédiction de M. Giscard d'Estaing, dans le giron de l'UDF, pour en faire, enfin, le grand parti du centre.

Il aura fait preuve, en toute situation, d'un certain talent pour concilier l'inconciliable et passer entre les gouttes, un talent qui ne sera pas de trop, rue de Grenelle.

G. C.

[Né le 25 mai 1951 à Bordères (Pyrénées-Atlantiques), agrégé de lettres classiques, François Bayrou a été professeur à Pau de 1974 à 1979. Entré comme conseiller technique au cabinet de Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, en 1979, rédacteur en chef de la revue *Démocratie moderne* depuis 1980, il a été secrétaire national du CDS de 1980 à 1986, puis secrétaire général adjoint de cette formation, avant de devenir, en 1989, délégué, puis secrétaire général de l'UDF. Conseiller général des Pyrénées-Atlantiques (canton de Pau-Sud) depuis mars 1982, conseiller municipal (minoritaire) de Pau depuis mars 1983, il a été élu député des Pyrénées-Atlantiques en mars 1986, réélu en juin 1988. En mars 1992, il est devenu président du conseil général de son département.]

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE : François Fillon

L'héritier émancipé

Disciple de Joël Le Theule, qui fut ministre, à plusieurs reprises, sous les présidences de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée, le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon, a aujourd'hui égalé son maître : il est, comme l'a été M. Le Theule en son temps, un homme incontesté et puissant dans son département de naissance - la Sarthe - et il vient d'hériter, pour la première fois, d'un poste ministériel. La seule différence est qu'il n'est pas ministre de la défense, lui qui s'est toujours intéressé aux questions militaires et stratégiques, comme le fut, en 1980, son «père» en politique.

A trente-neuf ans aujourd'hui, François Fillon, en dépit de son apparence d'éternel jeune premier, est en réalité un «briscard» de la politique qu'il a approchée, dès 1976, comme assistant parlementaire de Joël Le Theule après de solides études de droit et de sciences politiques. Il mettra ses pas, sur le plan régional comme au niveau national, dans les traces de l'homme auquel il continue de vouer, douze ans encore après sa mort brutale en décembre 1980, un culte authentique.

Cet héritage, il aura su le faire fructifier dès 1981, d'abord comme conseiller municipal, adjoint au maire, puis maire de Sablé-sur-Sarthe en 1983, conseiller général, enfin comme vice-président et président (depuis 1992) du conseil général de la Sarthe. Entre-temps, François Fillon réussit à se faire élire député RPR de la Sarthe, en 1981, malgré la vague socialiste : il est alors le benjamin de l'Assemblée nationale, il sera constamment réélu en 1986, 1988 et en mars 1993.

Durant la première période de cohabitation, il préside la commission de la défense au Palais-Bourbon. Il trouve là la récompense d'années d'investissement intellectuel dans le domaine de la réflexion militaire et stratégique. Sous sa présidence, la commission livre des rapports souvent impertinents, qui n'hésitent pas à critiquer l'action du gouvernement.

Pourtant, le poste - auquel il aspirait tant - de ministre de la défense ne lui est pas revenu.

Il faut dire que François Fillon n'a des idées très personnelles en la matière, qu'il n'est pas sûr d'avoir fait partager à son propre parti. A plus forte raison, François Mitterrand, chef des armées, en est encore davantage éloigné. M. Fillon est partisan de l'armée de métier et s'interroge sur la néces-

sité de moderniser les missiles des sous-marins nucléaires. Mais surtout, le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a été, avec ses alliés Charles Pasqua et Philippe Séguin, un anti-Maastricht déclaré. A la défense, où les problèmes de sécurité exigent de plus en plus des solutions européennes, la présence de M. Fillon n'est pas facilitée les options du chef de l'Etat.

mort le 14 décembre 1980, fut successivement ministre des transports et ministre de la défense. Avant l'élection présidentielle de mai 1981, il est au cabinet du ministre de l'industrie, André Girard. En 1981, M. Fillon est élu conseiller municipal de Sablé-sur-Sarthe, la ville dont Joël Le Theule avait été maire. Il est aussi conseiller général de la Sarthe. Il sera élu maire en 1983. Aux élections législatives de juin 1981, mars 1986, juin 1988 et en mars 1993 (avec 58,58 % des voix dès le premier tour), il est élu député RPR de la 4^e circonscription de la Sarthe. Depuis avril 1992, il préside le conseil général et, depuis 1980, le comité d'expansion économique de ce département.]

FAIRE DE LA POLITIQUE AUTREMENT. OUI, MAIS COMMENT ?

- un autre espace pour les acteurs du quotidien ?
- une autre conception de la citoyenneté et de la démocratie ?
- une autre façon de comprendre la politique ?

Cette idée d'agir autrement est fortement ressentie, souvent exprimée, mais peu explicitée...

Dans son numéro de Mars la revue *Devenirs* publie des contributions plurielles sur cette nouvelle approche de la politique :

Didier Anger, Michel Delebarre, Serge Depaquit, André Gauron, Pierre Héritier, Bernard Marx, Jean-Louis Moynet, Claude Neuschwander, Bruno Vennin.

Les *Cahiers Devenirs* sont édités par l'Association pour l'Autogestion, l'Initiative locale et l'Economie sociale. Président Pierre Héritier.

Association AILES : 30, rue René-Boulanger 75010 Paris. Tél. : 42-00-72-70.

Derniers numéros parus : L'évaluation : un défi démocratique - Un réformisme de gauche est-il possible ? - L'Europe sociale en question - Réflexions autour de la pratique du développement local - Apprentissage, vers un modèle français ? - Maastricht et après ?

Cahiers Devenirs : le numéro 40 F
abonnement 4 numéros : 100 F

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT

Ministres

ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME : Bernard Bosson

L'engouement permanent

Ce ministère de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson en «révèle», et travailler avec Edouard Balladur, «cet homme d'Etat pour qui il a de l'amitié et du respect», le ravit. Certes, avec ce brio de prudence habituelle des ministres à peine nommés, il concède la lourdeur de la tâche qui l'attend, parle des transports comme d'un «sujet sensible». Mais c'est vraiment avec «enthousiasme» qu'il entredit cette nouvelle mission.

M. Bosson est un enthousiaste chronique. Il en a toujours été ainsi, depuis son premier mandat, en 1977, de conseiller municipal d'Annecy (Haute-Savoie). Qu'il devienne maire de cette ville, en 1983, député, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, puis ministre délégué aux affaires européennes du gouvernement de Jacques Chirac (1986), ou qu'il participe à la courte aventure des rénovateurs de la droite (1989), M. Bosson ne se départit jamais de son engouement. Même quand il est élu, à l'automne 1991, secrétaire général du CDS, et que l'audat qu'il fait réaliser sur les finances de son parti laisse apparaître de sérieux trous de trésorerie.

Barriste, européen et décentralisateur convaincu, M. Bosson veut incarner la permanence d'une certaine idée de la politique, celle de Robert Schuman, celle de son père aussi, Charles Bosson, ancien sénateur et ancien maire d'Annecy, qui lui a chausé la place en Haute-Savoie. Mais, à quarante-cinq ans, malgré déjà seize ans de passé public, M. Bosson conserve cette énergie presque adolescente, cette capacité à s'étonner, à vouloir convaincre. Convinceur de la nécessité de «construire les Etats-Unis d'Europe», «grande réalisation du troisième millénaire». Convinceur «tous les démocrates» de se fixer une règle intangible, «refuser tous les extrémismes, le Front national ou le Parti communiste».

Le Front national, il l'a rencontré, le 28 mars dernier, dans la deuxième circonscription de Haute-Savoie. Alors qu'il avait été élu au premier tour en 1988, M. Bosson a dû affronter, au second tour, un représentant du parti d'extrême-droite, pour assurer, avec 74,85 % des voix, sa réélection. Sans doute a-t-il souffert d'une opération immobilière : l'acquisition par la municipalité d'Annecy d'un terrain appartenant à deux sociétés, dont l'une est dirigée par son suppléant, Pierre Hérisson. Mais la chambre régionale des comptes, tout en réle-

vant «des éléments surprenants qui ont pu justifier des interrogations», l'a mis hors de cause. M. Bosson a été «très fier d'être parmi les premiers élus de France qui aient saisi eux-mêmes» cette juridiction.

BRUNO CAUSSE

[Né le 25 février 1948 à Annecy (Haute-Savoie), avocat au barreau d'Annecy, Bernard Bosson est maire d'Annecy depuis 1983. En 1988, il a été élu député CDS de Haute-Savoie en 1986, réélu en 1991. Il a été secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales puis ministre délégué chargé des affaires européennes de 1986 à 1988. Il est secrétaire général du CDS depuis 1991.]

ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : Alain Madelin

L'idéologue du libéralisme

«Face à un besoin nouveau, il faut se garder d'y répondre par une action publique», aime à dire Alain Madelin. De là à se demander si la création du ministère des entreprises et du développement économique, dont il devient le détenteur, correspond à un besoin nouveau ou si M. Balladur n'écoute pas M. Madelin, il n'y a qu'un pas...

Quoi qu'il en soit, M. Madelin est au gouvernement et inaugure un ministère taillé pour lui. Rien à voir avec ce ministère de l'Industrie dont il avait hérité en mars 1986 et qui symbolisait ce que son

idéologie ultralibérale dénonçait le plus : l'interventionnisme de l'Etat. M. Madelin n'avait eu de cesse de s'automutiler et de réduire les marges de crédit que lui allouait le budget.

Cette fois-ci, il n'aura pas à se donner tout ce mal. L'industrie est chez son ami Longuet. M. Madelin aura donc les coudées franches pour mettre en œuvre ses idées, d'ailleurs largement diffusées dans la plate-forme RPR-UDF dont il fut un des négociateurs en tant que vice-président de l'UDF. Son principe : développer la création d'em-

ploi en améliorant l'environnement des entreprises plutôt qu'en les subventionnant. Comment? En prenant des mesures en faveur des PME : transmission d'entreprises, allègements fiscaux, simplification administrative... Un programme qui a des allures de plan PME à la Edith Cresson. Mais le nouveau ministre renierait une telle parenté.

A son nouveau poste, M. Madelin pourra notamment proposer la création d'un statut de travailleur indépendant, allégé en charges sociales et en formalités administratives, qui lui tient à cœur. Sans doute le ministère du travail, qu'il jugeait, lui aurait-il rendu la tâche plus aisée. Il lui faudra donc compter sur la bienveillance de ses collègues de Bercy.

Mais Alain Madelin n'est pas homme à se décourager. Si son ultralibéralisme s'est un peu tempéré avec les années, sa fougue ostentatoire est toujours au rendez-vous. A quarante-sept ans, cet avocat, membre de la «bande à Léo», n'évite guère les déclarations provocatrices. Comme en janvier 1993, lorsque, en pleine spéculation contre le franc, il avait prôné un flottement du franc par rapport au mark. Il avait alors été accusé de favoriser la spéculation.

«En France, ce qui ne marche pas, ce ne sont pas les entreprises. C'est l'Etat», affirmait-il récemment. Avec un ministre des entreprises, l'Etat peut-il mieux marcher?

CLAIRE BLANDIN

[Né le 26 mars 1946 à Paris, avocat près la cour d'appel de Paris, Alain Madelin, qui a milité à l'extrême droite, adhère en 1968 à la Fédération nationale des républicains indépendants. Il est député (UDF-PR) de la 4^e circonscription d'Ille-et-Vilaine depuis mars 1978 et conseiller régional de Bretagne depuis 1986. Ancien ministre de l'Industrie (mars 1986-mai 1988), ancien député européen, fondateur et président de l'Institut Euro 92, il est vice-président du Parti républicain et de l'UDF.]

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE : Michel Girard

Le patron d'une région

Bien qu'il n'hérite pas du portefeuille dans lequel il metait depuis de longues années ses espoirs - l'équipement, l'urbanisme et l'aménagement du territoire - Michel Girard prend en charge, à son tour, un ministère très difficile, mais pour lequel il est bien préparé.

Comme président (entre 1976 et 1988, et depuis mars 1992) du conseil régional d'Ile-de-France - la «région capitale» qui gère un budget de près de 13 milliards de francs, - il a en l'occasion de mettre en œuvre une politique économique volontariste, puis, depuis les lois de décentralisation, la formation professionnelle continue et l'apprentissage sont largement de la compétence des régions. En 1992, l'Ile-de-France a consacré à ces deux secteurs 1,16 milliard de francs, et à l'ensemble des vingt-deux régions de métropole 6,44 milliards de francs. Dans le projet de l'UFP, il est d'ailleurs prévu d'attribuer encore des fonds aux régions dans la formation.

On peut s'attendre que le nouveau ministre, directement en charge de la lutte contre le chômage, invite donc toutes les régions à conclure avec l'Etat un «pacte de mobilisation pour l'emploi». Favorable à la relance et à l'approfondissement de la décentralisation (une conception qu'il aura probablement du mal à faire partager à Charles Pasqua, autre «poids lourd» de la région parisienne), Michel Girard sait qu'on ne pourra pas raisonnablement résoudre la question de l'emploi de la même manière dans le Limousin, rural et en perte de vitesse démographique, en Lorraine, encore sidérurgique, ou en Ile-de-France, où le secteur tertiaire supérieur l'emporte. Il développe d'ailleurs souvent la thèse des «deux couples» : l'Etat doit travailler prioritairement avec les régions pour l'investissement, et les départements avec les villes.

Homme de dialogue et de conviction, «politique» et «spirituel», plus énergique qu'autoritaire, mal à l'aise

dans les compromis et les combines, démontrant que la morale peut s'accorder avec la vie publique, Michel Girard a pu, dans le passé et en sein même du RPR, pâtir, précisément, de ces qualités personnelles. Il a en, lui aussi, sa difficile traversée du désert après 1988.

Pour un homme politique dont la carrière est déjà bien remplie - maire, sénateur, député, président du conseil régional, président de l'Association des maires de France, - cette promotion au poste fort exposé de «ministre de l'avenir des jeunes» constitue une consécration et un challenge. Les jeunes? Les régions les connaissent - puisqu'elles ont - toutes - engagé un effort considérable pour les lycées et maintenant pour les universités. M. Girard pourra mettre en pratique la formule «Le travail en chantant». C'est lui qui fonda, en 1963, la chorale Vent d'est, affiliée à A cœur joie. Il y a quelques mois, il la dirigeait encore lui-même, au Zenith, à l'occasion

d'un gala de solidarité pour les sinistrés de Vaison-la-Romaine.

FRANÇOIS GROSCHARD

[Né le 14 juillet 1929 à Fontainebleau, Michel Girard est ancien professeur de lettres. Il a ensuite travaillé dans une entreprise d'importation de bois. En 1967, il est élu conseiller général du Val-de-Marne. De 1968 à 1973, il est administrateur, puis président du district de la région parisienne. Entre 1975 et 1977, il préside la société mixte du Marché d'intérêt national de Rungis. C'est en 1971 qu'il devient maire du Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne), dont il est aujourd'hui adjoint au maire. Il préside le conseil régional d'Ile-de-France de 1976 à 1988 et, de nouveau, à partir de 1992. Sénateur (RPR) du Val-de-Marne de 1977 à 1988, député de 1988 à mars 1993 (5^e circonscription), il est membre du bureau politique du RPR et de celui de l'UFP. De 1983 à 1992, il a présidé l'Association des maires de France. Il préside, enfin, l'Association mondiale des grandes métropoles et, comme chef d'entreprise, le SONTBAT (Société de négociation internationale pour le bâtiment.)

GROUPE DE BISSY CAMPUS



Avec trois Ecoles - ESCO, EBMS, ESARC -, un Institut - LIESM -, un Centre de formation - le CTS Esarc -, le Groupe de Bissy Campus couvre l'ensemble des formations de Commerce et de Gestion. Implanté dans huit grandes villes universitaires européennes, il réunit plus de 3.000 étudiants. Quatre cents d'entre eux étudient à l'étranger, notamment à Oxford et Barcelone, ou aux Etats-Unis dans des Universités associées. Le Groupe de Bissy est présidé par Yves de Redon. CDC Participations, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, BANEXI, filiale de la BNP et SIPAREX se sont associées au Groupe de Bissy Campus pour assurer son développement.

ESCO
Ecole Supérieure de Commerce et d'Organisation

CPHEC
MANAGER D'ENTREPRISE
BAC + 4
MBA
BAC + 5

Ecole Supérieure de Commerce et d'Organisation. Recrutement direct aux concours exclusivement réservés aux élèves des CPHEC, admission parallèle sur titre. Trois ans d'études, dont une année optionnelle à Oxford. Master en Gestion Financière et M.B.A. dans les universités américaines associées (AACSB).

LIESM
Institut d'Etudes Supérieures de Marketing

BAC + 2
MARKETING MANAGER
BAC + 4
MBA
BAC + 5

Institut d'Etudes Supérieures de Marketing. Recrutement post-Bac +2 et Bac +4. Deuxième cycle : Marketing Manager. Troisième cycle : Master en Marketing Management option : Marketing Stratégique, Marketing International ou Direction des Ventes.

EBMS
European Business and Management School

BAC
DIPLOME UNIVERSITAIRE EUROPEEN
BAC + 4
MBA
BAC + 5

Ecole de Commerce et de Management Européenne. Recrutement post-Bac en 1^{re} année, post-Bac +1/+2 en 2^e année. Quatre ans d'études dont la 3^e année à Oxford ou aux U.S.A. et la 4^e année sur option en France, en Espagne ou en Allemagne. Ecole accréditée et diplômée par l'Université d'Oxford Polytechnic. Master in International Business et M.B.A. (AACSB).

ESARC
Ecole Supérieure d'Action et de Recherche Commerciales

BAC
MANAGER COMMERCIAL
BAC + 3
MBA
BAC + 5

Ecole Supérieure d'Action et de Recherche Commerciales. Recrutement post-Bac pour 3 ans d'études ou post-Bac +2 pour 1 an d'études débouchant sur le titre de Manager Commercial et diplômés de la FEDE. Recrutement post-Bac +3 pour 2 ans d'études alternées Ecole-Entreprise, débouchant sur le titre de Master en Direction Commerciale.

C.T.S. ESARC
Centre des Techniciens Supérieurs

BAC
BTS
BAC + 2
ADMS
PARALLÈLE

Centre des Techniciens Supérieurs. Recrutement post-Bac pour 2 ans de formation aux BTS Action Commerciale, Commerce International, Communication et Action Publicitaires, Tourisme, Comptabilité-Gestion. Admissions parallèles sur titre et concours dans les Ecoles de Commerce et de Gestion.

Les étudiants des Ecoles sont accueillis sur les Campus de Bissy à Bordeaux, Toulouse, Montpellier et Grenoble et en centre-ville à Paris, Aix-en-Provence, Barcelone et Oxford. Outre de remarquables installations pédagogiques, ils y trouvent une importante capacité d'hébergement - plus de 1.000 studios - et des équipements sportifs performants.

Depuis 1982, plus de 11.000 étudiants ont choisi les formations du Groupe de Bissy Campus. Ils travaillent aujourd'hui dans la communication, le marketing, la vente, la gestion, la finance et l'export aussi bien que dans les ressources humaines.

Les Ecoles de l'Entreprise

"Depuis 1982, plus de 11.000 étudiants ont choisi les formations du groupe de Bissy Campus"

PARIS : Groupe de Bissy Campus - 11, avenue L. Buisson - 75016 Paris - Tél. (1) 49 10 99 22 - Fax (1) 46 09 99 61

فكرنا من الأصل

D'EDOUARD BALLADUR

Ministres

CULTURE ET FRANCOPHONIE : Jacques Toubon

L'interlocuteur de Jack Lang

Le concours des portefeuilles ministériels, Jacques Toubon le prépare depuis cinq ans. Depuis ce jour de juin 1988 où l'ancien secrétaire général du RPR s'est retrouvé simple député de l'opposition. Même en y ajoutant le mandat de maire du XIII^e arrondissement, conquis en 1993, l'ennui guettait ce travailleur bouddhiste. A quarante-sept ans, Jacques Toubon a donc repris consciencieusement ses études de ministre. Restait à choisir l'option. Ce serait la culture. Par affinité personnelle profonde depuis qu'il son goût pour l'opéra s'est ajouté celui pour l'art contemporain, son influence de son épouse Lisa, et parce que, dans sa classe gaulliste, il y avait une place à prendre.

Ce serait donc lui qui, à chaque débat budgétaire à l'Assemblée nationale sur les crédits du ministère de la culture, donnerait la réplique à Jack Lang au plus fort de sa cote, ou dénonçant le « parasitisme » de ses choix ou les dépenses « pharaoniques » des grands travaux. Ce serait encore lui qui, conquis sans ménagement des instances dirigeantes du RPR, s'approprierait peu à peu le label de « Monsieur culture » du parti chiracien ou ce manquant jamais de prendre la parole sur ce sujet lors des assises thématiques de son mouvement et dans les médias. Quant aux milieux culturels, ils découvriraient avec sympathie un enthousiasme et une curiosité sans sectarisme qui effacent l'image peu

flatteuse d'homme d'appareil et de parangon du chiraquisme qui collait jusqu'alors à Jacques Toubon. Et lorsque le ministre de l'éducation, de la culture et de la communication reçoit, au nom du gouvernement français, le jeudi 18 mars à l'Arche de la Défense, l'écrivain Salman Rushdie, c'est Jacques Toubon qui, avec son principal rival à la candidature rue de Valois, Alain Carignon, le maire de Grenoble, vient représenter le RPR, aux côtés de la poignée d'artistes et d'intellectuels d'exception.

L'option culture réussit au député de Paris, mais elle ne lui suffit pas. Et lorsque l'on prépare un concours aussi disputé, mieux vaut multiplier ses chances. Par conséquent, membre de la commission des lois, Jacques Toubon se découvre une autre passion, celle du droit et de la justice. Là encore, il est de tous les débats, du code pénal aux étonnantes déclarations en passant par la réforme constitutionnelle, le statut des magistrats ou la bioéthique. Aux interventions polémiques et désordonnées du « monsieur culture » de l'opposition version 1981-1983, il substitue des exposés rigoureux qui forcent l'attention de ses adversaires socialistes. On lui prête alors de sérieuses ambitions pour la chancellerie, qu'il ne dément pas.

Ces cinq années de travail parlementaire enrichi de réunions de réflexion avec des magistrats, des hauts fonctionnaires ou des médi-

cins, l'ont eo tout cas profondément transformé. « Je me suis dépouillé peu à peu de mon personnage RPR », convient le député de Paris. Mais seulement pour mieux le reconstruire. Les années de disgrâce ne l'ont jamais fait douter de celui qui, en 1971, avait remarqué ce sous-préfet fraîchement diplômé de l'ENA et l'avait fait venir à son cabinet de ministre chargé des relations avec le Parlement avant de lui confier des responsabilités toujours plus grandes au sein du RPR. La « voix » de Jacques Chirac a trouvé sa tonalité propre, sans trahir la partition du maître. C'est ce qui distingue des élèves besogneux celui qui finit par réussir les concours.

PASCAL ROBERT-DIARD

[Né le 29 juin 1941 à Nice (Alpes-Maritimes), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'ENA, Jacques Toubon a été membre de nombreux cabinets ministériels, dont ceux de Jacques Chirac, au ministère chargé des relations avec le Parlement (de 1971 à 1972), de l'Agriculture (de 1972 à 1973), de l'Intérieur (1974), puis à Matignon de 1974 à 1976. La même année, il devient député national du RPR, chargé des sections, puis, en 1978, secrétaire général adjoint du mouvement gaulliste. Député de Paris depuis 1981 et maire du XIII^e arrondissement depuis 1983, M. Toubon a été président de la commission des lois de l'Assemblée nationale de 1986 à 1987 et secrétaire général du RPR de 1984 à 1988. Il a été élu, en février 1993, président du Club 89, organe de réflexion proche du RPR.]

COMMUNICATION : Alain Carignon

Le médiateur indispensable

Carte de presse n° 26 421. « C'est le seul numéro dont je me souviens toujours », dit-il encore aujourd'hui. Fils d'un journaliste du *Dauphiné libéré*, Alain Carignon fut en effet pigiste, jadis, dans plusieurs hebdomadaires grenoblois. Elève dissipé, dissipé par la politique — seul, il allait rejoindre, la nuit, des croix de Lorraine sur les murs, dans un lieu communautaire — il avait quitté le lycée avant de passer le bac, et il lui fallait bien vivre.

En 1976, devenu conseiller général, il occupait encore son temps, pendant les séances plénières de l'Assemblée départementale, à rédiger discrètement de petits échos pour les *Affiches de Grenoble*. Enfin, après sa démission de la mairie de Grenoble, en 1983, il s'est usé, jusqu'à en abuser parfois, de ses relations avec les médias. Jusqu'à débiter, un jour de 1990, dans les locaux de FR-3-Grenoble, une longue et véhémente diatribe d'un reportage qu'il jugeait injurieux à son égard. Nul doute à avoir à ce sujet : M. Carignon est

un passionné de la communication, sous toutes ses formes.

Sa carte de l'UDR, puis du RPR, se revanche, le maire de Grenoble peut avoir quelques raisons d'eo avoir oublié les références exactes. Une première fois, lors de l'élection présidentielle de 1974, il fut suspendu du mouvement gaulliste pour avoir préféré Jacques Chaban-Delmas à l'opération menée par M. Chirac au profit du candidat Giscard d'Estaing. Une seconde fois, en juin 1990, alors qu'il pesait déjà beaucoup plus lourd, l'ancien ministre de l'environnement fut mis en congé du RPR après avoir appelé à voter en faveur d'oe candidate socialiste, opposée, à Villeurbanne, dans une élection partielle, à un représentant du Front national. Mais Jacques Chirac sait se montrer bon prince pour ce « compagnon » agité, souvent imprévisible, mais qui se débrouille toujours pour se rendre indispensable.

Depuis sa réintégration, il y a près d'un an, dans les instances

dirigeantes du RPR, comme délégué général chargé de la formation et de la culture, M. Carignon s'efforçait notamment de tisser des liens avec des milieux très divers, artistes, écologistes, formateurs, généralement éloignés de la clientèle traditionnelle du mouvement néogaulliste. Pour élargir l'assise du maire de Paris, expliquait-il, en vue du second tour de la prochaine élection présidentielle.

J.-L. S.

[Né le 23 février 1949 à Vizille (Isère), Alain Carignon est diplômé de l'Institut d'administration des entreprises de Grenoble. Journaliste, puis collaborateur d'Alain Piquet, rédacteur de la République, puis chargé des relations extérieures de la chambre de commerce de Grenoble, il a été élu conseiller général de Grenoble en 1976. Maire de Grenoble depuis 1983, après sa victoire sur Hubert Dubedout, et président du conseil général de l'Isère depuis 1985, il a été parlementaire européen de 1984 à 1986 et ministre délégué à l'environnement dans le gouvernement de M. Chirac, de 1986 à 1988.]

INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ET COMMERCE EXTÉRIEUR : Gérard Longuet

De droite et fier de l'être

Parce qu'il fut jadis un militant d'extrême droite, qu'il participa à la fondation du mouvement Occident et qu'il n'a jamais renié ce passé, d'où le Front national ravive quelquefois malicieusement le souvenir, Gérard Longuet fut longtemps soupçonné de complaisance à l'égard du parti de Jean-Marie Le Pen. Homme de droite et fier de l'être, le président du Parti républicain a eu, en effet, sur le sujet, à plusieurs reprises, des paroles ambiguës.

Ce fut le cas lorsqu'au printemps 1991, au avant les élections régionales, il accepta d'envisager des alliances locales avec le Front national puis lorsqu'il proposa, quelques semaines plus tard, de réserver le RMI aux seuls ressortissants français.

Ce fut encore le cas lorsqu'en septembre de la même année, après les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing sur les risques d'une « invasion » suscitées par l'immigration, il se contenta de

regretter que l'ancien président de la République ait réservé ses propos à un magazine plutôt que de les soumettre aux militants, puis lorsqu'en octobre il s'éleva contre la « diabolisation » de Jean-Marie Le Pen.

On attendait de ce proche de François Léotard — auquel il a succédé à la tête du Parti républicain — qu'il prenne enfin position clairement contre le Front national afin de rompre avec l'image d'activiste musclé et d'« apparatchik » sans état d'âme qui lui colle à la peau. Ce fut chose faite en novembre 1991, quand, à l'occasion du conseil national de son parti, il diffusa un long texte de réflexion qui condamnait sans détour, au nom de l'idéal républicain, l'idéologie du Front national.

Il pouvait dès lors, à l'issue des élections régionales, exiger la démission de Jean-Marie Rausch de la présidence du conseil régional de Lorraine pour cause de collusion présumée avec l'extrême

droite et se faire élire à sa place sans les voix du Front national.

Avant d'avoir bousillé ainsi une respectabilité politique qui lui avait été longtemps contestée, Gérard Longuet avait acquis pendant son passage aux affaires une réputation de bon gestionnaire : l'engagem dans une prudente décentralisation des télécommunications, ouvroir, par décret, à la concurrence les services dits « à valeur ajoutée », faute de pouvoir faire aboutir par la voie législative une réforme globale. « Il travaille pour son succès », disait alors son entourage pour justifier son attitude précautionneuse. Il retrouve aujourd'hui son ancien portefeuille — augmenté, il est vrai, de l'industrie et du commerce extérieur — dans un paysage bouleversé par une gauche qui s'est montrée, sur ce terrain, plus libérale que lui.

THOMAS FERENCZI

[Né le 24 février 1946 à Neully-sur-Seine, ancien élève de l'ENA, sous-préfet, Gérard Longuet a été directeur du cabinet du député de l'Eure puis de celui de la Somme avant de diriger le cabinet de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat. En 1978, député UDR-FR de la Vienne, il a été battu en 1981 avant de devenir parlementaire européen en 1984. Revenu au Palais-Bourbon en 1986, il est secrétaire d'Etat puis ministre délégué chargé des postes et télécommunications dans le gouvernement de cohabitation. Réélu député en 1988, puis, le 21 mars dernier, au premier tour, il a été élu en 1992 à la présidence du conseil régional de Lorraine. Il est président du Parti républicain depuis 1990 après en avoir été trésorier puis secrétaire général.]

ENVIRONNEMENT : Michel Barnier

« Cohabitant » de la première heure

En 1986, dans le gouvernement de la première cohabitation, Michel Barnier était, en quelque sorte, le rival du président du RPR : Paris et la Savoie étaient en concurrence pour l'organisation des Jeux olympiques de 1992. Deux ans plus tôt, le jeune président du conseil général de Savoie avait même eu l'audace, au titre de la « décentralisation », d'inviter le président de la République à participer à une session extraordinaire de l'Assemblée départementale. La Savoie eut ses Jeux et, à défaut de portefeuilles, Michel Barnier eut à cœur pendant six ans, en collaboration avec Jean-Claude Killy, la préparation, puis la réalisation de l'une des plus grosses entreprises de spectacle de la fin de siècle, les JO d'Albertville.

Entre-temps, celui qui avait été le plus jeune conseiller général de France (dès 1973, à l'âge de vingt-deux ans), le plus jeune député de France (en 1978) et le plus jeune président de conseil général de France (en 1982), ne venait plus guère à l'Assemblée nationale que pour assister, le mercredi après-midi, à la séance des questions au gouvernement — sur le siège voisin de celui de M. Balladur — et pour se consacrer au seul dossier de l'environnement.

Rapporteur spécial de la commission des finances, il avait remis au président de la République, au printemps de 1990, un volumineux catalogue de « cent propositions pour une nouvelle politique de l'environnement », dont il continua de suivre, patiemment, la mise en œuvre. Plus

récentement, en novembre 1992, dans un nouveau rapport d'information, accompagné de la publication d'un *Atlas des risques majeurs*, il avait proposé au gouvernement de prendre une « initiative européenne de sécurité écologique » en direction des pays de l'Europe centrale et orientale et de réduire, à cette fin, de 0,33 % les budgets de la défense des pays de l'Alliance atlantique.

Confortablement installé dans un département où la gauche n'existe plus guère, Michel Barnier est de ceux qui, au sein du RPR, ne doivent rien à Jacques Chirac. C'est de cette situation qu'il tire son goût et les moyens de son indépendance. En 1989, il avait participé, au second rang, à l'éphémère révolte des « douze » renouveau de l'opposition. Bien que proche de Philippe Séguin, il avait été l'un des cinq députés RPR à voter, au printemps dernier, lors de la réunion du Congrès du Parlement, le projet de réforme constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht, en souhaitant que le RPR fasse passer l'intérêt de la France avant son « réflexe d'opposition ».

J.-L. S.

[Né le 9 janvier 1951 à La Tronche (Isère), M. Barnier est diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Délégué de l'Union des jeunes pour le progrès, puis chargé de mission au cabinet du premier ministre chargé de l'environnement, Robert Poujade, M. Barnier est élu conseiller général de Bourg-Saint-Maurice en 1973, puis député de la Savoie en 1978. Depuis 1982, il préside le conseil général de la Savoie.]

AGRICULTURE ET PÊCHE : Jean Puech

La France rurale

Il aurait sans aucun doute préféré l'aménagement du territoire à l'agriculture et à la pêche, mais la question ce lui a pas été posée. Jean Puech (UDF-PR), qui ne comptait pas parmi les favoris, doit en effet sa désignation à la défection de Charles Millon (UDF-PR). Cette nomination tranche avec celle de François Guillaume en 1986, qui était lui un authentique porte-parole d'un lobby traditionnellement acquis à la droite. Les pêcheurs resteront certainement circonspects. Les agriculteurs pourront au moins se rassurer en se disant que leurs problèmes ne sont sans doute pas tout à fait étrangers à un élu de l'Aveyron, département rural s'il en est.

C'est d'ailleurs à partir de son enracinement que ce petit-fils de

paysan a bâti sa carrière politique. Coordonner général à vingt-huit ans, en 1970, puis benjamin des présidents de conseil général lorsqu'il prend la direction du département sept ans plus tard, c'est presque tout naturellement qu'il entre au Sénat, chambre par excellence des collectivités locales, en 1980. Un parcours rapide que couronne, en 1989, la présidence de l'Assemblée des présidents des conseils généraux de France. Un parcours sans taches, même si la poigne de fer dont il use dans son département a fait progressivement naître, les critiques, y compris dans les rangs de sa propre majorité.

Venu à la politique en réaction à mai 1968, Jean Puech a toujours milité dans la famille indépendante.

FONCTION PUBLIQUE : André Rossinot

Le radical de service

Tout gouvernement, quel soit de droite ou de gauche, a besoin d'un ministre radical pour incarner la tolérance et l'ouverture. André Rossinot était l'homme de la situation. Connaissant que le CDS n'a pas le monopole du centre, comme il le proclamait en 1988 lorsque Pierre Méhaignerie entraînera ses troupes dans un groupe distinct de celui de l'UDF, il campe résolument, depuis qu'il est entré au Parti radical en 1974 avant d'en devenir secrétaire général en 1979, puis président en 1983, sur cette frontière étroite qui sépare la droite de la gauche. Il a le souci constant de se démarquer de la droite et surtout de l'extrême droite, dont, en bon franco-maçon, il rejette catégoriquement les valeurs, mais il n'a jamais cédé aux plus aux appels de la gauche, se contentant d'appeler au « dialogue » avec ses frères séparés du MRG. Cet homme de contact et d'entente était bien placé, en 1986, pour devenir ministre des relations

avec le Parlement : il fit son travail consciencieusement, avec la rondeur et l'affabilité qu'on attendait de lui, jouant de ses qualités de rassembleur. Le voici, dans un autre poste, appelé à témoigner du même esprit de conciliation.

Si son destin national n'a pas été encore à la hauteur de ses espérances, l'enracinement local d'André Rossinot, en revanche, s'est affirmé. Venu à la politique par les mouvements associatifs, ce médecin oto-rhino-laryngologiste s'est lancé dans la vie publique à l'époque où Jean-Jacques Servan-Schreiber tentait de redonner quelques couleurs au vieux radicalisme. A la faveur de crises municipales successives, il conquiert en 1983 la mairie de Nancy. Homme de terrain en même temps que de dossiers, il a su se constituer une base électorale fidèle, qui lui a permis de mettre fin à l'instabilité politique dont souffrait sa ville. André Rossinot a beaucoup d'ambition

pour Nancy dont il voudrait faire, une grande métropole européenne à partir du « projet d'agglomération » qu'il a mis en chantier comme président du district urbain. Il revient au gouvernement alors que son grand rival, le maire de Metz, n'y est plus. Dans la bataille qui continue d'opposer les deux villes, sa promotion apparaît comme un atout majeur. Ce n'est pas le moindre intérêt, à ses yeux, de sa nouvelle fonction.

T. F.

[Né le 29 mai 1939 à Briey (Meurthe-et-Moselle), docteur en médecine, André Rossinot a été conseiller municipal puis deuxième adjoint au maire de Nancy avant de devenir maire en 1983. Elu député UDF-rad. de Meurthe-et-Moselle en 1978, il a été réélu en 1981 et en 1986 avant d'être nommé ministre chargé des relations avec le Parlement dans le premier gouvernement de cohabitation. Il a été réélu député en 1988 et en 1993. Il a présidé le Parti radical de 1983 à 1988.]

LOS ANGELES

2490 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRINX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après les stars d'Hollywood, nager dans les fastes d'un hôtel américain ne vous coûtera pas plus cher que l'édition originale de "The bottom of the air is fresh".

* Les USA avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 2 600 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 160 AGENCES EN FRANCE
TAPEZ 36 16 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT

Ministres

COOPÉRATION : Michel Roussin

L'homme des services secrets

Le nouveau ministre de la coopération, Michel Roussin, est un homme de fidélité. A la gendarmerie, où il fut, durant treize ans, officier après avoir servi dans l'artillerie. Aux services de renseignement, où il dirigea, pendant quatre ans, le cabinet de leur patron de l'époque, Alexandre de Marenches, jusqu'à la victoire de François Mitterrand en mai 1981. Mais, surtout, à Jacques Chirac, qu'il connaît à partir de 1972, lorsqu'il exerça la fonction de commandant militaire de l'hôtel Matignon, et qu'il suivit, dès après l'arrivée des socialistes au pouvoir, à la mairie de Paris et au poste de premier ministre du premier gouvernement de la cohabitation.

Ce pied-noir du Maroc est bardé de diplômes, civils et militaires, comme le diplôme de langues orientales, le grade universitaire de docteur en lettres ou le brevet de l'enseignement supérieur scientifique et technique militaire. Mais Michel Roussin n'a pas besoin de s'en prévaloir pour s'imposer : sa puissance de travail, sous des apparences de dilettante, et sa rigueur quasi militaire, voire son souci du détail ou de la précision, qui ne sont pas exempts d'un évident esprit de souplesse, plaident pour lui et l'ont toujours fait apprécier de ceux avec lesquels il est appelé à collaborer. Loin d'être dédaigné d'humour, il se lance fréquemment, si les circonstances le permettent, dans des imitations improvisées de personnalités auxquelles il prête un accent nord-africain irrésistible.

Quand il quitta l'armée, en 1976, Michel Roussin entra dans l'administration préfectorale. En qualité de sous-préfet, il servit en Indre-et-Loire, puis au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (l'ancêtre de la DGSE). En 1981, il est chargé de mission à la Compagnie générale des eaux avant d'accéder au cabinet du ministre de Paris en 1983. Là, il est dans l'ombre de Jacques Chirac, d'abord comme conseiller, puis chef de son cabinet. En 1986, il est encore à ses côtés à l'hôtel Matignon. La cohabitation achevée, Michel Roussin devient directeur du cabinet du maire de Paris. Pour les élections législatives de mars, à Paris, il repart, comme co-

occupé par Edouard Frédéric-Dupont, qui met fin à cinquante-sept ans d'activités politiques et auquel il succède - très aisément - dès le premier tour de scrutin.

Au ministère de la coopération, Michel Roussin retrouvera des interlocuteurs qu'il a bien connus en Afrique depuis son passage à la tête des services secrets.

[Né le 3 mai 1939 à Rabat (Maroc), officier d'artillerie de 1960 à 1963, puis officier de gendarmerie de 1963 à 1969, Michel Roussin a été chargé des relations avec la presse à la direction de la gendarmerie et de la justice militaire, avant de devenir, en 1972, commandant militaire de l'hôtel Matignon. Nommé sous-préfet, Michel Roussin a été directeur du cabinet du directeur général du SDECE de 1977 à 1981. Il a rejoint le

Auprès du président du RPR et maire de Paris, cet homme, qui n'a jamais occulté de sa vie ses responsabilités précédentes dans le renseignement à la différence de nombreux autres, avait reçu aussi pour mission de maintenir les liens avec les dirigeants de pays africains.

J. L.

cabinet de Jacques Chirac, maire de Paris, en 1983, puis a suivi ce dernier dans ses fonctions de premier ministre, en mars 1986, comme chef de cabinet. En 1989, Michel Roussin est devenu directeur du cabinet du maire de Paris, poste qu'il a quitté pour se présenter aux élections législatives dans la 3^e circonscription de Paris, où il a été élu au premier tour le 21 mars.]

DOM-TOM : Dominique Perben

« Où vous voulez »

Deux ans de bons et loyaux services pour la cause chiraquienne valent à Dominique Perben son entrée au gouvernement. Cette récompense aurait pu intervenir plus tôt, fin 1986, quand il fallut trouver un successeur à Alain Devaquet, ministre délégué aux universités démissionnaire. Jacques Chirac, soucieux de trouver l'homme susceptible de renouer le dialogue avec le monde lycéen et étudiant, avait songé au maire de Chalon-sur-Saône. Se heurtant à l'hostilité d'un « baron » du RPR en Bourgogne, Robert Poujade, maire de Dijon, peu enclin à voir monter aussi vite l'étoile d'un concurrent, le premier ministre de la première cohabitation choisit finalement Jacques Valade, sénateur de la Gironde. Quelques mois plus tard, Dominique Perben est désigné comme ministre de la campagne présidentielle de Jacques Chirac, qui voulait à ce poste une personnalité incontestable.

« Je vais où vous voulez, quand vous voulez », proposait-il en 1981 à Jacques Chirac, au lendemain de la défaite de Valéry Giscard d'Estaing, pour lequel il avait fait campagne. Où ? Ce sera la Saône-et-Loire. Quand ? Tout de suite. La cible : Pierre Joux. A défaut de battre directement ce dernier, qui

avait laissé le soin à son suppléant de conduire la liste aux élections municipales de mars 1993, Dominique Perben enlève, avec cent deux voix d'avance, la mairie de Chalon, que les socialistes dirigeaient depuis cinquante-huit ans. Le fantasme se fait brusquement et il mène avec succès la liste du RPR, qui devance celle de l'UDF, aux élections législatives de 1986. Ne pas se tromper d'adversaire, sans négliger pour autant la rivalité avec les alliés : fort de ces principes, Dominique Perben obtiendra de conduire la liste communale de l'opposition aux régionales de mars 1992, avec pour ambition la présidence du conseil régional. Cette ambition a été contrariée par l'élection-surprise de Jean-Pierre Soisson.

Prévoyant le choix d'Edouard Balladur comme premier ministre tout au long de la campagne électorale, il a organisé en janvier dernier les assises du RPR sur la culture. Sa place dans l'état-major de la rue de Lille le prédisposait à prendre la succession d'Alain Juppé en tant que secrétaire général du RPR. Réélu dès le 21 mars, Dominique Perben n'a pas attendu tout à fait son objectif local : il mène sur le succès dans la circonscription de Mâcon - mais l'UDF a enlevé la « primature » au

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Philippe Mestre

Un préfet saisi par la politique

Si Valéry Giscard d'Estaing avait été réélu président de la République en 1981, Philippe Mestre serait devenu le « patron » des services de contre-espionnage. Aujourd'hui, il doit se contenter d'être ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Cet ancien administrateur de la France d'outre-mer, spécialiste des affaires militaires, va trouver des dossiers qu'il connaît bien.

Servir, quelles que soient les circonstances, ce « gaullien » y est habitué depuis longtemps. Il fut ce qu'il est devenu d'appeler un « grand préfet », un préfet d'avant la décentralisation, de ceux qui savaient faire comprendre aux élus locaux qu'ils

n'avaient pas intérêt à se mettre en travers des choix gouvernementaux, mais qui étaient aussi avec compétence les départements et les régions qui leur étaient confiés. Chabaniste en 1974, il se mit sans hésiter au service du giscardisme triomphant jusqu'à devenir directeur de cabinet de Raymond Barre, premier ministre.

La défaite de la droite en 1981 l'amena à passer de l'ombre politique au grand jour. Elu député dans sa Vendée natale, il resta fidèle à celui qui apparaissait alors comme le secours de l'UDF. Refusant la première cohabitation, il s'interdit d'être le sahoire, rendant même quelques signaux services, lorsque, en tant que vice-président, il dirigeait les travaux de l'Assemblée nationale avec autant de poigne que ses préfectorats. Il retrouva la politique à plein temps quand il devint directeur de la campagne présidentielle de Raymond Barre. Ce fut un succès : pour son candidat ni pour lui, puisqu'il fut assez vite accusé - avec quelque raison - de préparer, avant terme, le ralliement à Jacques Chirac et qu'il se brouilla, alors, avec ombre de barbares, y compris avec le premier d'entre eux.

Cet homme de droite et d'ordre, aussi assuré de ses convictions qu'il est courtisé, se replia

dans sa province, où il tenta, là aussi sans succès, de limiter la mainmise de Philippe de Villiers sur sa Vendée. Premier vice-président du conseil régional, il a, en travaillant avec Olivier Guichard, retrouvé ceux à qui il a toujours été fidèle : les barons du gaullisme historique.

Th. B.

[Né le 23 août 1927 à Talmont, en Vendée, Philippe Mestre est bachelier en droit et diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer. Il commence sa carrière au cabinet de Pierre-Olivier Lapie, ministre de l'éducation en 1950 et membre de la SFIO. Après avoir occupé divers postes dans ce qui était alors les cabinets français d'Afrique, il est intégré dans le corps préfectoral et affecté en Algérie. En 1962, il revient en métropole et occupe des fonctions de sous-préfet à Toulon. De novembre 1964 à juillet 1969, il est au cabinet de Pierre Messmer, ministre des armées, avant d'être nommé chef de cabinet de Jacques Chaban-Delmas, premier ministre, pour entreprendre par un passage à la préfecture du Gers, il reste à Mazières avec M. Messmer. En juillet 1973, il devient préfet du Calvados et de la Haute-Normandie, avant d'être nommé préfet de région à Nantes. En avril 1978, il retourne à Mazières comme directeur du cabinet de Raymond Barre. Depuis juin 1981, il est député de la Vendée. En juillet 1982, il entre au groupe Herault, comme président-directeur général de Press-Ordre. Depuis 1984, il est délégué général adjoint des adhérents directs de l'UDF, et, depuis 1986, premier vice-président du conseil régional des Pays-de-la-Loire.]

JEUNESSE ET SPORTS : Michèle Alliot-Marie

Sans nuance

Député européen, spécialiste des affaires étrangères à la direction du RPR, Michèle Alliot-Marie est l'homme-à-tout-faire de l'Assemblée nationale, sur la « chute de Mikhaïl Gorbatchev, l'exil du général Michel Amin, la levée des sanctions frappant l'Afrique du Sud ou le sort des pays baltes, pour, finalement, se voir confier le portefeuille de la jeunesse et des sports. Hasard des combinaisons gouvernementales.

Les préoccupations de la jeunesse, pourtant, ne lui sont pas inconnues puisque cette forte en

thème, collectionneuse de diplômes, fut maître de conférences à l'université Paris-1 et secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement sous la première cohabitation (1986-1988). La passion du sport, n'oublions pas, ne fut pas étrangère puisque son père, ancien maire de Biarritz, ancien député, fut un arbitre international de rugby. Elle se conserve une tenue dresse pour le ballon ovale, au point de jurer en technicien la passe d'un trois-quarts-ailé.

C'est qu'il ne faut pas se fier à ses titres effrayants. Cardin, qui détonnent tant dans le pourpre des capotons du Palais-Bourbon. Elle a du tempérament et le verbe assésin. Le centriste Didier Borotra, qui brava l'autorité du père jusqu'à provoquer sa chute en mars 1991, en vacilla d'incrédulité lorsqu'il essaya l'infamante épithète de « sous-Durieux local » pour ses audaces municipales. A force de formules-couperets, elle se forgea la réputation d'une coupeuse de têtes parisiennes sur une cote basse que qui ne la comprend souvent pas, mais qu'elle tente de séduire - elle y réussit parfois - en invoquant son influence rue de Lille et son travail à Strasbourg.

La gauche, elle aussi, a eu droit à sa ration de gracieusetés. Secrétaire d'Etat, elle excellait à dénoncer « l'égalitarisme socialiste » en matière éducative. Elle ne versa pas davantage dans la nomenclature du rocardisme curieusement qu'elle ramena à l'aimable tripiquet : « cafouillage, copinage, gaspillage ». Mais ce côté orthodoxe, anti-Barzach, est son meilleur atout. Combiné à une fringale de dossiers et à une incontestable capacité de travail, il l'a pour l'instant préservée des désagréments des retours de fortune politique.

F. B.

[Née le 10 septembre 1946 à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), M^{me} Alliot-Marie est titulaire de la licence de droit et de sciences économiques de Paris, docteur en droit et docteur en sciences politiques. Assistante à la faculté de droit de Paris-1 (1972-1973), elle a été conseillère au cabinet d'Edgar Faure, ministre des affaires sociales (1972-1973), puis chargée de mission au cabinet de M. Bernard Stasi, ministre des DOM-TOM (1973-1974). Nommée conseiller technique, en janvier 1976, au cabinet de M^{me} Alice Sarrailh-Schmitt, secrétaire d'Etat aux universités, elle devient son chef de cabinet en avril 1977, fonction qu'elle conserve quelques mois lorsque M^{me} Sarrailh-Schmitt est nommée ministre des universités en janvier 1978. Elle fut députée des Pyrénées-Atlantiques en mars 1986, elle est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargée de l'enseignement (1986-1988). Elle fut députée des Pyrénées-Atlantiques des députés de la sixième circonscription des Pyrénées-Atlantiques en juin 1988, députée européenne en juin 1989, réélue députée des Pyrénées-Atlantiques le 28 mars, elle est déléguée générale du RPR, chargée des affaires étrangères.]

LOGEMENT : Hervé de Charette

L'ami de Valéry Giscard d'Estaing

Il est réputé dire tout haut ce que Valéry Giscard d'Estaing pense tout bas. Exégète scrupuleux des analyses et des réflexions du président de l'UDF, Hervé de Charette n'a rejoint le sérail politique qu'après avoir fréquenté les cabinets ministériels. Plus attiré par les ambitions réformatrices de la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas que par les thèmes du « libéralisme avancé » de Valéry Giscard d'Estaing, il se fit remarquer du nouveau président de la République en 1974 par un rapport solide sur l'immigration. Faisant son apparition dans l'organigramme du Parti républicain en 1977, Hervé de Charette fait vite figure d'homme de dossiers, au point d'être considéré comme le « idéologue » du parti jusqu'à ce que l'équipe de François Léotard s'installe dans les postes-clés, à partir de 1982. Depuis 1989, il est délégué général des clubs Perspectives et Réalités.

Une carrière politique nécessairement sacrifiée. Hervé de Charette aura mis du temps à trouver son lieu. Candidat sans succès aux législatives de 1981 dans les Alpes-Maritimes, il se casse les dents en 1983 sur la mairie de Nèvre. La proportionnelle lui permet de décrocher un siège dans la Nièvre en 1986. En 1988, le retour au scrutin uninominal lui laissant peu d'espoir de réélection dans ce département, il se parachute - comme, selon lui, inconvenant, puisqu'il y a passé son enfance - dans la sixième circonscription du Maine-et-Loire, tout proche de la droite, en obtenant du RPR qu'il renonce à présenter Jean Sarrailh, conseiller général. Dans la foulée, il devient l'année suivante maire de Saint-Florent-le-Vieil et conduit la liste de l'UPF aux régionales de mars 1992.

Ministre de la fonction publi-

que de 1986 à 1988, il était l'un de ceux qui entretenaient les relations les plus cordiales avec Edouard Balladur. S'il a poursuivi, non sans résultat, la politique de modernisation de la fonction publique commandée par son prédécesseur socialiste, Jean Le Garrec, il n'avait pu, après avoir dû gérer les salaires dans ce secteur, signer d'accords salariaux.

Souhaitant que le scrutin des 21 et 28 mars permette aux électeurs de censurer François Mitterrand, il assurait que Valéry Giscard d'Estaing était « le mieux placé pour conduire la période extrêmement difficile » de l'après-législatives. Il avait, dès le mois de septembre dernier, ouvert la voie à une deuxième cohabitation qui, à ses yeux, ne doit pas être l'occasion d'une « confrontation permanente ».

A. Ch.

[Né le 30 juillet 1938 à Paris, diplômé de HEC et de Sciences-Po, ancien élève de l'ENA, Hervé de Charette est maître des requêtes au Conseil d'Etat. Il a été membre de plusieurs cabinets ministériels, ceux de Georges Corne, ministre du travail, de l'emploi et de la population (1973-1974), d'André Poincaré-Vinay, de Paul Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés (1974-1976), de Christian Bouillon, ministre du travail (1976-1978), de Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur (1980-1981), avant de rejoindre la SONA-COTRA (1980-1981). Secrétaire national du Parti républicain en 1977, il occupe au sein de cette formation différentes responsabilités. Elu député de la Nièvre en 1986, il est ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique de 1986 à 1988. Elu député de Maine-et-Loire en 1988, il est, depuis 1989, maire de Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire). Délégué général des clubs Perspectives et Réalités, il est vice-président du groupe UDF depuis avril 1990. Elu conseiller régional des Pays de la Loire en mars 1992, M. de Charette a été réélu député le 21 mars 1993.]

avec PARIS MATCH 3 RTL

cette semaine dans Paris Match jouez au Grand Jeu culinaire Logis de France : "Redécouvrez la France des Terroirs" et gagnez 15 jours de vacances,

des séjours d'une semaine et des dizaines de week-ends, pour deux personnes, dans les 4.200 hôtels-restaurants Logis de France, des savoureux plats régionaux de Paris Match et de nombreux autres lots.

Pour profiter de ce jeu, il faut acheter Paris Match et RTL pendant 15 jours.

1000 lots à gagner, de qualité, dans toute la France.

120 pages - 68 Fc TTC - prix public conseillé. En vente en librairie et grandes surfaces.

La participation à ce jeu est gratuite. Les règles de jeu sont disponibles dans les points de vente.

RTL 1993

"Redécouvrez la France des Terroirs"

Jeu culinaire simple et facile, ouvert du 1^{er} Avril au 30 Juin 1993 à tous les Amoureux de l'Authenticité et de la Cuisine de France.

Jeu gratuit sans obligation d'achat, organisé par la Fédération nationale des Logis de France.

Bulletin de participation disponible dans les Paris Match de 1^{er} Avril, dans tous les hôtels-restaurants Logis de France ou, sur simple demande adressée à :

Fédération nationale des Logis de France, 83 av. d'Alsace 75013 Paris

Tel : 01 46 79 00 - 01 46 79 00 00

هكذا من الأصل

D'EDOUARD BALLADUR

Ministres délégués

AFFAIRES EUROPÉENNES : Alain Lamassoure

L'Eurocentriste

La nomination d'Alain Lamassoure aux affaires européennes devrait rassurer les partenaires de la France au sein de la Communauté qui pouvaient redouter un revirement brutal de l'attitude de Paris. M. Lamassoure a en effet été de tous les combats récents en faveur de la construction européenne et sa contribution au débat sur le traité de Maastricht a été remarquée.

Entré sur la scène publique en 1981 sous la bannière des « idées libérales et européennes » chères à Valéry Giscard d'Estaing, son vrai parrain en politique, il n'a cessé depuis son élection au Parlement de Strasbourg en 1989 de plaider en faveur d'une Europe « ni fédérale ni confédérale » mais « communautaire », soit une « structure qui n'a jamais existé ». Habitué par le goût de l'équilibre, ce « centriste de bon sens » finit par froisser les susceptibilités nationalistes, sans pour autant faire allégeance aux fédéralistes.

Chez cet avocat du principe de subsidiarité, la démocratisation des institutions européennes est un souci permanent. Ainsi souhaite-t-il que le Parlement de Strasbourg voie son pouvoir de codécision renforcé et surtout que son mode d'élection soit refondu dans le sens d'un scrutin uninominal, seul moyen, selon lui, d'arracher le pouvoir de désignation des candidats aux appareils de parti pour les confier aux citoyens.

Mais là encore, l'eurocentriste Lamassoure n'hésite pas : cette Europe des citoyens ne doit pas aboutir à la neutralisation de Bruxelles. S'il s'est battu pour que le Parlement français puisse mieux superviser la Commission, il met en garde contre les risques d'« interférences dans le système de décision communautaire ».

Né le 10 février 1944 à Pau (Pyrénées-Atlantiques), ancien élève de l'ENA, Alain Lamassoure a été chargé de mission puis conseiller technique au cabinet de Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances (1974-1977). De 1978 à mai 1981, il a été conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République. Délégué général des clubs Perspectives et réalités de 1984 à 1989, il a été proclamé en avril 1986 député des Pyrénées-Atlantiques en remplacement de M. Allard-Marie, nommé secrétaire d'Etat. élu député en 1988 dans la cinquième circonscription des Pyrénées-Atlantiques, il est porte-parole de l'UDF de 1988 à 1989. élu député européen en 1989, il conserve en 1993 son siège de député.

SANTÉ : Philippe Douste-Blazy

Le médecin de Lourdes

A Lourdes, la ville dont il est maire depuis 1989, tout le monde l'appelle Philippe. Et, semble-t-il, personne ou presque ne semble lui en vouloir d'avoir mis un terme à la carrière politique du « papa » du radicalisme local, M. François Abadie.

Petit-fils d'Antoine Bégère, qui fut lui-même maire de Lourdes de 1953 à 1960, sénateur et président du club de rugby, Philippe Douste-Blazy est d'abord médecin, professeur de cardiologie au CHU Pitié-Salpêtrière depuis 1988. Spécialiste de la prévention des facteurs de risque de l'athérosclérose, il a souvent dénoncé, y compris dans ses colonnes (*le Monde* du 29 novembre 1989), les campagnes tendant à relativiser – sinon à nier – le rôle du cholestérol dans la physiopathologie des maladies cardio-vasculaires.

Politiquement, la carrière du

nouveau ministre délégué à la santé est indissociable de celle de ses amis Dominique Baudis et François Bayrou. C'est avec eux qu'il rejoignit en 1989, juste après son élection au Parlement européen sur la liste de Simone Veil, l'aventure rénovatrice de Michel Noir. C'est avec le maire de Toulouse qu'il milite aujourd'hui dans les rangs du CDS.

Agé de quarante ans, « PDB » ne devrait avoir aucun mal à travailler aux côtés de Simone Veil. Comme elle, il est très attaché à la nécessité de promouvoir une politique de santé publique ambitieuse reposant à la fois sur la mise en place d'une véritable structure d'épidémiologie d'intervention – sur le modèle du Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta – et sur la mise en œuvre de vastes campagnes de prévention. Son action, y compris dans le domaine de la lutte contre

la toxicomanie – il avait, il y a quelques mois, critiqué vertement le plan Quilès-Broussard de lutte contre la drogue – devrait également se situer dans la continuité de celle de Bernard Kouchner.

Tout le problème sera, pour lui comme pour Simone Veil, d'arriver à imposer ses vues à l'ensemble du gouvernement. La poursuite de l'effort engagé dans la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme sera, à cet égard, un test hautement symbolique.

FRANCK NOUCHI

[Né le 1^{er} janvier 1953 à Lourdes (Hautes-Pyrénées), docteur en médecine, directeur national du comité de coordination pour la recherche sur le cholestérol et l'athérosclérose, Philippe Douste-Blazy est maire (UDF-CDS) de Lourdes depuis 1989 et parlementaire européen depuis la même année. Il est conseiller régional de Midi-Pyrénées depuis 1992.]

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET COLLECTIVITÉS LOCALES : Daniel Hoefel

L'Alsace et le TGV

Après Adrien Zeller dans le premier gouvernement de cohabitation, et Théo Braun, dans l'équipe Rocard, Daniel Hoefel, sénateur UDF-CDS et président du conseil général du Bas-Rhin, a été choisi pour représenter la région. Edouard Balladur donne, ainsi satisfaction aux Alsaciens en faisant appel à celui qui incarne à leurs yeux la caution morale de la classe politique.

Le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales retrouve ainsi un poste gouvernemental douze ans après avoir servi sous Raymond Barre comme secrétaire d'Etat à la santé et à la famille de 1978 à 1980, puis comme ministre des transports jusqu'en 1981. Cette nomination, et ce n'est pas un secret pour personne en Alsace, a « un objectif précis : reprendre la mairie de Strasbourg à la socialiste et rocardienne Catherine Trautmann. Tout le monde

escompte bien ici que le gouvernement Balladur décidera rapidement la construction du TGV jusqu'à la capitale alsacienne, alors que celui de Pierre Bérégovoy l'arrêtait avant les Vosges.

Daniel Hoefel réussira-t-il dans ce qui est devenu « une affaire d'Etat » à Strasbourg ? Il a contre lui, par excès de prudence, des hésitations. Après être venu à la rescousse de Marcel Rudloff (UDF-CDS) en prenant la tête de la liste UDF aux régionales de 1992, il quitta l'assemblée régionale pour ne pas perdre la présidence du département. Dans la perspective de reprendre l'hôtel de ville au PS, il lançait dans la bataille des législatives Fabienne Keller, une jeune conseillère générale de Strasbourg brillamment élue aux cantonales de l'année dernière, pour finalement la convaincre de renoncer à la course à la députation. Fort de la présidence du groupe centriste au

Sénat, le chef de file alsacien avait été candidat à la succession d'Alain Poirer, mais avait été éliminé lors des « primaires » de l'UDF, dont René Monory était sorti vainqueur.

Aujourd'hui, compte tenu de ses nouvelles ambitions, il y a pour Daniel Hoefel, sur la question du TGV, obligation de résultat !

MARCEL SCOTTO

[Né le 23 janvier 1929 à Strasbourg, docteur en droit, diplômé de l'IEP de Strasbourg, Daniel Hoefel a été successivement attaché au cabinet du ministre de la défense (1954), secrétaire général de la chambre patronale des industries du Bas-Rhin (1959-1978), président du comité économique et social d'Alsace (1976-1977), secrétaire d'Etat, puis du ministère de la santé et de la famille (1978-1980), ministre des transports (1980-1981). Maire de Hœnheim depuis 1982, il est député du Bas-Rhin depuis 1978. Il est sénateur depuis 1977 et président du groupe de l'Union centriste au Sénat depuis 1986.]

RELATIONS AVEC L'ASSEMBLÉE NATIONALE : Pascal Clément

Un juriste au Parlement

Pascal Clément est de cette génération d'élus de droite qui ont vu leur échapper le pouvoir au moment où ils croyaient avoir acquis le droit de succéder à leurs aînés. Ce juriste, qui a travaillé dans une entreprise privée avant de se lancer dans une carrière politique, s'est rangé derrière Valéry Giscard d'Estaing dès 1970. Perspicace, il repère vite une circonscription de la Loire, solidement ancrée à droite, mais dont le député gaulliste lui paraît usé. En 1978, contre l'avis de son parti, il impose au sort une « primaire », et l'emporte sans difficulté. Pâle, il fait discrètement ses classes en attendant le second septennat giscardien. Hélas pour lui, il n'y aura pas.

Comme quelques autres, il profite du coup de massue reçu par les tenants de son camp pour se mettre au premier rang des opposants de la première législature rose. S'étant

inscrit au barreau, il devient un des piliers de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Avant bien d'autres, il se range derrière Raymond Barre, ce qui lui ferme les portes du gouvernement de la première cohabitation. Il ne le regrette pas, préférant parier sur l'avenir. Mais en 1988, l'avenir commence à lui paraître bien lointain. Il mise donc sur le long terme, qui, pour lui, a nom François Léotard. Parlementaire dans l'âme, prenant un plaisir évident aux longues discussions d'amendements, habitué des couloirs du Palais-Bourbon, il accède, en 1989, à la vice-présidence de l'Assemblée nationale.

A l'approche d'une nouvelle alternance, cet interlocuteur habituel des avocats et des magistrats se met à rêver d'un grand ministère. Mais c'est à une autre de ses compétences qu'a fait appel Edouard Balladur. Ministre délégué

aux seules relations avec l'Assemblée nationale, il lui faudra user de toute sa connaissance des rouages parlementaires et abuser de son sens du contact humain pour faire marcher droit une majorité pléthorique.

Th. B.

[Né le 12 mai 1945 à Boulogne-Billancourt, Pascal Clément est licencié en droit et en lettres, et ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris. Trésorier national des Jeunes Républicains indépendants en 1970, il est de 1971 à 1978 chef du service marketing de Rank-Xerox. Maire de Saint-Marcel-de-Félines depuis 1977, député de la Loire depuis 1978, conseiller général du canton de Néronde et vice-président du conseil général de la Loire depuis 1983. M. Clément est actuellement délégué général du Parti républicain chargé du Parlement. En décembre 1986, il a présidé la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les manifestations étudiants de novembre-décembre.]

ACTION HUMANITAIRE ET DROITS DE L'HOMME : Lucette Michaux-Chevry

Un enthousiasme brouillon

Réélu député (RPR) de la Guadeloupe au premier tour de scrutin, avec 80 % des suffrages, Lucette Michaux-Chevry avait eu besoin, en 1992, des voix des socialistes dissidents pour accéder à la présidence du conseil régional de l'île. Ce contraste illustre assez bien le cursus « sinusoïdal » de cette avocate, commencée avec les socialistes départementalistes, poursuivie par un passage sous la bannière de Valéry Giscard d'Estaing, qu'elle soutint lors de l'élection de 1981, avant de figurer au conseil général parmi les « divers gauches », puis de créer son propre mouvement, le Parti de la Guadeloupe, et, enfin, de se convertir à un chiraquisme particulièrement fervent, couler sous laquelle elle entra au Palais-Bourbon en 1986. Elle n'y resta

pas longtemps, puisque Jacques Chirac l'appela auprès de lui en créant, dans le gouvernement de la cohabitation, le premier maroquin consacré à la francophonie, alors son secrétaire d'Etat sans budget propre, dépeçant de Malignol. Lucette Michaux-Chevry se lança avec un enthousiasme quelque peu brouillon dans sa tâche, se heurtant aux projets déjà préparés par Philippe Saint-Robert, gaulliste indépendant nommé par François Mitterrand commissaire général de la langue française. C'est ainsi que le groupement d'intérêt public attendu par tous les francophones, le Centre de terminologie Jacques-Amyot, lancé par le chef de l'Etat lui-même en 1985, fut abandonné définitivement.

J.P. P.-H.

[Née le 5 mars 1929 à Saint-Claude, à la Guadeloupe, veuve de l'imprimeur Henri Michaux, M^{me} Lucette Michaux-Chevry s'est inscrite au barreau de Basse-Terre avant d'entamer une carrière politique comme conseillère municipale de sa cité natale en 1957. Conseillère générale (canton de Saint-Claude-Gourbeyre) depuis avril 1976, président du conseil général de 1982 à 1985, élue députée (RPR) en mars 1986, réélue en juin 1988 et le 21 mars dernier, elle a succédé à la présidence du conseil régional il y a un an et a été réélu dans cette fonction en février dernier, après de nouvelles élections régionales provoquées par l'annulation de celles de mars 1992. Elle a, d'autre part, animé plusieurs organisations caritatives comme Enfants handicapés de la Guadeloupe, Mineurs en péril et Lutte contre la drogue. En 1980, elle a fondé l'Association intercaribéenne pour les échanges culturels entre enfants.]

RELATIONS AVEC LE SÉNAT ET RAPATRIÉS : Roger Romani

« Le » fidèle chiraquien

Le Sénat n'a pas été oublié. Voué à jouer les seconds rôles avec l'arrivée à l'Assemblée nationale d'une écrasante majorité RPR et UDF, il disposera en revanche en la personne de Roger Romani d'un ministre délégué au fait de l'alchimie parfois complexe qui régit le palais de Luxembourg. Un retour aux sources pour ce sénateur RPR de Paris qui avait été de 1969 à 1971 conseiller auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement, lequel comprenait déjà deux secrétaires d'Etat, l'un pour le Sénat, l'autre pour l'Assemblée nationale.

L'entente avec le ministre de l'époque, Jacques Chirac, fut sans doute excellente. Pour son plus grand profit, M. Romani ne

devait plus jamais dévier de ce sillage. Conseiller de Paris depuis 1965, il s'agitait activement la candidature de M. Chirac pendant l'élection municipale de 1977. Il devient alors questeur de l'Hôtel de Ville et entre cette même année au Sénat, en même temps qu'un autre Corse, Charles Pasqua, qui prend alors la présidence du groupe RPR. Une présidence que M. Romani occupera, l'espace d'une cohabitation, de 1986 à 1988, pendant le passage de M. Pasqua place Beauvau.

Ce fidèle de M. Chirac, qui s'était trouvé dans une posture peu enviable pendant la fronde du sénateur des Hauts-de-Seine contre le président du RPR, ne s'occupera cependant pas que du Sénat. Une autre alchimie, celle

qui préside à la composition de tout gouvernement, a voulu en effet que ce natif de Tunis prenne également en charge le dossier des rapatriés.

G. P.

[Né le 25 août 1934 à Tunis (Tunisie), Roger Romani est tout d'abord assistant de direction à l'ORTF puis chargé des relations avec le Parlement au cabinet de Yves Guéna, ministre des postes et télécommunications, puis de l'information de 1967 à 1969. Il rejoint ensuite Roger Frey au ministère d'Etat chargé des relations avec le Parlement, puis devient conseiller technique de Jacques Chirac, successivement au ministère chargé des relations avec le Parlement, à l'Agriculture et à l'Intérieur, puis à Matignon, de 1974 à 1976. Il est conseiller de Paris et sénateur depuis 1977.]

TOKYO SE RAPPROCHE : 7 JOURS, 7.700F*

Jamais Tokyo n'aura été aussi proche. Voyageurs au Japon vous fait bénéficier actuellement d'opportunités exceptionnelles.

EXEMPLES :

SEJOUR LIBRE : 7 JOURS, 7.700 F* A PARTIR DU 1^{er} MAI. VOL AIR PARIS TOKYO SUR LIGNES RÉGULIÈRES + 6 NUITS AU KEO PLAZA (4 ÉTOILES) DANS LE QUARTIER SHINJUKU EN PLEIN CENTRE. L'IDÉAL POUR VOTRE PREMIER CONTACT AVEC LE JAPON.

LE JAPON ÉCLAIRÉ : 3 JOURS, 9.950 F*. VOL AIR PARIS/TOKYO + 3 JOURS

VOYAGERS AU JAPON

42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI

A TOKYO PLUS CIRCULÉ DANS LE JAPON TRADITIONNEL : NAGAYA, TOBA, NARA, KYOTO... INOUBLIABLE.

LE JAPON DES VILLES ET DES CHAMPS : 23 JOURS, A PARTIR DE 29.000 F*. VÉRITABLE ITINÉRAIRE À TRAVERS LE JAPON DES MYTHES MODERNES ET ANCIENS.

LE VOL AIR PARIS/TOKYO SUR LIGNES RÉGULIÈRES A PARTIR DE 4.000 F*. A PARTIR DU 1^{er} MAI.

RENSÉIGNEZ-VOUS DÈS AUJOURD'HUI : 42 86 16 16, DE 9 H À 20 H, DU LUNDI AU SAMEDI.

VOYAGERS AU JAPON, 30, RUE SAINT-ANNE, 75001 PARIS.

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT D'EDOUARD BALLADUR

Les options extérieures de la nouvelle équipe

Vers une relance franco-allemande

Suite de la première page

Il s'agit en tout cas de la relance de la politique monétaire d'après les tensions anti-Maastricht qui ont fait de l'automne leur cheval de bataille. Les hommes qui arrivent au gouvernement se sont exprimés sans aucune ambiguïté ces dernières semaines sur le maintien de la parité franc-marks, la défense du SME et la perspective d'union monétaire, sujets que M. Mitterrand avait pris soin de citer dans sa brève intervention de lundi soir, parce qu'ils sont fondamentaux.

Le socle économique et monétaire du projet européen n'est donc pas menacé. Restent, d'une part, les autres pans de la construction communautaire, pour lesquels le traité de Maastricht ne fournit pas de programme mais un simple cadre d'orientation qui ne peut faire que l'objet de débats, d'autre part, la vie quotidienne communautaire, empoisonnée depuis des mois par des conflits d'intérêt entre la France et ses partenaires à propos des dossiers du GATT et de l'agriculture sur lesquels l'exposition a fait une dangereuse surenchère.

Pas de querelle théologique

Les controverses qui avaient cours sur la philosophie générale du projet européen, lorsque les pays de l'Est amorçaient leur révolution, ont perdu de leur virulence. On continue de reprocher à M. Mitterrand les mauvais messages qu'il a envoyés aux pays d'Europe centrale qui spontanément se tournent vers la Communauté. Mais nul ne se risque plus aujourd'hui à faire miroiter à ces pays la promesse d'une intégration prématurée dont on sait qu'elle tuerait la Communauté.

Des hommes comme Alain Juppé estiment cependant qu'il faut faire mieux pour répondre à l'attente de ces nouvelles démocraties. A charge pour eux de le démontrer, de résoudre la contradiction entre cette plus grande ouverture à l'Est et le réflexe protectionniste qui s'est manifesté ces dernières années chaque fois qu'il était question de la moindre concession à ces pays. Le président, s'ils y parviennent, ne leur fera pas obstacle.

Quant à l'idée d'une Europe « à la carte », « à plusieurs vitesses » ou « à géométrie variable » que défendent entre autres le nouveau ministre des affaires étrangères, elle n'est plus ou plus objet de controverse majeure. Après avoir bataillé contre elle tant et plus, les gouvernements français, comme leurs partenaires européens, ont implicitement déposé les armes ces derniers mois. « Maastricht est probablement une des dernières choses que nous ayons réalisées à Douze. Et encore, la souplesse dont nous avons fait preuve à l'égard du Danemark et de la Grande-Bretagne préfigure déjà les évolutions futures », reconnaît-il y a peu de temps un responsable des

affaires européennes, proche du président de la République.

Les critiques dont M. Jacques Chirac et quelques autres leaders de la nouvelle majorité ont gratifié pendant la campagne électorale la Commission de Bruxelles pour ne pas faire davantage problème si elles devaient se conformer au pied de la lettre, c'est-à-dire si s'imposait une vision essentiellement « inter-gouvernementale » de l'Europe aux dépens de l'institution bruxelloise jugée exclusivement nuisible. Mais ces propos de campagne électorale visaient peut-être autant le président de la Commission, M. Jacques Delors, en tant que concurrent éventuel de M. Jacques Chirac dans la course à la présidence de la République, que la Commission qu'il dirige. Le traité de Maastricht apporte à la répartition des pouvoirs dans la Communauté des correctifs qui vont dans le sens des critiques qui ont été émises et dont certaines, relatives aux abus de pouvoirs de tel ou tel commissaire, ne seraient sans doute désavouées ni par M. Mitterrand ni par M. Delors lui-même.

Il n'y aura donc vraisemblablement pas de grande querelle théologique franco-française ou franco-européenne sur la Communauté. C'est sur les sujets beaucoup plus immédiats de l'agriculture et du GATT que l'on attend, dans les pays voisins, le nouveau gouvernement et qu'il aura la tâche la plus difficile. Le président de la République, auquel la plupart des leaders de l'ex-opposition ont reproché un manque de fermeté dans les négociations en cours, a évidemment, sur ces dossiers, tout intérêt à laisser les nouveaux gouvernements se débiter eux-mêmes du piège de la surenchère dans lequel ils se sont enfermés ces derniers mois. Ils devraient découvrir que — sauf à déclencher une crise européenne majeure — la configuration du nouveau gouvernement ne laisse pas présager *a priori* — leur marge de manœuvre est des plus limitées et qu'il leur faudra, pour se sortir, faire preuve à la fois d'imagination et de modération.

Sortir l'Europe de sa morosité

Seront-ils soumis à trop forte pression de leur base? Les députés réputés « anti-Maastricht » qui font irruption à l'Assemblée nationale sont les porte-voix d'un malaise diffus qui prend l'Europe pour exutoire, mais qui, hormis certaines revendications catégoriques très précises, ne constitue pas une critique véritablement articulée de l'Europe communautaire. Il s'agit sans doute davantage, comme dit un haut fonctionnaire en charge des questions européennes, d'une sorte d'« inquiétude obsessionnelle », due à la récession, et qui se nourrit de tout : des « délocalisations » d'entreprises, des difficultés des pêcheurs et des agriculteurs, comme de la politique de la Banque mondiale. Cette inquiétude a son équivalent dans les pays voisins de la France et il faudrait pour l'apai-

ser que l'Europe sorte enfin de sa morosité.

Le nouveau gouvernement français peut y contribuer. En ce qui concerne l'interminable processus de ratification du traité de Maastricht qui paralyse actuellement la Communauté, l'option prise en faveur de ce texte par une équipe conservatrice à Paris, ne peut que faciliter la tâche à un premier ministre britannique qui cherche laborieusement à entraîner les plus récalcitrants de ses conservateurs. Le nouveau gouvernement français pourrait, d'autre part, bénéficier — sans y être pour grand chose — de la détente attendue des taux d'intérêt allemands, voire d'un certain dégel sur le dossier du GATT.

Surtout, l'équipe qui entre en scène a conscience qu'une forme de « relance » s'impose en Europe et qu'elle doit être concertée avec l'Allemagne. Le nouveau ministre des affaires étrangères évoquait il y a quelques semaines (1) une « mise de confiance dans les relations franco-allemandes qu'il imputait à l'attitude de M. Mitterrand au moment de la réunification. Cet épisode est en réalité depuis longtemps digéré à Bonn. M. Juppé ne tardera pas à découvrir que si la France irrite à Bonn, c'est beaucoup plus en raison des propos qu'il-même, avec d'autres, ont tenus sur les négociations commerciales ou la réforme de la politique agricole commune qu'en souvenir des quelques mois difficiles de l'année 1989.

Absence de préjugés

Il découvrira aussi qu'on n'échange pas des concessions de la Bundesbank contre un siège pour l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU. Il n'empêche que cette dernière prise de position de M. Alain Juppé à propos des Nations unies témoigne d'une absence de préjugés à l'égard de l'Allemagne propre à sa génération et qui ne peut que rassurer à Bonn, tout comme la personnalité de M. Balladur. Une relance franco-allemande des affaires communautaires ne saurait être en tout cas qu'un objet de saine émulation entre l'Elysée et Matignon.

C'est en politique étrangère que la cohabitation est la plus difficile car la Constitution ne donne pas de mode d'emploi, elle ne définit pas le partage des prérogatives. En formant un gouvernement fortement pro-européen, M. Balladur a écarté une des plus lourdes hypothèques qui pèsent sur cette cohabitation. Cela étant, Alain Juppé est un homme combatif et pugnace. Il est, avec Jacques Chirac, celui qui pendant la campagne électorale a contesté avec le plus de constance — et seulement l'idée d'un « domaine réservé » du chef de l'Etat en politique étrangère — mais aussi de sa préséance. C'est sur ce terrain-là — celui des prérogatives — qui parle, qui convoque, qui décide quoi? — que les tensions sont prévisibles et qu'en l'absence même de réel conflit sur le fond, une crise demeure possible. Sous tout prétexte de politique étrangère ou européenne.

CLAIRE TRÉAN

(1) Le Monde du 6 mars.

Les idées du premier ministre sur l'avenir de la presse écrite et audiovisuelle

« Le mieux serait que le pouvoir politique s'occupe le moins possible des médias »

écrivait M. Balladur en 1992

Dans son Dictionnaire de la réforme (Fayard, 1992), M. Balladur écrit à propos des médias :

« Les médias entretiennent avec la politique des rapports conflictuels, voire passionnels. Quoiqu'il en soit, l'opposition les croit dévoués au gouvernement ; quiconque gouverne se croit ou veut faire croire qu'il est l'objet de leur vindicte et qu'il a d'autant plus de mérite à bien gouverner. »

« De cette incompréhension mutuelle résultent de constantes modifications de la réglementation, pratiquement à chaque changement de majorité politique. Notre pays est le seul au monde où les choses se passent ainsi. Or, l'instabilité de la règle est le contraire de l'Etat de droit, et donc de la démocratie. »

« Faut-il prétendre modifier une nouvelle fois les rapports des médias avec l'économie comme avec la politique ? Ne

vaudrait-il pas mieux laisser les choses en l'état en ne leur apportant que quelques correctifs ? Essayons de nous garder d'un excès comme de l'autre. »

« Les médias, en France, ne sont pas trop puissants ; ils sont économiquement trop faibles, et politiquement trop dépendants du pouvoir. Il y a peu d'entreprises de communication véritablement importantes en France ; au moment où s'ouvre le marché européen, cela constitue un danger pour la culture et l'indépendance de l'information dans notre pays. Il faut empêcher les regroupements en les libérant des contraintes dépassées. A défaut, elles s'affaibliront encore face aux entreprises étrangères. »

« Il serait également utile de mettre fin à quelques règlements rigides et absurdes, tels les quotas de diffusion d'œuvres françaises ou étrangères à la télévision, qu'il y aurait lieu

d'harmoniser avec les normes européennes ; telles aussi ces incitations artificielles à la création qui n'ont jusqu'à présent guère donné de résultats concrets. »

« Enfin, chefs d'entreprise et journalistes doivent mettre en pratique une autodiscipline plus grande. Depuis des années, il est question d'établir un code de déontologie professionnelle défini par les journalistes eux-mêmes et appliqué par eux sous l'égide d'une instance indépendante. A une époque où la diffusion des informations va si vite, et de façon souvent irrémédiable, il serait temps que les journalistes se penchent sur la nécessaire moralisation de leur profession. Ils n'ont rien à se redouter, mais, au contraire, beaucoup à en attendre. »

« Pour le reste, le mieux serait que le pouvoir politique s'occupe le moins possible des médias. »

Le refus d'une « certaine impudeur »

Chez les Balladur, on ne se donne pas ce spectacle. Le nouveau premier ministre ne hante pas les studios de radio ou de télévision. La sphère médiatique lui inspire plutôt une certaine réserve parce qu'elle représente à ses yeux l'univers illusoire des modes dont il se garde comme de la peste.

Certes, M. Balladur sacrifie à la communication. On l'a vu à « Apostrophes », à « L'heure de vérité », à « 7 sur 7 », au « Club de la presse d'Europe 1 », au « Grand-jury RTL-le Monde », mais on ne le verra pas se commettre dans une émission de variétés ni se précipiter aux mises en scène. Même lorsqu'il « communique », le nouveau chef de gouvernement reste toujours sur ses gardes parce que cet exercice conduit « toujours », à ses yeux, à ce qu'il appelle « une certaine impudeur ».

Le style de sa première déclaration de chef de gouvernement, lundi soir 29 mars, sur le peron de l'Elysée, illustre parfaitement cette volonté de retenue. Depuis trois jours, il s'abstenait délibérément de parler et de paraître et, au sortir de son entretien avec le président de la République, il a simplement lu, sans effets de voix, les quelques lignes qu'il avait préparées pour le circonstance puis s'est éclipé en laissant la presse en mal de questions. Homme de l'écrit, M. Balladur ne veut pas gouverner par l'image.

Son approche des médias se veut donc prudente et pragmatique, à l'opposé de tout excès. Si son gouvernement incarne son action dans le droit fil de ses réflexions personnelles — et on imagine mal, *a priori*, qu'il en soit

autrement — la « question audiovisuelle », sera dépassionnée et ce changement provoque une saine rupture avec les excès 80 « si furent celles de toutes les vagues et de tous les débordements », comme le rappelle opportunément l'expert du Sénat, M. Jean Cluzel, élu contrainte de l'Allier, co-souhaitant, dans une « lettre » à tous ses « collègues représentants du peuple », rendre publique mardi 30 mars, que la nouvelle majorité fasse « prévaloir la raison ».

Terrain miné

Il n'y a rien, dans les orientations exprimées jusqu'à présent par M. Balladur, qui soit de nature à susciter des polémiques dans les milieux professionnels concernés, et, dès lors qu'un égal souci de lucidité semble prévaloir dans les états-majors du RPR et de l'UDF, le pire ne devrait plus être à craindre bien que la persistance de divergences entre les deux composantes de la nouvelle majorité ait empêché celle-ci de soumettre aux électeurs, en ce domaine, une véritable plateforme commune.

Mais la matière médiatique est si sensible que la moindre étincelle peut provoquer une flamme.

Or, si M. Michel Péricard, député RPR des Yvelines, membre du secrétariat national du mouvement chiracien en charge de l'audiovisuel, souligne qu'il faut éviter au système audiovisuel tout « nouveau traumatisme », il dit aussi qu'il « est bien question de gouverner, donc de changer, selon l'aspiration des Français dans tous les domaines, audiovisuel compris » (1).

Selon un sondage CSA « Télérama »

53 % des électeurs de l'UPF regardent de préférence le journal de TF1
41 % des lecteurs du « Monde » ont voté pour la majorité

Comment ont voté les spectateurs des journaux télévisés, les auditeurs des radios, les lecteurs des quotidiens ? En réponse à ces questions, l'hebdomadaire *Télérama* publie, dans son numéro daté du 31 mars, les résultats d'un sondage réalisé par l'Institut CSA à la sortie des bureaux de vote, le dimanche 21 mars, auprès d'un échantillon représentatif de 4 274 électeurs.

Il apparaît ainsi que 53 % des électeurs de l'UPF, 15 % des électeurs du Front national, 13 % des électeurs du PS, 8 % des électeurs écologistes et 6 % des électeurs du PCF regardent plutôt le journal télévisé de TF1. Celui de France 2 est suivi par 34 % de votants UPF, 25 % de votants PS, 14 % de votants écologistes, 10 % de votants PCF et 8 % de votants FN. C'est le journal télévisé de France 3 qui semble attirer le moins la répartition des votes nationaux avec 38 % de votants UPF, 22 % PS, 13 % écologistes, 11 % PCF et 9 % FN.

Les stations de Radio-France sont

également, selon ce sondage, assez représentatives du vote des Français : 37 % UPF, 27 % PS, 12 % écologistes, 10 % PCF et 7 % FN. Les auditeurs de RTL votent surtout pour l'UPF (45 %), puis pour le PS (16 %), le FN (14 %) et les écologistes (12 %). Ceux d'Europe 1 votent plutôt pour l'UPF (51 %), le PS (24 %), le FN (11 %), le PCF (6 %) et les écologistes (4 %). Ceux de RMC votent de préférence pour l'UPF (52 %), le FN (22 %) et le PS (16 %).

Pour ce qui est de la presse écrite nationale, il apparaît, selon cette enquête d'opinion, que 80 % des lecteurs du *Figaro* votent UPF alors qu'il y a 41 % de lecteurs du *Monde*, 34 % des lecteurs du *Parisien* et 22 % des lecteurs de *Libération* à faire ce choix — là. Les autres lecteurs du *Monde* ont réparti leurs suffrages entre le PS (27 %), les écologistes (9 %), le Front national (9 %), le PCF (8 %) et l'extrême gauche (3 %).

Maghreb : la fin des tiraillements ?

C'est avec une discrète — et prudente — satisfaction, comme nous le rapportent nos correspondants, que les pays du Maghreb ont accueilli la victoire étendue de la droite et la déroute de la gauche, dont la éventuelle fin par épurer les charmes. Hassan II en sait quelque chose, qu'il a notamment dû essayer, à l'automne 1990, une tempête méditerranéenne venue du Maroc, à laquelle, a-t-il cru deviner, le pouvoir socialiste n'était pas totalement étranger. « Les relations inter-Etats (...) ont été empreintes de tiraillements, voire de crises de confiance aiguës, suite à des campagnes calomnieuses », écrit le journal pro-gouvernemental *El Maghreb*, qui juge la nouvelle majorité « plus portée à ménager la sensibilité » du royaume chérifien.

L'équipe en place à Alger n'a pas été mieux servie par la gauche française. Le journal indépendant *El Watan* reproche d'avoir éprouvé par son subjectivisme et ses manœuvres dilatoires, qui ont complètement déformé le cadre de la coopération. Et de rappeler qu'il y a

de janvier 1992, le pouvoir socialiste avait grincé des dents à la nouvelle de l'interruption du processus électoral, alors que « la droite s'est gardée de tout jugement, de tout critique, montrant, au contraire, sa compréhension ».

Du côté de Tunis, le soulagement est aussi de mise. Le président Ben Ali et les siens s'adonnent plus et mieux de la gauche, en raison des incontestables progrès économiques de la Tunisie et de sa relative stabilité politique. Or, regrette-t-on, le pouvoir socialiste a pris le risque de filtrer avec les « comploteurs » islamistes qui, depuis Paris, tirent les ficelles de la subversion. Aussi, attend-on du nouveau gouvernement qu'il s'emploie, d'une manière ou d'une autre, à neutraliser ces « terroristes ». Lors d'une visite, au mois de juillet dernier, Jacques Chirac n'avait-il pas souligné qu'il ne fallait pas confondre le droit d'asile avec le droit d'agitation ?

Il reste que les trois pays du Maghreb s'inquiètent de savoir comment la nouvelle majorité —

M. Charles Pasqua étant ministre de l'Intérieur — traitera la question, ô combien épineuse, de l'immigration. *El Maghreb* rappelle, à cet égard, que c'est sous l'exercice de la droite, en 1988, que le renforcement de l'arsenal juridique et administratif a été le plus patent. Et de juger « improbable » que la France change d'attitude.

Si la droite, que l'on juge, sur le rive africaine de la Méditerranée, « plus pro-arabe que la gauche », met à exécution son projet de freiner l'immigration, surs-t-elle, à titre de compensation, offrir aux pays du Maghreb une aide économique substantielle qui leur permettra de retirer chez eux une bonne partie des candidats à l'émigration ? Il est à craindre que, compte tenu des besoins des uns et des autres — et des siens propres — la France n'ait pas les moyens de sa politique. Au risque de voir les relations franco-maghrébines sombrer, de nouveau, au-delà des mots et des bonnes intentions, dans une sorte d'exaspération morosité.

J. de B.

(1) *Actua Média*, jeudi 25 février 1993.
(2) Déclaration faite au cours d'un débat à l'université Paris-8, le 16 février.
(3) Lire les *Colères de Médias* 92, septembre 1992.

M. Carignon :

« Veiller à l'indépendance... »

Le nouveau ministre de la communication, M. Alain Carignon, s'est déclaré, mardi soir 30 mars, sur France-Info, « fier » d'avoir en charge des dossiers « extrêmement pointus et extrêmement intéressants ». Il a exprimé la volonté de veiller à l'indépendance et à l'autonomie des moyens de communication, car il faut faire preuve de beaucoup d'ouverture et de respect de cette indépendance. L'abandon de cette indépendance, a-t-il ajouté, avec le souci de ne pas bouleverser tout ce qui a été fait, de rénover tout ce qui est possible.

فكرنا من الأصل

POLITIQUE

Un Parti socialiste

Les rocardiens proposent aux fabiusiens un accord sur le président du groupe de l'Assemblée nationale

Les discussions vont bon train, au Parti socialiste, avant la réunion du comité directeur, prévue pour le 3 avril, et, surtout, avant la réunion des députés, qui doivent s'entendre, jeudi 1^{er} avril, sur le choix du président du groupe. Les rocardiens proposent aux fabiusiens un accord sur le choix d'un proche du maire de Conflans-Sainte-Honorine, M. Charles Josselin, et persistent à vouloir organiser un congrès du PS fin juin ou début juillet.

La candidature de M. Henri Emmanuelli, annoncée le 29 mars, a suscité des vocations : celle de M. Louis Mexandeau, lui aussi jospiniste, et celle de M. Bernard Derosier, proche de M. Pierre Mauroy. L'hypothèse d'une candidature de M. Paul Quilès, fabiusien, pour s'opposer à celle de M. Emmanuelli, est toujours évoquée, mais l'ancien ministre de l'Intérieur n'a fait aucune démarche de nature à la rendre officielle. Elle apparaît, en fait, comme devant avoir une fonction dissuasive vis-à-vis de M. Emmanuelli, les fabiusiens étant majoritaires au groupe.

Les rocardiens ont proposé, mardi 30 mars, une solution qui

aurait l'avantage, pour eux, de mettre en évidence le rôle central auquel ils aspirent au sein du PS. Il s'agit de la candidature de M. Josselin, ancien secrétaire d'Etat à la mer, président du conseil général des Côtes-d'Armor et « européen » actif, proche de M. Michel Rocard. Un accord pourrait se faire sur son nom, dans la mesure où il ne provoque aucune objection liée à sa personne, mais il dépend d'abord des jospinistes, qui soutiennent M. Emmanuelli, ensuite et surtout des fabiusiens, qui détiennent la clé du poste. Ceux-ci ne sont pas prêts à la lâcher sans une contrepartie, qui doit être rien de moins, selon l'estimation de M. Laureot Fabius, que la reconduction de l'alliance ouverte à l'automne de 1991 et qui avait permis au député de la Seine-Maritime de prendre, en janvier 1992, la direction du PS.

M^{me} Ségolène Royal, jospiniste, mais dont la candidature à la présidence du groupe n'avait pas été retenue par l'ancien ministre de l'Éducation nationale et ses proches, n'a pas renoncé. Membre du club Témoin et considéré, à ce titre, comme appartenant à la mouvance de M. Jacques Delors, M^{me} Royal participait, aussi, au groupe d'anciens ministres qui se réunis-

saient autour de M. Michel Vauzelle et que caractérisent leurs liens avec M. François Mitterrand. Les fabiusiens ne négligent pas la démarche du député des Deux-Sèvres, même si M^{me} Royal s'était prononcée, lundi, pour la « démission collective de l'actuelle direction du Parti socialiste ». Elle pourrait leur offrir, en effet, la possibilité de concrétiser une convergence d'intérêts avec le président de la Commission européenne, M. Delors, cependant, tend à éviter toute implication voyante dans les affaires internes du PS, à un moment où il a besoin, face à un gouvernement de droite, de préserver son statut européen.

Un congrès « constituant »

L'état-major rocardien, réuni mardi matin autour du maire de Conflans-Sainte-Honorine, s'est entenu sur une ligne de conduite pour la prochaine réunion du comité directeur. Confirmation leur demande d'un « congrès constituant », ils entendent, sous ces termes, parvenir à des assises qui seraient tout pouvoir pour fixer de nouvelles règles internes - modifier, notamment, les procédures d'élection des responsables, -

changer le dénomination du parti, définir une nouvelle structure de direction et favoriser une évolution des « pratiques militantes ».

Dans leur esprit, il doit s'agir d'un vrai congrès, au terme duquel la direction soit élue, et non pas reconduite par accord formel ou tacite. Ils envisagent d'adopter la méthode sur laquelle MM. Fabius et Mauroy sont d'accord : les sections et fédérations seraient invitées à rédiger elles-mêmes des textes, dont la synthèse serait assurée par le comité directeur et animée, ensuite, au vote des militants.

En revanche, les rocardiens persistent à vouloir un congrès relativement proche, fin juin ou début juillet, la réunion du comité directeur dite de « synthèse » ayant lieu en mai. Pour les fabiusiens, ce calendrier signifie que le maire de Conflans et ses amis veulent remplacer le premier secrétaire et il représente, donc, un *casus belli*. Ils font valoir, une fois encore, que si un nouveau congrès de Rennes doit se produire, ils y sont prêts, mais que le PS tout entier en pâtira, et les chances de M. Rocard pour l'élection présidentielle, encore plus.

P. J.

APPEL AU PREMIER MINISTRE ET AU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Nous sommes 165.000 chefs d'entreprise.

Vous mangez, vous buvez, vous dormez et vous vous divertissez chez nous.

Avec nous, la France est devenue la première destination touristique du monde.

Grâce à nous, des villages continuent à exister et nos villes sont animées.

Nous nous adaptons aux contraintes de l'époque et aux désirs de nos clientèles.

C'est notre métier !

Ces 10 dernières années, nous avons créé 200.200 emplois nouveaux, soit 41 % de la totalité des emplois créés en France.*

Aujourd'hui, les 165.000 professionnels Cafetiers-Limonadiers, Restaurateurs et Hôteliers français vous proposent de créer 25.000 emplois supplémentaires en 1993.

Ils disposent des moyens de formation et sont prêts à fournir des efforts financiers.

Mais ils demandent, en priorité, pour les entreprises, qu'elles soient petites, grandes ou moyennes, la simplification des obligations administratives.

Nous partageons le même objectif : gagner !

Jean BREVILLE, Pierre GAUTHIER, Pierre GINOUX, Sylvain LECOQ, Jacques THE.

Union Nationale des Industries Hôtelières et Touristiques

Fédération Nationale de l'Industrie Hôtelière
Syndicat National des Restaurateurs Limonadiers et Hôteliers

Groupe National des Chaînes
Syndicat National de la Restauration Publique et Organisée
Casinos de France.

* Solde net des emplois créés

F.N.I.H. 22, rue d'Anjou 75008 PARIS.

La composition de la nouvelle Assemblée

Moins d'enseignants, plus de médecins et de chefs d'entreprise

Après la république des professeurs de 1981 et 1988, les élections législatives des 21 et 28 mars consacrent l'avènement des médecins et des patrons. La première conséquence de l'écrasante victoire de la droite sur la composition sociologique de l'hémicycle est la perte d'influence des enseignants. Avec 153 élus sur 555, ceux-ci totalisent 27,5 % des députés de la métropole au sein de l'Assemblée sortante. Désormais, la profession de l'enseignement ne compte plus que 73 représentants, soit 13 % des élus contre 25 % en 1981, 20,4 % en 1978, 15,2 % en 1973 et 8,7 % en 1968. De toute évidence, la déroute du Parti socialiste explique largement ce recul.

Sans pour autant constituer le groupe social le plus important, les professions de santé prennent la relève avec cinquante-cinq élus (10 % des députés) contre quarante et un dans la précédente Assemblée et quarante-cinq dans celle de 1981. Les prochaines ministères des affaires sociales et de la santé auront fort à faire... Cependant, les médecins et pharmaciens n'atteignent pas - en pourcentage - le plateau de 1988. A cette époque, ils occupaient 12 % de l'hémicycle.

De leur côté, les ouvriers poursuivent un recul qui paraît inexorable : trois en 1993, contre six en 1988 comme en 1981, alors qu'ils étaient encore onze en 1978 ou en 1988 et seize en 1973. Quant aux hauts fonctionnaires originaires des grands corps de l'Etat (Conseil d'Etat, Cour des comptes, Inspection des finances, Ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines...), ils perdent onze sièges (quarante-deux contre cinquante-trois) mais font mieux qu'en 1981 (trente-trois députés). En revanche, les agriculteurs doublent leur effectif (vingt députés contre dix lors de la précédente législature et dix-huit entre 1981 et 1988) mais leur influence numérique - un élu sur vingt-sept contre un élu sur quinze en 1988 - reste faible.

Vingt-sept élus « sans profession déclarée »

Les autres grands vainqueurs de ces élections sont les chefs d'entreprise. Trente et un patrons de sociétés industrielles et deux entrepreneurs du bâtiment font leur entrée au Palais-Bourbon. On en recensait seize en 1988, neuf en 1981 et dix-sept en 1978, mais le record des élections de 1988 et 1973 - un élu sur dix appartenait alors

à cette profession - n'est pas encore en vue. Modifiés, les équilibres sociologiques de l'Assemblée nationale ne sont pas complètement bouleversés.

Pratiquement insensibles aux aléas électoraux, les fonctionnaires n'appartenant ni à l'éducation nationale ni à la haute fonction publique sont vingt et un, comme en 1988, contre seize en 1981 et quatorze en 1978 (mais le nombre de députés de métropole était alors de 474). De même, les journalistes maintiennent leur proportion (treize en 1993, onze en 1988) tout comme les avocats (31 contre 27), les experts-comptables (4 contre 3), les magistrats (cinq contre quatre), les cadres supérieurs (vingt-eux contre vingt-cinq) et les salariés des entreprises publiques (huit en 1993 contre six en 1988). Vingt-sept élus, contre vingt-cinq il y a cinq ans, appartiennent à la catégorie « sans profession déclarée ».

Enfin, elève de la professionnalisation des parlementaires, vingt-huit députés de la nouvelle Assemblée ont déclaré exercer la fonction de permanent politique, soit 5 % des élus. En 1988 et 1981, ils étaient respectivement seize et quinze contre neuf en 1973.

JEAN-MICHEL NORMAND

Et les femmes ?

Que sont les femmes devenues ? Comme en 1988, lors du gouvernement Chirac, le portefeuille des droits des femmes disparaît. A l'époque, le premier ministre avait choisi de créer une déléguée « à la condition féminine ». Ce poste purement administratif avait été confié à un haut fonctionnaire, M^{me} Hélène Glasser, qui dépendait directement de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales. M. Edouard Balladur va-t-il suivre la même logique ? Ce serait alors M^{me} Simone Veil qui aurait la charge de veiller aux intérêts de celles qui représentent plus de la moitié des électeurs.

Généraliste l'avantage de recueillir la confiance de très nombreuses femmes de sensibilités politiques différentes. C'est en effet grâce à elle que la loi Roudot sur l'avortement a pu être

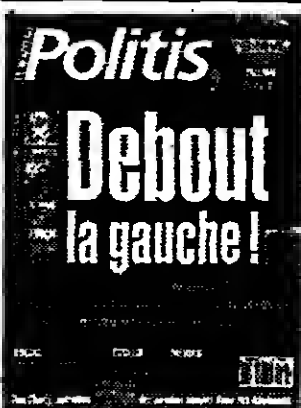
votée en novembre 1974. Plus récemment, M^{me} Veil a montré qu'elle était toujours sensible aux discriminations dont les femmes sont victimes en se rendant, le 3 novembre 1992, au premier colloque européen sur « Femmes et pouvoir », organisé à Athènes par la Commission des Communautés européennes. Elle a, à cette occasion, signé une déclaration demandant « l'égalité de participation des femmes et des hommes à la prise de décision publique et politique ».

Trois femmes au gouvernement, c'est peu. Cela fait à peine 10 %. Même le dernier gouvernement Bérézgovoy, qui n'était pas particulièrement progressiste en la matière, leur accordait proportionnellement plus de place (un peu plus de 15 %). Les femmes ne sont pas mieux représentées à l'Assemblée

nationale où elles se retrouvent presque le même nombre que dans l'Assemblée sortante : 35 ou lieu de 33 (!) Ce n'est donc pas encore cette année que la France quittera l'avant-dernier rang des pays européens (juste avant la Grèce) pour la représentation des femmes au Parlement. Les nombreuses associations de femmes (rassemblées en réseau) qui militent pour une représentation paritaire des femmes en politique (2) appellent à une manifestation le jour de la rentrée parlementaire, le vendredi 2 avril, à 18 heures, à l'Opéra, pour protester contre cette faible représentation.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) RPR : 16, UDF : 2, UDF-CDS : 5, PS : 2, UDF-PSD : 2, UDF-PR : 3, div. g. : 1, PS : 1, PC : 2.
(2) Réseau Femmes pour la parité, 8, cité Frost, 75011 Paris.



ÉTRANGER

BOSNIE-HERZÉGOVINE : après une longue attente

Le Conseil de sécurité paraît prêt à faire respecter la zone d'exclusion aérienne

Une résolution interdisant la survol de la Bosnie devait être adoptée, mercredi 31 mars, par le Conseil de sécurité. Par ailleurs, malgré l'insistance de MM. Vance et Owen, les États-Unis refusent d'endosser formellement leur plan de paix. Le Conseil de sécurité a, enfin, prorogé pour une période de trois mois le mandat de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU).

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

Le Conseil de sécurité des Nations unies paraît enfin prêt à adopter, dès mercredi 31 mars, une résolution tendant à faire respecter, par la force si nécessaire, la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine. L'adoption de cette résolution, qui a été rédigée en décembre dernier, a notamment été retardée à la demande de la Russie. Au cours d'une réunion à huis clos à laquelle ont participé les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, il aurait été décidé de mettre la résolution aux voix mercredi après-midi.

Cette résolution sera applicable une semaine après son adoption. Par ailleurs, les coprésidents de la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie avaient demandé que leur plan de paix – accepté par les Croates et les Serbes de Bosnie – soit « endossé sans réserve » par les membres du Conseil. A la surprise générale, Washington s'est montré « extrêmement réticent ». Après avoir convaincu le gouvernement musulman de Bosnie de signer le plan de paix et malgré les recommandations de MM. Cyrus Vance et David Owen, les Américains refusent à présent d'entériner formellement ce plan.

Renforcement de l'embargo

Un projet de résolution des membres européens du Conseil de sécurité tendant à renforcer l'embargo sur les armes, a été refusé par Washington à l'étonnement de certains diplomates, qui déclarent « ne pas comprendre la logique de la position américaine ». Ce qu'en fait Washington ne veut pas, c'est « imposer » un plan de paix aux parties en conflit, revenant à se substituer à ces parties. Un nouveau projet de résolution donnant son

« approbation » au plan de paix international et parrainé par les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne a été distribué, mardi soir, aux autres membres permanents. Les signataires de ce texte, qui n'a pas encore été approuvé par Moscou, « se félicitent » que ce plan ait été signé par deux des parties belligères, « regrette » que la partie serbe ne l'ait pas encore accepté et lui demandent de le faire. Sur l'application du plan de paix, le texte proposé déclare que le Conseil est « disposé, en principe, à prendre les mesures nécessaires pour aller à la mise en œuvre effective du plan, une fois que celui-ci aura été accepté dans sa totalité par toutes les parties ».

La deuxième partie du projet est consacrée au « renforcement de la mise en œuvre des mesures imposées » par les résolutions décidées des sanctions économiques contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Selon ce projet, les mesures prévues seront applicables quinze jours après son adoption « à moins que les Serbes ne signent le plan de paix et que le secrétaire général présente au Conseil (...) un texte disant que les Serbes ont « mis fin à leurs attaques militaires ».

AFSANÉ BASSIR POUR

ITALIE : accusé de recel en tant qu'ancien président de l'ENI

Le ministre des finances, M. Reviglio démissionne à son tour

Au terme d'une journée fertile en spéculations, M. Giuliano Amato (socialiste), est resté, mardi 30 mars, à la tête d'un gouvernement italien encore affaibli par une nouvelle démission d'un ministre – celui des finances – impliqué dans les affaires de corruption.

Le président de la République italienne, M. Oscar Luigi Scalfaro, s'est entretenu pendant quatre heures, mardi, successivement avec MM. Giorgio Napolitano et Giovanni Spadolini, respectivement président de la Chambre des députés et du Sénat, puis avec M. Giuliano Amato, président du Conseil.

A l'issue de son premier entretien, le chef de l'Etat a lancé un appel aux Italiens et aux responsables politiques. « Dans un moment difficile qui requiert une attitude de responsabilité de tous », a souligné le président de la République, les institutions ne peuvent être mises en question par des voix tendancieuses et des suspensions infundées. « Maintien de la sérénité pour ne pas nuire ».

Les difficultés pour le pays et les perturbations qui se répètent principalement sur les plus faibles, dit M. Scalfaro, qui a invité la justice – qui enquête désormais à la fois sur des affaires de corruption « classiques » et sur les liens entre certains politiciens et la Mafia – à poursuivre ses investigations en toute indépendance.

La solution institutionnelle

Le président du Conseil, M. Amato, qui, selon l'un de ses proches, était venu au Quirinal avec l'intention de remettre sa démission en raison du blocage de l'action gouvernementale, dont il s'est plaint à plusieurs reprises, a été reçu ensuite par M. Scalfaro.

Ce dernier, selon un communiqué du Quirinal, lui a apporté son soutien en indiquant qu'il se réservait de « prendre les initiatives opportunes ». M. Amato a fait valoir, devant le président de la République, la nécessité de « garantir au pays une action efficace de gouvernement, soutenue par un consensus parlementaire ample et adéquat ».

L'hypothèse d'un gouvernement « institutionnel », c'est-à-dire

dirigé par le président de l'une des deux Assemblées, a été envisagée par les observateurs. Mais il semblerait qu'une telle éventualité ne soit retenue qu'après que des garanties auront été obtenues sur l'élargissement de la majorité – fragilisée à la fois par le rétro-cissement de son assise parlementaire et par les affaires de corruption – dont dispose aujourd'hui M. Amato, qui a affirmé à plusieurs reprises sa volonté de rester en fonction jusqu'au référendum du 18 avril, consacré notamment à la réforme du mode de scrutin.

Un nouveau membre du gouvernement, M. Franco Reviglio, ministre des finances socialiste, a démissionné, mardi soir, de ses fonctions après avoir été avisé qu'une information judiciaire avait été ouverte à son encontre.

M. Reviglio est accusé de recel en tant que président de l'Office national des hydrocarbures (ENI), qu'il a dirigé de 1983 à 1989. Il lui est reproché – ce dont il se défend – d'avoir eu connaissance de l'existence d'une caisse noire destinée à financer les partis politiques. (AFP, AP, Reuter, UPI)

Le témoignage d'un membre de Médecins sans frontières

Le calvaire des habitants de Srebrenica

Malgré quelques violations mineures, le trêve en vigueur depuis dimanche en Bosnie-Herzégovine a encore tenu mardi 30 mars. Les Nations unies ont profité de cette situation pour multiplier leurs efforts en faveur de l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, où est arrivé un nouveau convoi humanitaire composé de 14 camions. Après avoir passé dix jours dans cette localité assiégée par les Serbes, un médecin belge témoigne.

BELGRADE

de notre correspondant

Thierry Pontus est sous le choc. Il cherche ses mots ; il a du mal à exprimer ce qu'il vient de vivre. Membre de Médecins sans frontières (MSF), ce chirurgien belge qui a été, mardi 30 mars, Belgrade est le premier médecin étranger à avoir passé dix jours dans l'enclave musulmane de Srebrenica. Dix jours pendant lesquels il a tenté de porter secours aux habitants de cette ville de Bosnie orientale coupée du monde depuis 11 mois de guerre.

Entré à Srebrenica dans le Jeep du général Philippe Morillon, alors que ses deux assistants – un anesthésiste et une infirmière –

sa voyaient refuser la passage par les assiégés, a été confronté, tout seul, à un véritable drame humanitaire. À l'hôpital de Srebrenica, où il a passé la plus grande partie de son séjour, cinq médecins généralistes, sans expérience chirurgicale, luttaient jour et nuit depuis des mois pour sauver les blessés et les malades qu'ils opéraient à la lampe de poche dans une salle d'opération « qui n'en est pas une ».

Quatre cents amputations

Si le docteur Pantus s'est employé, au début, à leur apprendre les rudiments de la chirurgie, « même pour les amputations, alors qu'ils en ont déjà effectués près de 400 », il explique que le plus grave problème est celui des infections dues à l'absence de moyens de stérilisation et à l'impossibilité de se laver, puisque l'eau de Srebrenica est sale. La ville, qui comptait 9 000 habitants avant la guerre, a vu arriver des dizaines de milliers de réfugiés des poches musulmanes voisines tombées aux mains des Serbes. Dans l'écloie de Srebrenica, « grande comme un lycée de chez nous », les réfugiés s'entassaient à 80 ou 100 par classe, dans des conditions sanitaires catastrophiques.

L'une des images les plus tragiques que le médecin garde en mémoire est celle d'un bébé eu

ventre déchiqueté par un obus et qui est mort dans les bras de l'un des deux « casques bleus » canadiens, blessés au moment où, mercredi 24 mars, ils assuraient l'évacuation hélicoptère d'habitants, une opération qui a dû être annulée, les Serbes ayant pris l'air d'atterrissage par câble. Autre image : celle de personnes désespérées prenant d'assaut un convoi d'évacuation.

MSF, qui envoie ces jours-ci un nouveau chirurgien, un anesthésiste et un logisticien, attend poursuivre son action à Srebrenica, même si les responsables de l'organisation ne se font guère d'illusion. Les observateurs de l'ONU installés dans l'enclave ont en effet reconnu devant le docteur Pontus qu'avec le soutien des unités de l'armée régulière (yougoslave) déployées du côté bosniaque, les Serbes peuvent faire sauter le verrou quand ils veulent. Si la situation venait à se dégrader, il est à craindre que MSF et le FORPRONU soient considérés comme garants par les « musulmans », souligne le médecin. Pour conclure que, dans tous les cas, « les humanitaires sont très mal à l'aise, car si les femmes et les enfants sont évacués, il ne restera plus que des hommes, et, à ce moment-là, on ne pourra plus rien faire pour sauver la ville ».

FLORENCE HARTMANN

BELGIQUE : fin de la crise gouvernementale

M. Dehaene reste premier ministre

BRUXELLES

de notre correspondant

Une semaine après avoir proposé sa démission au roi Baudouin, le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene (social-chrétien flamand), a été invité par le souverain à revenir sur sa décision, mardi 30 mars. En effet, les tractations menées par le chef du gouvernement ont permis de trouver un nouveau compromis sur la question du budget, qui avait provoqué la crise.

Réunis autour de M. Dehaene, les présidents des quatre partis de la coalition gouvernementale se sont mis d'accord sur 110 milliards de francs belges (18 milliards de francs français) d'économies et de recettes nouvelles en 1993 et 1994. Il y aura quelque 40 milliards de rentrées supplémentaires dans les caisses de l'Etat grâce, notamment, à 3 % d'augmentation des impôts sur les revenus et les sociétés. Une somme égale sera déduite de la compression des dépenses nationales, et 29 milliards sont attendus de diverses privatisations.

Les socialistes francophones ont obtenu que les sociaux-chrétiens

flamands renoncent à la déindexation partielle des salaires pour réduire le coût de la fonction publique, et ils sortent apparemment vainqueurs de cette épreuve de force, qui a révélé l'importance des antagonismes entre la Wallonie et la Flandre. Social-chrétien flamand, M. Dehaene a finalement fait l'essentiel des concessions, malgré la pression d'une partie de ses troupes. Il avait hantement conscience qu'une crise gouvernementale aurait eu des conséquences catastrophiques alors que la Belgique s'appête à assumer la présidence tournante de la Communauté le 1^{er} juillet, et qu'il reste à voter la moitié des articles de la Constitution révisés pour créer un Etat fédéral.

Toutefois, les problèmes de fond demeurent, en particulier le poids que font certains Flamands à une Wallonie accusée d'être un « fardeau » à cause de ses dépenses de santé. Les éditeurs flamands de la presse flamande ont montré, toute la semaine dernière, combien ce courant d'opinion est fort. Le roi a apparemment pesé de tout son poids pour convaincre M. Dehaene de ne pas céder aux

surembères. A défaut d'avoir clarifié la situation, la crise a montré une fois de plus l'influence du souverain sur les partis. Influence qui tient à son expérience et à son doigté beaucoup plus qu'à ses textes. Il est probable que les cris d'alarme du patronat, redoublant une nouvelle attaque du franc belge, ont aussi incité les sociaux-chrétiens flamands à la conciliation, au moins à titre provisoire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

ALLEMAGNE : condamnation d'un garde-frontière de l'ex-RDA. – La justice allemande a condamné, mardi 30 mars, à Berlin, un garde-frontière de l'ex-RDA à une peine de deux ans d'emprisonnement avec sursis pour avoir tué un touriste ouest-allemand en 1968. Siegfried Krug, originaire de Fribourg, vint de visiter Berlin-Est et s'était, pour une raison inconnue, aventuré en juillet 1968 sur la « bande de la mort ». Arrivé de nuit près du mur sans avoir été remarqué, il avait gestué en direction des garde-frontière est-allemands. L'un d'eux avait tiré, le tuant sur le coup. (AFP)

Le sac de Naples

Suite de la première page

Il occupent, surtout, la vieille « salle des Barons » – un nom prédestiné – où se réunit en principe le conseil municipal, pour l'empêcher de siéger. Ecuries, les Napolitains réclament sa dissolution. La ville à l'eau, sans plus personne à sa tête ? La belle affaire ! Sur quatre-vingt conseillers, la moitié sont sous enquête.

En une semaine, au lit-parade du scandale, Naples a avantageusement remplacé Milan. Seulement, cette fois, on ne touche plus seulement au financement illégitime des partis et à ses « débordements », mais bien plutôt au sac d'une ville entière et de sa région. Un pillage scientifique, organisé dans un acte de force entre les pouvoirs locaux et la Camorra et dans lequel sont impliqués bien des témoins de la politique nationale.

Soupçonné d'avoir entretenu des liens avec la mafia sicilienne, l'ex-président du conseil, Giulio Andreotti, doit se sentir moins seul : à Naples, deux anciens ministres, des « poids lourds » démocrates-chrétiens, Paolo Cirino PAMJEINO, ancien homme de confiance d'Andreotti, et Antonio Gava, chef du groupe de la DC au Sénat, celui qui l'appela aussi « le roi de Naples », sont accusés de collusion avec la Camorra. Avec eux, pour faire bonne mesure, l'ex-vice président de la commission justice de la Chambre des députés, le socialiste Raffaele Mastrantono ; ainsi que le député Alfredo Vito et le sénateur Vincenzo Men, tous deux démocrates-chrétiens.

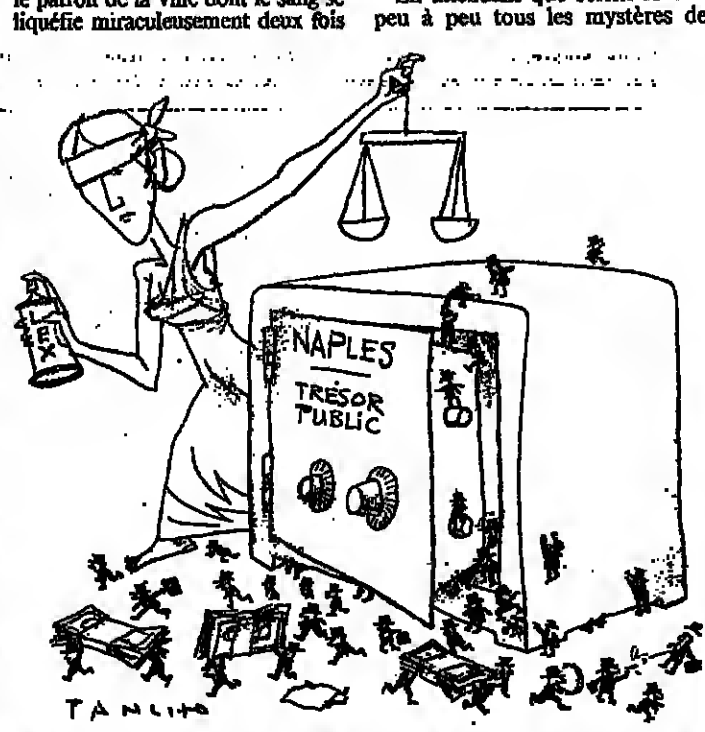
Un intrigant touché par la grâce

L'œil bleu fatigué, et le code pénal à la main, retranché au troisième étage de cette tour de Babel criminelle qu'est devenu le palais de justice, l'ex-château des princes de la maison d'Anjou, cerné par les journalistes, le procureur Vittorio Sbordone, l'air presque effrayé par le flux de révélations qui passent par son bureau, se veut équilibré : « Rien ne sort d'ici qui ne soit fait légalement, selon les règles. Un avis d'ouverture d'enquête n'est pas une inculpation ».

Moyennant quoi, le procureur devient plus catégorique : « Nous avons douze magistrats qui travaillent sur plus d'une quinzaine d'enquêtes, portant sur une centaine de personnes, dont la moitié sont des hommes politiques, mais on ne peut dire que, systématiquement, à chaque fois qu'il y a une affaire de pot-de-vin, il y a un lien avec la criminalité organisée. Dans 30 % des cas, ce lien est même évident ».

A l'origine de cette cascade d'accusations, deux « repentis » d'un genre assez nouveau : le premier s'appelle Pasquale Galasso, c'est aussi le premier grand « repentis » de la Camorra, où il occupait, avant son arrestation, le poste enviable de caissier et de bras droit du parrain Carmine Alfieri.

L'autre est une créature purement napolitaine, le premier « repentis » politique de l'opération « mains propres » : l'ex-député démocrate-chrétien Alfredo Vito, un petit intrigant astucieux, devenu, en faisant voter les lois et les amendements du téléphone, un véritable potentat local. Touché par la grâce, ce qui seait le dernier miracle de saint Janvier, le patron de la ville dont le sang se liquéfie miraculeusement deux fois



par an, à moins que ce ne soit par un certain réalisme des circonstances, l'ex-député, qui se dit bourré de remords, n'en finit plus de soulager sa conscience.

Entre ces deux « gorges profondes », ce sont cinquante ans d'histoire de Naples qui défilent. Rien n'est épargné : scandale sur la privatisation du ramassage des ordures ; émission de faux bons d'essence de la base de l'OTAN toute proche ; pots-de-vin sur la construction des supermarchés, des bretelles d'autoroute et même sur le monopole des petites lampes perpétuelles dans les cimetières. Le plat de résistance étant les travaux pour le Mondial de football en 1990 ; le transport et le traitement des déchets, y compris toxiques, qui a transformé la Campanie en poubelle de la Toscane ; et surtout le tremblement de terre de 1980.

La ville fait les gros dos

Quatre-vingt secondes d'une secousse terrible mais qui a amené une pluie de milliards de lires pour des projets de reconstruction « bidons » ou jamais achevés. Le tout avec une organisation qui ferait pâlir d'envie les plus zélés activistes anti-Sud de la Ligue : chaque secteur divisé en «aires de compétence » entre diverses branches de la Camorra, chacune

Naples, la ville fait les gros dos : travaux gelés, grands restaurants désertés, suspicion généralisée. « Nous avons connu les Espagnols, les Bourbons, les Américains, le choléra, les politiciens romains : finalement Naples a toujours été occupée, tous ces vices qu'on nous attribue n'étaient qu'importés... », tente de plaisanter un évocat d'affaires, au cabinet trop silencieux.

Un entrepreneur de passage – émigré « au Nord » pour n'avoir plus à payer – s'inquiète du « vide » quand la grande lessive sera terminée. Le travail au noir, les fragiles équilibres avec la « malavita », comment remplacer tout cela, dans pareille crise économique ? Comment permettre à cette partie de la population aux franges de la société de s'y retrouver ?

De son balcon qui domine la baie, l'ancien maire communiste, Maurizio Valentini (un seul avis de garantie, avis d'enquête), chahuteur et philosophe, a tout traversé sans illusion ; il lui est arrivé de devoir jouer sur la rivalité entre camorristes pour faire sauter l'immeuble abusif construit par un parrain. La police, effrayée, ne voulait pas l'aider. Aujourd'hui surpris, même lui, par l'ampleur du sac de la ville, il pane sur la propriété purificatrice : « Il faut aller jusqu'au bout, absolument. Ce qui serait grave, serait que les crimes n'aboutissent jamais ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

مكتبة الأمل

EUROPE

TADJIKISTAN : la guerre civile

Les deux chefs des forces procommunistes se sont entretenus

La guerre civile qui a ravagé le Tadjikistan a connu dans la nuit de mardi 30 mars un étrange épilogue : les deux principaux chefs militaires des formations procommunistes qui ont écrasé les «islamo-démocrates» se sont entretenus. La mort de Sangak Safarov et Faizali Sel-dov, que la propagande officielle appelait «le père et le fils de la nation», risque de provoquer des affrontements entre bandes armées du même bord, et d'attirer de nouvelles souffrances sur la population et les réfugiés, en particulier dans le sud du pays.

MOSCOU

de notre correspondant

La télévision de Douchanbé a fait porter la responsabilité des événements aux «ennemis de la nation tadjike», après qu'une première version officielle ait attribué cette double mort à «un accident de voiture». En fait, selon les informations les plus fiables, les deux hommes et plusieurs de leurs gardes du corps sont morts dans un échange de coups de feu. Selon l'agence russe Interfax, qui cite des sources militaires, le chef du Front national, Sangak Safarov, avait rendu visite en pleine nuit à Faizali, dans la région de Kourgan Tioubé, pour exiger que lui-même et ses hommes cessent d'empêcher le retour des réfugiés et de leur faire subir des sévices. Dans la dispute qui s'ensuivit, Sangak aurait tiré sur Faizali, avant d'être tué par les gardes du corps de ce dernier.

Personnage de légende, ancien prisonnier de droit commun ayant passé vingt-trois ans de sa vie en détention et quelques autres comme employé d'un débit de

boisson, Sangak Safarov avait pris la tête des bandes armées du Kon-lah. Ces dernières, avec le soutien d'officiers russes et de l'Ouzbékistan, avaient progressivement pris le dessus sur les partisans de la coalition islamo-progressive qui avait brièvement pris le pouvoir à Douchanbé. Les combats s'étaient accompagnés, de part et d'autre, d'une série de massacres, où les vaincus payèrent bien entendu le prix le plus fort. Sangak Safarov avait d'ailleurs ouvertement proclamé sa volonté de «nettoyer le Tadjikistan», et ensuite la Russie, de «l'ordure démocratique». Mais c'est surtout Faizali, chef d'un clan ouzbek, qui s'était distingué par sa ferocité (le Monde des 17/18 janvier) et des exécutions de masse.

Le drame des réfugiés

Cette tuerie jette une lumière crue sur la nature du régime en place au Tadjikistan, qui tente pourtant d'obtenir la considération internationale, et bénéficie d'une très surprenante indulgence de la part des «démocrates» russes. En même temps, on peut considérer qu'elle arrange les affaires du nouveau pouvoir — et de Moscou — puisqu'il était clair depuis longtemps que, une fois la victoire acquise, Sangak Safarov et son puissant Front national seraient rapidement éliminés. Cependant, ce fatal combat de chefs risque aussi de provoquer des affrontements entre leurs fidèles respectifs. Le désir de trouver un exécutif, de faire porter la responsabilité à «l'ennemi», pourrait aussi avoir de graves conséquences sur les réfugiés, qui se trouvent déjà dans une situation souvent tragique.

Les autorités tadjikes avaient récemment contraint 9 000 réfugiés, parmi les dizaines de milliers de personnes qui s'entassent à Douchanbé, à quitter la capitale

pour rejoindre leurs régions d'origine, dans le sud du pays. Cependant, le convoi avait été bloqué en chemin. Des enfants sont morts de froid et de faim, des femmes ont été violées, au moins huit personnes ont été tuées dans la région de Kabadian. Les réfugiés ont finalement pu passer, mais les autorités ont prié les représentants du HCR de quitter la zone.

Dans les heures qui ont précédé sa mort, Sangak Safarov était allé négocier à la frontière tadjiko-afghane avec des émissaires le retour des dizaines de milliers de personnes qui étaient passées cet hiver en Afghanistan pour fuir l'avance des troupes du Front national. Il s'était efforcé de les convaincre de revenir, en leur promettant la sécurité. D'autres groupes se sont réfugiés au Kirghizistan et même en Ouzbékistan, notamment après la reconquête par les forces progouvernementales de la haute vallée de Garm. L'essentiel de l'aide humanitaire est assuré par le comité international de la Croix-Rouge, qui fait au Tadjikistan un effort d'autant plus méritoire que l'Occident se désintéresse très largement de ce qui se passe dans ce lointain pays d'Asie centrale.

JAN KRAUZE

■ **AZÉRAÏDJAN : démission du ministre de l'intérieur.** — Le ministre azérbaidjanais de l'intérieur, M. Iskender Gamidov, a présenté sa démission, mardi 30 mars, pour ne «pas être impliqué» dans la manifestation organisée mercredi à Bakou par le chef de l'opposition, Etilbar Mamedov, a annoncé l'agence azérbaidjanaise *Assa Irada*. La manifestation — non autorisée — vise à protester contre le comportement du ministre de l'intérieur qui a roué de coups la semaine dernière un journaliste d'opposition. — (AFP)

AFRIQUE

NIGÉRIA : la sélection des candidats à l'élection présidentielle

Deux milliardaires musulmans s'affrontent pour succéder au président Babangida

Les deux seules formations politiques autorisées au Nigeria, le Parti social-démocrate (PSD) et la Convention nationale républicaine (CNR), ont désigné leurs candidats à l'élection présidentielle du 12 juin. Ces candidats ont été sélectionnés parmi une soixantaine de «finalistes», au cours de gigantesques «conventions» à l'américaine, qui ont été tenues, du samedi 27 au lundi 28 mars, à Jos et à Port-Harcourt.

LAGOS

correspondance

Ce sera un duel de milliardaires, à la mesure du «giant de l'Afrique», où aucune influence politique ne peut se concevoir sans un compte en banque bien garni. Les deux candidats à la présidence ont en commun d'être très riches, sans qu'on connaisse l'origine exacte de leur fortune, et d'être musulmans, comme plus de la moitié des 90 millions d'habitants recensés en 1991.

La s'affrontent leurs ressemblances. Car le Parti social-démocrate (PSD) a confié sa bannière à un personnage tonitruant, M. Mashood Kasimawo Olawale Abiola, âgé de cinquante-cinq ans, familièrement surnommé «MKO» par la presse, dont il est l'un des magnats. Issu d'une modeste famille yoruba d'Abokuta, dans le sud-ouest du pays, il a commencé sa carrière comme expert-comptable de la multinationale I.T.T. C'est au hasard, ou presque, qu'il avait fait s'associer, lors d'un voyage en avion, en 1971, à côté de la sœur du shah d'Iran, qu'il doit, dit-on, son ascension fulgurante. Ce philanthrope, attaché à la propagation de l'islam, possède aujourd'hui, entre autres, des fermes, une ligne aérienne et une compagnie maritime.

Ses rapports avec le président Ibrahim Babangida sont parfois

conflictuels : il y a un an, la police avait bloqué, pendant trois semaines, l'activité de son groupe de presse, le Concord Group, après la publication, dans le magazine *African Concord*, d'un dossier jugé trop critique à l'égard du régime militaire. Il a cependant convaincu la présidence d'appuyer sa croisade internationale pour que l'Occident et les pays arabes paient des «réparations» financières à l'Afrique, à cause de l'esclavage.

Son adversaire de la Convention nationale républicaine (CNR), M. Bashir Tofa, âgé de quarante-six ans, était inconnu du grand public, il y a encore quelques semaines. Propriétaire d'une banque et d'une entreprise, cet homme d'affaires dispose de trois atouts majeurs : il vient de Kano, la grande capitale du Nord, et il a su se concilier les notables conservateurs autant que les «jeunes loups», partisans d'un islam plus radical ; il est lié à des piliers du régime, comme le chef de l'armée, le général Sanni Abacha, ou celui des services de renseignements militaires, le général de brigade Halilu Akilu ; enfin, il a sous la main un colosse chrétien, originaire du Sud-Est, M. Joe Nwodo, qui s'est retiré, dimanche dernier, en sa faveur, avant le deuxième tour de l'élection de Port-Harcourt. Ce «ticket» équilibré pourrait rassurer la puissante communauté chrétienne, qui se sentait par avance exclue de la compétition.

Il sera, en revanche, beaucoup plus difficile à M. Abiola de trouver un vice-président chrétien acceptable par l'establishment nordiste, hostile

dès le début à une candidature du flamboyant «MKO». Mais, électoralement, le PSD — qui a obtenu la moitié des voix lors des législatives de 1992 — pèse plus lourd que la CNR. Son nouveau champion a reçu un formidable appui en la personne de l'ex-général Shehu Musa Yar'Adua, un homme d'envergure, capable de faire (ou de défaire) une élection présidentielle. C'est grâce à lui que «MKO» a pu l'emporter à Jos, au terme d'une bataille très serrée, sur son rival, M. Babangana Kingibe (ancien ambassadeur et ancien chef du PSD), qui passait pour le «favori» de la présidence.

Beaucoup s'interrogent, d'ailleurs, sur les motivations de M. Yar'Adua. Aussi riche que retour, l'ex-général s'était lui-même lancé dans la course, lors d'une première série de «primaires», à l'automne 1992. Son ascension avait été interrompue par la juste militaire, qui décidait de disqualifier les vingt-trois candidats des deux partis, en les accusant de fraude. Depuis cette mésaventure, M. Yar'Adua fait montre d'un grand scepticisme quant aux intentions réelles du président Babangida, le soupçonnant ouvertement de ne pas vouloir quitter le pouvoir à la date prévue, le 27 août.

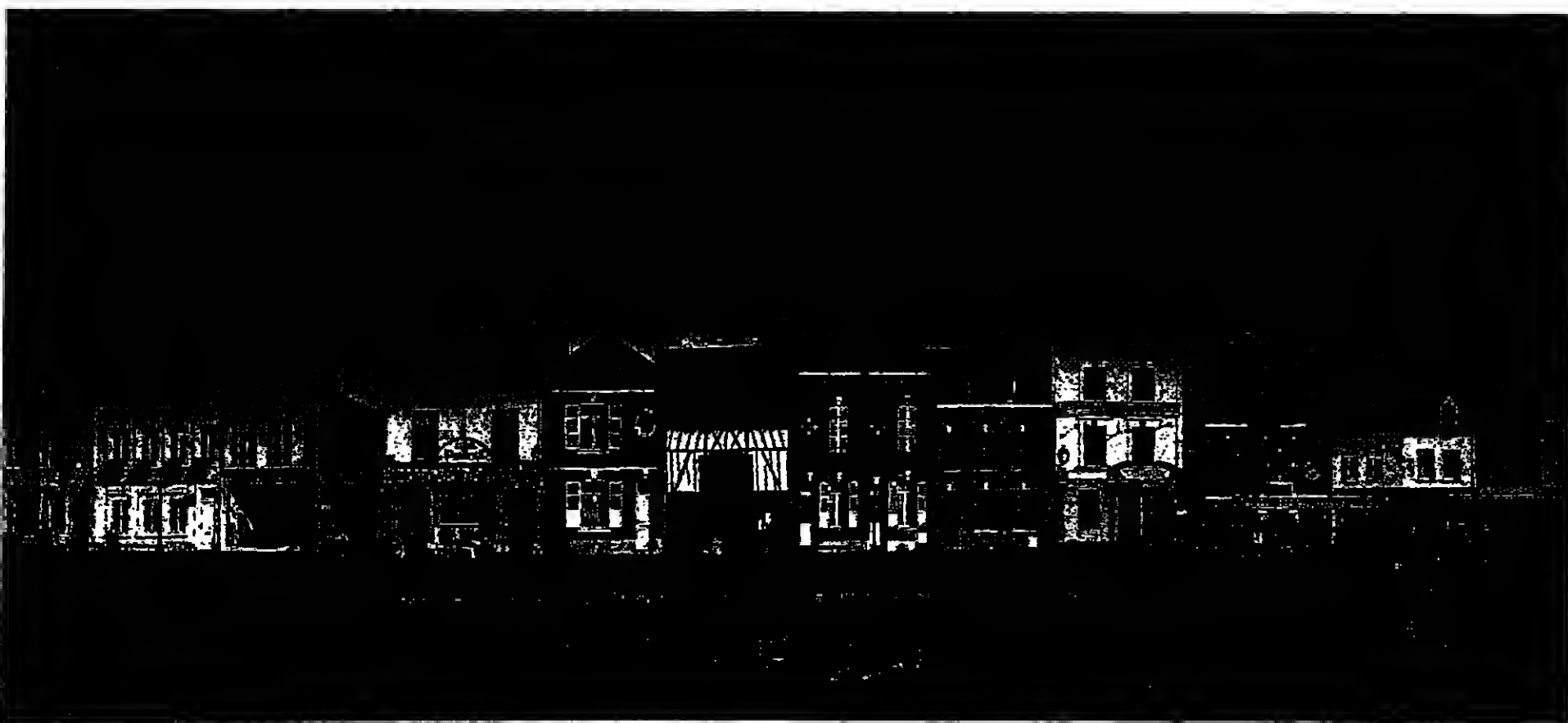
Malgré son aspect alambiqué, le processus des «primaires», organisées en quatre étapes, n'a pas conduit au chaos prédit par nombre d'observateurs. Rien ne semble, désormais, s'opposer au bon déroulement de l'élection présidentielle, sous l'œil vigilant d'observateurs internationaux.

MICHEL MARINGUES

■ **MAROC : un numéro du «Monde» interdit à la vente.** — Les autorités marocaines n'ont pas autorisé la mise en vente du *Monde* daté dimanche 28 et lundi 29 mars. Ce numéro comportait un article sur les relations entre Paris et Rabat, placées sous le signe de l'irritation ou de la fascination à l'endroit de Hassan II.

■ **MOZAMBIQUE : mutinerie dans la garde présidentielle.** — Des commandos de l'armée ont pris d'assaut, mardi 30 mars, une caserne de la garde présidentielle de Magoanine, non loin de Maputo, dans laquelle avait éclaté une mutinerie. L'opération, qui a duré environ trente minutes, a fait plusieurs blessés. — (AFP)

Amsterdam ou Amiens ?



AMSTERDAM Capitale du royaume des Pays-Bas, située à 550 km de Paris. Population : 714 000 Amstellodamois dont 5% d'étudiants. Elle est célèbre pour ses longs canaux déployés concentriquement au cœur de la ville, et pour ses quais bordés d'entrepôts et d'hôtels particuliers des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles.

AMIENS Capitale de la Picardie, située à 1h15 de Paris. Population : 136 000 Amiénois dont 20% d'étudiants. Elle offre 62 km de cours d'eau et de canaux, des étangs et un grand parc urbain. Dans le cœur historique de la ville, les quais de la Somme aux maisons typiques bordent la plus belle cathédrale gothique, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco.

22.80.00.90

Comité d'Expansion de la Somme

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : devant la recrudescence des attentats palestiniens

M. Rabin isole l'Etat juif des territoires occupés

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a annoncé, mardi 30 mars, la « fermeture » de la Cisjordanie, quelques heures après le meurtre de deux policiers près de Tel-Aviv. M. Fayçal Hussein, chef de file des partisans de l'OLP dans les territoires occupés, a déploré « cette punition collective qui peut être un nouvel obstacle au processus de paix ». Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, le gouverneur israélien attire son attention sur « la multiplication des attaques terroristes contre ses citoyens » mais réaffirme son intention de continuer les négociations avec ses interlocuteurs arabes « en dépit de ces provocations ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Comment calmer les esprits, diminuer la tension, faire reculer le peur qui s'infiltre dans le pays ? Comment convaincre des populations alarmées par la multiplication des attentats et l'absence de perspective de paix que leur gouvernement n'a pas perdu le contrôle de la situation ? Comment désamorcer la crise politique qui est en gestation et, surtout, la crise de confiance, autrement plus grave, qui mûrit un peu plus chaque jour entre les Israéliens et leurs institutions les plus chères, celles qui garantissent la sécurité publique ?

Peu après le meurtre, à l'arme automatique, de deux policiers, mardi 30 mars, en plein cœur du pays (le Monde du 31 mars), le gouvernement a réagi. À Gaza, par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), le premier ministre a tenté, le soir même, à la télévision nationale, de mobiliser la population et de répondre à ses inquiétudes. Au terme de ce que les journaux locaux ont appelé le « jour noir d'Israël », au cours duquel il y a eu un nombre d'attaques à main armée sans précédent (vingt et un), ayant causé la mort de quinze Israéliens, l'exercice était difficile. Que M. Itzhak Rabin eût

rappelé — ce qu'il n'a pas fait — que les Palestiniens, eux, ont en quatre fois plus de blessés et deux fois plus de morts pendant la même période, n'eût rien changé.

Le climat est à la peur et à la colère. Les titres des journaux sur les attentats, comme M. Rabin n'a pas manqué de le remarquer avec un peu d'ironie, « sont carrément plus épais que lors de la guerre de six jours ».

« Une nécessaire séparation »

Pris à parti par leurs mandants, les politiciens les moins extrémistes commencent à s'agiter. Les colons prennent les armes et se livrent dans les territoires occupés à des « razzias » en règle. L'opposition de droite (le Likoud), sous la houlette d'un nouveau chef ambitieux, M. Benyamin Netanyahu, joue à l'apprenti sorcier. En clair, la situation est extrêmement volatile. « On a la désagréable impression que tout peut arriver », résume un journaliste local.

M. Rabin, qui est aussi ministre de la défense — un cumul de plus en plus discuté jusqu'à l'intérieur de la coalition gouvernementale — s'était donc entretenu, mardi, et pour la première fois depuis son retour au pouvoir au mois de juin 1992, du maximum de solennité. On se souvenait que, pour le précédent meurtre d'un policier en Israël le 15 décembre dernier, le chef du gouvernement avait ordonné l'exécution de plus de quatre cents Palestiniens, réputés islamistes, vers le Liban. Qu'allait-il décider cette fois ? Sous l'œil des caméras, dans son bureau officiel, sur fonds de drapeau national, M. Rabin, d'un ton ferme, a émis sa déclaration autour d'un thème qui lui est cher : « la nécessaire séparation entre Israéliens et Palestiniens ».

Alors que le gouvernement précédent travaillait plus ou moins discrètement à l'annexion rampante des territoires occupés et de leurs presque deux millions d'habitants palestiniens (Jérusalem-est comprise), M. Rabin poursuit, prudemment et même cautelement, à cause des cent mille colons juifs, disséminés en Cisjordanie et à Gaza, une logique inverse. Les mesures de répression décidées, le matin même, en conseil restreint

extraordinaire, contre les Palestiniens, s'inscrivent dans cette logique. « Jusqu'à nouvel ordre », a annoncé le chef du gouvernement, « il n'y aura plus un Palestinien sur le territoire souverain d'Israël ».

En clair, après la bande de Gaza, fermée depuis lundi matin consécutivement à l'assassinat de deux colons, c'est la Cisjordanie et son million d'habitants arabes qui est bouclée, depuis mardi minuit. Au moins pour dix jours, jusqu'après les congés de la Pâque juive, dit-on dans les allées du pouvoir. Aucun véhicule immatriculé dans l'un ou l'autre des territoires n'est plus autorisé à pénétrer sur le sol de l'Etat juif. « Aucun Palestinien », a ajouté M. Rabin, « n'est autorisé à passer la nuit en Israël », même pour visiter une famille dans la partie orientale de la Jérusalem « unifiée » où vivent encore près de deux cent mille arabes, des Palestiniens virtuellement annexés depuis 1967.

Tirs

sans sommations

L'idée de M. Rabin est d'éviter tout contact entre les Israéliens et les cent ou cent vingt mille Palestiniens employés sur le territoire de l'Etat juif. Le chiffre exact, selon le ministère du travail, est de 68 000 travailleurs légaux auxquels s'ajoutent 35 000 illégaux, c'est-à-dire sans permis. Israël, estime-t-on de source gouvernementale, ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Il faut désormais choisir : ou bien continuer à profiter d'une main-d'œuvre arabe bon marché, notamment pour son industrie du bâtiment, ou bien apprendre à s'en passer au bénéfice d'une plus grande sécurité publique. En attendant qu'une solution politique, que M. Rabin a de nouveau appelée de ses vœux, puisse être trouvée, le désengagement complet des économies d'Israël et de ses territoires ne pourra être que progressif.

En matière de sécurité, le premier ministre, visiblement à court d'idées nouvelles, puisant toutes ou presque toutes ses idées reçues, s'est un peu livré à l'émancipation. « La lutte contre le terrorisme a accompagné toute notre histoire. C'est une lutte de longue haleine. Nous avons surmonté des

épreuves plus difficiles. » Cependant, a-t-il ajouté, « il faut bien reconnaître que les terroristes se sont améliorés », qu'ils sont « plus sophistiqués » que naguère, d'un succès. Les forces armées seront donc encore une fois « renforcées », les effectifs de la police et de la garde civile « augmentés ». D'autres mesures ont été prises que le premier ministre n'a « pas souhaité expliciter ».

Ainsi, les soldats, qui parfois ne se gênaient pas, seront autorisés à pénétrer à volonté dans les mosquées. Et à tirer sans sommations sur tout Palestinien porteur d'une arme. Jusqu'alors, les consignes officielles de tir prévoyaient qu'un militaire ne pouvait ouvrir le feu que si sa vie ou celle d'un autre était directement menacée. Dans tous les autres cas, l'usage des sommations devait être respecté. En fait, tout indique qu'il n'était pas très souvent et la libéralisation des consignes, annoncée après consultation du procureur de l'Etat, ne fait que légitimer une pratique largement répandue. Cette mesure, pas davantage que les précédentes, n'a pas la moindre chance de régler les problèmes posés par l'occupation de territoires dans lesquels vivent des populations plus désespérées encore que ne le sont celles d'Israël.

PATRICE CLAUDE

LIBYE : Washington caviage un renforcement des sanctions internationales. — Le secrétaire d'Etat américain a déclaré, mardi 30 mars, que les Etats-Unis consultent leurs alliés à propos d'un durcissement des sanctions contre la Libye. Un embargo sur les exportations de pétrole pourrait s'ajouter à celui qui porte actuellement sur les liaisons aériennes et les importations de matériel militaire. M. Warren Christopher a aussi critiqué l'Iran, qu'il a qualifié de « hors-la-loi international », dénonçant la « détermination » de ce pays « d'acquiescer aux armes de destruction massive ». « L'Iran ne mérite pas le soutien de la Banque mondiale. Nous l'avons fait savoir à nos alliés et amis », a-t-il ajouté. — (Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Reprise des bombardements à Kaboul

Une vingtaine de roquettes sont tombées, mardi 30 mars, sur Kaboul, faisant une dizaine de victimes, indique l'agence de presse AIPN, dépendant de la dissidence du Hezb-e-Islami. Pour une fois, le gouvernement du président Rabbani n'a pas précisé la responsabilité de ces tirs. Depuis la reprise des combats dans la capitale, en janvier, il en accuse les forces du leader intégriste du Hezb, M. Gulbuddin Hekmatyar.

Cette réserve officielle s'explique sans doute par le fait qu'un gouvernement de coalition, dirigé précisément par M. Hekmatyar, est en cours de formation, avec l'accord de principe de presque tous les partis afghans. L'accord de paix signé le 7 mars à Islamabad prévoit que la nouvelle équipe devrait être désignée dans les dix jours. Mais un problème crucial paraît toujours non résolu : la désignation d'un nouveau ministre de la défense, en remplacement du général Ahmed Shah Massoud, que M. Hekmatyar entend écarter. — (UPI)

CHYPRE

Les négociations intercommunautaires devraient reprendre le 24 mai à New-York

MM. Glafcos Clérides, nouveau président de la République chypriote, et Rauf Denkash, président de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), autoproclamée et reconnue seulement par Ankara, se sont mis d'accord, mardi 30 mars, dans cette ville, les négociations sur le problème chypriote, a-t-on annoncé aux Nations unies. Les deux dirigeants se sont engagés à coopérer avec la mission de bons offices du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, « dans le but de parvenir librement à un accord global acceptable par les deux parties », a indiqué le porte-parole du secrétaire général. La reprise des négociations sera précédée, à Nicosie, par une série de réunions préparatoires des chefs des deux communautés avec les représentants de M. Boutros-Ghali. — (AFP)

COTE-D'IVOIRE

Les mutins d'Abidjan auraient posé des conditions pour mettre fin à leur action

Les quarante-cinq gardes républicains, retranchés à l'intérieur du palais présidentiel, à Abidjan, ont mis fin, dans la soirée du mardi 30 mars, à leur mutinerie. « Tout est fini », a déclaré un capitaine de la garde républicaine. « Les soldats devant être en faction sont à l'hôtel, et les autres sont rentrés dans leurs casernes », a-t-il précisé.

Les mutins ont posé cette décision après avoir été réprimés, mardi, par le président Laurent Gbagbo.

C'est la troisième fois, en trois ans, que des militaires se manifestent par la force. En mai 1990, plusieurs dizaines d'appelés, qui réclamaient leur réintégration dans l'armée, avaient pris d'assaut le palais présidentiel.

Le budget de 1993, qui représente 2 % du budget aux 331 communes du pays, qui manquent cruellement de fonds. Selon le gouvernement, les versements prévus n'ont pas été effectués parce que le Guatemala n'a pas remboursé ses dettes auprès d'organismes financiers internationaux. — (AFP)

ZAIRE : une mise en garde de Mgr. Monseigneur. — Le président du Haut Conseil de la République (HCR), Mgr. Laurent Monsengwo Pasinya, s'est alarmé, mardi 30 mars, de l'existence de deux textes constitutionnels, deux gouvernements et deux organes législatifs se disputant la légitimité. Renvoyant dos à dos MM. Etienne Tshisekedi, premier ministre de l'opposition, et Faustin Birindwa, nommé à la place de ce dernier par le président Mbutu, le prélat a accusé les politiciens d'entraîner le pays « dans la droite ligne de l'effacement et de la violence ». A Bruxelles, le gouvernement belge a dénoncé la « nomination fictive » de M. Birindwa. Enfin, à Kinshasa, la ligue zairaise des droits de l'homme a dénoncé, mardi, le récent « enlèvement » de huit membres de l'opposition, par la police spéciale. — (AFP)

mée, avaient défilé dans les rues d'Abidjan, occupant la télévision et l'aéroport pendant une journée. En juillet 1991, l'état-major avait révisé qu'un projet de « coup de force », aux objectifs « purement militaires », avait été déjoué. — (AFP)

CUBA

M. Roberto Robaina est nommé ministre des relations extérieures

M. Roberto Robaina Gonzalez, le brillant premier secrétaire de l'Union des jeunes communistes (UJC), a été nommé, mardi 30 mars, à la tête de la diplomatie cubaine. La nomination du nouveau ministre des relations extérieures a créé la surprise dans les milieux diplomatiques de La Havane. M. Robaina, âgé de trente-sept ans, l'un des plus jeunes membres du Conseil d'Etat et du bureau politique du Parti communiste cubain, n'est pas un diplomate de carrière. Il est connu pour son dynamisme et les méthodes peu orthodoxes qu'il utilisait pour mobiliser la jeunesse cubaine. Organisateur de concerts rock, inventeur de slogans percutants, M. Robaina porte plus volontiers le jean et le T-shirt que le costume cravate. Il succède à M. Ricardo Alarón de Quesada, vieux routier de la diplomatie cubaine, nommé récemment président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP).

D'autre part, plusieurs centaines de militaires de la brigade de l'Ex-Union, envoyée stationnée à Cuba depuis 1963 ont quitté La Havane, lundi soir, pour Saint-Petersbourg, conformément à l'accord signé le 16 septembre 1992 avec Moscou. — (AFP, Reuters, UPI)

DANEMARK

Le Parlement a approuvé le traité de Maastricht amendé

Le Parlement danois a adopté, mardi 30 mars, à une large majorité (154 voix contre 16), trois projets de loi portant sur l'adhésion du Danemark au traité de Maastricht en général, sur les dérogations au traité obtenues lors du sommet européen d'Edimbourg (elles dispensent le royaume de la monnaie unique, de la politique de défense, d'assez et de police communales ainsi que de la citoyenneté européenne) et sur la tenue, le 18 mai prochain, d'un nouveau référendum.

Ce vote est intervenu quelques jours après la publication de deux sondages donnant respectivement 49 % et 48 % des Danois, en faveur du traité de Maastricht amendé, 34 et 26 % y étant opposés, 21 % et 14 % demeurant encore indécis, tandis que 5 % et 3 % prônent l'abstention. Pour sa part, le premier ministre social-démocrate, M. Poul Nyrup Rasmussen, a estimé que « les perspectives d'un nouveau rejet du traité de Maastricht sont écartées ». — (AFP)

RUSSIE

L'armée suspend son retrait des Pays baltes

L'ambassadeur de Russie à Vilnius a été convoqué au ministère lituanien des affaires étrangères, mardi 30 mars, où des explications lui ont été demandées sur l'évolution du retrait des troupes ex-soviétiques de la République lituane.

La veille, en effet, le ministre russe de la défense, M. Pavel Gratchev, avait déclaré au cours d'une réunion à Bruxelles des pays membres de l'OTAN et de ceux de l'ancien pacte de Varsovie que la Russie suspendait le retrait de ses troupes des Républiques baltes. — (Itar-Tass)

AMÉRIQUES

JAMAÏQUE : élections générales sur fond de violences

Les sociaux-démocrates de M. Patterson ont été reconduits au pouvoir

Le Parti national populaire (PNP, social-démocrate) du premier ministre sortant, M. Percival J. Patterson, a remporté une très nette victoire aux élections générales qui se sont déroulées mardi 30 mars en Jamaïque, dont la capitale a été le théâtre de violents affrontements. Selon les résultats officiels diffusés dans la soirée par la télévision, le PNP a obtenu plus de 60 % des suffrages et cinquante-trois des soixante sièges au Parlement.

KINGSTON

de notre envoyé spécial

Une ambiance de fête au rythme du reggae régnait, mardi soir, au siège du PNP, où le premier ministre, M. P. J. Patterson, grand vainqueur des élections, a appelé ses partisans au calme, après une journée émaillée de violents affrontements entre bandes rivales. « Mon souhait est ma détermination sont que ces élections soient les dernières marquées par la violence et les pertes de vies humaines », s'est exclamé le premier ministre.

Quelques instants plus tôt, son rival, M. Edward Seaga, le leader du Parti travailliste jamaïcain (JLP, conservateur), avait reconnu « la victoire éclatante » du PNP, laissant entendre qu'il pourrait renoncer à la direction de son parti. M. Seaga a dénoncé « les nombreux abus et l'utilisation de la violence dans plusieurs circonscriptions ».

A la mi-journée, les opérations de vote ont été suspendues dans l'école Ormsby Memorial Hall, au centre de Kingston. Une cinquantaine de militaires en tenue de

combat, accompagnés d'un blindé léger, ont tenté de séparer les partisans de M. Patterson et ceux de M. Seaga. « Une bande du JLP a attaqué ce bureau et a tenté d'emparer de l'urne », affirme le président du bureau, M. Constant Reid, dont la lévre s'est ouverte d'un coup de couteau lors de la bagarre.

A moins d'un kilomètre, à Mountain View, un autre quartier populaire de Kingston, le candidat du JLP, M. Ed Bartlett, accuse « une bande de voyous du PNP dirigée par la police d'avoir essayé de voler l'urne ». Des bottes de ganja, la marijuana jamaïcaine, s'échappent de la foule survoltée qui l'entoure. En dépit des « accords de paix » signés par les principaux candidats, douze personnes, dont le président d'un bureau de vote, ont été assassinées dans les jours qui ont précédé le scrutin. Mardi, dans les ghettos du centre et de l'ouest de la capitale, les affrontements à l'arme automatique entre gangs rivaux rappelaient les scènes de guerre civile qui avaient fait plus de six cents morts lors des élections générales de 1980.

La brièveté de la campagne électorale n'a permis cette fois de limiter la violence. Profitant d'une remontée de sa popularité dans les sondages, M. P. J. Patterson, qui avait succédé il y a tout juste un an à M. Michael Manley, démissionnaire pour raisons de santé, a provoqué des élections anticipées. Le système parlementaire, hérité de l'ancienne métropole britannique, permet au premier ministre de choisir la date des élections générales. « Les élections ont été organisées dans la précipitation, le conseil électoral n'était pas prêt, ce qui explique le grand nombre d'irrégularités relevées dans plusieurs cir-

conscriptions », soutient M. Hector Wynter, proche collaborateur de M. Seaga.

Défenseur du socialisme dirigiste et du tiers-mondisme militant des années 70, le PNP prône aujourd'hui avec conviction l'économie de marché et applique sagement les recettes du Fonds monétaire international. La politique de libéralisation de l'économie, mise en œuvre dans les années 80 par M. Seaga, alors premier ministre, a été poursuivie et même accentuée par M. Manley, qui avait ramené le PNP au pouvoir en 1989.

L'image

d'un homme intègre

Face à M. Seaga, un descendant de Libanais dont les manières de candide sont critiquées au sein même de son parti, « P. J. », comme l'appellent ses partisans, s'est forgé l'image d'un homme politique moderne, travailleur et compétent, plus enclin au consensus qu'à l'affrontement. Apparition du PNP, ce Noir aux cheveux grisonnants — il aura cinquante-huit ans dans dix jours — a insisté sur les effets bénéfiques de la stabilisation du dollar jamaïcain et sur la réduction du taux d'inflation. Quelques semaines avant les élections, il a accordé d'importantes augmentations de salaires, plus de 100 %, aux enseignants et aux policiers, et il a promis qu'il s'attaquerait au problème des transports en commun.

Lâché par les milieux d'affaires, M. Seaga a dénoncé, au cours de la campagne, les scandales qui ont, selon lui, entaché la gestion du PNP au cours des dernières années. Si plusieurs économistes s'interrogent sur la stabilité du dollar jamaïcain, mise en cause par un récent scandale qui a éclaté à la

EN BREF

BRESIL : un dernier blanc acquiesce du meurtre d'un chef indien. — M. Libero Monticini, l'un des plus puissants fermiers blancs de la région de Ponta-Pora, accusé d'avoir commandité le meurtre de Marcel de Souza, un Indien Guaraní plus connu sous le nom de Tupac Katari, a été acquitté, mardi 30 mars, par un tribunal du Mato-Grosso. Le tribunal a estimé qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves contre lui.

Le jury était composé de Blancs jugeant un Blanc accusé d'avoir fait assassiner un Indien. Dans ces conditions, il ne pouvait qu'être acquitté, a estimé M. Cacia Cortez, porte-parole du comité Marcel de Souza. Tupac Katari avait fondé l'Union des nations indiennes et représentait ces populations aux Nations unies. — (Reuters)

GUATEMALA : la cathédrale de la capitale occupée par des maîtres en colère. — Les maîtres de quelque deux cents communes du Guatemala occupent depuis lundi 29 mars la cathédrale de la capitale pour demander au gouvernement qu'il leur remette une somme de 11,3 millions de dollars prévue dans le budget pour le dernier trimestre de 1992. La Constitution

هكذا من الأصل

Le Monde ÉDITIONS
COMMENT PENSER L'ARGENT ?
Sous la direction de Roger-Pol Droit
EN VENTE EN LIBRAIRIE

ASIE

CORÉE DU SUD : un mois après son arrivée au pouvoir

Le président Kim Young-sam voit sa politique de réformes menacée par la tension avec Pyongyang

La regain de tension provoqué par le retrait de la Corée du Nord du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) constitue un test pour le nouveau président, M. Kim Young-sam. L'initiative inattendue de Pyongyang, intervenue le 12 mars, trois semaines après la prise de fonctions de M. Kim, a mis en effet le premier président civil en Corée du Sud depuis trente-deux ans dans une position délicate à l'égard des militaires. D'autre part, dans le cadre de la politique de lutte contre la corruption menée par M. Kim, onze parlementaires ont été blâmés ou exclus du parti au pouvoir, dont le président de la Chambre pour avoir fait fortune dans la spéculation immobilière, et cinq dignitaires du rang de vice-ministres révoqués pour enrichissement par des moyens illégaux.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Bien que les motifs des autorités nord-coréennes, qui restent encore sujet à conjectures, paraissent sans relations avec l'arrivée au pouvoir de M. Kim, ce dernier est perçu sans aménité par Pyongyang. Au lendemain de son investiture, il a été qualifié de « traître » à la patrie par l'agence de presse nord-coréenne pour poursuivre une politique liant le dialogue inter-coréen à l'inspection des sites nucléaires de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA).

A la suite de cette brusque montée de fièvre dans la péninsule, la réaction mesurée de Séoul - qui cherche à résoudre la crise sur le plan diplomatique - et la relative réticence de

la tension (Pyongyang a annoncé, le 24 mars, la fin de l'état de « guerre » proclamé le 9), conjuguées au calme des militaires du Sud tendent à indiquer que Séoul maîtrise la situation. L'expérience du nouveau président en matière de sécurité aurait pu créer un vide dangereux.

Le raidissement du Nord donnait en effet aux militaires un poids qu'ils n'avaient plus eu depuis la libération de la fin des années 80. La crise intervenait alors que le président cherchait précisément à affermir son contrôle sur l'armée par le limogeage du chef d'état-major, le général Kim Jin-young, à qui l'on prêtait des ambitions politiques; celui-ci est en outre membre de l'association fraternelle de militaires de haut rang Hanawha, qui a régné sur les coulisses de l'armée depuis la fin du régime Park. Il a été remplacé par le général Kim Dong-jin.

Contrôler les militaires et lutter contre la corruption

Un limogeage qui, concomitant de celui du chef des services de renseignements de l'armée - le général Suh Wan-soo, également membre de Hanawha - avait fait d'autant plus grincer des dents que s'y ajoutait l'arrivée d'un civil à la tête de l'Agence nationale pour la sécurité (ex-KCIA). Les militaires se méfient d'un cabinet composé de civils qu'ils ont tendance à considérer comme « naïfs » en ce qui concerne les intentions de la RPDC. La nouvelle administration sera-t-elle à même de contrôler l'appareil militaire qui fut, jusqu'à la fin des années 80, la grande force politique du pays?

Si, pour l'instant, M. Kim paraît avoir la situation en main, il lui reste à redéfinir sa politique envers Pyongyang. La nomination à la tête du ministère de la réunification de M. Han Wan-sang, universitaire libéral autrefois proche de M. Kim Dae-jung, la grande figure de l'opposition, laisse penser que Séoul n'entend pas

acculer davantage le Nord dans une impasse. Au cours des derniers mois, le pouvoir présidentiel à Washington comme à Séoul était affaibli en raison des échecs électoraux, la politique envers la RPDC a été quelque peu flottante. Ainsi, la reprise des exercices conjoints américano-coréens « Team Spirit », (suspendus l'année dernière), qui a été le prétexte au raidissement de Pyongyang sur la question nucléaire, semble-t-il avoir été décidée par les états-majors sans une véritable intervention politique.

Plus profondément, certains se demandent - y compris parmi les Américains - s'il est judicieux de lier le problème de l'inspection des sites nucléaires nord-coréens à la progression du dialogue entre Pyongyang et Séoul, et s'il ne vaudrait pas mieux dissocier les questions afin d'avoir deux plans de négociation permettant d'alterner fermeté et souplesse. Une plus grande marge de manœuvre paraît d'autant plus nécessaire que la question devient délicate : la préoccupation des dirigeants sud-coréens concernant la capacité nucléaire du Nord est réelle. S'ils se sont efforcés de ne pas alarmer la population, ils n'en sont pas moins inquiets : la convergence de préoccupations des Chinois et des Russes tend à confirmer que la RPDC pourrait être sur le point de posséder l'arme nucléaire.

Cette crise n'a pas détourné le

des résidences voisines de la présidence servant aux réunions secrètes et aux parties fines des anciens dirigeants.

Par ces limogeages, le président a cherché à ne pas donner prise à une campagne visant à discréditer son cabinet, menée, semble-t-il, par des éléments de l'ex-KCIA qui fournissaient anonymement des informations compromettantes aux journaux. La grande question est désormais celle de rendre publique la fortune des députés, comme l'exige le président. Les fonctionnaires, qui profitent de l'administration précédente, sont également dans le collimateur. Même ses adversaires laissent au président Kim le bénéfice du doute quant à sa fermeté en matière de « purification ».

Un domaine où les observateurs sont plus sceptiques est la réforme de l'économie. La question des noms réels pour les comptes bancaires, qui actuellement peuvent être ouverts sous des noms d'emprunt, sera un test de la volonté de réformes du président.

La dérégulation du système financier et une déconcentration du pouvoir des grands conglomérats (chaebols) sont les autres objectifs du nouveau cabinet. « Nous envisageons des réformes plus graduelles que drastiques », nous a dit M. Suh Sang-mok, responsable de la politique éco-

nomique du Parti démocrate-libéral (FDL), gouvernemental. « En ce qui concerne les chaebols, il existe des lois et il faut les utiliser. Pour les banques, la dérégulation s'impose : un projet sera publié d'ici quelques mois ».

Le nouveau président bénéficie d'atouts qui lui assurent une période de grâce assez longue : il peut compter sur une solide majorité (160 députés), et l'opposition, marquée par sa défaite, doit se réorganiser. A la dérive, et probable désintégration, du Parti populaire pour l'unification (qui n'a plus que 16 députés sur 36), créé par M. Chung Ju-yung, fondateur du groupe Hyundai, retourné à ses affaires et qui affirme aujourd'hui que M. Kim Young-sam, était « le meilleur choix pour le pays », s'ajoute l'affaiblissement du Parti démocrate (96 sièges) de M. Kim Dae-jung : battu lors de l'élection présidentielle, celui-ci s'est retiré de la politique.

Le 12 mars, son parti a élu un nouveau président, M. Lee Ki-tack, relativement modéré, autrefois proche du président Kim. Il lui incombe la tâche délicate de définir une plate-forme politique face à un gouvernement qui se veut réformiste.

PHILIPPE PONS

■ HONGKONG : le gouverneur esquivé une nouvelle fois l'affrontement direct avec Pékin. - Le gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, a décidé, mardi 30 mars, de différer pour la seconde fois la présentation de ses réformes démocratiques au Legco (l'assemblée locale) pour éviter d'envenimer plus encore ses relations avec Pékin. Selon les autorités chinoises, la démarche de M. Patten viole les accords passés avec la Grande-Bretagne sur la rétrocession de la colo-

nie à la Chine en 1997. Par ailleurs, le gouverneur a démenti avoir laissé entendre dans une entrevue avec la radio de Singapour qu'il pourrait abandonner ses fonctions. - (AFP)

■ VIETNAM : le chef d'un groupe d'opposition condamné à vingt ans de prison. - Le responsable d'un groupe d'opposition a été condamné, mardi 30 mars, par un tribunal de Ho Chi Minh-Ville à vingt ans de prison pour « activités subversives », a rapporté mercredi

CAMBODGE

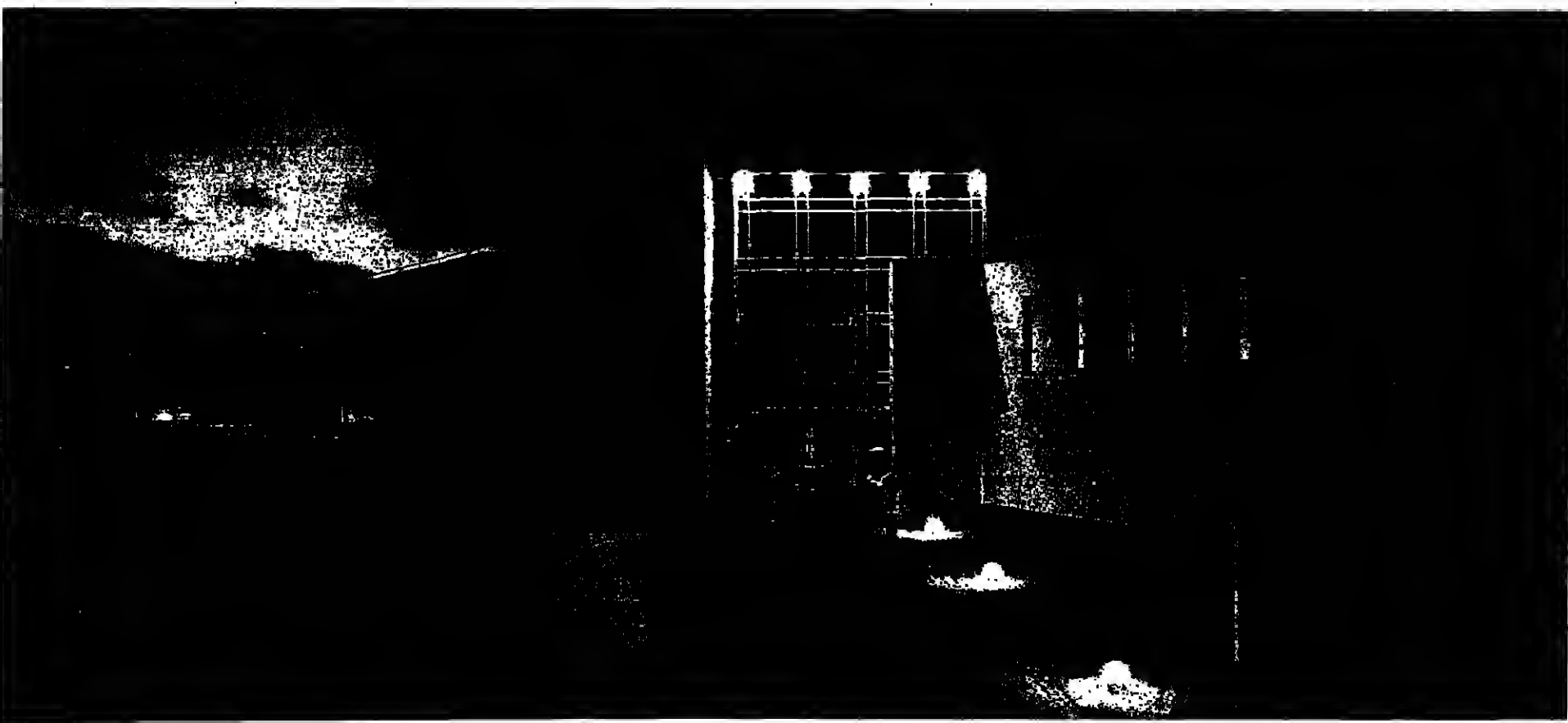
Les Khmers rouges accusés de génocide envers les Vietnamiens vivant dans le pays

Tandis que l'exode des immigrants vietnamiens se poursuit au Cambodge, des attentats antivietsamiens à la grenade ont fait deux morts et quatorze blessés, dans la nuit de lundi 29 à mardi 30 mars, à Phnom-Penh. Les grenades ont explosé dans plusieurs maisons closes et restaurants tenus par des Vietnamiens. La police du régime de Phnom-Penh a par ailleurs tué un employé des Nations unies, originaire du Bangladesh. L'homme, qui ne s'est pas arrêté à un barrage, aurait été atteint par erreur, a affirmé M. Khieu Kanharith, vice-ministre et principal conseiller de M. Hun Sen. Toutefois, selon un porte-parole de l'ONU, il semblerait que la police n'ait ouvert le feu avant qu'il ait franchi le barrage. D'autre part, le responsable des droits de l'homme à l'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge (APRONUC), M. Dennis McNamara, a indiqué mardi que la campagne de massacre de Vietnamiens était « sans aucun doute possible une campagne de terreur délibérée, ethniquement ciblée et appuyée sur une rhétorique raciste ».

Cette campagne, selon lui « très grave, intentionnelle et bien organisée », relève du crime de génocide, et « des sanctions légales doivent être prises, au plus haut niveau des instances de l'ONU ». - (AFP, Reuters, UPI)

l'organe du PC vietnamien Nhan Dan. M. Doan Viet Hoat, un intellectuel arrêté en novembre 1990, avait fondé « une organisation réactionnaire du nom de Tribune libre » dont le but consistait à « dissoudre l'Assemblée nationale, à abolir la Constitution, à dissoudre l'armée et à renverser le pouvoir populaire », a précisé le quotidien. Les sept autres membres du groupe se sont vu infliger des peines de huit mois à seize ans de prison. - (AFP)

Columbia-USA ou Amiens ?



COLUMBIA-USA Capitale de la Caroline du Sud : site d'une usine Whirlpool spécialisée dans la fabrication des composants. C'est l'une des 44 unités de production du leader mondial de l'électroménager. Présent dans 120 pays à travers le monde, Whirlpool c'est 38 000 personnes, un chiffre d'affaires estimé à plus de 7,3 milliards de dollars et un appareil fabriqué et vendu toutes les deux secondes dans le monde.

AMIENS Capitale de la Picardie, située à 1h15 de Paris et sur la prochaine autoroute Paris-Londres. Whirlpool Europe y a implanté son usine française : 500 000 machines à laver fabriquées chaque année, 650 salariés et 300 nouveaux emplois d'ici à 1995. Autres sociétés internationales situées à Amiens et dans la Somme : Dunlop, Yoplait, Procter et Gamble, Valéo, Curver, Jeager, Goodyear, Delsey, Neslé, Eurolysine, ...

22.80.00.90

Comité d'Expansion de la Somme

SOCIÉTÉ

Nucléaire : les travaux forcés d'EDF

Deux milliards de francs seront nécessaires pour réparer ou remplacer les couvercles défectueux des réacteurs

Matériau miracle il y a un peu plus de vingt ans, l'Inconel-600, retenu pour la construction de certaines pièces des réacteurs nucléaires à eau pressurisée occidentaux (REP), est en train de devenir la bête noire des exploitants de centrales et des inspecteurs de sûreté. De fait, cet alliage très résistant, réputé supérieur à l'acier inoxydable, s'est révélé avec le temps moins performant qu'on ne le pensait et relativement sensible à ce que les spécialistes appellent des phénomènes de corrosion sous tension.

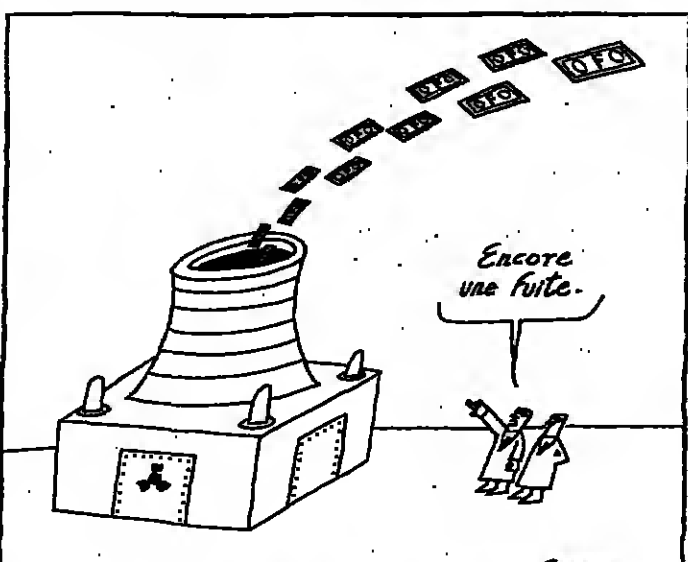
Le résultat est qu'EDF doit remplacer nombre de générateurs de vapeur sur ses centrales, réparer des soudures sur de petits tuyaux (les plagues de pressuriseur) et maintenant remettre en état ou changer les couvercles des cuves de certains réacteurs qui présentent des fissures sur les manchons qui les traversent.

Lors de la découverte, en septembre 1991, de ce dernier phénomène sur le réacteur n° 3 de la centrale de Bugey (Ain), les ingénieurs et les inspecteurs de la sûreté ne s'attendaient pas à ce qu'une grande partie du parc électro-nucléaire français soit victime d'une épidémie.

En janvier, la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) et la direction de l'exploitation du parc nucléaire d'EDF annonçaient que douze des dix-sept réacteurs déjà contrôlés (1) étaient atteints à des degrés divers.

Un double constat pour l'exploitant, même si les autorités de sûreté précisent qu'aucune fuite n'est survenue en période d'exploitation sur l'un quelconque de ces manchons fissurés par lesquels passent notamment les barres de contrôle de l'installation. Même si EDF affirme aussi que « ces phénomènes de fissuration sont très longs et ne présentent pas, à l'horizon de quelques années, de risques pour la sûreté tant que la profondeur des crêtes ne dépasse pas les deux tiers de l'épaisseur (16 mm) des manchons ».

Quoi qu'il en soit, ces phénomènes



sont « préoccupants ». Suffisamment pour que la direction d'EDF ait décidé de remplacer les couvercles des six premières tranches de 900 Mw et pris la décision d'en commander sept autres pour d'autres réacteurs de même puissance et deux pour des tranches de 1300 Mw.

Qui paie la note ?

Coût de l'opération : 1,5 milliard de francs sur trois ans (1992-1994) pour réparer, remplacer et équiper les installations de système de détection de fuite et peut-être 500 millions de francs supplémentaires en 1995. Cela coûte cher, même si les dépenses annuelles sur cette affaire ne représentent que 5 % des 10 milliards de francs affectés chaque année par EDF à la maintenance de ses cen-

trales. La facture est d'autant plus chère que ces problèmes de couvercles, selon M. Pierre Carlier, directeur de l'exploitation du parc nucléaire, ont contribué à diminuer de quatre points, en 1992, mais vraisemblablement de moins d'un point cette année, le taux de disponibilité des centrales françaises (71,3 %) et qu'un arrêt d'une journée dans une centrale nucléaire représente un manque à gagner de 1 à 3 millions de francs (Le Monde du 27 janvier). Qui va donc payer la note ? L'industriel, le constructeur des centrales, Framatome, ou EDF ?

« Nous avons beaucoup discuté sur ce sujet, reconnaît M. Carlier, et nous avons considéré qu'il n'y avait ni vice caché ni faute de la part du fournisseur dans le choix de l'Inconel-600. A l'époque où cela a été fait, c'était, compte tenu des connaissances que l'on avait, l'un des meilleurs matériaux possibles. Et c'est celui qui a été utilisé sur tous les réacteurs à eau

pressurisée du monde, exception faite des centrales allemandes pour lesquelles les ingénieurs ont préféré l'Inconel-600 (2). C'est nous qui nous sommes chargés de toutes les tranches concernées, sauf les travaux de celles qui sont encore sous garantie (Golfech 1 et 2, Penty 1 et 2 et Cattenom 3 et 4) et qui seront payés par Framatome ».

Si tout paraît maintenant réglé pour EDF, ce que conteste vivement Greenpeace (voir encadré), force est de constater que l'entreprise s'est laissée surprendre par l'événement. « Nous nous sommes fait piéger », constate M. Pierre Carlier, directeur délégué de la direction de l'équipement. On avait identifié le problème de ces phénomènes de corrosion sous tension bien avant la découverte sur le couvercle de Bugey-3. Mais, manque de réaction peut-être, nous n'avons pas réagi assez vite. C'est la dure leçon de l'expérience, une bonne leçon à méditer pour l'avenir ».

Des robots télécommandés

Quei qu'il en soit, tous les exploitants de réacteurs à eau pressurisée ont aujourd'hui les yeux fixés sur EDF dont l'expertise, acquise sous la pression des événements, leur sera précieuse. Déjà, les Suédois, les Suisses et les Belges se sont livrés à quelques contrôles, positifs, sur les couvercles des centrales de Ringhals, Bessans et Tihange. Les Japonais n'ont rien annoncé sur le sujet et les Etats-Unis n'ont toujours pas engagé de contrôle généralisé, préférant attendre « puisque la sûreté des installations n'est pas remise en cause » la mise au point de robots pour faire le travail en toute sécurité en 1994.

Ce point est d'autant plus important que c'est celui sur lequel a basé EDF, au cours de ses premières expertises, les contrôles étant faits manuellement, les ingénieurs qui ont participé à ces opérations se sont exposés, tout en restant dans les normes, à des doses de rayonnement élevées (1000 heures/ren en 1991 et 1992). Comme cela n'était pas acceptable, EDF a, dès novembre 1991, financé à hauteur de 200 millions de francs le développement de robots télécommandés pour effectuer ces mesures.

Les premiers, mis au point par ABB (Allemagne) et Framatome et ABB (France), localisent les fissures en quelques minutes tandis que les seconds, fabriqués par ABB (Suède) et Intercon (France), mesurent leur profondeur. Résultat : les expositions des personnels de maintenance aux rayonnements émis par les couvercles ont été divisées par dix.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) A ce jour, dix-sept couvercles ont été totalement contrôlés et quatre autres partiellement. Des défauts ont été découverts sur environ 3 % des manchons. Le reste du parc devra être contrôlé prochainement. A la fin de l'année, une trentaine de tranches auront été vérifiées.

(2) Du fait de ce choix, les centrales allemandes ne présentent pas de fissures sur leurs couvercles. Selon les métallurgistes, cela s'explique par le fait que l'Inconel-600 (16 %) abandonné en 1986, D'ici le choix de l'Inconel-600 à 29 % de chrome pour fabriquer les remplacants de pièces défectueuses.

Un rapport de l'organisation écologiste sur les phénomènes de fissuration

Greenpeace réclame la fermeture des réacteurs à risques

Dans un rapport d'une cinquantaine de pages, rendu public vendredi 26 mars, l'organisation écologiste Greenpeace dresse un tableau détaillé des phénomènes de fissuration des couvercles de centrales nucléaires françaises et étrangères.

Pour les auteurs de cette compilation (1), plus de la moitié des réacteurs du monde occidental présenteraient un risque accru d'accident du fait de ces problèmes de corrosion sous tension découverts en septembre 1991 en France. Leur crainte est que ces phénomènes de fissuration puissent conduire à l'éjection d'une partie des barres qui contrôlent la fonctionnement du réacteur.

« Il est donc clair, disent-ils, que ces fissures réduisent les marges de sûreté à un point qui n'est pas acceptable pour de nouveaux réacteurs. Etant donné la dépendance croissante de la France vis-à-vis du nucléaire pour sa production d'électricité, on se

demande quel degré de gravité un problème de sûreté générale devrait atteindre pour conduire à une décision de fermeture temporaire d'un grand nombre de réacteurs et quel est le degré de liberté laissé dans ce domaine à l'autorité de sûreté ».

Un parc « hautement dangereux »

Pour Greenpeace, « il est clair qu'EDF n'essaie plus de comprendre le phénomène de fissuration au détail, mais préfère consacrer tous ses efforts à évaluer la vitesse de propagation des fissures, afin de garder la possibilité de faire fonctionner les réacteurs qui en sont atteints pendant encore un certain temps ». Cette stratégie, fondée sur de strictes considérations économiques, selon Greenpeace, a déjà été adoptée par l'exploitant de la centrale suédoise de Ringhals et risque de l'être rapidement aussi par d'autres pays.

Ces fissures sont, concluent les auteurs du rapport, un nouvel exemple des problèmes nombreux et croissants que l'industrie nucléaire doit affronter (...) et qu'elle n'avait pas prévus. Cela prouve que les caractéristiques des composants et des matériaux employés dans le nucléaire ont été grossièrement surevaluées. Cela révèle aussi l'état de santé hautement dangereux du parc nucléaire mondial.

Un jugement qualifié d'« excessif » par EDF, mais sur lequel M. John Willis, coordinateur des campagnes de Greenpeace sur le nucléaire, s'appuie pour réclamer la fermeture immédiate des réacteurs touchés par les fissures. « Selon lui, en effet, et le risque d'un accident grave (fusion du cœur) dans les réacteurs occidentaux s'est considérablement accru de ce fait, à un moment où l'écart de tous est fixé sur les réacteurs des pays de l'Est ».

J.-F. A.

Dans le cadre d'un accord bilatéral

Des responsables ukrainiens ont visité des centrales françaises

Trois responsables de la sûreté nucléaire ukrainienne viennent de passer trois semaines en France pour découvrir les méthodes de travail de leurs homologues français de la Direction de la sûreté nucléaire (DSIN) et la manière dont EDF applique la réglementation en la matière. En retour, des inspecteurs français de la DSIN se rendront l'été ou l'automne prochain en Ukraine. Cet échange s'inscrit dans le cadre d'un accord franco-ukrainien signé en juin dernier à Kiev (Le Monde du 4 juillet 1992).

MM. Vladimir Chougounov, chef de l'inspection de la sûreté opérationnelle au Comité ukrainien pour la surveillance et le contrôle de l'énergie nucléaire,

Boris Baranov, inspecteur, et Viktor Nikouline, chef de l'inspection de la centrale de Rovno, ont pu, durant leur séjour en France, inspecter les centrales de Dampierre (Loiret), Saint-Laurent (Loire-et-Cher), Chinon (Indre-et-Loire) et Belleville (Cher). Plusieurs de leurs collègues ont effectué des stages similaires aux Etats-Unis et en Allemagne.

Ces expériences devraient permettre aux autorités de sûreté ukrainiennes d'élaborer de nouvelles réglementations « en tenant compte de toutes les expériences valables en Occident ». Selon eux, « cinq à sept ans » d'efforts seront encore nécessaires pour aboutir dans leur pays à un système vraiment opérationnel.

En attendant, les services de M. Chougounov s'efforcent de passer au plus pressé. Ils aimeraient fermer rapidement les réacteurs les plus vétustes de leur parc. Mais, le nucléaire assurant 27 % de la production électrique du pays, cela risquerait de porter un coup fatal à une économie nationale déjà bien malade. Il faudrait, estiment-ils, autoriser en contrepartie la mise en service de quelques réacteurs VVER de 1 000 mégawatts, très proches des normes de sûreté occidentales, dont la construction est presque achevée. Cela implique la levée, par le Parlement ukrainien, d'un moratoire de cinq ans décidé en 1990.

JUSTICE

L'affaire Botton

M. Michel Mouillot a été entendu par le juge Courroye

LYON

M. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes, mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux » dans l'affaire Botton, s'est rendu, mardi 30 mars, à la convocation de première comparution que lui avait notifiée le juge Philippe Courroye, chargé du dossier. Bieco qu'accompagné par son avocat, M. Jean-Michel Balanq, M. Mouillot ne s'est pas expliqué sur le fond lors de cette brève audition d'une vingtaine de minutes. Le magistrat, qui devait assurer son tour de permanence à l'instruction, a seulement précisé, à l'intérêt des « indices graves et concordants » qui avaient justifié sa mise en examen, notifiée le 15 mars (Le Monde du 17 mars).

« Il ne s'agit pas de Cannes ni de politique mais de collaboration dans trois sociétés du groupe Botton », a souligné, à sa sortie du palais de justice, le maire de Cannes - qui estime que sa mise en cause a pu contribuer à sa défaite aux dernières élections législatives (il a été battu, dans la 8^e circonscription des Alpes-Maritimes, par M. Louise Moreau, député sortant, candidate lyste par l'UFF). En indiquant qu'il était de nouveau convoqué le 9 avril,

M. Mouillot a affirmé pouvoir alors « donner tous les éléments nécessaires pour que les choses se terminent ».

Présentant-il au juge des justificatifs de l'activité de « conseiller en marketing » qu'il dit avoir exercée auprès de M. Pierre Botton, début 1990, alors que ce dernier avait pris, lui, une part active à sa seconde campagne - pour des élections municipales partielles ? Les salaires qui lui ont été versés, six mois durant, par les sociétés Bailly, 3 B Holding et Enfin, représentent une somme totale de 673 000 francs. Or, selon M. Marc Bathier, ancien bras droit de M. Botton - remis en liberté le 26 février mais toujours inculpé, notamment, d'abus de biens sociaux -, qui fut le gérant de ces deux dernières SARL, M. Mouillot n'y a effectué aucune activité et n'y a même jamais assuré la moindre présence.

De son côté, M. Yves Mourou, partie civile dans cette affaire, et qui avait été entendu une première fois, comme témoin, le 1^{er} décembre, par le juge Courroye et la police judiciaire, a fait savoir qu'il se rendrait, mercredi 31 mars, au cabinet du magistrat.

ROBERT BELLERET

POLICE

Invoquant le secret professionnel

La Caisse d'assurance-maladie de Paris s'oppose au contrôle des dossiers d'étrangers par les RG

L'enquête préliminaire ouverte afin de déterminer si des étrangers en situation irrégulière bénéficiaient de prestations sociales à l'aide de faux papiers d'identité (Le Monde du 31 mars) a été déclenchée à la suite de « faits dénoncés » par la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris (CPAM), a-t-on expliqué au parquet de Paris, mardi 30 mars. Les renseignements généraux (RG) de la préfecture de police de Paris avaient auparavant communiqué à la CPAM des informations selon lesquelles des étrangers « clandestins » et porteurs de fausses cartes de séjour bénéficiaient de prestations sociales.

Confiée par le parquet de Paris à la 12^e section des RG, cette enquête préliminaire ouvrirait notamment aux policiers la possibilité d'effectuer des contrôles systématiques dans les fichiers de la CPAM. A ce stade de l'enquête, les RG n'ont cependant pas eu accès aux fichiers des prestations sociales. « Nous sommes tenus au secret professionnel et nous ne donnons des informations que sur commission rogatoire », a-t-on expliqué, commentant la direction générale de la CPAM de Paris, ce précisant que ses fichiers ne seraient pas d'usage

grand secret « aux enquêteurs pour déboucher sur clandestins ». Les renseignements généraux comportent de nombreux renseignements sur l'origine, ni sur la nationalité des assurés sociaux, mais seulement sur leur éventuelle naissance à l'étranger, identifiée par le code « 99 », où l'on trouve à la fois des étrangers et des Français nés à l'étranger, alors que certains étrangers sont cotés France.

« Travail colossal »

La direction de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) estime, pour sa part, que l'enquête des RG suppose un « travail colossal » de contrôle de millions de gens « dont on ne sait pas s'ils sont étrangers ou non », et pose un problème déontologique dans la mesure où la détection des étrangers ne peut s'opérer qu'en repérant les assurés ayant un nom à consonnance étrangère. Cette technique particulière pourrait contrevenir aux principes de non-discrimination et d'égalité des citoyens. Aussi la CNAM devrait-elle saisir la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL).

SPORTS

La suspension de l'athlète Katrin Krabbe pour dopage est réduite à douze mois

La commission juridique de la Fédération allemande d'athlétisme (DLV) a décidé, mardi 30 mars, de limiter à douze mois la suspension de l'Allemande Katrin Krabbe, initialement fixée à quatre ans. Cette suspension étant rétroactive, à compter du 14 août 1992, la double championne du monde de sprint (100 mètres et 200 mètres à Tokyo en 1991), âgée de vingt-trois ans, pourra reprendre les compétitions à partir de la mi-août. Mais elle ne pourra sans doute pas participer aux Championnats du monde d'athlétisme, du 14 au 22 août à Stuttgart, comme elle l'aurait souhaité, faite de pouvoir s'aligner d'ici là dans les épreuves de qualification.

Katrin Krabbe, ainsi que ses deux camarades du club de Neudorfer (ex-RDA), Grit

Breuer et Manuela Derr, respectivement suspendues pour douze et huit mois, ont été condamnées pour « utilisation de médicaments contraires à l'éthique sportive », et non plus pour dopage proprement dit, ce qui explique la réduction de la sanction. Les trois jeunes femmes avaient été suspendues après que des analyses d'urine eurent révélé la présence de Clenbutérol, un médicament contre la bronchite à des effets anabolisants. En 1992, Katrin Krabbe avait déjà été poursuivie devant les instances sportives allemandes et internationales en même temps que deux autres athlètes allemandes. Elles étaient soupçonnées de manipulation d'échantillons d'urine. (AFP)

Football : Pau et Ajaccio vaincus des sélections de finale de la coupe de France. - La plupart des clubs de première division ont dû batailler ferme, mardi 30 mars, pour parvenir en huitième de finale de la Coupe de France. Dans les confrontations avec des clubs de deuxième division, Marseille s'est imposé à Rouen (1-0), Montpellier a battu Créteil (1-0) et le Paris-Saint-Germain l'a emporté à Annecy (1-0). Monaco, Saint-Etienne et Lens ont dû recourir à l'épreuve des tirs au but pour se qualifier face à Niort (1-1 et 4-2), Epinal (6-5) et Guingamp (4-2). Nantes, en revanche, a écarté Rodez (9-1). Deux clubs de première division sont tombés : Sochaux, éliminé à Ajaccio (1-1, 4-2 aux tirs au but) et la Havre face à Toulouse (0-1), (0-0, 4-3 aux tirs au but).

Caen est allé battre la formation de troisième division, Pont-Saint-Espirit (2-0). En deuxième division, qualifications de Rennes face à Mans (2-1) et de Laval face à Guingamp (4-0).

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Une première en France

Des chercheurs de l'INRA ont obtenu la naissance de cinq veaux à partir d'un seul clone

Pour la première fois en France, cinq veaux mâles, nés d'un seul clone, et donc génétiquement identiques, viennent de naître à l'unité de biologie du développement de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Annoncés lundi 29 mars à l'Académie des sciences, cette réussite de la recherche française marque une étape supplémentaire vers la standardisation de la technique du clonage appliquée aux animaux d'élevage. Ses retombées économiques et agronomiques pourraient être considérables.

De vrais quintuplés, nés entre le 29 et le 31 février de cinq mères « porteuses » différentes. Du jamais vu à l'INRA. Et pour cause : fruit de plusieurs années de travaux (1), cette réussite a nécessité la collaboration de six équipes françaises publiques et privées, soutenues depuis 1991 par le ministère de la recherche et de l'espace dans le cadre d'un contrat « haut technologique » (2).

« L'obtention de clones est encore exceptionnelle », rappelle M. Pierre Douzou, membre de l'Académie des sciences et ancien président de l'INRA, « et les protocoles utilisés restent très secrets ». Depuis la première naissance par clonage d'un agneau, obtenue en 1986 par

l'équipe britannique du docteur Willadsen (Cambridge), la technique a en effet été expérimentée chez la brebis, la vache, la lapine, la truie et la chèvre. Plusieurs firmes américaines ont développé le procédé chez les bovins, et tentent à ce jour plusieurs milliers de gestations. Mais le taux de réussite reste faible et la technique très lourde.

Pour mener à bien ce « clonage embryonnaire » par transfert de noyaux, les chercheurs de l'INRA-Josas (Yvelines) ont utilisé un embryon « donneur » et prélevé au stade 32 cellules dans l'utérus d'une vache Holstein. De cet embryon, ils ont séparé 17 cellules. Chacune a ensuite été réintroduite dans un ovocyte « receveur » préalablement énucléé, qui a été enfin réimplanté dans l'utérus de « génisses porteuses ».

De considérables enjeux économiques

Si le taux moyen de développement des clones *in vitro* est à peine inférieur à celui obtenu par fécondation *in vitro* (24 %, contre 28 %), le nombre de naissances menées à terme, comparé à celui des embryons réimplantés, reste en revanche très faible. Ainsi, à l'INRA (où d'autres naissances sont attendues prochainement au domaine expérimental de Brezouville, dans l'Essonne), un quart seulement des vaches porteuses atteignent actuellement le qua-

trième mois de gestation. Etape la plus difficile à maîtriser : la maturation *in vitro* des ovocytes « receveurs », prélevés dans les abattoirs – seul moyen de rendre le prix de revient des embryons clones compétitif.

Supervulgarisation, maturation des ovocytes, transfert nucléaire, activation des ovocytes receveurs, développement des embryons clones : à l'évidence, la parfaite maîtrise des multiples étapes de cette technologie demandera encore du temps avant d'atteindre des rendements suffisants pour envisager un stade « industriel ». Mais l'objectif à terme, souligne-t-on à l'INRA, n'en reste pas moins « la production d'embryons bovins en grand nombre, sélectionnés pour leurs qualités agronomiques, et à un prix compétitif avec celui d'une palette de semences congelées ». Avec, à la clé, de considérables enjeux économiques.

« Le clonage devrait permettre d'intégrer dans les schémas de sélection les races de faible effectif, qui en sont pour le moment exclues », dit encore Pierre Douzou. Revers de la médaille : employé inconsidérément à grande échelle, le clonage des animaux domestiques risque d'entraîner un appauvrissement de leur diversité génétique. Un danger souligné par M. Jean-Paul Renard lui-même, responsable de l'unité de biologie du développement de l'INRA-Josas, qui rappelle récemment que « cette technique rendra plus aigüe la difficile question du maintien d'un polymorphisme suffisant dans une population animale donnée ».

CATHERINE VINCENT

Créé le 10 juin 1793 par la Convention

Le Muséum national d'histoire naturelle est profondément réformé

Le décret modifiant les statuts du Muséum national d'histoire naturelle a été publié le 28 mars 1993. Il était déjà paru sous une forme légèrement différente en 1985. Ce qui avait d'ailleurs provoqué la démission du directeur de l'époque, M. Jean Dorst (Le Monde daté 3-4 mars 1985). Mais le Conseil d'Etat avait annulé, le 29 mai 1992, plusieurs articles de ces nouveaux statuts qui ont donc dû être modifiés.

Le Muséum a été créé pour prendre la suite du Jardin royal des plantes médicinales, lui-même créé en 1635, par le décret de la Convention du 10 juin 1793. Jusqu'à la réforme actuelle, ses statuts n'avaient subi que peu de modifications. Mais quelques transformations avaient été engagées fin octobre 1992, qui se traduiraient par la séparation des grades et des fonctions. Un professeur n'était plus forcément directeur de laboratoire puisqu'il n'y avait plus que deux corps d'enseignants chercheurs : le premier regroupant ceux des vingt-six professeurs-directeurs de laboratoire (devenus professeurs de 1^{re} classe) et celui des soixante-quatre sous-directeurs (devenus professeurs de 2^e classe) ; le second réunissant ceux des maîtres de conférences et ceux des assistants (Le Monde du 30 octobre 1992). En outre, le Muséum passait sous une double tutelle : celle du ministère de l'Éducation nationale, comme précédemment, et celle du ministère de l'environnement.

Vétusté et pingrerie

La nouvelle organisation conserve à l'établissement le triple rôle dont l'avait chargé la Convention : l'enseignement supérieur et la recherche de haut niveau ; la conservation et l'enrichissement des extraordinaires et anciennes collections ; l'éducation du grand public par les galeries permanentes, les expositions temporaires et des cours ou conférences adaptés à un auditoire non spécialisé.

L'établissement est toujours dirigé par un directeur nommé en conseil des ministres (le mandat est de cinq ans renouvelable une fois) après avis du conseil d'administration et du conseil scientifique réunis exceptionnellement pour cette circonstance. Mais l'assemblée des vingt-six professeurs, qui avait un pouvoir exclusif, disparaît.

YVONNE REBEYROL

MUSIQUES

Musicora, Salon polyphonique

Pour la neuvième fois, le Grand Palais ouvre ses portes aux professionnels et aux mélomanes

Lors de sa première édition, en 1983, les professionnels les plus optimistes ne s'attendaient pas à ce que l'avenir de Musicora. Quelques luthiers en sabots et veste en peau de mouton, marchands de partitions et formations de musique traditionnelle s'étaient donné rendez-vous sous la verrière du Grand-Palais. Le public de la musique classique, bien sûr, mais aussi pour participer à des débats, à des signatures de disques.

Huit ans plus tard, Musicora est devenu le passage obligé des amateurs de musique classique, de jazz et des musiques extra-européennes. Les artistes eux-mêmes ont compris l'importance de Musicora. Ils descendent donc de leur piédestal pour venir à la rencontre du public, pour donner des concerts, bien sûr, mais aussi pour participer à des débats, à des signatures de disques.

Un gigantesque happening

Ce qui plaît à Musicora ? L'ambiance, sans aucun doute. Dans les allées baptisées du nom de grands musiciens, aucune tension ne vient gâcher ce grand événement symphonique et polyrythmique que Charles Ives n'aurait pas dédaigné. Ici, ce sont les pianos de chez Steinway ou de chez Mäpke qui chantonnent sous les doigts de jeunes ou moins jeunes essayeurs, autour desquels le public se

regroupe, là c'est un violoniste qui essaie un violon, plus loin un organiste touche un positif, des enfants jouent dans un immense instrument à percussions, un flûtiste de musique baroque sort du stand d'un éditeur de disques, un joueur de tuba s'époumonne devant des marmots hilares. En même temps, des conférences, des concerts organisés dans le calme de salles spécialement aménagées drainent un public attentif et silencieux. Musicora est un gigantesque happening qui n'aurait pas non plus déçu à John Cage.

Il est impossible de donner le programme des quatre-vingt concerts qui se tiendront pendant les six jours de cette neuvième édition du Salon international de la musique classique, mais France-Musique y déplace ses antennes pour une douzaine d'émissions et débats diffusés en direct : « Lasers », le magazine de l'édition discographique de Philippe Morin ; « Les démons de midi » d'Arlette Butaux et François Castang ; « Les imaginaires » de Jean-Michel Damjan, etc. Tout comme il est impossible de signaler le nom de tous les artistes présents : Felicity Lott, Christophe Rousset, Olivier Baumont, William Christie, Michael Levinas, Anner Byrkema, les frères Pasquier, le Quintette Morag, Michel Beroff, Maurice André, Catherine Collard, les administrateurs de Bastille et Garnier, etc.

Cette année, tout de même, il y

a une nouveauté d'importance. Deux luthiers parisiens ont monté une exposition de violons nord-américains fabriqués entre 1850 et aujourd'hui. Sur 100 mètres carrés, ils ont choisi de montrer une cinquantaine d'instruments et des documents intimes ou professionnels ayant trait à la vie des luthiers et à celle de leurs clients. Une première en Europe où, de la lutherie américaine, on ne connaît guère que les pianos Steinway ou Chickering et, bien sûr, les splendides guitares Fender et Gibson.

Et puis il ne faudra pas manquer de chercher l'instrument de musique le plus bizarre de l'exposition. Cette année, il semble bien que la palme revienne à un violoncelle pliable, électrique et... muet. Il sera exposé sur le stand C50. A moins que le piann griffe du stand K20 ne vous tente !

ALAIN LOMPECH

► Musicora (Salon international de la musique classique). Grand Palais, avenue Winston-Churchill, 75008 Paris. Du 31 mars au 5 avril. Tous les jours de 11 heures à 19 h 30, les samedi 3 et dimanche 4 avril à partir de 10 heures, 50 F ; 25 F pour les groupes de 10 personnes ; gratuit pour les moins de sept ans. Catalogue : 50 F. Guide : 10 F. Rens. : tél. 49-53-27-88. 3615 MUSIQUE.

ARTS

Un aimable chaos luxueux

Au cinquième Salon de mars, antiquaires et galeristes côte-à-côte

SALON DE MARS
Champ-de-Mars, à Paris

Une commune Régence, ou Louis XV, ou Louis XVI – peu importe du moment que le bois est luisant et les bronzes dorés ; sur la commode, un coffret en émail de style anglo-indien ou russe – peu importe du moment que la forme est étrange et décorative ; au-dessus du coffret, sur le mur, une femme nue d'André Lhote, une nymphe ou baigneuse, peu importe du moment que le style a l'air moderne, mais sans excès.

A ce jour, d'après la plupart des stands du Salon de Mars, tel serait l'idéal des intérieurs contemporains raffinés, un mixte d'ancien et de récent, parfumé d'un rien d'exotisme. Il est permis de substituer à la commode Louis XV un buffet « art déco » venu on ne sait d'où, au coffret d'émail un koto du Gabon ou une Vierge romane, au au de Lhote une abstraction des années 50 ou un paysage hollandais à la manière de Van Goyen. L'effet sera toujours aussi heureux, si sont respectées trois règles essentielles : l'éclectisme éclairé, la cohérence des pièces et leur exemplarité. Ces deux dernières, dont on se rend compte si vite, ne sont pas séparées. A quoi bon en effet payer cher une sculpture africaine ou une aquarelle cubiste si elles n'étaient pas immédiatement identifiables, fil-à-fil par le plus rustique des invités ?

Fondé sur ces principes inébran-

lables, le Salon de Mars prospère honorablement. Il se tient face à l'école militaire, à Paris, pour la cinquième fois et antiquaires et galeristes y sont en nombre, ce dépit des malheurs récents du marché de l'art. Dans un plaisant chaos, ils proposent de tout, absolument de tout. Pour le sociologue, que de volubilités et d'enseignements ! Il a là, réunis en quelques allées, des échantillons représentatifs de tous les goûts et de toutes les conventions. Il vérifie la permanence du style Goussier – entendez par là rocaille, chinoiserie, engants et tapisseries de Beauvais, il observe que les années 20 reviennent à la mode – galuchet, laque noire, abstraction géométrique – et que les années 50 ne se défendent pas si mal – cuir, inox, abstraction lyrique. Il note des accès d'angélomanie – bois jaunes, gravures ou couleurs, bronzes antiques – et de russophilie – samovars, constructivisme, malachite.

Des surprises, dans cet aimable chaos luxueux ? Assez peu – ce n'est pas le lieu il est vrai. Au chapitre des contemporains, très fournis, méritent néanmoins de figurer, pélo-né, une belle vanité très récente et acide de François Rouan chez Daniel Temple ; les gouches de Garouste chez Michel Durand-Dessert – déjà vues au Salon du dessin il y a un mois ; les toiles néo-fauves et dansantes de Michèle Schatt chez Bernard Zilber ; les très franches abstractions sérielles de Louis Cane à la galerie Courvat-Desvergnès ; chez Callu-Mérite, les mobiles et les fers de Jean

Peyrissac – sculpteur de qualité – et, chez Enrico Navarra, de bons Basquiat – qui furent à la mode, ont cessé de l'être et vieillissent bien cependant. Au chapitre de l'art moderne, peu de pièces hors du commun, mais, galerie Doria, une étonnante suite d'aquarelles, dessins et gravures d'Otto Dix dont la sauvagerie crispée détonne heureusement dans la sérénité chic du Salon. Il y a là le *Portrait du docteur F.*, aquarelle hallucinatoire de 1923, une étude au crayon d'après une momie administrativement moribonde et des croquis anguleux et furieux.

Restent les galeries d'art dit primitif, parisiennes et bruxelloises pour la plupart. Chez Philippe Guimot, chez Alain de Monbrison, chez Emile Deletaille, à la galerie Meyer les occasions de se ruiner intelligemment pullulent. Parmi les meilleures, un masque d'esprit du Sèpi, une très étrange idole féminine esquimaude, un reliquaire bang, un masque dan rongé et décharné et une grande statue songye, une corne noire fichée dans le crâne – très convaincante représentation du diable. Dans ces stands aux accrochages cohérents et discrets se concentrent assurément quelques-unes des meilleures œuvres du salon.

PHILIPPE DAVEN

► Salon de mars, place Joffre, 75007 Paris ; tél. : 43-67-52-93. Jusqu'au 5 avril de 12 heures à 20 heures ; jeudi 1^{er} avril de 12 heures à 23 heures ; samedi 3 et dimanche 4 de 10 heures à 20 heures.

EN BREF

► Mort du chanteur italien Italo Tajò. Le basse italienne Italo Tajò est mort, mardi 29 mars, d'une défaillance cardiaque dans un hôpital de Cincinnati, dans l'Ohio. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. Né dans le Piémont, Italo Tajò avait fait ses études de chant à Milan et accompli ses débuts en Fautier, dans l'*Or du Rhin* de Wagner, au Teatro Regio de Milan, sous la direction de Fritz Busch, du 1935. Il chante au Mai Sorella, crée à Rome le rôle du Docteur dans *Wozzek* de Berg, en 1942, puis acquiert une certaine notoriété sur les scènes européennes : Paris l'accueille en 1951 au cours d'une tournée du San Carlo de Naples. Il assure la création de *Deluge universel* de Darius Milhaud en 1953, chante *Don Giovanni* à Vienne en 1960. Il poursuit sa carrière aux États-Unis, essentiellement dans la comédie musicale et les opéras filmés.

► Présidence. – Le Centre national des arts de la magie et de l'illusion qui se construit à Blois (Le Monde du 12 mars) devrait comporter une « académie du secret ». Jean-Marc Ferrari, responsable de ce Centre, nous avait indiqué que des chercheurs comme Hubert Damisch et Jacqueline Risset avaient accepté de venir y travailler. Ces derniers nous font savoir qu'une telle offre ne leur a pas été faite.

in Série noire pour les nouvelles spatiales américaines. – La NASA joue de malchance avec ses nouvelles spatiales. Après que le lancement de Columbia n'a été stoppé à trois secondes du tir, lundi 22 mars, en raison du mauvais fonctionnement de l'un de ses moteurs (Le Monde du 24 mars), c'est Discovery qui donne des signes de défaillance. Les tests menés sur les cinq valves de son moteur principal ont révélé des fuites excessives de gaz, provoquant vraisemblablement d'une valve qui ne se ferme pas. Le remplacement de cette dernière ne devrait toutefois pas poser de gros problèmes, puisque le prochain lancement de Discovery, fixé au 6 avril, a été maintenu. La NASA a par ailleurs confirmé que Columbia ne pourrait pas être lancée avant le 24 avril. – (AFP, UPI)

PAR AUTORISATION PRÉFECTORALE
ET AYANT TRAVAIL

LIQUIDATION TOTALE

DE TOUT LE PRÉ-À-PORTER MASCULIN
T. Lapidus, P. Baham, L. Féraud, C. Dior

STEPHANE MEN'S

MÊME POUR LES GRANDS ET LES FORTS
130, bd Saint-Germain Metro Odéon
ouvert 11 h, sauf dimanche de 12 h à 19 h 30

Macintosh Vi 4/40

Clavier - Rubus - 4 mégas de mem - disque dur 40 mégas

Ecran Apple 12" n/b 256 gris : 1290F
Ecran Apple 14" 256 couleurs : 2990F
Ecran Apple 15" n/b Pleine Page 34 : 3990F

7990F

COMPUTER BENCH 1500m2
15.1" MONITRUE COULEUR DEPOSITION
FERRÉ WILLIAMS
PARKING CLIENTS
4000 PRODUITS MAC

ÉCONOMIE

BILLET

Italie : une purge trop forte

Si le franc semble se raffermir et les taux d'intérêt au jour le jour se détendre en France, la lire italienne a battu tous ses records de baisse mardi 30 mars. A tel point qu'un contrat de la Banque centrale saurait intervenir quand la seule - assez catastrophique - de 1 000 lire pour un 1 deutschemark aurait été atteinte.

Ainsi semblent se dessiner de plus en plus nettement les contours de la future union économique et monétaire qui regrouperait quelques pays comme la France et l'Allemagne mais ne pourra accueillir immédiatement des nations comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie... Beaucoup de chemin reste à faire qui ne pourra l'être en deux temps trois mouvements. Les malheurs actuels de l'Italie sont là pour le rappeler.

Nommé en juin 1992, M. Amato n'a pourtant pas lésiné sur les moyens : austerité budgétaire faite de hausses d'impôts et de réductions de dépenses publiques, austerité salariale avec la suppression de l'échelle mobile des salaires, programme de privatisations, réduction des avantages sociaux et allongement de la durée de la vie active. On en passe. Le malheur pour l'Italie est que cette purge économique voulue par le premier ministre pour permettre à son pays de participer à l'Europe en train de se construire, cette purge donc était trop forte. Le malade apparemment ne peut le supporter.

Purge trop forte non pas tant par les efforts qu'elle fait supporter à des millions d'Italiens qui voient leur niveau de vie baisser ou qui perdent leur emploi (la production industrielle baisse), mais par l'ébranlement politique profond qu'elle provoque. On savait bien que les milieux financiers internationaux qui, en travers des marchés des changes, accordent ou non leur confiance aux gouvernements en place ne seraient rassurés que par une remise en ordre totale du pays. Ce qui passait par une lutte sans merci contre la mafia et toutes les prébendes auxquelles le pays s'est habitué.

Si M. Amato devait démissionner, l'échec serait grave pour l'Italie. La preuve aura été faite qu'après de longues années de « savoir-faire » notre voisin ne peut en un clin d'œil et au prix de bonnes résolutions s'intégrer au bloc européen en train de se créer. Les Allemands l'avaient bien vu, ce qui expliquait certaines de leurs réticences vis-à-vis du traité de Maastricht. Reste que le chantier ouvert avec courage par M. Amato devra être ouvert, son plan de redressement économique et financier repris pratiquement tel quel. L'entrée de l'Italie dans l'UEM est pour plus tard.

ALAIN VERNHOLLES

■ M. John Major juge « inacceptables » les actes des pêcheurs français. — Le premier ministre britannique, M. John Major, a déclaré, mardi 30 mars à Londres, que « les récentes actions des pêcheurs français sont totalement inacceptables ». « Nous attendons des autorités françaises qu'elles rétablissent l'ordre », a déclaré à la Chambre des communes M. Major, qui a « accueilli très favorablement » la condamnation par l'ambassadeur de France à Londres des actions des pêcheurs français dans la Manche et à Cherbourg (le Monde des 30 et 31 mars). Désormais, les autorités britanniques auront un interlocuteur unique en France puisque M. Jean Puech est à la fois ministre de l'Agriculture et de la pêche.

L'assemblée de la Banque interaméricaine de développement à Hambourg

M. Iglesias invite les Etats d'Amérique latine à « détruire le mur de la pauvreté »

Haïte à la pauvreté en Amérique latine : tel est le slogan pour les années 90 lancé par M. Enrique Iglesias, président de la Banque interaméricaine de développement (BID), l'un des principaux organismes de financement de cette région, dont l'assemblée générale s'est tenue du 29 au 31 mars à Hambourg.

HAMBURG

de notre envoyé spécial

Le slogan est à priori paradoxal de la part d'un homme qui préfère mettre l'accent sur les aspects positifs de l'évolution d'une Amérique latine en croissance après la « décennie perdue » des années 80. « La confiance revient. Les investissements aussi », observe M. Iglesias. Croissance économique moyenne voisine de 3 % dans la région, taux d'inflation souvent inférieur à 30 %, afflux de capitaux et des investissements étrangers, poussée des exportations : l'éclaircie n'est pas contestable et les analyses de la Banque mondiale la confirment.

Alignant tous ces indicateurs économiques comme autant de bulletins de victoire, M. Iglesias, réélu en février 1993 pour un nouveau mandat de cinq ans à la tête de la BID, défend l'image d'une Amérique en progrès sérieux depuis trois ans, mais, pour la première fois, à Hambourg, il a infléchi sa position et mis l'accent sur le « social ». « Il est nécessaire, a-t-il souligné, de compléter la réforme économique par une réforme sociale. La pauvreté en Amérique latine est un anachronisme de moins en moins tolérable. C'est une insulte à la conscience et à la morale. C'est une interpellation aux responsables politiques et à ceux qui sont aux affaires. Détruire le mur de la pauvreté, a-t-il ajouté, est dans le monde d'aujourd'hui une tâche encore plus importante que la destruction du mur de Berlin ».

Cette évolution était en filigrane à la précédente réunion de la BID, en 1992, à Saint-Domingue. Elle est maintenant affichée. M. Iglesias se croit manifestement pas aux deux coups de tonnerre vénézuéliens (les deux tentatives de coup d'Etat de février et novembre 1992). Son amitié pour le président Carlos Andres Perez - les deux hommes ont lancé ensemble un

« programme Bolivar » en coopération avec le secteur privé pour accroître la compétitivité de l'Amérique latine - l'incite à minimiser les risques d'explosion sociale suscités par l'ouverture économique.

Depuis, les signaux d'alarme se multiplient dans l'hémisphère. L'ouverture économique et les Fonds monétaires internationaux (FMI) provoquent un peu partout de fortes tensions sociales, sources d'instabilité politique : au Brésil, politiquement plus fragile que jamais malgré sa puissance industrielle ; en Argentine, dont le redressement, spectaculaire mais ambigu, est fortement contesté par la société civile et par les militaires ; au Mexique, contraint de lancer un plan de « solidarité » de 2 milliards de dollars, déjà qualifié de « force » par les opposants.

Le Chili bon élève

Se détache le Chili, élève modèle du FMI, qui affiche le meilleur bulletin de santé économique de toute l'Amérique latine (dette extérieure et inflation réduites, forte croissance). Les capitalistes chiliens sont bien placés pour racheter des entreprises d'Etat en Argentine, au Pérou, en Colombie et au Venezuela. « En l'an 2000, nous serons les tiges de l'Amérique du Sud », jurent les dirigeants chiliens. Mais le pays compte encore cinq millions de pauvres (40 % de la population) et le salaire minimum plafonne autour de 100 dollars.

Comme au Pérou aujourd'hui, demain en Equateur, au Venezuela et ailleurs, le nombre de pauvres (1) en Amérique latine a gagné au cours des dernières années. Il représente aujourd'hui le tiers de la population. Une estimation jugée conservatrice par la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine), qui chiffre à cent quatre-vingt-seize millions le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, soit près d'un habitant sur deux.

Pourtant, les Bourgeois des valeurs ont flambé au sud du Grand Canal en 1992. Même à Lima (un volume de transactions de 734 millions de dollars pendant toute l'année), où les privatisations, encore timides, faute d'acheteurs, ont tout de même rapporté 200 millions de dollars environ à l'Etat, prévient qui concorde une « démocratie » en trompe-l'œil (répression des médias

d'opposition, Parlement aux ordres, violation des droits de l'homme, dénoncés récemment par le département d'Etat de Washington). M. Fujimori veut séduire le Club de Paris et les membres hypothétiques du « groupe d'appui » à sa réinsertion au sein de la communauté financière.

La dette, ce cancer qui a déclenché la crise des années 80 en Amérique latine, est pratiquement éliminée par des dirigeants euphoriques. « Ce n'est plus un problème », prétendent-ils. C'est seulement vrai au Chili. Elle reste une charge pesante en Argentine (son montant est de 65 milliards de dollars), au Brésil (120 milliards) et même au Mexique (100 milliards). Au Costa-Rica, en Equateur, au Pérou, en Uruguay, au Venezuela, elle représente encore une hypothèque de plus de 1 000 dollars par habitant.

La façade est brillante. Les six pays les plus peuplés d'Amérique latine (trois cent cinquante millions d'habitants) ont « produit », en 1992, 924 milliards de dollars. Davantage que les six principaux pays en voie de développement de l'Asie (deux milliards et demi d'habitants).

Capitales spéculatives

Mais l'avalanche des dollars en Argentine, au Mexique, au Pérou, au Venezuela, au Chili, au Brésil, au Costa-Rica, en Equateur, au Pérou, en Uruguay, au Venezuela, elle représente encore une hypothèque de plus de 1 000 dollars par habitant.

Autant de thèmes délicats que l'on aborde dans les conférences internationales. La tâche est donc rude mais digne d'éloges pour M. Iglesias qui veut à l'image de M. Clinton, dit-il, ériger des emplois, mieux utiliser les ressources humaines, et améliorer les conditions de vie des populations urbaines. « Ce qui implique, ajoute-t-il, une révolution des mentalités ».

MARCEL NIEDERGAANG

(1) Selon les critères de la Banque mondiale, on est « pauvre » avec moins de 60 dollars par mois. Un dollar vaut environ 5,60 francs.

Le rapport annuel de la CNUCED

La situation des pays les moins avancés continue à se dégrader

Amorçé en 1990, la baisse du revenu par habitant du groupe des Pays les moins avancés (PMA) s'est poursuivie en 1992-1993, selon le secrétaire général de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), M. Kenneth Daddzie. Cette dégradation intervient alors que l'aide des pays développés s'essouffait.

Lancement de réformes économiques, début de mise en ordre des finances publiques, amélioration des relations internationales : pour les quarante-sept pays du groupe des PMA - une entité qui totalise près d'un dixième de la population mondiale - les années 1980 avaient été celles de l'espoir. Une douzaine d'entre eux, d'ailleurs, auront affiché au cours de la décennie passée des taux de croissance annuelle voisins de 6 %.

A peine amorcée l'embellie toucherait-elle à sa fin ? Le fait est que, depuis 1989, la situation tend à se dégrader de nouveau avec une croissance économique qui court derrière la croissance de la population. « Un déclin supplémentaire est probable en 1993 », notamment en Afrique, pronostique la CNUCED dans l'édition 1992 de son rapport annuel.

Cette dégradation doit beaucoup aux catastrophes naturelles telle que la sécheresse qui sévit dans la partie sud et est de l'Afrique. Elles affectent d'autant plus les pays pauvres que les économies des PMA sont largement

dominées par l'agriculture. S'y sont ajoutés les facteurs politiques (instabilité des gouvernements, guerre civile ou étrangère avec son corollaire, un afflux de réfugiés). Le choc-coup de la récession mondiale. « Les envois privés de fonds, une des principales sources de devises de plusieurs PMA, ont diminué du fait de la raréfaction des possibilités d'emploi de travailleurs migrants », note le rapport.

Moins d'aides

La crise économique mondiale touche les pays les plus pauvres par un autre biais : la dégradation du prix des matières premières. Si le riz, le thé, le coton ont vu leurs cours sensiblement augmenter depuis 1985, en total, rare sont les produits qui ont retrouvé en 1992 leur niveau de 1989. Exemple caricatural, le café, denrée d'exportation essentielle pour nombre de pays membres du PMA : « En 1992, rappelle le rapport, le café (...) a été frappé par une surproduction et une faible demande (...) On estime que dans les pays importateurs les stocks (suffisants) ont doublé du niveau nécessaire. Ce qui a provoqué une dégringolade du prix du café sur les marchés à terme : en 1992, il a atteint son plus bas niveau depuis vingt-deux ans ».

Le tableau est sombre. Et ce n'est pas l'aide des pays riches au groupe des PMA qui va lui redonner quelques couleurs. En 1991 - la dernière année pour laquelle des statistiques fiables existent - cette aide a régressé. Elle n'a représenté que 0,08 % du PNB des nations industrialisées. Un bon point pour la France : en dal-

lars, c'est le donateur le plus généreux derrière l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis. Mais en pourcentage du produit national brut (PNB) la palme revient aux pays nordiques et, en particulier, à la Norvège qui a consacré aux plus pauvres 0,54 % de son PNB.

JEAN-PIERRE TUQUOI

INDICATEURS

CEE

● Baisse du revenu agricole de 3,5 % en 1992. — Le revenu agricole a baissé de 3,5 %, en 1992, dans la CEE en raison d'une chute de 15,2 % des prix à la production des cultures végétales, et cela malgré de très bonnes récoltes, en progression de 5,2 % en volume, selon Eurostat, l'office de statistiques de la CEE.

FRANCE

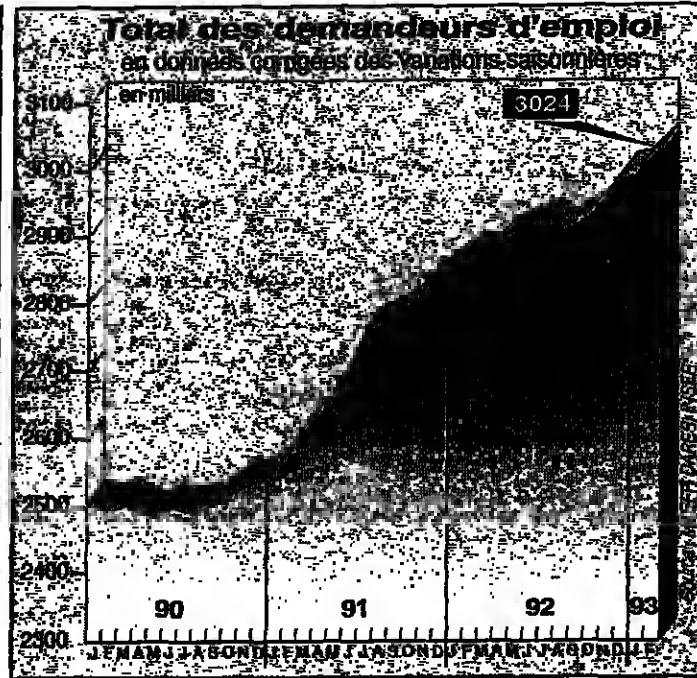
● Prix de détail : + 0,4 % en février. — Les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en février par rapport à janvier. En un an (février 1993 comparé à février 1992), la hausse est de 2,1 %. L'indice calculé par l'INSEE s'est inscrit à 107,1 contre 104,9 un an plus tôt et 106,7 en janvier sur la base 100 en 1990. En février, les prix alimentaires ont baissé de 0,5 %, et de 0,6 % en un an. Les prix des produits manufacturés augmentant de 0,5 % en un mois et de 1,3 % en un an. La hausse des services du secteur privé est de 0,4 % (+4,5 % en un an).

JAPON

Dépenses des ménages : - 2,1 % en janvier. — Les dépenses des ménages ont baissé de 2,1 % en janvier par rapport à la même période de 1992. Il s'agit de la deuxième baisse consécutive de ces dépenses calculées par rapport à la même période de l'année écoulée en chiffres corrigés de l'inflation.

SUÈDE

● Recul de l'activité au quatrième trimestre. — Le PNB de la Suède a reculé de 3,6 % en rythme annuel au quatrième trimestre 1992 par rapport au troisième trimestre. Sur l'ensemble de l'année écoulée, le PNB a reculé de 1,7 % après déjà une baisse de 1,1 % en 1991 et une quasi-stagnation en 1990.



Trois millions de chômeurs

Suite de la première page

Ou, du moins, cette annonce a relégué le chômage dans la hiérarchie des informations du jour. Et cela alors que tous considèrent que l'évolution du marché du travail a lourdement pesé sur les scores électoraux, et que la perte d'emploi tient la première place dans les préoccupations des Français.

Dépassée en octobre 1992 en données brutes, frôlée depuis novembre en données corrigées, la barre des trois millions fait donc désormais partie de la réalité du paysage économique et social, et sans doute pour longtemps. Le rythme de progression, pour l'atteindre, en apporte la démonstration puisque la tendance se poursuit pas s'inverser rapidement. D'un mois à l'autre, la hausse est de 22 000 en données corrigées, correspondant à 31 400 demandeurs d'emploi supplémentaires.

Les grandes régions sont les plus touchées

En données brutes, la baisse de 0,5 %, représentant une diminution de 14 262 du nombre des inscrits à l'ANPE, figure parmi les plus faibles obtenues à cette époque de l'année. Selon les critères du BIT (Bureau international du travail), l'aggravation est d'ailleurs patente. Avec 2 654 000 chômeurs, l'augmentation est de 1 % en un mois et de 5,6 % en un an. Par rapport à la population active, le taux de chômage progresse de 0,1 point et s'établit à 10,6 %.

Tous les éligibles sont au rouge. Le volume des entrées nouvelles dans le monde du chômage, le mois écoulé, soit 348 100, s'est accru de 1,7 % en un an. A l'inverse, celui des sorties, qui permet de mesurer la dynamique du marché du travail, s'effondre. Ils ne sont que 317 400 à

quitter l'ANPE en février, soit 6,4 % de moins que l'an passé. Du fait des restructurations et des plans sociaux, le nombre des licenciements économiques continue de se gonfler dangereusement.

Avec un peu plus de 46 000 personnes touchées dans le mois, l'augmentation est de 8,5 % en un an. Les entreprises industrielles étaient particulièrement affectées par la conjoncture, et les dégraissages frappant désormais toutes les catégories professionnelles, ce sont les hommes qui font le plus les frais de la perte d'emploi. Les moins de vingt-cinq ans sont très pénalisés puisque la hausse est, pour eux, de 9,8 % en un an. Signe des temps, les grandes régions économiques, jusqu'ici relativement préservées, sont davantage frappées par la détérioration de l'emploi. Au-dessus de la moyenne nationale, l'Alsace voit son chômage augmenter de 14 % en un an, suivie de Rhône-Alpes (+ 13,1 %) et de l'Île de France (+ 11,2 %). Les techniciens et agents de maîtrise (+ 24,1 % en un an), tout autant que les cadres (+ 21,2 %) sont, en proportion, les victimes les plus touchées.

Du côté de l'embauche, le climat est à l'atonie, voire à la récession. Les offres déposées à l'ANPE ont diminué de 5,4 % en un an et même de 33,5 % pour les contrats à durée indéterminée. En raison de la baisse des recrutements pour une mission déterminée ou pour une mission d'intérim, les motifs d'inscription à l'Agence pour l'emploi, à l'issue de ces périodes de travail, sont en diminution. En février, le nombre des chômeurs ayant retrouvé un emploi a reculé de 12,5 % par rapport à l'an dernier, et ceux qui sont radicaux à la suite d'une absence à un contrôle, que l'on recense d'ordinaire en leur compagnie, ont diminué de 15,6 %.

Faut-il pour autant, comme le fait M. Aubry, imputer un attentisme des chefs d'entreprise, qui auraient différé leurs embauches ? Pour des raisons plus structurelles, le recours aux diverses formules d'emploi aidé (exo-jeunes, contrat de retour à l'emploi, contrats de qualification et d'adaptation) a faibli. De même, les jeunes à la recherche d'un premier emploi sont moins nombreux, ainsi que les femmes qui souhaitent reprendre une activité. Signe que la mauvaise orientation du marché influe sur les comportements individuels.

En héritant d'une telle situation, M. Balladur doit mesurer l'ampleur de sa tâche et se soit gardé de toute promesse. D'autant que des problèmes de long terme jouent défavorablement. Stables depuis deux ans, les dépenses de recherche d'emploi pour les chômeurs âgés passent de 232 000 à 245 000, preuve que l'on a abusé des préretraites. Quant au chômage de longue durée, un moment contenu, il repart à la hausse.

ALAIN LEBEAUE

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

COMMERCE INTERNATIONAL

Les tensions transatlantiques

La Communauté européenne et les États-Unis à la recherche d'un compromis sur l'accès aux marchés publics

Les États-Unis et la Communauté européenne tentent d'éviter une guerre commerciale transatlantique. Dans cette perspective, la réunion de travail, lundi 29 mars à Bruxelles, entre Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission chargée des relations économiques extérieures, et M. Mickey Kantor, représentant spécial du président Clinton pour les négociations commerciales (USITR), est à marquer d'une pierre blanche.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Sur l'ouverture réciproque des marchés publics, les Américains ont accepté d'étudier une proposition d'ensemble de la Commission afin de régler le litige et ils ont différé, une nouvelle fois, l'entrée en vigueur des sanctions qu'ils avaient annoncées. MM. Brittan et Kantor se retrouveront les 19 et 20 avril à Washington. Si un arrangement n'est pas trouvé, chacun reprendra sa liberté. Les Américains décideront alors, selon toute vraisemblance, d'appliquer leurs sanctions.

Les États-Unis contestent la directive qui, depuis le 1^{er} janvier 1993, règle les marchés publics dans la CEE, parce qu'elle prévoit, dans son article 29, la possibilité pour les administrations nationales de donner la préférence à une entreprise de la Communauté dès lors que son offre ne dépasse pas de plus de 3 % celle d'un concurrent d'un pays tiers. Ils expliquent que c'est une disposition protectionniste et discriminatoire.

toire et sont décidés, si elle n'est pas abolie, à interdire aux entreprises communautaires de soumissionner aux appels d'offres lancés par des administrations américaines.

La Commission parle de mauvais procès. Pour deux raisons. Le « Buy American Act », qui réglemente les marchés publics aux États-Unis, prévoit, au profit des entreprises américaines, des préférences sensiblement plus élevées que celles autorisées par la directive communautaire. Par ailleurs, celle-ci prévoit explicitement que son article 29, instaurant donc une préférence communautaire, ne pourra pas être opposé aux pays tiers avec lesquels la CEE aura conclu un arrangement concernant l'ouverture réciproque des marchés publics. Or ce sont les États-Unis qui ont interrompu les pourparlers engagés à cette fin.

«Zero to zero»

M. Brittan a proposé à M. Kantor de les reprendre. Il s'est dit prêt à demander aux Douze de ne pas appliquer l'article 29 aux États-Unis et à engager les procédures pour qu'une décision dans ce sens soit prise dans les meilleurs délais, à la condition que les Américains accordent des contreparties satisfaisantes à la Communauté. Celle-ci souhaite avoir libre accès, sans discrimination, aux marchés publics ouverts au niveau fédéral, à celui des États mais aussi des grandes villes.

Elle réclame la suppression, à son profit, du « Buy American Act », en invitant l'administration Clinton à trouver les formules juridiques lui garantissant que les engagements pris seront respectés par les États et par les municipalités.

La Commission ne semble pas croire qu'elle puisse obtenir complète satisfaction. Mais la négociation peut permettre d'envisager des solutions différenciées selon les secteurs. Les experts de la Commission constatent que ce qui intéresse le plus les Américains, ce sont les gros équipements électriques et les télécommunications (ATT et General Electric), alors que la CEE n'a surtout en tête le matériel de transport (trains à grande vitesse, métros, équipements d'aéroports). L'arrangement ne pourra se réduire à un tel échange, mais, s'ils veulent aboutir, les négociateurs ne pourront pas ignorer ces considérations. M. Kantor a jugé la proposition de la Commission « constructive ». Mais, a-t-il ajouté, « je ne suis ni optimiste ni pessimiste, je suis réaliste ».

MM. Brittan et Kantor ont manifesté le souci de réactiver l'Uruguay Round et, à un premier stade, de trouver un compromis entre Américains et Européens sur l'accès aux marchés, c'est-à-dire la réduction ou l'élimination des droits de douane ainsi que des obstacles aux tarifs douaniers. La CEE cherche à obtenir des États-Unis qu'ils réduisent les droits élevés qu'ils appliquent notamment aux produits textiles, à la céramique, au verre. Les Américains souhaitent qu'en application de la formule « zero to zero », la Communauté supprime les droits résiduels qui protègent son industrie des produits pharmaceutiques, des semi-conducteurs, des engins de travaux publics.

Les deux négociateurs ont apparemment peu évoqué les dossiers agricoles. M. Kantor n'a pas insisté sur la nécessité de maintenir des concessions acceptées par la Commission dans le pré-accord de

« Blair House », à Washington en novembre 1992. Comment alors surmonter l'opposition française ? En parvenant à un accord aussi global que possible, où chacun trouvera son compte, ont répondu en substance MM. Kantor et Brittan.

Celui-ci a remarqué, au passage, que « la France était le plus grand prestataire de services de la Communauté ». Une manière peut-être d'inviter les Américains à consentir un effort supplémentaire sur ce chapitre de l'Uruguay Round.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Douze Airbus pour la Chine

La télévision chinoise a annoncé, mardi 30 mars, qu'à l'occasion de la visite à Pékin du ministre allemand de l'économie, M. Günter Roxdorf, avait été signé un contrat d'achat de douze Airbus auxquels s'ajoutent treize options supplémentaires. Il s'agit d'exemplaires du biracteur A-300 et du quadri-racteur A-340. Le montant de la commande serait de 6,6 milliards de francs.

On remarquera, à cette occasion, que le système multinational du consortium européen Airbus, qui regroupe les Allemands, les Britanniques, les Espagnols et les Français, a bien fonctionné. En effet, les Français étant en froid avec les Chinois pour avoir vendu des avions de combat à Taiwan, ce sont les Allemands, toujours en cour à Pékin, qui concluent un contrat très bienvenu dans cette période de crise de l'industrie aéronautique mondiale.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN SAINT-GOBAIN EN 1992 RÉSULTAT NET DE 2,38 MILLIARDS DE FRANCS

Le Conseil d'Administration de Saint-Gobain réuni le jeudi 25 mars 1993 a approuvé les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 1992. Les principales données consolidées définitives du Groupe se résument ainsi :

En millions de francs (MF)	1992	1991
Chiffre d'affaires	74 007	75 065
Résultat d'exploitation (1)	6 414	7 099
Résultat courant	2 590	2 882
Résultat net du Groupe	2 377	2 509
Résultat net hors plus ou moins-values	2 130	2 549
Amortissement	5 077	5 700
Investissements industriels	6 576	7 930
Investissements totaux	38 946	36 701
Total des fonds propres	18 085	16 463
Endettement net	180 373	194 653

(1) Après retraitement des données 1991 pour mise en cohérence avec les nouvelles classifications comptables adoptées à partir de l'exercice 1992.

Le chiffre d'affaires du Groupe diminue de 1,4 % à structure réelle malgré l'incorporation de la société Oberland sur l'année entière (contre 4 mois en 1991). La baisse est de 3,9 % à structure comparable et en francs français. Les ventes se répartissent ainsi : France marché intérieur 27 %, exportations à partir de la France 11 %, autres pays d'Europe 40 %, pays hors d'Europe 22 %.

L'exploitation, en retrait de 10 %, s'entend après des dotations aux amortissements en croissance de 4 % et des frais généraux en réduction de 3 %.

Le résultat courant des sociétés intégrées, en baisse de 19 %, est obtenu après des revenus de participations non consolidés de 438 MF (-17 %), une charge nette de financement de 2 168 MF (-3 %), et des charges hors exploitation de 864 MF, en hausse de 28 % en raison principalement des dépenses de restructuration.

Le résultat net du Groupe comprend une perte sur réalisations d'actifs de 312 MF contre une perte de 34 MF en 1991 : aux plus-values sur vente d'immeubles corporels s'ajoutent celles dégagées sur la cession de titres de participation et d'actions d'autocontrôle. Ce résultat s'entend après une provision pour impôts de 1 174 MF contre 1 532 MF en 1991. La dotation de 309 MF aux amortissements des écarts d'acquisition se situe au même niveau qu'en 1991.

Le résultat net, en baisse de 5,3 %, est obtenu après déduction de 213 MF revenant aux actionnaires détenant des intérêts minoritaires dans des filiales du Groupe, contre 373 MF en 1991. Rapporté au nombre total de titres émis au 31 décembre 1992 (69 993 279), le résultat net représente un bénéfice par action de 33,96 F contre 36,95 F au 31 décembre 1991 (67 898 425 actions). Hors plus ou moins-values, il est de 30,43 F contre 37,54 F en 1991.

L'autofinancement, en baisse de 4,1 %, couvre largement l'ensemble des investissements industriels et des investissements en titres, tous deux en baisse sensible. L'endettement net diminue de près de 2 400 MF et représente 46 % des fonds propres, contre 56 % à la fin de 1991.

Le Conseil d'Administration a, par ailleurs, arrêté les comptes sociaux de la Compagnie de Saint-Gobain, société mère (holding) du Groupe. Ces comptes se soldent par un bénéfice de 1 416 MF contre 1 344 MF en 1991.

Le Conseil propose à l'Assemblée Générale de la Compagnie, qu'il a convoquée pour le 17 juin 1993, de distribuer 1 015 MF contre 984,5 MF l'an dernier. Le dividende revenant à chaque action sera de 14,50 F, identique à celui de l'an dernier. Il s'y ajoutera un avoir fiscal de 7,25 F, soit un total de 21,75 F par action. Comme les années précédentes, il sera proposé d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement en actions du dividende.

Service des Relations avec les Actionnaires
Tél. : (1) 47-62-33-33 - Minitel 3615 code GOBAIN - 3616 code CLIFF

FINANCES Un groupe américain saisit la COB sur la fusion Matra-Hachette

Un fonds de pension américain, la société Global Proxy Services Corporation (GPSC), qui gère les participations minoritaires d'investisseurs institutionnels internationaux, a saisi, mardi 30 mars, la Commission des opérations de Bourse (COB) sur les conditions de la fusion Matra-Hachette.

GPSC a adressé un courrier à la COB concernant l'absence de prise en compte de certains éléments substantiels comme le contrat de vente de Mirage à Taiwan dans l'évaluation de la société Matra, faussant ainsi la parité d'échange entre les titres Matra et Hachette et causant, selon lui, aux actionnaires de Matra ou « préjudice considérable ». La fusion des deux sociétés du groupe Lagardère, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993, a été décidée en assemblée générale fin décembre, s'étant effectuée sur la base de 13 actions Hachette pour 5 Matra.

AMÉNAGEMENT Le tunnel sous la Manche pourrait ne pas entrer en service en 1993

Le tunnel sous la Manche qui devait initialement entrer en service le 15 juin continu à pâtir des querelles entre le concessionnaire Eurotunnel et les constructeurs. Les deux parties donnent une interprétation différente du jugement du tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale : Eurotunnel estime qu'il a eu gain de cause et que son partenaire TransManche Link (TML), le consortium des entreprises, est désormais obligé de justifier dans le détail ses réclamations financières. TML, de son côté, déclare que sa créance pour des surcoûts qu'il estime à 14 milliards de francs est toujours valable.

L'un des dirigeants de TML a d'ailleurs fait monter la pression, lundi 30 mars, en déclarant que le tunnel ne pourra pas fonctionner progressivement à partir du 15 décembre comme l'espère Eurotunnel, et peut-être pas avant le mois de septembre 1994... Le titre Eurotunnel a baissé, lundi, de 2 % et, mardi, de 4,4 %.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE L'OUTAOUAIS SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT Demande de qualification

GESTION DES DÉCHETS SOLIDES ET PLUS PARTICULIÈREMENT CONCERNANT L'incinération et la vitrification des cendres Le tri/recyclage - Le compostage

Contrat n° E-93-05

La Communauté urbaine de l'Outaouais (une corporation publique voisine de la capitale nationale, d'une population de 208 544 personnes dans la province de Québec au Canada, avec une masse de déchets solides de 115 200 tonnes métriques à gérer) recevra jusqu'à 15 h (heure locale), le mardi 11 mai 1993, les dossiers de qualification pour la gestion des déchets solides et plus particulièrement concernant :

- L'incinération et la vitrification des cendres
- Le tri/recyclage
- Le compostage

Les documents de demande de qualification seront disponibles au bureau du secrétaire adjoint de la Communauté urbaine de l'Outaouais au 25, rue Laurier, bureau 500, Hull, Québec, Canada, J8X 4C8, après 9 h le lundi 22 mars 1993, moyennant un paiement non remboursable de cent dollars (100 \$) en argent canadien pour chaque exemplaire, sous forme de chèque visé ou de mandat bancaire payable à la Communauté urbaine de l'Outaouais.

Tout dossier de qualification doit être présenté sous pli cacheté dans l'enveloppe qui accompagne les documents de demande de qualification et se trouver physiquement au bureau du secrétaire adjoint à l'adresse mentionnée ci-dessus, le mardi 11 mai 1993, à 15 h. Les dossiers seront ouverts publiquement à 15 h 15 (heure locale) le même jour, par le secrétaire adjoint ou son mandataire officiel, accompagné d'un témoin.

La Communauté urbaine de l'Outaouais ne s'engage à retenir aucune des propositions reçues ni à encourir aucune obligation ni aucun frais d'aucune sorte envers la ou les sociétés.

Pierre GOSSELIN, secrétaire adjoint.

DÉPARTEMENTS DE L'ISÈRE ET DE L'AIN AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

concernant le renouvellement de l'autorisation de la centrale nucléaire de CREYS-MALVILLE (Isère) équipée d'un réacteur à neutrons rapides.

ARTICLE 1^{er} - Par arrêté interpréfectoral du 15 février 1993, une enquête publique a été prescrite concernant la demande présentée par la société NERSA en vue du renouvellement de l'autorisation de la centrale nucléaire de CREYS-MALVILLE.

ARTICLE 2 - L'enquête sera ouverte à compter du 30 mars 1993 et jusqu'au 30 avril 1993 inclus.

ARTICLE 3 - La commission d'enquête est composée de MM. Jean PRONOST, expert près la cour d'appel de Paris ; Maurice EISENSTEIN, ingénieur de l'environnement ; Francis CHASSIN, ingénieur en chef du génie rural en retraite ; Lucien PEJU, ingénieur divisionnaire des travaux publics en retraite ; M. AUBOIN, chef de la section de radio protection du CENG honoraire - ainsi que M. Jean CHIAVERINA, ingénieur EPT et ISF en qualité de membre suppléant.

Elle sera présidée par M. Jean PRONOST.

ARTICLE 4 - Le dossier d'enquête sera déposé à la préfecture de l'Isère, à la préfecture de l'Ain, à la sous-préfecture de LA TOUR-DU-PIN (Isère), à la sous-préfecture de BELLEVILLE (Ain) et dans les mairies ci-après pendant un délai de 1 mois du 30 mars au 30 avril 1993 inclus.

Toute personne pourra en prendre connaissance sur place, dans les lieux précités, aux jours et heures habituels d'ouverture au public indiqués ci-dessous.

- Pour le département de l'Isère :
- Préfecture de GRENOBLE, du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h.
 - Sous-préfecture de LA TOUR-DU-PIN, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h.
 - BOUVESSE-QUIRIEU :
Lundi, de 8 h 30 à 11 h et de 14 h à 17 h ; mardi, de 14 h à 17 h ; mercredi, de 8 h 30 à 11 h et de 14 h à 17 h ; jeudi, de 8 h 30 à 11 h et de 14 h à 16 h ; vendredi, de 8 h 30 à 11 h et de 14 h à 16 h.
 - CREYS-MEPIEU :
Lundi, de 14 h à 18 h ; mardi, de 14 h à 18 h ; mercredi, de 14 h à 18 h ; jeudi, de 14 h à 18 h ; vendredi, de 14 h à 18 h.
 - SAINT-VICTOR-DE-MORESTEL :
Mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 17 h 30 à 19 h ; vendredi, de 15 h à 19 h ; samedi, de 10 h à 11 h 30.
 - ARANDON :
Mardi, de 16 h à 19 h ; vendredi, de 16 h à 19 h ; samedi, de 9 h à 11 h.
 - COURTENAY :
Lundi, de 15 h à 19 h ; mercredi, de 15 h à 19 h ; samedi, de 8 h à 11 h.

Pour le département de l'Ain :

- Préfecture de BOURG-EN-BRESSE, du lundi au vendredi inclus : de 9 h 30 à 11 h 45 et de 14 h à 16 h.
- Sous-préfecture de BELLEVILLE, du lundi au vendredi inclus : de 9 h à 11 h 45 et de 13 h 45 à 16 h 30.
- Mairie de BRIORD :
Mardi, de 8 h 45 à 12 h et de 14 h à 18 h ; jeudi, de 8 h 45 à 12 h et de 14 h à 18 h ; samedi, de 9 h à 12 h.
- Mairie de MONTAGNIEU :
Mardi, de 14 h à 17 h ; jeudi, de 14 h à 17 h ; samedi, de 9 h à 12 h.
- Mairie de SERRIERES-DE-BRIORD :
Lundi, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30 ; mardi, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30 ; mercredi, de 8 h 30 à 11 h 30 ; jeudi, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30 ; vendredi, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30 ; samedi, de 8 h 30 à 11 h 30.
- Mairie de LEHUIS :
Mardi, de 8 h 30 à 16 h 30 ; mercredi, de 8 h 30 à 16 h 30 ; vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30 ; samedi, de 9 h à 12 h.
- Mairie de MARCHAMP :
Mardi, de 14 h 30 à 16 h 30 ; vendredi, de 14 h 30 à 16 h 30.
- Mairie de SEILLONNAZ :
Mardi, de 9 h à 11 h ; vendredi, de 9 h à 11 h.
- Mairie de LOMPNAZ :
Mardi, de 13 h 30 à 15 h 30 ; vendredi, de 13 h 30 à 15 h 30.

Le dossier d'enquête sera également à la disposition de quiconque désirant en prendre connaissance aux jours et heures sus énumérés, dans les lieux indiqués ci-dessous :

- Mairie de CREYS-MEPIEU : le 3 avril, de 9 h à 12 h.
- Sous-préfecture de LA TOUR-DU-PIN : le 3 avril, de 9 h à 12 h.
- Préfecture de BOURG : le 10 avril, de 9 h à 12 h.
- Préfecture de GRENOBLE : le 17 avril, de 9 h à 12 h.
- Sous-préfecture de BELLEVILLE : le 17 avril, de 9 h à 12 h.

ARTICLE 5 - Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur les registres ouverts à cet effet, établis sur feuilles non mobiles, cotés et paraphés par l'un des membres de la commission d'enquête ou les adresses ci-dessus, à M. le Président de la commission d'enquête pour la centrale de CREYS-MALVILLE, BP 50 - 38352 LA TOUR-DU-PIN, qui les visera et les annexera à ces registres.

ARTICLE 6 - Le président ou l'un des membres de la commission d'enquête se rendra à la disposition des personnes ou des représentants d'associations qui demanderont à être entendus aux lieux, jours et heures suivants :

- Mairie de CREYS-MEPIEU : le 3 avril, de 9 h à 12 h.
- Sous-préfecture de LA TOUR-DU-PIN : le 3 avril, de 9 h à 12 h.
- Préfecture de GRENOBLE : le 17 avril, de 9 h à 12 h.
- Sous-préfecture de BELLEVILLE : le 17 avril, de 9 h à 12 h.
- Mairie de BOUVESSE-QUIRIEU : le 21 avril, de 9 h à 12 h.
- Mairie de LEHUIS : le 28 avril, de 9 h à 12 h.

ARTICLE 7 - Copie du rapport et des conclusions motivées du président de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public dans les préfectures des départements de l'Isère et de l'Ain, dans les sous-préfectures de LA TOUR-DU-PIN (Isère) et de BELLEVILLE (Ain) et dans les mairies visées à l'article 4, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS Avril 1993 deux dossiers

LA FAMINE EN AFRIQUE

Somalie, Soudan, Libéria... Partout où il y a la guerre, les populations souffrent cruellement de la faim. Des pays en paix sont également touchés par ce fléau, alors imputable à la sécheresse. Pourtant, il existe des solutions à long terme.

VERS UNE ÉTHIQUE BIOMÉDICALE

L'accélération des progrès de la biologie et les réussites spectaculaires enregistrées dans le domaine de la bioéthique peuvent aussi engendrer des dérives et des pratiques contestables. Pour prévenir ces dangers, les pouvoirs publics cherchent à mettre en place un ensemble de normes et de principes qui vont poser les bases d'une éthique biomédicale.

Au sommaire des Clés de l'Info : la formation du gouvernement, les politiques de relance, le « big bang » et les alliances du P.S., les élections législatives au Yémen, les hommes et les partis en présence en Afghanistan, les Kurdes, la crise de l'aéronautique, le partage du travail, les délits d'initiés, les dix ans de la retraite à soixante ans, les pavés du Nord...

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 31 MARS

Cours relevés à 11 h 15

Competition	VALUES	Cross précéd.	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Competition	VALUES	Cross précéd.	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Competition	VALUES	Cross précéd.	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Competition	VALUES	Cross précéd.	Premier cours	Derrière cours	% +/-
5800	C&E 3K	5420	5430	5430	+0.10	1100	OPR P&C	325	330	327.80	+0.48	58	Leguizans Group	915	914	914.80	-0.21	505	Staco	528	516	530	-1.62
581	R&P T.P.	850	850	850	+0.01	1100	Colt, Foudre	1134	1130	1131	-0.26	255	St. Amangel	1060	1065	1061	-0.09	44	Frageggi	283.10	294	294	+0.37
582	Gr L'yon T.P.	855	855	855	+0.01	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	460	Colt Edin	501	510	512	15.95
583	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Gr L'yon C.D.	1367	1358	1358	-0.63	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	220	Colt Mone	251	257	250	-2.70
584	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
585	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
586	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
587	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
588	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
589	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
590	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
591	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
592	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
593	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
594	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
595	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
596	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
597	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
598	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
599	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
600	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
601	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
602	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
603	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
604	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
605	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
606	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
607	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
608	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
609	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
610	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
611	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
612	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
613	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
614	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
615	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
616	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
617	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
618	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
619	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
620	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
621	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
622	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
623	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
624	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
625	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
626	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
627	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
628	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
629	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
630	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
631	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
632	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
633	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
634	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	365	Colt Belgique	355	370	370	14.10
635	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	487	Colt Mone	251	257	250	-2.70
636	Reumak T.P.	1887	1886	1885	-0.11	1100	Châtille Les France	336	336	336	-0.13	470	Leguizans	4875	4880	4870	-0.10	3					

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

Second marché

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Alcan Chimie	553	558	Geograph	181 50	...
A.C.A.C.	23 70	...	Gémet	723	723
Alcan Pip.	470	484	I.C.C.
Bombardier	215	200	Midcon	74	64
C.A.I.-d-r. (C.C.I.)	236	...	Miner. Hivision	1191	...
Canisun	255	...	Insant. Comput.	129 20	...
Catell	1000	959	LP S.M.	40	...
CESEP	M.C.S.	170	...
Chem. Can.	150 50	...	M.C.S. Schenberger	715	714
CHUM	1160	1165	Pack/Higgins	217	721
Codecor	320	...	Relex-Ap-Sun Exp.	917	...
Cresco	86 50	...	Select Invest. (S.I.)	36	...
Dagbliss	235	...	Senho	118 10	...
Dagbliss	12 15	1201	Sopex	339	...
Dagbliss Refind.	108 30	...	TFI	465 30	462 10
Edison	160	...	Thermador H. (S.)	301	...
Erge. Propriété	240	235	Udell	235	...
Fluor	145	...	Vid et Co	144 50	...
Fluor Corp. (Int'l.)	35	35	W. St-Laurent Scope	785	785
GLM	445	...			

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS		COURS DES BILLETS		ET MONTANT
	préc.	30/3	achat	vente	
Euro Unit (1 USD).....	5 538	5 526	53	56	Or fin
Allemagne (100 DM).....	347 250	337 700	329	349	Or fin
Boliviano (100 B).....	16 589	15 481	18	17	Napoké
Payse Bas (100 fl.).....	302 610	301 740	232	312	Pices
Italie (1000 lire).....	4 436	4 436	82	82	Pices
Indonésie (1 000 Rp).....	7 510	8 510	84	82	Pices
Israël (1 N).....	6 262	6 250	79	68	Pices
Gé-Brasème (1 L).....	8 281	8 239	7	6	Pices
Libra (1000 libras).....	4 436	4 436	2	1	Sourver
Suisse (100 S).....	367 490	367 500	356	376	Pices
Subite (100 lire).....	71 600	71 410	67	76	Pices
Norvège (100 kr).....	79 910	79 700	76	84	Pices
Argentine (100 pesos).....	42 355	42 355	65	49	Pices
Espagne (100 pes).....	4 749	4 751	4	4	Pices
Portugal (100 esc).....	3 665	3 665	3	4	Pices
Canada (1 \$ can).....	4 448	4 418	4	4	Pices
.....	3 852	3 852	3	4	Pices

Marché libre de l'or

MONNAIES DEVISES	COURS préc.	COURS 30/3
60 (10 en barre)	59100	58200
100 (en lingot)	59200	59400
100 (200)	342	341
100 (10 g)	390	
100 (20 g)	342	342
100 (10 g)	345	338
100 (20 g)	432	435
100 dollars	2130	2115
10 dollars	1150	1160
100 francs	660	
100 pesos	2195	2240
10 florins	358	358

international de Fr
Cotation du 30 mars 1993

NOTIONNEL 10 %.

Nombre de contrats estimés : 127

CAC 40 A TERME

Volume : 27 146

COURS			juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS			Mars 93	Avril 93	Mai 93
Dernier	—	117,66	117,76	117,44	Dernier	—	2 038	2 058,50	2 077		
Précédent		117,42	117,52	117,50	Précédent		2 039	2 057,50	2 070		

c : coupon détaché - o : offert - : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

L'un des plus lourds bilans depuis l'instauration de l'état d'urgence

En Algérie, l'attaque d'une caserne par des islamistes et la riposte de l'armée ont fait quarante et un morts

L'attaque perpétrée par des islamistes, lundi 22 mars, contre la caserne de Bouchezzoul, située à une centaine de kilomètres au sud d'Alger, a fait, au total, quarante et un morts – dont dix-huit militaires – et seize blessés. Ce bilan officiel, annoncé, mardi 30 mars, par les responsables de la

gendarmerie, est un des plus lourds jamais présentés depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 9 février 1992. L'attaque, déclenchée au moment de la rupture du jeûne, a donné lieu à un véritable carnage parmi les soldats du contingent, surpris au réfectoire. Dix ont été tués et douze autres bles-

sés par balles. Les autres ont été poignardés, notamment dans la salle de transmission et au poste de garde. Les assaillants ont dérobé des armes avant de prendre la fuite.

Une véritable chasse à l'homme a été aussitôt lancée par les unités spéciales de l'armée et de la gendarmerie, afin de retrouver les fugitifs – dont vingt-trois ont été tués, entre le 22 et le 27 mars, dans le massif de Blida. La région avait alors été bouclée par les forces de l'ordre, ce qui avait donné lieu à une vague de rumeurs alarmistes, allant jusqu'à évoquer la possibilité d'un coup d'État.

Les assaillants, dont un évalue le nombre à trente-cinq, ont bénéficié de la complicité de quatre militaires (deux soldats et deux sous-officiers), pour s'introduire dans la petite caserne. Fournis de tenues militaires, les islamistes ont d'abord assésé quatre sentinelles, ainsi que l'officier de permanence et son adjoint. La voie ainsi ouverte, le reste du commando, qui avait pris place dans un camion militaire conduit par les deux autres soldats complices, est passé à l'action.

Depuis le mois de novembre 1991, plusieurs casernes ou postes militaires ont été attaqués par des islamistes, qui ont bénéficié de complicités internes, notamment à Guemmar, le long de la frontière tunisienne, à Régala, près d'Alger, et à Laghouat, dans le sud du pays. Des centaines de soldats ont été tués par les forces de l'ordre, a-t-on précisé de source officielle. En outre, environ trois mille huit cents islamistes ont été arrêtés, tandis que plus de mille autres sont activement recherchés. (AFP)

En Egypte

Soixante-cinq personnalités appellent à « faire front commun contre le fanatisme et le terrorisme »

Une explosion de faible puissance a eu lieu, mardi 30 mars, à l'intérieur de la pyramide de Khéphren, sur le plateau de Gizeh, près du Caire. Deux gardiens ont été légèrement blessés en tombant dans leur fuite. Aucun touriste ne se trouvait à ce moment-là sur les lieux. Trente-cinq personnes ont été interpellées. Selon le général Mohamed Taalab, directeur de la police du tourisme, les artificiers « n'ont trouvé aucune trace de matière explosive ».

En visite en Allemagne, le président Hosni Moubarak a affirmé que l'Egypte est « un pays stable » malgré les attentats terroristes qui ont été « très dramatiques » par les médias. A son avis, ces attentats sont une « conséquence de la démocratisation et de la reconstruction économique ». Les réformes économiques, a-t-il dit, ont eu des répercussions négatives et les islamistes en ont profité pour renforcer leur influence.

De leur côté, soixante-cinq personnalités appartenant aux principaux partis politiques, aux syndicats et aux mondes de la culture et des affaires ont lancé, mardi, un appel à leurs compatriotes à « faire front

commun contre le fanatisme et le terrorisme ». Les signataires, parmi lesquels figurent les secrétaires généraux du Parti national démocratique, ou pouvoir, du Néo-Wafd (opposition libérale) et du Rassemblement progressiste (opposition de gauche), accusent « ceux qui prennent fausement la religion pour couverture » de chercher « à détruire le pays ».

Le ministre de l'Intérieur a appelé « ceux qui se démontent frères musulmans » à « prendre clairement parti contre le terrorisme ». « Le temps n'est plus aux demi-mesures », a affirmé le général Abdel Halim Moussa. Il a précisé que 270 terroristes présumés avaient été déferés au parquet, tandis que « des mesures exceptionnelles avaient été prises » à l'encontre de 1 500 autres personnes. Dans un communiqué, la Jamaa Islamiya, le plus actif des mouvements intégristes, n'en a pas moins « demandé aux touristes et aux investisseurs de quitter le pays dès maintenant, car l'heure n'est plus aux avertissements ». (AFP, Reuters)

SOMMAIRE

DÉBATS

Défense : « La France, l'OTAN et les Etats-Unis », par Jacques Baumel. Polémique : « Retour sur l'Orchestre rouge », par Gilles Parrot. Elections : « Servitude et grandeur de la politique », par Antoine Veil 2

POLITIQUE

La formation du gouvernement d'Edouard Balladur... 3 à 10
La situation du PS à l'Assemblée nationale... 11

ÉTRANGER

Bosnie : le témoignage d'un chirurgien de Médecins sans frontières à Srebrenica... 12
Belgique : M. Dehaene reste premier ministre... 12
La guerre civile au Tadjikistan... 13
Nigéria : la sélection des candidats à l'élection présidentielle... 13
M. Rabin isole l'Etat juif des territoires occupés... 14
Jamaïque : élections générales sur fond de violence... 14
Corée du Sud : la politique de réformes menacée par la tension avec Pyongyang... 15

SOCIÉTÉ

Nucléaire : les travaux faroés d'EDF... 16
La Caisse d'assurance-maladie de Paris appose au contrôle des dossiers d'étrangers par les RG 16
L'affaire Bontem : M. Michel Mouillot a comparu devant le juge Courroye... 16
Des chercheurs de l'INRA ont réussi la naissance de cinq veaux à partir d'un seul clone... 17

CULTURE

Arts : au cinquième Salon de mars, antiquaires et galeries côte à côte... 17
Musique : pour la neuvième fois, le Grand Palais ouvre ses portes

aux professionnels et aux médiums... 17

ÉCONOMIE

L'Assemblée de la Banque Interaméricaine de développement à Hambourg... 18
La Communauté européenne et les Etats-Unis à la recherche d'un compromis sur l'accès aux marchés publics... 19
Malgré la crise de l'industrie chimique, la suisse Ciba affiche son optimisme... 20
Sopha Medical repris par CEA Industrie... 22
Vie des entreprises... 22

ARTS • SPECTACLES

• Achèvement des parcs Citroën et de La Villette et les objectifs du Théâtre-Opéra du Massy • Le Jeune Werther, quinzième film de Jacques Dailly... 14
Jamaïque : élections générales sur fond de violence... 14
Corée du Sud : la politique de réformes menacée par la tension avec Pyongyang... 15

SOCIÉTÉ

Nucléaire : les travaux faroés d'EDF... 16
La Caisse d'assurance-maladie de Paris appose au contrôle des dossiers d'étrangers par les RG 16
L'affaire Bontem : M. Michel Mouillot a comparu devant le juge Courroye... 16
Des chercheurs de l'INRA ont réussi la naissance de cinq veaux à partir d'un seul clone... 17

CULTURE

Arts : au cinquième Salon de mars, antiquaires et galeries côte à côte... 17
Musique : pour la neuvième fois, le Grand Palais ouvre ses portes

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » :

l'Escalier de Riceyman, d'Arnold Bennett

Mort en 1937, l'écrivain anglais Arnold Bennett est tombé dans un oubli à peu près complet en France, où pourtant plusieurs de ses livres avaient été traduits. Les Editions de l'olivier rééditent son roman, *l'Escalier de Riceyman*. Joyeuse Savignac a lu ce livre dans lequel le réalisme renforce une implacable lucidité. Monique Patillon présente deux recueils du poète belge d'expression française William Clément, Pierre Lepape, enfin, analyse dans son feuilleton une nouvelle histoire de la littérature française, dirigée, des Etats-Unis, par Denys Hollis.

■ JAPON : des irrégularités financières seraient entourées la réélection de M. Nakajima à la direction de l'OMS. Des contributions japonaises à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont été utilisées pour des versements irréguliers à des membres de son conseil exécutif, juste avant la réélection du directeur général, le japonais Hiroshi Nakajima, a affirmé, mercredi 31 mars, le *Yomiuri*. Le journal nippon cite un audit de l'OMS, réalisé par des experts britanniques à la suite de la polémique suscitée par la réélection de M. Nakajima en janvier dernier (*le Monde* du 19 janvier). Les pays occidentaux avaient accusé le « camp japonais » d'avoir utilisé tous les moyens en faveur de leur candidat, dont la réélection doit être ratifiée en mai. (AFP)

■ TUNISIE : un des partis d'opposition en faveur d'un « dialogue » avec le pouvoir. Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), l'un des six partis de l'opposition, qui vient de réunir, à Sfax, un congrès extraordinaire, a apporté son appui à la politique de démocratisation du président Ben Ali.

Selon M. Mohamed Mouda, reconduit à la présidence du parti, le temps où l'opposition se présentait en termes d'alternance est révolu et le MDS, qui veut se situer à « contre gauche », entend « participer au pouvoir », doit désormais s'en tenir à « une stratégie de dialogue ». Le président du MDS a eu d'autant moins de mal à faire approuver sa position qu'il s'était débarrassé de ses contradicteurs. Ces « exclus » – une bonne trentaine d'anciens membres du bureau politique et du conseil national – lui reprochaient ses initiatives personnelles ayant conduit à « l'alignement sur le pouvoir ». Ils ont dénoncé, dans un communiqué, ce « pseudo-congrès », précédé d'une « chasse aux sorcières ». (Corresp.)

du 1 au 3 avril
3 jours
exceptionnels
chez
DORMEUIL

Grand choix
de costumes, vestes,
pantalons, chemises
et tissus féminins.

19, rue d'Uzès - Paris 2^e
Tél. : 40 26 52 24
M^o Bourse ou Maritmarie

Le meilleur
PASSAGES
EROS ET
LES JUIFS
une enquête au pays
de Woody Allen
vente au kiosque 30 F

La première « réunion de travail » de la nouvelle équipe

M. Balladur demande à ses ministres de réduire le train de vie du gouvernement

M. Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement, qui rendait compte, mercredi 1^{er} mars, de la première « réunion de travail » des ministres du cabinet Balladur, a indiqué, citant le premier ministre, que le gouvernement devait être « le gouvernement de tous les Français ». M. Balladur a appelé ses ministres à œuvrer dans « un esprit de rassemblement ». Il a souhaité que le gouvernement agisse « avec l'esprit d'équipe », fasse preuve de « solidarité » et « gouverne dans la clarté ».

Selon M. Sarkozy, le premier ministre a invité les ministres à réduire leur train de vie. Il a décidé de diminuer de 20 % les dépenses de réception de l'Hôtel Matignon et de 30 % les crédits du GLAM (Groupe de liaison aérien ministériel). Il a demandé en outre aux ministres de réduire de 10 % les moyens de leur cabinet. Il leur a interdit de changer de voiture et les a exhortés à utiliser autant que possible les lignes régulières pour leurs déplacements en avion, précisant qu'il allait étudier la possibilité de vendre quelques avions du GLAM.

Le premier ministre a demandé à M. Sarkozy, en tant que ministre du budget, de « préparer sans délai » un collectif budgétaire visant à diminuer les dépenses de

l'Etat d'au moins 20 milliards de francs ». Il a invité MM. Charles Pasqua et Pierre Méhaignerie, respectivement ministre de l'Intérieur et ministre de la Justice, à « réfléchir sans délai aux problèmes de nationalité, d'immigration et de sécurité de façon à préparer les décisions du gouvernement ». Il a demandé à M. Michel Giraud, ministre du travail et de l'emploi, de « réfléchir afin de proposer extrêmement rapidement les mesures urgentes qu'impose la situation de l'emploi ». Il a également chargé M. Veil, ministre des affaires sociales, ainsi que MM. Gimard et Sarkozy, d'effectuer une photographie des régimes sociaux pour que le gouvernement puisse prendre sans délai les premières décisions qu'impose une situation extrêmement préoccupante.

M. Sarkozy a également indiqué que le premier ministre envisageait de se rendre, la semaine prochaine « si possible », en Allemagne pour y rencontrer le chancelier Helmut Kohl.

D'autre part, M. Jean Raynaud, procureur général près la Cour des comptes, devait être nommé président d'une « commission indépendante sur l'état de la France », chargée de remettre un rapport « avant la fin du mois de mai ».

Accusés de « génocide »

Deux Serbes ont été condamnés à mort à Sarajevo

Deux jeunes soldats serbes ont été condamnés à mort, mardi 30 mars, à Sarajevo, pour plusieurs meurtres et viols commis dans le cadre de la « purification ethnique » des villages musulmans (*le Monde* du 31 mars). Borislav Herak et Sreten Damjanovic étaient notam-

ment accusés de « génocide » et de « crimes contre la population civile en temps de guerre ». L'avocat de Damjanovic a annoncé qu'il allait faire appel et demander un complément d'enquête, car il juge insuffisantes les preuves produites devant le tribunal.

Herak, vingt-deux ans, qui avait avoué, en fournissant de nombreux détails, vingt-trois meurtres, dont dix précédés de viols, cinq autres viols et la participation à quinze assassinats, était également accusé de « crimes contre prisonniers de guerre ». Après avoir entendu le verdict, Herak a estimé qu'il la « méritait ». Damjanovic, trente et un ans, qui s'affirme innocent, a assuré que ses premiers aveux (quatre meurtres, dont un précédé de viol, un autre viol et complicité de meurtre de deux personnes) lui avaient été extorqués sous la torture. Une expertise médicale réalisée par la défense a confirmé que les deux hommes avaient subi de mauvais traitements après leur arrestation, début novembre. (AFP)

CEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

DES

Le Monde LIVRES

Au ministère de l'Intérieur

M. Philippe Massoni est nommé directeur du cabinet de M. Pasqua

Préfet de la région Auvergne, M. Philippe Massoni a été choisi par M. Charles Pasqua comme directeur de son cabinet au ministère de l'Intérieur. Fin connaisseur de la police nationale où il a effectué l'essentiel de sa carrière, M. Massoni avait été chargé de mission pour les affaires de police aux cabinets des premiers ministres Jacques Chirac, à partir d'avril 1976, puis Raymond Barre, de septembre 1976 à août 1980.

Nommé directeur central des renseignements généraux (RG) lors de la première cohabitation, alors que M. Pasqua était déjà ministre de l'Intérieur, M. Massoni avait cumulé ce poste avec celui de directeur adjoint de cabinet du ministre délégué à la sécurité, M. Robert Pandraud. Spécialiste de la police de renseignement, il possède une vision complète de l'institution policière, ayant exercé des fonctions essentielles aussi bien à la préfecture de police de Paris qu'à la direction centrale de la police nationale et au cabinet du ministre de l'Intérieur.

[Né le 13 janvier 1936 à Marseille, licencié en droit et diplômé d'études supérieures de police et de criminalistique, M. Massoni est devenu commissaire en 1962. D'abord affecté à la préfecture de police de Paris, à la police judiciaire puis aux renseignements généraux. Chargé de mission au cabinet du premier ministre, d'avril 1976 avec M. Chirac à août 1980 avec M. Barre, il a été promu contrôleur général en avril 1978. M. Massoni rejoint la préfecture de police en août 1980 comme directeur des services techniques. Il devient en 1986 directeur adjoint du cabinet du ministre délégué à la sécurité, M. Robert Pandraud, tout en étant nommé, le 3 mai 1986, directeur central des renseignements généraux. Préfet lors du cadre en octobre 1987, M. Massoni quitte en juillet 1988 la direction centrale des RG. Il devient préfet de l'Aube en juillet 1988, puis de l'Yonne en avril 1990. Il est nommé préfet de la région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme, en juillet 1992.]

A nos lecteurs

En raison de l'abondance de l'actualité, la parution des pages « Education-campagne » est reportée à demain (*le Monde* daté 2 avril). Nous prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

Le service de la vante au numéro du *Monde*, sera exceptionnellement fermé, en raison de travaux, les jeudi 1^{er} et vendredi 2 avril. Il rouvrira le lundi 5 avril dans les locaux du journal, 15-17, rue Feignière, à Paris-16. Le service est ouvert sans interruption de 9 heures à 17 h 30.



FINLANDE - LAPONIE

nature et magie!

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Anber 75009 PARIS
Tél. : (1) 42 66 40 13
Minib 3615 Finlande

Quel que soit votre choix : avion, votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

FINNAIR
Finlande
naturellement votre

فكرنا من الأصل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



F.-X. BOUCHART/ARND BRONKHORST

FIN DE CHANTIERS

PAGES 27 à 29

Les Parisiens, et plus largement les Français, disposent désormais de deux nouveaux grands parcs urbains dans la capitale. Au nord, La Vilette; au sud-est, Citroën. Ainsi s'inscrit dans le paysage le débat qui a mis aux prises les héritiers de la pensée conceptuelle des années 70, partisans d'un parc fortement architecturé qui ravale le végétal au rang d'accessoire, et les «néo-jardiniers», surgis dans les années 80, qui réinventent la tradition et estiment que le jardin est un équipement culturel à lui seul. Quand le Suisse Bernard Tschumi dessinait ses trames et lançait ses «folies» vermillon à l'assaut de la Cité des sciences, plutôt en cinéaste soucieux de ses séquences, deux équipes distinctes, associant paysagistes et architectes (Berger-Clément et Vignier-Jodry-Provost) voulaient jeter les bases des parcs du XXI^e siècle sur les 13 hectares du parc Citroën. Un débat fertile (lire les articles de Frédéric Edelmann, Emmanuel de Roux et Pierre Sansot pages 27 à 29). La spectacle vivant a fait sous l'autorité de M. Jack Lang l'objet d'attention toutes particulières. Demeure la question d'une «vraie» salle de concert à Paris. La Cité de la musique de La Vilette a été dessinée en tenant compte de la construction de cet équipement. Les parcs sont ouverts (lire page 28 l'article d'Alain Lompech). A Massy, dans le département de l'Essonne, on met la dernière main au Théâtre-Opéra de la ville, qui ouvrira en octobre prochain. Là où un maire, M. Claude Geron (PS), avait imaginé une sorte de Bastille de la décentralisation s'élève un bâtiment important dont les programmes artistiques ont été revus à la baisse (lire page 28 le rapportage de Michel Guerin).

JACQUES DOILLON ET LE ROMANTISME

PAGE 30

Le quinzième film de Jacques Doillon, *Le Jeune Werther*, sort sur les écrans. A mille lieues des films «d'initiation» racoleurs, ce long métrage entretient avec l'œuvre de Goethe, auquel il se réfère dans son titre, des liens conflictuels et prolifères (lire page 30 la critique de Jean-Michel Frodon et l'article de Michel Cournot).

LA CORÉE À PARIS

PAGE 36

C'est un pays presque inconnu que le Théâtre du Rond-Point, à Paris, reçoit tout le long du mois d'avril. Si on sait le boom économique de ce pays d'Asie, si on sait les difficultés qu'y rencontrent ceux qui aspirent à la démocratie, la culture de ce pays, tradition ancestrale aujourd'hui bousculée par la modernité et ses pressions commerciales, est largement méconnue. (lire page 36 l'enquête de Philippe Pons).

ACHÈVEMENT DES PARCS CITROËN ET DE LA VILLETTE

C'EST peu de dire qu'au début des années 80 l'avoir du parc urbain est largement derrière lui. Depuis l'entre-deux-guerres, époque où le découpage de la ville a été remis en cause par le mouvement moderne, le jardin architecturé a fait place à l'espace vert indifférencié. Au mieux, on fabrique des «parcs paysagers» ou des «bases de loisirs». Dans les deux cas, l'éco-végétal sert de faire-valoir aux équipements en tous genres. En ces temps de basse marte chlorophyllienne, quelques personnalités, peu nombreuses – Jacques Segard, Jacques Simon ou Bernard Lassus – s'obstinent à produire des œuvres dignes de leurs prédécesseurs. Les friches immenses que les démantèlements industriels massifs et la crise vont faire surgir au cœur des villes, une demande croissante, vont repenser le problème dès la fin des années 70.

A Paris, la réponse commencera par la médiocrité : 5 hectares de charmilles étiées, de maigres buissons et de pelouses interdites au public choisies par des gillages infranchissables sont semés en lieu et place des Halles de Baltard. Le parc Georges-Brunas (7 hectares) est implanté à la place des anciens abattoirs de Vaugrard dans le même esprit : beaucoup d'allées, beaucoup de buissons (faciles à entretenir), trop d'équipements émetteurs au milieu de trop de micro-paysages (pièces de vignes, hêtraies, nymphéas). Bref, la reprise des recettes du passé (celles d'Alphonse, le créateur des Buttes-Chaumont et du parc Montsouris), l'imagination en moins.

Le concours du parc de La Vilette va relancer le débat du parc urbain. Le programme est ambitieux : il faut tourner le dos aux parcs traditionnels, intégrer une série d'équipements et jouer à fond la carte de l'architecture moderne. Les propositions de Bernard Tschumi vont séduire le jury en dépit de leur complexité. L'architecte suisse n'a pratiquement rien construit, mais il a beaucoup lu, beaucoup médité et s'adosse volontiers aux grands noms de la philosophie contemporaine, de Deleuze à Derrida. Ses concurrents, évincés, affirment qu'il ne distingue que difficilement le plateau du géranium. Ces plaisanteries n'ébranlent pas le régime helvétique de Bernard Tschumi.

Pour l'architecte, 35 hectares qu'il doit aménager sont une page blanche, en dépit des mastodontes qui la peuplent : Cité des sciences, Zenith, Grande Halle ou Cité de la musique. Sur cet espace «vierge», il va superposer trois systèmes différents, à la fois trames structurantes et modes d'emploi, qui définiront par leur interaction la nouvelle esthétique du parc. Le premier, repérable du premier coup d'œil, est constitué par une série de points, «folies» posées à intervalles réguliers. Ces maisonnettes de tôle, déclinées en écharpe du cube, et hommage aux constructivistes russes, se plient à toutes les fonctions qu'on veut bien leur donner (bouvette, restaurant, boutique, garderie...).

Un deuxième système distribue des lignes, circuits qui relient entre elles les différentes parties du parc. Un axe surélevé longe le canal de l'Ourcq. Un autre, également surélevé, joint l'avenue Corentin-Carriou à l'avenue Jean-Jaurès. Un troisième, plus difficile à suivre, serpente au sol à travers des jardins «à thèmes», à demi-enterrés, prix de consolation des rivaux malheureux de Tschumi. Le troisième système est constitué par les surfaces elles-mêmes, zones où doivent

PARIS CAPITAL VERT

Avec le parc Citroën, le parc de La Vilette, et celui, encore en gestation, de Bercy, l'Etat et la Ville de Paris auront parachévé le dispositif d'espaces verts de la capitale. Commencé de façon régulière (les Tuileries, le Luxembourg ou le Jardin des Plantes), poursuivi de façon impériale par Haussmann, mais dans un esprit somme toute républicain (les Buttes-Chaumont, les parcs Monceau ou Montsouris), le programme avait en effet laissé de côté des ensembles d'habitations aussi importants que le quinzième arrondissement et la presque totalité du Nord-Est. Sauf à considérer les cimetières et les voies ferrées comme des lieux de vie et de détente.

gazonner les enfants, trotter les amoureux, s'ébattre le public. L'architecte avoue se placer en dehors de la problématique des jardins et faire référence au cinéma avec son montage distribué en séquences. Les végétaux doivent être traités comme des volumes architecturaux : entre l'arbre et la poutrelle métallique, il n'y a guère de différence.

L'association d'équipes antagonistes Berger-Clément et Vignier-Jodry-Provost pour le parc André-Citroën (13 hectares) est partie d'un concept totalement différent. D'abord, elle a bénéficié de la vogue renouée des jardins et du retour en grâce des jardiniers, tirés du discrédit où l'indifférence française les avaient enfoncés. Ici paysagistes et architectes ont travaillé de concert, même si l'accord des instruments n'a pas toujours été facile. La botanique et la biologie végétale sont associées à une sensualité ignorée à La Vilette. La diversité des essences, les couleurs et les parfums des fleurs, la texture des minéraux et le bruissement irrégulier des eaux jaillissantes, la complexité des parcours qui se dévoilent peu à peu sont destinées à exalter nos sens. Mais ces plaisirs sont organisés autour d'un plan qui ne laisse rien au hasard : lignes



Panorama du nouveau parc André-Citroën (en haut). Une des grandes serres dessinées par Patrick Berger (ci-dessous).

de forces qui structurent l'espace, diagonales, oppositions des matériaux, perspectives ralenties ou accélérées, échelles et cadrages des morceaux d'architecture.

Les sites de La Vilette et de Citroën sont, dit-on, particulièrement ingrats. Cette affirmation mérite d'être tempérée, au-delà des effets même du temps et de l'épanouissement des végétaux. La Vilette, certes, est bordée par le périphérique, flux de voitures sauvages et incertain qui allait titiller l'imagination de Bernard Tschumi. Dans la réalité, le Zenith, puis le pôle est de la Cité de la musique constituent deux écrans éloignant, voire occultant, ce facteur de désordre sonore. L'autre pôle de la Cité, au sud-ouest, mais aussi le canal Saint-Denis sont, en revanche, des atouts, au même titre que la Grande Halle.

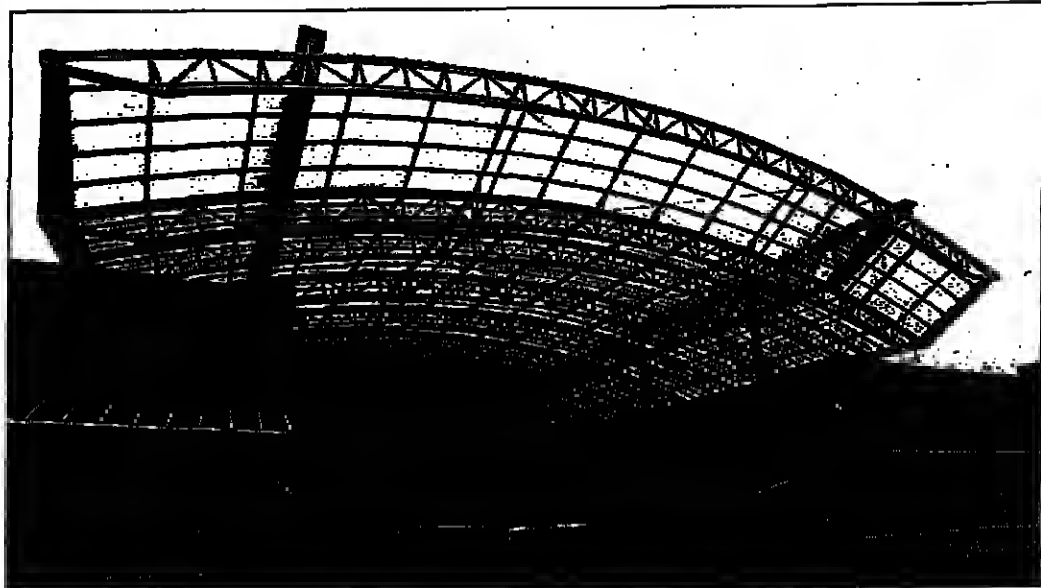
Des atouts ou des alliés naturels que le parc a frôlés avec désinvolture : son auteur feignant d'y être insensible. Le long abri sinusoïdal qui fait office d'axe Corentin-Carriou-Jean-Jaurès est révélateur de cet égoïsme à la limite de l'autisme. Naïf, Portzamparc, l'auteur surdoué de la Cité de la musique, lui a aimablement répondu en faisant valoir un de ses toits sur le même rythme à deux temps, ce qui laisse un temps en suspens. Aucune des deux sinusoïdes ne s'arrête d'ailleurs avec la grâce qu'on aurait souhaitée.

FRÉDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX

Lire la suite page 29

MUSIQUE

LES OBJECTIFS DU

DUR RETOUR
SUR TERRE

Un «grand projet», de l'ambition au réalisme.

Le Théâtre-Opéra de Massy (Essonne) sera inauguré le 9 octobre avec un concert de l'Orchestre national de France. L'évolution de ce bâtiment a été pour le moins mouvementée. Le maire socialiste Claude Germon rêvait d'un ambitieux Opéra de création dirigé par Jean-Louis Martinoty, dernier administrateur général de l'Opéra-Garnier avant l'ouverture de Bastille. Devant les difficultés économiques, la ville a dû revoir ses ambitions à la baisse et se contenter de sauver les meubles.

On l'appelle «le Petit Bastille», et franchement on se demande pourquoi. Le Théâtre-Opéra de Massy (40 000 habitants) trône sur une place sans âme, au cœur d'une cité HLM dans le quartier Grand Ensemble, entre un centre commercial et un hôtel clinquant. Autour, quelques bureaux à louer. Devant, un parking ingrat, qui devrait laisser la place à un jardin. L'architecture est médiocre, sans aucune élégance, le bâtiment est blanc et vert. Horreur ! La couleur verte est en principe bannie des théâtres, tant les acteurs sont persuadés qu'elle porte malheur. Autre surprise : la petite salle de 300 places contre 2 700 à l'Opéra-Bastille dont le volume semble «noyé» dans le bâtiment. La scène est techniquement bien équipée et grande (500 mètres carrés). Jean-Louis Martinoty, premier directeur pressenti, le dit : «C'est une petite salle, peu sophistiquée. Un théâtre lambda, construit avec les moyens les plus simples. On ne peut pas faire moins !»

L'appellation de Théâtre-Opéra est ambitieuse. Elle correspond bien au projet initial du maire socialiste, Claude Germon. Après avoir consulté Georges-François Hirsch (ancien directeur du Théâtre des Champs-Élysées, ancien administrateur de l'Opéra de Paris), il a embauché, en 1990, Jean-Louis Martinoty, dernier administrateur général de l'Opéra de Paris avant l'ouverture de la Bastille. Un signe. «Si on a fait appel à Martinoty, commente un employé de la ville, ce n'est

pas pour faire les Folies-Bergère». En effet. Le budget imaginé par le maire était d'ailleurs confortable : 40 à 50 millions de francs, dont 15 millions amenés par des sponsors. Et Claude Germon lâchait dans *Libération* : «Si on ne fait pas aussi bien que Bastille, ce n'est pas la peine». Aujourd'hui, le même Claude Germon dément formellement avoir tenu de tels propos : «C'est une salle de spectacles comme on en trouve une dizaine en région parisienne». Pourquoi cette subite humilité ? Le Théâtre-Opéra a été lancé à la fin des années 80, dans les années d'euphorie, quand Claude Germon gagnait son surnom de «pharaon de l'Essonne». S'appuyant sur la gare d'interconnexion des TGV et sur le boom immobilier, le maire a lancé les projets comme on jette des idées : un pôle économique, un grand stade, une pyramide, une arche, une sphère, une place circulaire, des ZAC, 1 million de mètres carrés de bureaux. Trois ans plus tard, le boom immobilier a tourné court, la crise se fait sentir, et la plupart des projets sont ralentis, voire gelés. «On dit de moi que j'ai eu la folie des grandeurs», explique Claude Germon, «mais on oublie de rappeler que ces objectifs sont prévus à l'horizon 2015. Nous sommes déjà le premier pôle économique de l'Essonne, les impôts locaux n'ont pas bougé en dix ans, et les revenus de la taxe professionnelle ont augmenté de 14 % en 1992. Quelle municipalité peut en dire autant ?»

Dans cette ville où un logement sur deux est social, la municipalité affiche les chiffres : 30 % de la population sont inscrits dans une bibliothèque - «le double de la moyenne française» -, cinq heures par semaine sont consacrées à l'enseignement artistique dans les écoles, 850 à 900 élèves sont inscrits au conservatoire municipal de musique. «Il nous fallait donc un pôle culturel fort», explique Claude Germon, ce que personne ne conteste. Ce complexe culturel est là et bien là : outre le Théâtre-Opéra, il abrite une médiathèque, trois cinémas, 2 500 mètres carrés d'exposition au sous-sol, des bureaux et un restaurant dont la ville cherche toujours preneur. Cet ensemble de 14 200 mètres carrés aura coûté 170 millions de francs. «Mais il reste 17 millions de travaux pour le finir complètement», estime Jack-Henri Soumère, le directeur actuel.

Le Théâtre-Opéra a été une des victimes principales de la crise que subit Massy depuis le début des années 90. Nommé en pleine période d'euphorie, Jean-Louis Martinoty embauche quatre personnes, prend des contacts dans le monde entier, signe des précontrats et peaufine son programme : opéra, mais aussi musique, théâtre, danse, arts plastiques. «Nous devons faire de la création contemporaine et de la coproduction avec l'étranger», explique Jean-Louis Martinoty, un peu comme à Nanterre et Bobigny. Le programme, quoi qu'en dise Claude Germon, était réellement ambitieux : un *Roi Lear* mis en scène par André Engel et interprété par Michel Piccoli ; *Tristes Tropiques* de Georges Aperghis, une «création mondiale d'après l'œuvre de Claude Lévi-Strauss», avec un livret de Catherine Clément, mise en scène de Daniel Mesguich. «J'ai aussi passé beaucoup de temps à améliorer le lieu : la fosse a été agrandie pour passer de 40 à 70 musiciens ; il y avait des problèmes techniques, pas de bureaux, pas de loges».

Jean-Louis Martinoty ira ensuite «de galères en galères». L'ouverture est reportée à quatre reprises. Au printemps 1991, le conseil municipal lui annonce que le budget est ramené à 25 millions de francs, «faute de sponsors». En janvier 1992, il n'est plus que de... 3 millions. «Ce n'était plus possible. Je suis parti sans polémique. J'ai perdu deux ans et demi de ma vie dans ce projet et j'ai passé toute l'année 1992 à replacer les créations prévues, comme *Tristes Tropiques*, qui pourrait être monté à Nanterre. J'ai été naïf. Car j'ai appris ensuite que les 25 millions de francs n'étaient pas inscrits au budget, mais conditionnés par le succès des opérations immobilières». Aujourd'hui, on règle les comptes sur la «période Martinoty». Adjoint à la culture, le sénateur Jean-Luc Melenchon (PS) attaque : «Ce projet était déraisonnable. Germon est un bon gestionnaire, mais il est comme un petit garçon devant les artistes. Avec Martinoty, ils ont défilé sur un Opéra de création». Surtout, ce premier projet aura coûté 8 millions de francs. Pour rien. Ces fameux huit millions correspondent aux frais de fonctionnement, salaires (50 000 francs mensuel pour le directeur), mais aussi les avances aux artistes pressentis (autour d'1,5 million). «Je ne savais pas qu'on payait

THÉÂTRE-OPÉRA DE MASSY

d'avance dans cette profession», commente, amer, Jean-Luc Melenchon. «Nous avons octroyé aux artistes des avances supérieures à la normale pour les motiver et leur prouver notre crédibilité», explique Jean-Louis Martinoty, car le théâtre n'existait pas encore. Huit millions qui partent en fumée, est-ce un gâchis ? «Ca l'aurait été si nous avions persisté dans un projet conçu dans une période de croissance forte», répond Claude Germon. Maintenant que le théâtre est là, il faut bien en faire quelque chose. Plus personne ne parle de création internationale. Les objectifs ont été revus à la baisse. «Nous ferons une programmation de bon niveau, pas de haut niveau», dit-on à la mairie.

L'heure est donc à la «gestion culturelle». Pour mener à bien ce virage difficile, la mairie a fait appel à Jack-Henri Soumère, un solide organisateur de spectacles. A son actif, 600 galas en trois mois d'été, les podiums de Ricard et de la SEITA, Michael Jackson, Julio Iglesias et Prince. «Jamais personne n'a placé autant d'artistes en France que moi», affirme cet ancien chef d'orchestre, qui, par ailleurs, dirige avec efficacité le théâtre de Longjumeau, spécialisé dans l'opérette. Catogan, costume soigné, accent chaleureux du Sud-Ouest, l'homme annonce la couleur : «Je suis un gestionnaire qui porte un œil attentif à la chose artistique».

Gérer l'impossible, c'est pour ça qu'on a fait venir Jack-Henri Soumère : 5 millions de francs pour 1993, 8 millions en 1994. Une misère. A titre de comparaison, le Théâtre des Amandiers de Nanterre dispose de 53 millions de francs. «Quand on voit un équipement pareil, on attend le triple de ce que nous avons», reconnaît le maître des lieux. La petitesse de la salle limite les recettes : 740 places lorsque la fosse est ouverte. «Il en faudrait le double pour limiter le coût de fonctionnement». D'où les choix : beaucoup d'achats de spectacles, montages ou reprises, peut-être une création. Mais quand on sait que la moindre création en costumes coûte de 2 à 6 millions de francs...

Le programme s'annonce éclectique. «On peut tout faire dans cette salle superbe. Je vais diversifier, faire des spectacles lyriques, ballets, théâtre, concerts, variétés, théâtre musical...» Jacques Martin est venu enregistrer son émission «Dimanche Martio» pour France 2. Bécand, Reggiani, sont annoncés, mais aussi Vittorio Rossi - le metteur en scène d'*Aida* à Bercy -, l'Orchestre d'Ile-de-France, la reprise de *Cyano*, avec Belmondo, et la troupe de la chorégraphe Karine Saporta. L'Orchestre de Massy, formation médiocre, sera souvent invité. Jack-Henri Soumère a débauché dans les ex-pays de l'Est des *Casse-noisettes* à 100 000 francs. *Bastien-Bastien* à 500 000 francs. L'Orchestre national de France dirigé par Jeffrey Tate est programmé pour l'ouverture officielle, le 9 octobre prochain, «avec une star lyrique». Le risque, Jack-Henri Soumère le connaît : «devenir une salle des fêtes». Lui comme la ville ont d'autres ambitions pour cette belle machine. Il faudra pour cela attendre des jours meilleurs.

MICHEL GUERRIN

L'AVENIR DE L'AUDITORIUM DE LA VILLETTE

LES économies budgétaires annoncées dans le programme économique de la nouvelle majorité pendant la campagne électorale des législatives risquent de faire passer à la trappe le seul de ces chantiers qui n'en est qu'au stade de l'étude préparatoire. Le besoin d'une nouvelle salle de concert se fait pourtant sentir à Paris. Celles qui sont utilisées actuellement pour le répertoire symphonique ne sont pas acoustiquement idéales, certaines n'ont, plus simplement, pas été conçues pour cet usage. Ce même besoin se fait sentir à La Villette. Cette salle est le complément logique de la Cité de la musique, déjà amputée de son Opéra, finalement édifiée place de la Bastille. Elle aurait une grande utilité.

L'installation d'un orchestre symphonique près du Conservatoire national supérieur de musique et de danse (CNSMP), basé dans la partie ouest de la cité, permettrait de lancer des passerelles entre cette formation et l'enseignement dispensé au CNSMP - ainsi que cela se fait avec profit à Chicago, Vienne ou Cleveland. Ce passage entre l'enseignement et les métiers d'orchestre est le

CONCERT
PEU CONCERTÉ

Réactivé par Jack Lang, il y a quelques semaines (le Monde du 20 février), le projet d'édification d'une salle de concert destinée à accueillir un orchestre symphonique à La Villette verra-t-il le jour ? Sa construction n'est pas inscrite au budget. Rien n'indique que la construction du bâtiment, conçu par Christian de Portzamparc, le sera dans un jour prochain.

point faible de la formation musicale en France. Sans ces passerelles, il ne faut pas espérer que les orchestres français atteignent une qualité comparable à celles des formations les plus prestigieuses. Tout comme il ne faut pas espérer les voir développer un son, travailler et jouer dans les meilleures conditions possibles tant qu'ils n'auront pas un outil adapté à leur mission.

Sans cette salle et l'activité symphonique qui lui est liée, la programmation générale des concerts de la Cité de la musique risque en outre de ne pas être suffisamment attractive pour le public. Sans cette salle de 2 500 places, la Cité de la musique serait seulement animée par les concerts organisés par le CNSMP avec ses élèves

et par ceux qui prendront place dans la salle modulable. Pierre Boulez et Brigitte Marger mettent actuellement au point la programmation de ce lieu expérimental. Ils ne manquent pas d'idées. Mais le compositeur et chef d'orchestre reconnaît qu'«il faudra beaucoup d'argent pour les réaliser», tout comme il avoue que le projet de la grande salle n'est pour le moment qu'une «fantaisie qui ne repose sur aucun budget» ; il est, néanmoins, un fervent partisan de la construction de ce grand auditorium. Car il faut que le public prenne le chemin de la Cité de la musique.

L'époque où les salles se remplissaient comme par magie est révolue. Pour attirer le public aujourd'hui, il faut créer des événements, mettre au point des programmes inscrits dans une programmation vraiment séduisante et ne plus se contenter d'utiliser les salles comme «garages» à concerts. Or la Cité de la musique souffre d'être un lieu nouveau vers lequel le public ne convergera que si ce qu'on lui propose est captivant. Du fait de sa capacité d'accueil modeste (équivalente de celle de Gaveau), la seule salle modulable risque de ne pouvoir, à elle seule, créer une dynamique suffisante. Il y a peu de chances que les grands noms de la musique ne s'y produisent régulièrement : leurs cachets trop élevés rendraient leurs concerts forcément déficitaires. A moins que l'on ne double le prix des places pratiqué à Pleyel ou au Châtelet. Ce qui serait dissuasif.

Dans une configuration idéale, les deux salles seraient le complément l'une de l'autre. La grande accueillera les concerts symphoniques et les grands récitals, la petite les concerts de musique de chambre, l'Ensemble inter-Contemporain, le jazz, les musiques extra-européennes, des ateliers, des cours d'interprétation, etc. La création de ce nouveau pôle musical dans le nord de Paris devrait donner un coup de fouet à la vie musicale parisienne si sa programmation globale est le fruit de concertations entre ses différents utilisateurs. Il y a toutefois un problème à régler : que faire des salles déjà existantes ? Aux Etats-Unis, le problème ne se pose pas plus qu'il ne se posait en France, il y a deux siècles, puisque l'on démolit l'ancienne salle lorsque la nouvelle est inaugurée. Or Paris croute déjà sous les salles...

Curieusement, l'utilisateur principal de cette grande

salle hypothétique n'a pas été plus consulté que le patron de la Cité de la musique, bien qu'ils l'appellent de leurs vœux. Ni Semyon Bychkov ni Pierre Vozlinsky, respectivement directeur musical et directeur général de l'Orchestre de Paris, ni Alain Durel, président de la Cité de la musique, n'ont été amenés à se prononcer sur la conception générale de cette salle. Le plan retenu est très proche de celui de la Philharmonie de Berlin. C'est-à-dire que le public entoure l'orchestre. Il faut dire que le projet ressuscité par Jack Lang est celui qui avait été conçu lors du lancement de la Cité de la musique. Sans doute faudrait-il remettre tout à plat.

En dix ans, la connaissance des salles a beaucoup évolué. Il ne faudrait pas oublier que, vers la fin de sa vie, Herbert von Karajan déclarait : «J'aimerais tant que l'on détruise la salle de la Philharmonie de Berlin !» S'il ne faisait pas référence à l'acoustique, sans doute ne supportait-il plus le comportement qu'elle induisait dans le public. Plus qu'ailleurs, on y a pris l'habitude d'admirer le chef. Rien de plus normal : il est au centre.

ALAIN LOMPECH

**L'ÉPIDÉMIE
UN RAT QUI PASSE**
2 Pièces d'AGOTA KRISTOF

Mise en scène MICHEL RASKINE
Représentation : 32, rue des Cordes
du 19 mars au 10 avril
Réservations : 31.46.27.29
C.M. MELHIE DE CAEN

biennale
nationale de danse du Val-de-Marne

2 et 3 avril à 20h45
Cie Nathalie Collantes
La Théorie du voyage (création)

THEATRE DE RUNGIS
AR C E N C I E L

réservations : 45 60 79 00
navette du départ du Châtelet

هكذا من الأصل

PATRIMOINE
CITROËN, LA VILLETTE

PARIS

CAPITAL

VERT

Suite de la page 27

Au nord enfin, La Villette aurait pu aller chercher le Musée des Sciences, la superbe réalisation d'Adrien Fainsilber, engager avec elle un minimum de dialogue, y trouver sa réponse et son souffle. Le parc, où quatre folies rouges ont été installées quasiment dans les pieds du bâtiment, semble surtout prendre un malin plaisir à nier l'architecture de celui-ci, refusant son harmonie propre, mais se privant du coup du support architectural qu'il aurait pu constituer. A ce prix, le Parc de La Villette parvient à passer pour une prolongation de la ville, mais dans ce que les jeux aléatoires du foncier et de la promotion peuvent avoir de disgracieux, de brutal. Il invite le promeneur à un effort d'abstraction, quand un effort de conception aurait pu faire naître un paysage urbain structuré. Préfiguration du chaos, si cher aujourd'hui à tant d'apprentis-sorciers de l'urbanisme et de l'architecture?

Le terrain des usines Citroën avait, somme toute, un profil assez voisin, avec sa voie ferrée et sa rue l'isolant de la Seine, le terrible et monumental Pontant, hors de toute échelle, mais, aussi, avec tout un quartier neuf marqué par les signatures de Richard Meier (Canal Plus), de Roland Simounet, de Michel Kagan ou encore de Chemetov, avant que l'hôtel industriel de ce dernier ne soit masqué par le futur hôpital de Zuhlena. Or, à l'opposé de la démarche de Tschumi, et sans attendre que la végétation ait seulement tendu ses écrans, les deux équipes sont parvenues, entrecroisant des écritures contrastées, à créer un dialogue à la fois utilitaire et esthétique avec la ville, proche et présente.

La nudité du printemps, comme on est, est propice à l'analyse des frontières du parc. On le voit, au nord, monter vers six petites serres diaphanes. Puis le relais est pris par la trame et les proportions justes des bâtiments de Simounet, faïsses crayonnées dont on se bormera à regretter le caractère un peu trop compliqué, comme si l'architecte avait mésestimé la courtoisie des auteurs du jardin.

Au sud, il lui faut escalader le Pontant, ou plutôt faire oublier sa présence. Six nymphées grises font donc office de marchepied à une longue place vide, sorte de terrasse des Feuillants, reconverte d'une nappe d'eau miroitante. Le Pontant et ses glaces réfléchissantes s'éloignent, ses formes sans construction s'effacent, se noient dans un mélange de granit, d'eau et de ciel. A l'ouest, les deux superbes serres de Patrick Berger parachèvent la structure du jardin et l'ouverture sur la ville. Enfin les deux « oreilles » qui prolongent le parc dans le vif du quinzisième arrondissement entrelacent jardin et cité. L'oreille sud permet de fermer la grande diagonale du parc sur un feu d'artifice architectural blanc, signé Kagan.

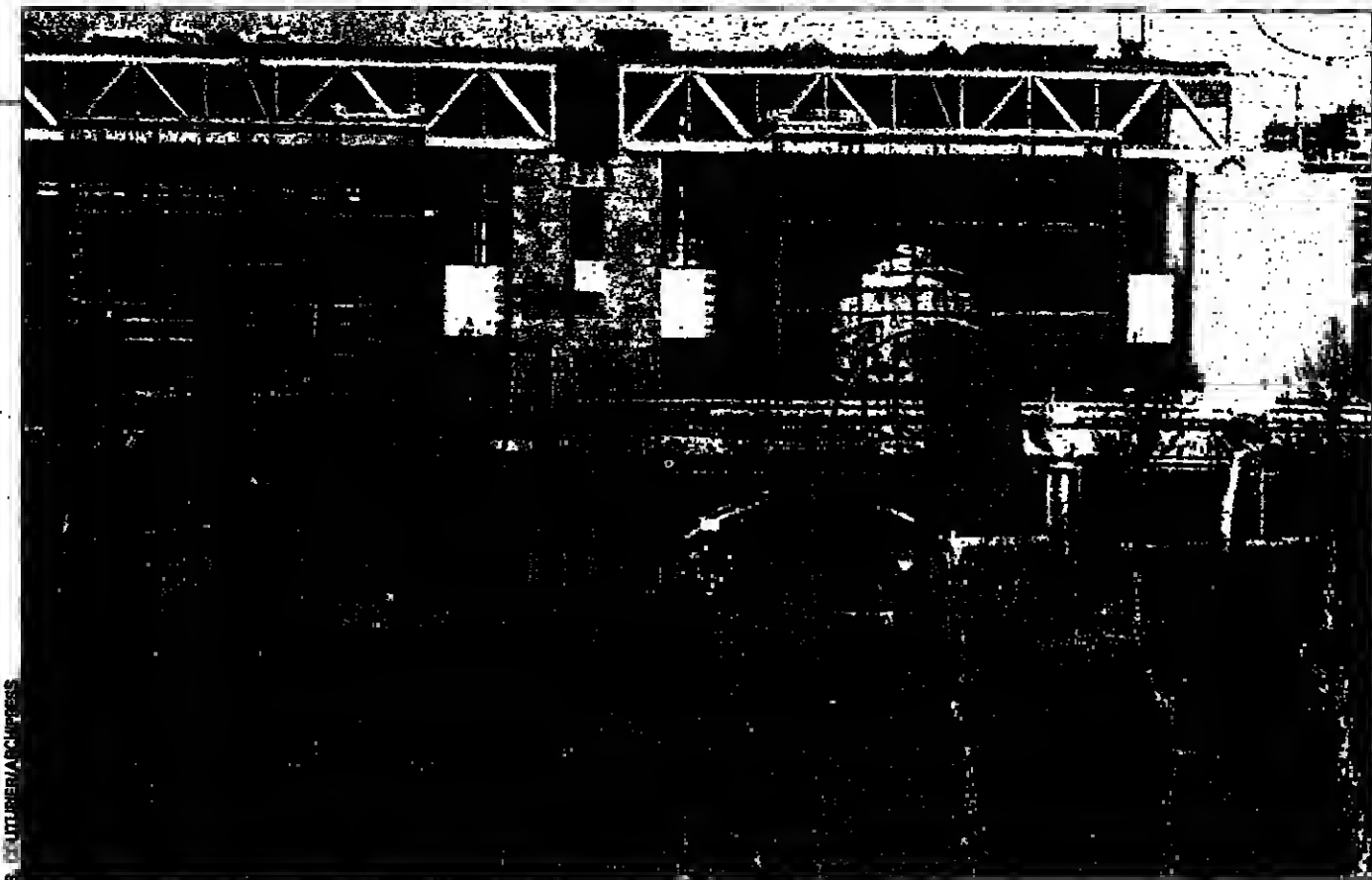
Que valent, nous dira-t-on, ces considérations urbaines au regard de la valeur d'usage? Il est vrai qu'un premier rayon de soleil, la feuille se presse à La Villette, comme elle commence à affluer, encouragée par le bouche à oreille, dans les allées du Parc Citroën. Pourtant, on voit bien que cet usage est et sera de plus en plus différent dans l'un et l'autre cas. Avec sa pléthore d'équipements et, par ce biais, une propension secrète au « zoning », La Villette accueille, ici les enfants, là les familles dotées d'enfants, et ailleurs encore, sur la grande pelouse centrale, un mélange plus ou moins symbiotique d'amoureux du football et d'amoureux tout court.

Tout le monde est ravi (et nous-mêmes, avant l'achèvement du parc, nous nous préparons à l'être). Il n'est pas absolument certain qu'il le serait moins sur n'importe quel pré à vaches doté d'une crèche et d'un limonadier. Mais ce pré piqué de « folies » rouges a un avantage supplémentaire : pas une personne âgée dotée de toute sa tête ne se risque sur ce territoire dont les seules parties secrètes et tranquilles se trouvent au plus loin des accès, tapies dans le sol. Donc pas de conflits à craindre entre cols du fémur et ballons, entre fans de rock et amateurs de quiétude. Ces derniers, s'ils veulent s'asseoir ailleurs qu'à même le sol, version contemporaine du *Déjeuner sur l'herbe*, n'ont peut-être que deux ou trois « bosquets » de

sièges métalliques montés sur pivot, comme des dents argentées qui pourraient tourner sur elles-mêmes, mais sans pouvoir se rapprocher. Là encore, aucun risque de chevauchement, ni de croisement fortuit. Mais quel design, fichtre!

Du design, il y en a partout, sur le mode anguleux, agressif, universellement métallique, et proliférant comme si l'on avait craint, à juste titre, que le parc seul ne réserve pas toutes les surprises annoncées par son théoricien et ne se juge finalement à la grande banalité du résultat. On est ici aux antipodes du Parc Citroën dont le mobilier, soit dit en passant, n'est pas ce qu'il y a de mieux, mais est au moins accueillant. Comme tout le reste de ce jardin, il est le signe qu'on y attend tous et chacun, jeunes ou vieux, amateurs de douches glacées ou d'ombrages reposants, enfants et vieillards côte à côte, familles nombreuses, amoureux, étudiants, botanistes ou lecteurs de journaux. N'est-ce pas là, sans attendre les dix ou vingt ans de maturité qui nous livreront la densité végétale attendue, ce qui définit le plus simplement un véritable « parc urbain », au-delà de la rhétorique des années 80?

FRÉDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX



La Villette : les « folies » de Tschumi face à la Cité des sciences d'Adrien Fainsilber.

Plaidoyer pour les jardins publics

Lieux de mémoire, lieux de vie

A l'heure où le jardin des Tuileries, régulièrement « squatté » par une fête foraine, est menacé de « suréquipement » par ses gestionnaires, Pierre Sansot plaide pour le respect de ces irremplaçables équipements culturels que constituent nos grands parcs urbains.

par Pierre Sansot

Il existe de vieux jardins comme il existe de vieilles pierres. Ils constituent un patrimoine que nous avons le devoir de sauvegarder. Entendons à bon escient une pareille expression. Elle ne signifie pas que l'on s'interdise d'introduire de nouvelles espèces, que l'on sauvegarde scrupuleusement celles qui y ont été plantées. De tels jardins possèdent ce prestige parce qu'ils ont conservé à travers les siècles leur ordonnancement majeur. Et surtout, ils ont été mêlés à notre histoire commune, celle de nos villes ou celle de notre pays.

Leur évocation peut se révéler plus ou moins précise. Beaucoup de Français ignorent ce qu'il advient aux jardins du Luxembourg, aux Tuileries, au Champ-de-Mars. Même confuse, cette mémoire, quand elle est vivante, confère une aura particulière aux jardins parisiens. Ainsi, nous avons interrogé des visiteurs du Jardin des Plantes : les plus avertis évoquaient les noms de Buffon, de Cuvier, de Jussieu, tandis que d'autres s'émerveillaient seulement que l'on ait eu l'idée d'avoir rassemblé depuis si longtemps des espèces rares. Aux Tuileries, la personnalité de Landre réapparaît, mais les visiteurs se souviennent surtout de la révolution d'un peuple enfonceant les grilles du parc. Ils ont retenu quelques péripéties d'une époque turbulente, riche en événements spectaculaires. Le Luxembourg bénéficie d'un support privilégié, en l'occurrence celui des statues. Le promeneur ignore si elles représentent Anne de Bretagne, Anne de Beaujeu, Louise de Savoie, mais les statues italiennes de ce jardin sont présentes dans beaucoup d'esprits.

Un hasard préside donc à la mémoire, sélective. Un jardin, quand il est entré dans notre légende personnelle ou commune, n'a pas besoin de justifier son existence par les services qu'il nous rendrait (il paraîtrait inconvenant de lui demander des comptes). Il est comme la rose, comme l'œuvre d'art, sans pourquoi. Nous n'attendons rien d'autre de lui que sa présence. Nous aimerions le délier d'un surcroît d'appâts dont on l'encombre et qui nuisent à son austère beauté. Leurs responsables errent lorsqu'ils les suréquipent et les font ressembler à des enfants sur-nourris. Ils trouveraient sans peine d'autres lieux où les installerait leur parc de loisirs sans faire disparaître les jardins qui nous tiennent à cœur.

Un pareil patrimoine semble plus menacé que d'autres. Nous sommes tentés de réserver ce substantif au monumental, à ce qui résiste au temps, à ce qui porte ostensiblement la marque d'une signature célèbre. Mieux vaut admettre sa singularité. Nous sommes en présence d'un héritage ouvert au ciel, aux quatre vents, aux usages de la vie quotidienne : un musée où le passé et le présent s'interpénètrent et auquel nous

accédons sans qu'on nous demande la permission à un quelconque huis-clos.

Le jardin public apparaît comme une pause au sens musical du terme : non point seulement un moment de repos au cours d'une déambulation fatigante, mais comme un silence dans une partition. Par conséquent, lorsque nous plaidons la cause des jardins, nous prenons en compte toute une ville et non point l'un de ses éléments : Le Louvre, le Palais-Royal, la place de la Concorde ne seraient plus éprouvés en l'absence du jardin des Tuileries. Le Quartier latin, l'Observatoire, un peu plus haut Montparnasse, respirent grâce au Luxembourg. Le Champ-de-Mars « donne » sur la tour Eiffel, le Trocadéro, les beaux quartiers. Dans une grande ville, nous avançons trop souvent coincés entre des immeubles. Notre regard porte rarement loin. Le jardin constitue une échancrure dans un ciel et une terre dérobés. Quand vous estomperez la présence (l'usage d'un euphémisme) de l'un de ces jardins majeurs, c'est tout un pan de la cité qui s'assombrira et perd de son sens.

Paris absent. Paris présent. Une ville ne saurait être saisie dans son immensité. Il vaut mieux parfois l'entendre au lointain comme un rumeur, savoir qu'il suffirait de quelques pas pour se perdre en elle. Une ville, comme un être, ne supporte pas, à certains instants, d'être empoignée. Elle exige d'être froissée, pressentie. Paris présent dans tous ses jardins qu'il magnifie alors que nous n'en avons pas encore perçu la beauté. Le Luxembourg, le parc Montsouris, les Tuileries, avant de mériter une appellation singulière, se donnent comme les jardins de Paris, et il en sera de même demain pour le jardin Georges-Brassens ou pour le parc André-Citroën.

Aimer un jardin, c'est accepter d'être dépossédé d'une partie de nos pouvoirs, opérer le vide dans le trop-plein de nos espérances et de nos existences, espérer en la grâce de l'instant : y accueillir la nuit, la nuit de la nuit dans ce qu'elle a de plus ténébreux ou de plus scintillant jusqu'à entendre dans sa pureté la nocturne — ou encore nous aliger de notre être par une journée de mai, conspirer avec une lumière évanescence, vibrationnaire, dissipée, immatérielle.

Un jardin, quand il est entré dans notre légende personnelle ou commune, n'a pas besoin de justifier son existence par les services qu'il nous rendrait (il paraîtrait inconvenant de lui demander des comptes). Il est comme la rose, comme l'œuvre d'art, sans pourquoi. Nous n'attendons rien d'autre de lui que sa présence. Nous aimerions le délier d'un surcroît d'appâts dont on l'encombre et qui nuisent à son austère beauté. Leurs responsables errent lorsqu'ils les suréquipent et les font ressembler à des enfants sur-nourris. Ils trouveraient sans peine d'autres lieux où les installerait leur parc de loisirs sans faire disparaître les jardins qui nous tiennent à cœur.

► Pierre Sansot est professeur d'anthropologie à l'université Paul-Valéry de Montpellier, auteur de *Jardins publics* (éditions Payot).

GRAND CONCOURS

LE MONDE, FRANCE INTER, COMÉDIE-FRANÇAISE
POUR LA RÉOUVERTURE PAR LA COMÉDIE-FRANÇAISE DU THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

PLEINS FEUX

SUR LE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

du 31 MARS AU 6 AVRIL

VOUS POURREZ RÉPONDRE À L'AIDE D'UN BULLETIN-RÉPONSE PUBLIÉ DANS LE MONDE, DATÉ DU 7 AVRIL, QUI REPRENDRA L'ENSEMBLE DES QUESTIONS, OU SUR PAPIER LIBRE.

QUESTION 1.

Un directeur du Vieux-Colombier, également administrateur de la Comédie-Française.

- ☐ André Obey?
- ☐ Edouard Bourdet?
- ☐ Jacques Copeau?

Indice. Il est l'un des cofondateurs de la Nouvelle Revue Française.

QUESTION 2.

Une pièce, récemment inscrite au répertoire de la Comédie-Française, inaugure l'âge d'or de Saint-Germain-des-Prés.

- ☐ Huis clos?
- ☐ Les Épihanies?
- ☐ Les Mouches?

Indice. La pièce est censurée à Londres en 1946. Motif : homosexualité féminine sur scène.

CHACQUE MATIN, ENTRE 7 H ET 9 H, SUR FRANCE INTER, PATRICIA MARTIN VOUS DONNE LES DEUX QUESTIONS DU JOUR ACCOMPAGNÉES D'INDICES SUPPLÉMENTAIRES.

Toutes les questions sont disponibles, sans les indices, sur les bulletins déposés aux guichets de la Comédie-Française : (2 rue de Richelieu, 75001 Paris), aux guichets du Vieux-Colombier (21 rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris), dans le hall de Radio France (116 avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris) et sur minitel 7615 FRANCE INTER et 7617 LE MONDE.

1^{er} prix. Une statuette de Molière en Scavanelle, et une invitation pour deux personnes aux générales de la Comédie-Française, saison 1993-94, salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier.

3^{er} prix. Une invitation pour deux personnes, à six spectacles de la Comédie-Française, salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier, pendant la saison 1993-1994.

2^e prix. Une invitation pour deux personnes au Festival d'Avignon 1993 à la première de *Dom Juan* de Molière par la Comédie-Française.

4^e au 50^e prix. Une cassette de l'*Avare* de Molière dans la collection vidéo de la Comédie-Française.



Vous pouvez vous procurer le règlement complet déposé chez M. Pison, Institut de Justice, en écrivant au Journal Le Monde, directeur de la Communication (15 rue Falguère, 75015 Paris) en joignant une enveloppe timbrée à votre adresse.



France Inter
Le Monde

CINÉMA

« LE JEUNE WERTHER », QUINZIÈME FILM DE JACQUES DOILLON

GUILLAUME est mort. Il s'est suicidé. Pour les adultes, la mort d'un enfant est une horreur blanche et opaque comme une pierre tombale. Pour les enfants, le suicide d'un copain, c'est un horreur, aussi, mais également une énigme à comprendre, l'énigme de la vie, de la vie qu'il va leur falloir vivre. Le film de Doillon est une sorte de transcription musicale des vibrations engendrées par ce coup de masse asséné à une bande de lycéens : Guillaume s'est pendu. Cette musique, parce qu'elle est d'une justesse de cristal, finit par être étonnamment gaie.

Ce serait le film des « après ». Après les *Souffrances du jeune Werther*, de Goethe : ce Guillaume-là (francisation du prénom Wilhelm, de celui qui inspira en partie l'écrivain allemand) n'ayant pas tenu de correspondance, le ressort du film sera l'enquête menée par ses amis pour comprendre son geste. Une vraie enquête, comme dans le *Club des cinq* ou *Emile et les détectives*, avec interrogatoires, filatures, traquenard, coups montés. Ismaël, le plus proche de Guillaume, a pris le directoire d'opérations qui révéleront bientôt l'existence d'une mystérieuse jeune fille, Mirene... dont Ismaël, à son tour, tombe amoureux.

Mais le *Jeune Werther* est aussi le film d'après le romantisme. Pratiquement tous les films de Jacques Doillon pourraient être définis comme des expériences, au sens scientifique du terme : la mise en contact d'éléments réactifs et l'observation des explosions, oxydations ou fusions qui, selon les cas, s'opèrent. Cette fois, l'étrange composite de sentiments, d'utopie, de sincérité et de mélancolie connu sous le nom de romantisme, et qui, sous des formes diverses, a couru tout au long des deux cents dernières années, est mis à l'épreuve.

L'habileté et l'honnêteté du cinéaste sont d'offrir à l'expérience ses conditions optimales de réussite : s'il existe encore une chance, au sortir des glaciales années 80, de capter l'étincelle, au moins la lumière fossile du romantisme, passé de mode, on le devra à des gens de treize ou quatorze ans. En situant son histoire parmi les élèves d'une classe de quatrième, sortis de l'enfance mais pas encore entrés dans le cirque déjà balisé, vite cynique ou complaisant, du « film de teenagers », il trouve un naturel des mots et des gestes impossible dans aucun autre milieu.

Et le *Jeune Werther* est, encore, le « film d'après » pour Doillon lui-même. Il fallait sans doute être passé par l'expérience du *Sac de billes* et l'exploit sans héroïsme apparent de la *Drôlesse* pour diriger aussi bien des « préadolescents » (puisque ainsi les sociologues cataloguent les individus de cet âge). Il fallait avoir réglé, comme il l'a fait dans la *Vie de famille*, la *Purlaine* et la *Fille de quinze ans*, la confrontation entre adultes et enfants, pour pouvoir cette fois évacuer totalement les adultes de son champ. Il fallait s'être confronté aux fantômes de la *Piraterie* et de la *Vengeance d'une femme* pour inviter la mort dans son film sans se laisser paralyser. Et il fallait avoir atteint le drame de la *Femme qui pleure* et l'humour de *Comé-*

ENQUÊTE D'AMOUR

Le quinzième film de Jacques Doillon en vingt ans (sans compter cinq réalisations pour la télévision) recèle ce qu'on peut espérer de mieux d'un auteur de cinéma : la fidélité à ses thèmes et leur renouvellement, l'authenticité d'un style personnel épousant à la perfection un sujet pour lui inédit, le dialogue à mi-voix avec ses œuvres précédentes qui jamais n'occulte les enjeux à vie du film présent. Le film, qui entretient des affinités sélectives avec l'œuvre de Goethe évoquée par son titre, est une imparabla bouffée d'émotion grave et ensoleillée.

die ! pour glisser avec autant de souplesse d'une tonalité à l'autre.

L'épatant « naturel » du film – tour de force au cinéma, surtout avec des gamins – n'a rien à voir avec un quelconque verisme ou naturalisme de la réalisation – cela aussi, Doillon l'a appris, parfois à ses dépens, lors de ses précédents films. Sous ses allures de reportage sur le vif, qui renvoie au procédé de la correspondance utilisé par Goethe, le *Jeune Werther* est un film entièrement stylisé, entièrement écrit et mis en forme. Un ballet (sur une scène précisément délimitée : les rues ensoleillées du cinquième arrondissement à Paris, le lycée, puis un appartement où se déroule la boum de l'acte final), chorégraphié en mouvements d'ensemble, pas de deux ou de trois, solos.

Alternant plans serrés attentifs, plans moyens respectueux, plans larges amusés, Doillon arpege une écriture d'une totale simplicité apparente, en fait une merveille de maîtrise sensible, qu'il anime parfois de panoramiques, légers comme des caresses dépourvues de sentimentalisme. Ce ballet se déroule dans un monde codé, ritualisé, celui des couples qui se forment et se défont – à cet âge, on dit « sortir avec » – selon les règles intangibles des relations entre garçons, entre filles, entre garçons et filles ou vis-à-vis des adultes, règles définies par une « déontologie » aussi contraignante qu'implicite.

Le plus étonnant restent les dialogues, en prise sur les expressions et les tics du langage actuel, et en même temps très élaborés, au point qu'ils seraient parfois d'un pompeux écrasant, lus sur une page : dans la voix des jeunes acteurs, ils passent, aériens.

Ainsi, le *Jeune Werther* ressemble à l'adaptation d'une œuvre littéraire. Pas le bouquin de Goethe, dont un exemplaire circule de main en main au cours du film, comme la matérialisation intimidante (parce que « culturelle ») d'un fantôme, comme un message crypté que les enfants ne savent pas déchiffrer, que d'ailleurs ils ne lisent pas, même si son code dissimule la réponse aux questions qu'ils se posent (lire ci-dessous l'article de Michel Cournot). Non, ce *Werther* est la sembler l'adaptation miraculeuse, comme le cinéma n'y parvient presque jamais, d'un livre, mais d'un livre qui n'existe pas.

Seule demeure la sensation, le parfum d'un antécédent littéraire.

Film des « après », *Werther* est, en même temps, celui des « avant » : avant l'adolescence, avant le passage à l'acte sexuel (et donc, désormais, avant le sida), avant les histoires d'examen, de travail et de chômage, dans cet ultime moment de relatif apaisement sociale de l'enfance (une enfance, ici, manifestement privilégiée, de fils de bourgeois parisiens), mais avec une autonomie d'action et de sentiments déjà conquise. Judicieusement, Doillon montre des filles plus mûres, plus décidées que les garçons du même âge, qui ont encore des visages presque asexués et conservé les rondeurs un peu floues des « petits ».

Au centre, il y a Ismaël, donc, le meilleur copain de Guillaume, celui qui mène l'enquête, porte la douleur, succombe à l'amour. On ne peut pas écrire l'extradimensionnelle apparition, incarnation de vie, qu'inspire sur l'écran son interprète, Ismaël Jolé-Ménébhi. Il n'y a pas de mots pour cette présence lumineuse, qui dit tout avec rien dans la seule vibration du corps et l'intensité des regards – mais les jeunes acteurs, tous, Mirabelle Rousseau, Thomas Brémond, Mirene Capello, Faye Anastasia, Pierre Mezerette, Simon Clavière, sont au-dessus de tout éloges. On peut juste dire, parce que ça se voit à l'image et que c'est dans le dialogue, qu'Ismaël est un métis.

Métis « ethnique », ce qui n'a guère d'intérêt, mais aussi mi-garçon, mi-fille, pas androgyne pour un clou mais cumulant les qualités et les défauts qu'on voit, ailleurs, attribués aux garçons ou aux filles. Et surtout, « métis de l'âge » : lui est sur la frontière exacte entre enfance et adolescence, il veut tout de ce qui vient sans renoncer à ce qui s'en va, c'est l'équilibre instable, bouleversant et parfois comique, qui donne au film son élan.

Le *Jeune Werther* serait ainsi le « pendant » du précédent grand film de Jacques Doillon, le *Petit Criminel*. Il y a deux ans et demi, en kidnappant le fils Anconina, l'adolescent tentait d'arrêter le temps et le déroulement normal du récit, de creuser un espace entre un « avant » subi et un « après » trop prévisible. Le *Petit Criminel* était comme un coup de canif dans le scénario de la vie. Cette fois, il y a un choc, encore plus violent : le suicide de Guillaume. Toute l'entreprise d'Ismaël essayant de recoller les morceaux de cette énigme, avec un sens de la responsabilité qui est une belle leçon éthique, tend au contraire à empêcher que se creuse ce trou mortel où lui-même se perdrait, et même temps que le sens du geste de son ami.

Rue Rigolard, en larmes, rue de la République, amoureux, Ismaël condense avec grâce et douleur, et une belle trouille, ce temps singulier du « lien ». Après mille films « d'initiation » et autres fadaïses schématiques et racoleuses autour du saut dans l'adolescence, le *Jeune Werther* réussit non à décrire, mais à faire sa chair même de ce moment où l'avant et l'après se confondent, et se fécondent.

JEAN-MICHEL FRODON



Simon Clavière, Jacques Doillon et Ismaël Jolé-Ménébhi.

Chaque siècle a ses enfants

LORSQU'IL écrit *Werther* en 1774, Goethe n'est plus un presque enfant, comme le lycéen Ismaël que filma Doillon, mais il est un jeune homme encore : vingt-trois ans. Il a raconté plus tard, dans *Souvenirs de ma vie*, que c'est à l'annonce du suicide d'un garçon appelé Wilhelm, qui travaillait dans une ambassade, qu'il a l'instant même le plan de *Werther* fut trouvé... J'écrivis *Werther* en quatre semaines, sans avoir auparavant jeté sur le papier le moindre schéma de l'ensemble.

Et cependant Goethe a tenu à nous préciser que ce Wilhelm qui s'est tué et qui provoque si nettement l'écriture de *Werther* n'est presque rien pour lui, il n'est pas son ami, et même à peine le connaît-il. Pour le décrire, il prend un ton moqueur : Wilhelm avait « tout ce qui peut échoir à un beau blond : des yeux bleus plus attirants que parlants... On avait peu de choses à dire de lui, sinon qu'il s'occupait de littérature anglaise ».

Cette « littérature anglaise » est à ce moment-là, selon Goethe, pour « la sensibilité de la jeunesse allemande », une méchante fée, une vilaine conseillère. C'est par son entremise que « la fantaisie du suicide s'était insinuée dans une jeunesse oisive » – vous entendez : Goethe dit « la fantaisie ». Poisson numéro un : Shakespeare et son *Hamlet* et ses monologues demeuraient comme des spectres qui hantaient toutes les jeunes âmes. Tout le monde en savait par cœur les principaux passages et se plaisait à les réciter comme le prince de Danemark.

Poisson numéro deux : Ossian, ce livre qui eut, depuis sa parution en 1763 jusqu'à une période avérée du XIX^e siècle, un empire proprement incroyable pas seulement sur tous les écrivains « romantiques », mais sur nombre d'acteurs de l'histoire, à commencer par Bonaparte, qui avait Ossian sur lui ou dans son berceau pendant toutes ses campagnes.

Or ce long poème était une supercherie, sans doute la plus énorme de l'histoire des lettres. En 1763, l'écrivain écossais James Macpherson publiait de prétendus « poèmes géliques du III^e siècle », retrouvés par miracle. Ces poèmes étaient, en fait, une invention de lui. L'ascendant de cette épopée fabuleuse de héros guerriers bardes (ce pourquoi Bonaparte déclarait préférer Ossian à Homère) sur les esprits tenait avant tout au tragique prodigieux des décors, évoqués avec une charge effective et forte qu'ils agissaient comme une

drogue : « Errant sur l'infini des landes grises, dit Goethe, parmi les pierres moussues des tombeaux dressés, nous voyions autour de nous les herbes agitées par un vent horrible, et, sur nous, un ciel aux nuages lourds. »

La « publicité rédactionnelle » faite par Napoléon Bonaparte à Ossian, avant même la campagne d'Égypte, fut pour beaucoup dans l'apothéose de ce poème « désespéré » en France, puis en Allemagne, et c'est ainsi qu'il faut tenir l'empereur pour l'un des responsables directs du romantisme. A plusieurs reprises, les lycéens du film de Doillon rappellent que Napoléon a lu *Werther*, mais si l'empereur s'est trouvé un jour avec ce roman en main, c'est parce que Goethe s'y est permis un « gag » incroyablement osé, d'ailleurs resté unique dans les lettres : à un moment on ne peut plus « tragique », juste lorsque Werther vient « se jeter aux pieds de Charlotte dans le dernier désespoir » avant de « se tirer un coup de pistolet au-dessus de l'œil droit », Charlotte, restée calme, lui dit de sa voix douce : « N'avez-vous rien à lire ? » Et Goethe plaque carrément, sur les pages de son roman, cinq cents lignes d'Ossian. Comme si Doillon, vers la fin de son film, avait tranquillement balancé sur l'écran vingt bonnes minutes de Murnau, ou de *Frankenstein*, par exemple.

Doillon a appelé son film le *Jeune Werther*, et il nous

dit qu'à l'âge des lycéens qu'il a cadrés il lisait, il ne sait plus pourquoi, le roman de Goethe. Mais les affinités entre le film et le livre sont très fluides et transparentes. En un sens, elles sont « secrètes ». Doillon, et les enfants de Doillon, et la conscience du temps, ont plus de retenue que les étudiants de Leipzig douze ans après la parution de notre *Nouvelle Héloïse*. Ismaël, le petit Werther de Doillon, ne se tue pas. La dernière image du film le montre, plus pensif que rêveur, marchant, encore une fois, d'assez loin, derrière la jeune fille qui l'a envahi et qui ne veut pas songer à lui. La fixation d'Ismaël est sans espérance perceptible, mais elle n'est pas plus forcée, pas plus tragique que ce qu'évoque Brasseens dans sa chanson *Les Passantes*, et justement c'est pire, parce que c'est plus enfant.

Ce que Doillon a su exprimer sans jamais insister, par les retombées sur eutry, par le silence, c'est la présence inépuisable, la présence si vivante, du lycéen qui s'est tué juste avant que commence le film. Aucune distance, aucune ironie forcement, à l'adresse du Guillaume du film, comme dans le roman allemand. Au contraire, il y a souvent, dans une classe de lycée, de la toute enfance à la terminal, une fille ou un garçon d'une irradiation rare, qui est une lumière et une chaleur, une sorte de secours naturel pour ses camarades. C'est, entre autres, le Dargelos des *Enfants terribles* de Cocteau. Mais Doillon, sans le montrer, sait

donner à son Guillaume presque plus de vie encore, à travers la peine, le désarroi, puis à travers la fraternité continue, fidèle, que sa disparition suscite.

Gravité d'autant plus marquante que le « romantisme » de négative a cédé la place, aujourd'hui, dans la conscience des préadolescents que filma Doillon, non pas précisément à une désinvolture, mais à une retenue d'apparence, comme une bienséance spontanée qui se voit à une pratique assez dégoûtante de l'ellipse, de l'euphémisme, un art léger, libre, de ce que Sartre appelait la « mise entre parenthèses ». Et cet exercice partagé du silence détermine une « softude partagée », très sensible, que la cinéaste a su saisir, et qui est, avec l'illusion peut-être lucide d'Ismaël, l'âme du film.

Film donc à certains égards aux antipodes du roman de Goethe, qui, avec un cynisme affecté, balance entre les hauts cris et les ironies effilées. Cette différence ne tient pas tant à la nature, et essentielle aux romantiques, et totalement absente dans ce film de pavés et de macadam. Mais à l'esprit du temps, et des auteurs. « C'est l'amour seul qui dans ce monde nous rend indispensable », disait Werther, mais Goethe ajoutait : « Rien ne provoque plus le dégoût que le retour de l'amour ». Il traînait sa plume d'oise dans une ancre bien noire pour décrire la sang de Werther riant après le coup de feu mais le fin du fin du suicide est, à son sentiment, celui du lord britannique qui se tue pour n'avoir plus la contrainte de « se déshabiller chaque soir ».

« Ce brave Werther », disait Alfred de Musset, qui appelle les pages du roman de Goethe « des tartines de beurre ». « Je traite mon cœur comme un petit enfant malade, je lui cède en tout », disait Goethe, mais il a lui-même donné une définition très fine et juste de l'état d'esprit de son Werther : « Une errance chagrine ». L'Ismaël de Doillon ce serait, tout au contraire, une réserve courtoise, une méditation sincère et continue. Les « enfants du siècle » semblent, dans ce film, tenir en laisse leur inquiétude. Garder la face.

MICHEL COURNOT

* Les traductions citées sont celles de l'édition Asblard pour *Souvenirs de ma vie*, et de l'édition Folio-Gallimard pour *Werther* (celle que les lycéens se prêtent dans le film).

هكذا من الأصل

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Sélection

Les entrées à Paris

Les deux grands rivaux parmi les nouveautés de la semaine, *Agaguk* et *Le Temps d'un week-end*, arrivent au coude à coude avec environ 50 000 entrées, malgré un avantage de huit écrans pour le film américain. Reste à savoir si l'Oscar attribué, dans la nuit de lundi 29, à Al Pacino viendra donner un coup de pouce au film de Martin Brest. Les quatre autres sorties du 24 mars (dans les pompes d'un autre, *L'ère de glace* à Las Vegas, les *Feintes* de Chazelle et les *Vautours*) obtiennent des résultats que la compassion recommande de laisser dans l'ombre.

Momentanément distancé par l'irruption de *Forrest* la semaine précédente, les *Vautours* récupèrent sa première place au box-office avec plus de 70 000 spectateurs, ce qui permet au film de Jean-Marie Poiré d'atteindre le «mégascore» de 1 250 000 sur Paris (et plus de 5 millions pour l'ensemble de la France). Alors que la place forte de Christophe Lambert s'effrite bien vite, perdant près de 40 % de ses supporters en deuxième semaine, pour totaliser moins de 180 000 entrées en quinze jours. Toujours

J.-M. F.
* Chiffres : Le Film français.

des autres figures de proue du genre, Bruce Elder, sera à Paris le 7 avril pour présenter ses films.

Jusqu'au 23 avril au cinéma du Musée, Centre Georges-Pompidou. Tél. : 44-78-12-33.

Le salut par le cinéma

Peintre des ses débuts mal vu par les autorités de son pays, l'Allemand de l'Est, Böttcher Strawalde tenta à partir des années 60 d'obtenir plus de liberté dans le cinéma. Ce fut pour être à nouveau, et plus violemment encore, victime de la censure. Parallèlement à son œuvre graphique, la galerie du Jeu de Paume présente ses films, tous inconnus jusqu'à présent.

Jusqu'au 11 avril à la galerie nationale du Jeu de Paume. Tél. : 47-03-12-50.

Pour le jeune public

En dix ans d'existence, le Festival international de Cinéma jeune public de Laon est devenu la manifestation de référence d'un genre quelque peu délaissé en France, le film pour enfants. Il présentera en compétition des œuvres inédites venues de nombreux pays. La section Secondes chances, dans l'esprit d'une diffusion commerciale, montrera six films déjà primés ou ayant connu un succès public.

Jusqu'au 8 avril, Maison des arts, place Aubry, BP 526 02001, Laon Cedex. Tél. : 23-20-38-61 ou 23-20-40-28.

Les droits de la personne

Une quinzaine de films ont été réunis autour du thème des droits de la personne, sous la présidence d'honneur de l'abbé Pierre. Programmation très variée, qui va d'une époque formidable, de Gérard Jugnot, au *Mur*, de Yılmaz Güney, à *Yankee*, d'Irissa Ouedraogo, aux *Leitres d'Alou*, de Montra Armendariz, de Tchao Pantzi, de Claude Berri, à *l'Histoire officielle*, de Luis Puenzo.

Boulogne-sur-Mer. Jusqu'au 5 avril. Cinéma les Arènes. Tél. : (16) 21-31-05-20 ou 21-31-06-09.

Le film court

de Lille à Nancy
Une quarantaine de jeunes réalisateurs français et belges confronteront leurs créations au cours de cette 9^e édition du Festival du film court de Lille, qui consacre, par ailleurs, une grande rétrospective au film documentaire. Quant au festival de courts métrages de Nancy, à côté de la compétition, de haut niveau, il propose un filage du cinéma fantastique brève durée, les courts métrages d'Agost Varda et ceux, inconnus, de Pedro Almodovar. Et aussi une journée consacrée au film d'entreprise.

Festival de Lille, du 5 au 9 avril. Tél. : 20-15-48-25.

Festival de Nancy, du 30 au 3 avril. Centre culturel André Malraux. Tél. : 83-56-15-00.

L'Afrique à Angers

Un large éventail de la production africaine de ces deux dernières années, période riche en surprise et marquée par l'affirmation d'une qualité dont le public, seul jury de cette compétition de seize longs et courts métrages, sera juge.

Cinéma d'Afrique. Du 6 au 10 avril. Angers. Tél. : 41-47-57-79.

Film médical

Sous le haut patronage de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le festival de Mauricie s'organise en trois journées, chacune axée sur un thème différent : «La santé et l'environnement», «L'éducation pour la santé» (un répertoire des films récents consacrés à la lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme, la toxicomanie, etc.), et «Le film médical scientifique» (le 3). Cette dernière sélection est strictement réservée aux professionnels médicaux et paramédicaux, mais pour les autres, chacune offre d'une centaine de films, le public est non seulement invité, mais invité à voter.

Les 1^{er}, 2^e, 3^e avril. Festival international du film médical, 14, place Georges-Pompidou, 15200 Mauricie. Tél. : 71-67-37-37.

Animal et cinéma

L'amour du cinéma rejoint celui des animaux, dit la brochure. Après «Le cheval», «Les animaux préhistoriques», vient cette année, «Les créatures du monde marin», du sympathique dauphin à l'incantatoire pieuvre géante. Seront présentés en compétition sept films internationaux inédits, des rétrospectives regroupant plus de cinquante films, de Matis à nos jours en passant par une sélection, faite par lui-même, des œuvres de Richard Fleischer. La soirée de clôture rendra hommage à Esther Williams, la fameuse sirène des ballets aquatiques hollywoodiens.

Cinéma 93, 32, rue Carnot, 80000 Beauvais. Tél. : 44-45-58-10.

Images du Sud

Les 12^e rencontres audiovisuelles des régions Sud, Image/Sud, accueillent chaque année, depuis 1982, les créateurs d'images photo, cinéma, et vidéo, vivant ou travaillant dans le sud de la France ou au nord de l'Espagne. Pour la partie «cinéma-vidéo», une quarantaine de films, documentaires ou œuvres de fiction, seront présentés par leurs réalisateurs.

Le premier au 4 avril. Image/Sud, 7, avenue Francis-Jamais, 64000 Pau. Tél. : 59-58-12. Office du tourisme : 59-69-02-76.

La sélection «Cinéma» a été établie par Christophe Montcaux.

Tous les films nouveaux

Les Amies de cœur

de Milka Novell, avec Asia Argento, Carlotta Natoli, Claudia Pandolfi, Michela Placido, Simonetta Stefanelli, Enrico Lo Verso. Italien (1 h 42).

L'amitié de trois adolescentes qui vivent dans le même quartier de la banlieue de Rome.

VO : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Reflet Média Logos, 5 (42-78-47-88) ; U.G.C. Odéon, 11 (42-78-47-88) ; U.G.C. Gaumont, 14 (42-78-47-88) ; U.G.C. Parnasse, 14 (42-78-47-88).

Avril enchanté

de John Lawrence, avec John Lawrence, Miranda Richardson, Joan Plowright, Phil Walker, Alfred Molina, Jim Broadbent. Britannique (1 h 39).

Au début des années 20, lors de leurs vacances en Italie, quatre femmes découvrent l'amour, l'espoir et l'émancipation.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (42-78-47-88) ; U.G.C. Odéon, 11 (42-78-47-88) ; U.G.C. Gaumont, 14 (42-78-47-88) ; U.G.C. Parnasse, 14 (42-78-47-88).

Arizona Dream

de John Lawrence, avec John Lawrence, Miranda Richardson, Joan Plowright, Phil Walker, Alfred Molina, Jim Broadbent. Britannique (1 h 39).

Un rêve d'Amérique fait d'espoir particulier et de rêves farfelus, un long vol, un saut de l'ange, qui installe Kusturica sans effort apparent parmi les plus grands.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (42-78-47-88) ; U.G.C. Odéon, 11 (42-78-47-88) ; U.G.C. Gaumont, 14 (42-78-47-88) ; U.G.C. Parnasse, 14 (42-78-47-88).

Dani, Michi, Renato and Max

de Richard Dindo, Suisse (2 h 18).

Enquête sur quatre marginaux victimes de l'ordre et de la conformité à la genèse.

VO : Utopia, 6 (43-28-84-65).

Le Jeune Werther

de Jacques Dolfin, avec Jean-Louis Trintignant, Mirabelle Roussel, Thomas Brémond, Mireille Capelle, Faye Anestassi, Pierre Maréchal. Français (1 h 36).

Une lecture des articles de Jean-Michel Fréon et Michel Cournot.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (42-78-47-88) ; U.G.C. Odéon, 11 (42-78-47-88) ; U.G.C. Gaumont, 14 (42-78-47-88) ; U.G.C. Parnasse, 14 (42-78-47-88).

Santa Sangre

de Alejandro Jodorowsky, avec Alex Jodorowsky, Adam Jodorowsky, Guy Stockwell, Blanca Guerra, Thomas Thum, Sabrina Damblon. Mexicain (2 h 05).

À la suite d'un drame familial, un enfant, petit prince dans un cirque, est enfermé dans un hôpital psychiatrique. Des années plus tard, il retrouve sa mère ; le cirque n'existant plus, ils errent dans la ville.

VO : Clés Beaubourg, handicapés, 3 (42-78-47-88) ; Espace Saint-Michel, 1 (42-78-47-88).

Une sacrée chabline

de Christian Laro, avec Sami Chérif, Francisco Auguste, Desert, Emille Benoit, Marvin Sther, Louis Boleville. Français (1 h 30).

Une comédie enlevée et en musique venue de la Martinique.

VO : Images d'ailleurs, 5 (45-87-19-09).

A fleur de mer

de Jean-Claude Millaud, avec Laura Morante, Philip Spinelli, Manuella de Freitas, Teresa Villaverde, Georges Chabrea, Sergio Antunes. Portugais (2 h 17).

Une chronique intimiste, un thriller politique, un film d'aventure, un conte pour enfants, un tout burlesque et onirique, un film de soleil et de nuit qui navigue aux confins du merveilleux.

VO : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09).

Agaguk

de Jacques Dorfmann, avec Toshio Mifune, Jennifer Tilly, Bernard-Pierre Donnadieu, Nicholas Campbell, Raoul Truffio, Giallo Tozzoli. Franco-canadien (1 h 50).

A la fois un polar polaire et un western écologique qui a la naïveté et le charme des contes de fées.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (42-78-47-88) ; U.G.C. Odéon, 11 (42-78-47-88) ; U.G.C. Gaumont, 14 (42-78-47-88) ; U.G.C. Parnasse, 14 (42-78-47-88).

Antonia & Jane

de Sean Kenan, avec Sandra Rees, Imelda Staunton, Brenda Bruce, Bill Nighy, Joe Absolom, Alan Cordner. Britannique (1 h 20).

Une comédie tonique, piquante, douce-amère, berceuse et bien jouée, entre auto-dérision et lucidité, cruauté et amitié.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; U.G.C. Odéon, 11 (43-59-92-82) ; U.G.C. Gaumont, 14 (43-59-92-82) ; U.G.C. Parnasse, 14 (43-59-92-82).

Arizona Dream

de John Lawrence, avec John Lawrence, Miranda Richardson, Joan Plowright, Phil Walker, Alfred Molina, Jim Broadbent. Britannique (1 h 39).

Un rêve d'Amérique fait d'espoir particulier et de rêves farfelus, un long vol, un saut de l'ange, qui installe Kusturica sans effort apparent parmi les plus grands.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (42-78-47-88) ; U.G.C. Odéon, 11 (42-78-47-88) ; U.G.C. Gaumont, 14 (42-78-47-88) ; U.G.C. Parnasse, 14 (42-78-47-88).

Bad Lieutenant

d'Abel Ferrara, avec Harvey Keitel, Frankie Thom, Ze Lund, Victor Argo, Paul Calderone, Leonard Thomas. Américain (1 h 38).

Ferrara associe un film très noir, son Rio alcoolique, joueur, drogué, obsédé sexuel, se veut de sa fonction pour asservir ses plus bas instincts. Une quête aussi désespérée et frénétique de la jouissance que d'une rédemption... sur le fil de l'insupportable.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; U.G.C. Odéon, 11 (43-59-92-82) ; U.G.C. Gaumont, 14 (43-59-92-82) ; U.G.C. Parnasse, 14 (43-59-92-82).

Des jours et des nuits dans la forêt

de Sanyal Ray, avec Sumitra Chatterjee, Subendu Chatterjee, Samit Banja, Robi Ghosh, Sharmila Tagore, Kabir Doss. Indien (1 h 58).

Satyajit Ray emprunte cette fois les traces de la nouvelle vague et retrouve les marques de son propre génie. Pourquoi a-t-il fallu attendre près de vingt ans la découverte de cet inédit en France ?

VO : Clés Beaubourg, handicapés, 3 (42-78-47-88) ; Espace Saint-Michel, 1 (42-78-47-88) ; U.G.C. Odéon, 11 (42-78-47-88) ; U.G.C. Gaumont, 14 (42-78-47-88) ; U.G.C. Parnasse, 14 (42-78-47-88).

Héros malgré lui

de Stephen Frears, avec Dustin Hoffman, Geena Davis, Andy Garcia, Joni Climé. Américain (1 h 58).

Un cynique et sain dynamisme des fausses médailles et de la crédulité des foules. Un fan d'artifice intelligent qui s'inscrit dans la grande lignée des comédies à l'américaine, l'optimisme en moins.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ; U.G.C. Odéon, 11 (43-59-92-82) ; U.G.C. Gaumont, 14 (43-59-92-82) ; U.G.C. Parnasse, 14 (43-59-92-82).

Qiu Ju, une femme chinoise

de Zhang Yimou, avec Gong Li, Li Lao Sheng, Ge Zhi Jun, Liu Pu, Yang Yu Chun. Chinois (1 h 40).

De la quête obstinée d'une jeune paysanne pour la reconnaissance de son bon droit, Zhang fait le fil rouge d'une fable lyrique et subtile, occasion de découvrir une Chine à ras de terre, simple et lacunée, et bon prétexte pour passer un moment avec la toujours aussi belle Gong Li.

VO : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-28-48-10) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27).

Samba Traoré

d'Irissa Ouedraogo, avec Baltha Sangaré, Mariam Kaba, Abdoulaye Kambou, Irans Tassembé, Moumouni Compaoré, Kiri Calmar Traoré. Franco-sénégalais (1 h 25).

Une mixture allégre et réjouissante des strictes règles du polar hollywoodien et des ambiances d'un village de brousse, d'un savoir inconnu et surprenant.

VO : Utopia, 6 (43-28-84-65) ; 14 Juillet Parnasse, 14 (43-28-84-65).

Reprises

Le Livre de la jungle

de Wolfgang Péterson, Américain, 1988 (1 h 58).

Walt Disney imprime sa marque personnelle à cette adaptation du roman de Rudyard Kipling rythmée par le jazz, son principal atout.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (42-78-47-88) ; U.G.C. Odéon, 11 (42-78-47-88) ; U.G.C. Gaumont, 14 (42-78-47-88) ; U.G.C. Parnasse, 14 (42-78-47-88).

Lioubov

de Valeri Todorovski, avec Evghénie Mironov, Natalia Petrova, Dimitri Marimov, Tufana Shorokhodova. Russe (1 h 43).

Un lent et éloquent décapage : sous les descriptions des premières années adolescents, se cache une dénonciation de l'antiféminisme de la société russe qui finit en un cauchemar limpide et violent.

VO : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

Malcolm X

de Spike Lee, avec Denzel Washington, Angela Bassett, Albert Hall, Al Freeman Jr., Delroy Lindo, Spike Lee. Américain (3 h 21).

Un hommage appuyé au leader noir américain qui convoque tous les moyens du cinéma dans un vertigineux exercice de style.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 11 (43-59-92-82) ; U.G.C. Odéon, 11 (43-59-92-82) ; U.G.C. Gaumont, 14 (43-59-92-82) ; U.G.C. Parnasse, 14 (43-59-92-82).

Le Pays des sourds

de Nicolas Philbert, Français (1 h 39).

Nicolas Philbert nous apprend beaucoup sur le monde des sourds et son langage, sans voyeurisme, sans sensiblerie, il nous émeut et nous fait rire.

14 Juillet Parnasse, 14 (43-28-84-65) ; Ramatou, handicapés, 16 (42-88-84-44).

Qiu Ju, une femme chinoise

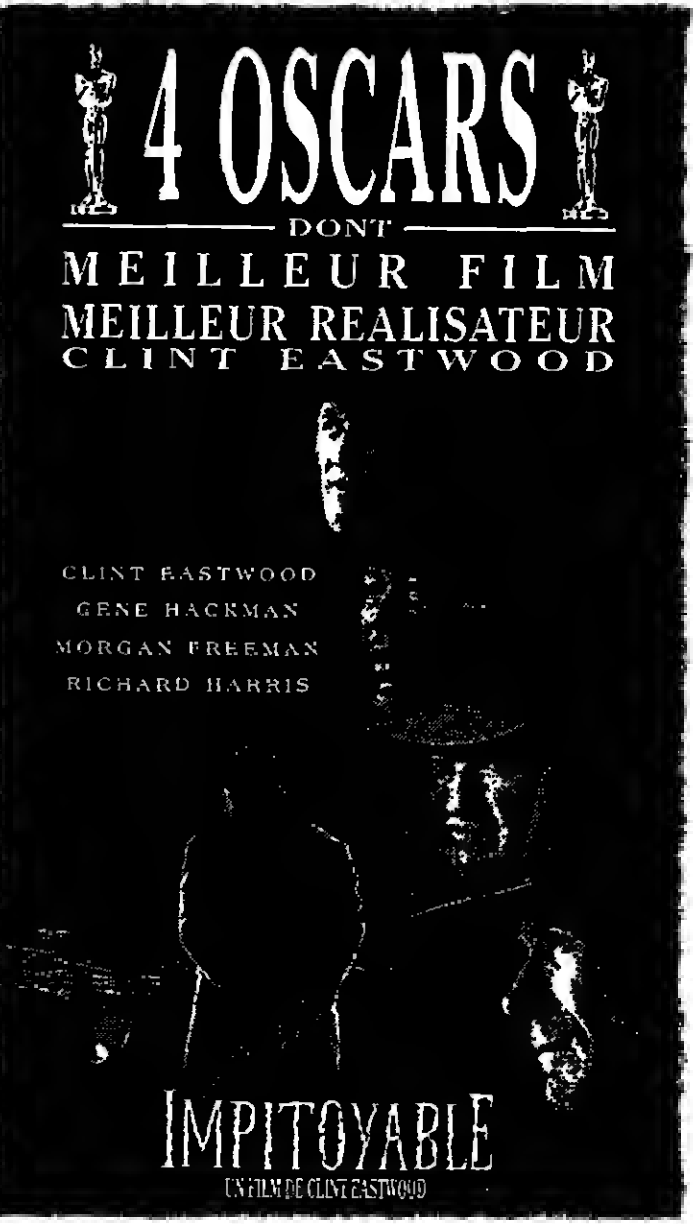
de Zhang Yimou, avec Gong Li, Li Lao Sheng, Ge Zhi Jun, Liu Pu, Yang Yu Chun. Chinois (1 h 40).

De la quête obstinée d'une jeune paysanne pour la reconnaissance de son bon droit, Zhang fait le fil rouge d'une fable lyrique et subtile, occasion de découvrir une Chine à ras de terre, simple et lacunée, et bon prétexte pour passer un moment avec la toujours aussi belle Gong Li.

VO : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-28-48-10) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27).

Canadiens et expérimentaux

Dans le cadre de sa vaste rétrospective canadienne, le Centre Georges-Pompidou propose un panorama consacré au cinéma expérimental, dont le figure la plus connue reste Michael Snow. L'une



EN EXCLUSIVITE AU GAUMONT GRAND ECRAN ITALIE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Les Aventures de Casanova (en russe)

de Marina Tsvetova, mise en scène d'Yvan Popovitch, avec André Kassinov, Galina Tjulina, Oleg Ushakov, Madeline Djibrilova, Karan Sedakov, Ilija Stjepanov, Igor Ovechinikov et Tsvetana Vassilova.

La dernière nuit de Casanova, errant dans le labyrinthe de ses souvenirs. Après le Festival de Maubouge, le spectacle de Popovitch, jeune metteur en scène qui monte en scène.

Château International, 21, bd Jourdan, 14^e. De jeudi au dimanche à 20 heures et 22 heures. Tél. : 45-89-38-68. De 55 F à 95 F. Dernière représentation le 4 avril.

D.E.S.I.R.

d'après Jean-Noël Schifano et Dino Buzzati, mise en scène de Joël Lagraud, avec Yann Chevillard, Marie Martin, Olivier Lefèvre, Thierry Monray et Mathieu Ruffat.

Portraits de deux femmes, modernes et éternelles.

Arcene, 168, rue Saint-Maur, 11^e. À partir du 5 avril. Les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 45-38-19-70. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F.

Durocher le milliardaire

de Robert Gravel, mise en scène de l'auteur, avec Charles Bérthel, Daniel-Henri Virolle, Chevalier, Fernand Fontaine, Robert Gravel, Jacques L'Huon, Alexis Martin, Robert J. A. Paquette et Luc Sney.

Le Canada nous envoie un mûrier à découvrir, avec une pièce qu'il va lire lui-même (il n'y a plus rien) le 3 avril à 18 heures et le 6 à 21 heures. Plus cette histoire picaresque de cinéastes fauchés en quête de mécènes et qui se noient dans l'alcool.

Théâtre 95, av. de la Grande-Ecole, 95000 Cergy-Pontoise. Du jeudi au samedi à 21 heures. Matinée vendredi et dimanche à 14 h 30. Tél. : 30-38-11-93. 80 F et 100 F. Dernière représentation le 4 avril.

Le Faiseur

d'Henri de Balzac, mise en scène de Jean-Paul Roussillon, avec Michel Aumont, Simon Elm, Alain Pilon, Catherine Hégat, Nicolas Siberg, Yves Guez, Michel Mayet, Véronique Vella, Alberto Avella, Michel Fevry, Pierre Vial, Jean-Pierre Michéa, Eric Frey, Christian Blanc et Philippe Torret.

Avec cette rareté, qui entre dans le cycle de la comédie humaine et balzacienne, Jean-Paul Roussillon s'attaque une fois encore aux dérives des « valeurs bougeuses ».

Comédie-Française, place Colette, 1^{er}. Les 3, 4 et 5 avril, 20 h 30 (et les 11, 13, 15, 17, 20, 22, 25, 28 et 30). Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 160 F.

La Fol, l'Amour, l'Espérance

d'Olivier von Arnim, mise en scène de Jacques Oudart, avec Grégoire Bonnet, Valérie de Mora, José Fazzenda, Paola Julian, Nadi Mousar, Laurent Moral, Marie Perouty et Sarah Pape.

Honneur noir, regard signé sur la dégringolade d'une jeune fille perdue dans un monde hostile.

Centre culturel de la Cité, 21, rue de la Cité, 5^e. À partir du 5 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-39-09-37. 50 F et 70 F.

Madame de Sade

de Yukio Mishima, mise en scène d'Olivier Foubert, avec Laura Clère, Alexis Lunel, Delphine Burrod, Nathalie Newton, Sandrine Attard et Nathalie Riou.

Le marquis de Sade était marié à une femme qui le vendait comme un objet – mais dont le frère était plus lucide – et qui vivait de l'attitude.

Château International, 21, bd Jourdan, 14^e. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 45-89-38-68. De 55 F à 95 F.

Théâtre Maubouge-Michel Galabru, 4, rue de l'Armée-d'Orient, 19^e. À partir du 31 mars. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 42-23-15-85. 80 F et 90 F.

Qual Ouest

de Bernard-Marie Kolta, mise en scène de Thierry de Peretti, avec Vanessa Gregory, Thomas Roux, Christophe Vaillon, Paulin Foulon, Fodouop, Thierry de Peretti, Aurélie Verrillon, Juliette Mayniac et Jean-François Schaefer.

Des gens perdus au bout du bout du monde, et des enfants qui s'aiment. La poésie et l'émotion de Kolta.

Espace Paris-Plaine, 13, rue du Général-Gaillaume, 15^e. Le 6 avril, 20 h 30 (et les 7, 8, 9, 10 et 11). Tél. : 40-43-01-82. Durée : 2 heures. 60 F et 78 F.

Paris

Arlequin serviteur de deux maîtres

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Louis Tharrin, avec Muriel Solvay, Pascal Barout, Thierry Balnet, Eric Bougnon, Nathalie Dauboz, Eric Dignat, Yves Sourvil, Renaud Danner, Vincent Solignac et Pascal Vannson.

La pièce fétiche de Goldoni, un feu d'artifice d'intrigues vaudevillesques, mêlé de comédies d'art. Un amoureux air de jeunesse.

Théâtre Saint-Montfort, 106, rue Brande, 15^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 45-31-10-98. 90 F et 120 F.

Le Banc

d'Henri Labau, mise en scène de Tare Degré, avec Marie-Hélène Ruffin et Hervé Labau.

La rencontre, le mariage, l'ennui, les disputes, toute une vie de couple en une heure de charme.

L'Européen, 5, rue Siot, 17^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-67-29-89. 80 F et 100 F.

Ce qui arrive et ce qu'on attend

de Jean-Marie Besset, mise en scène de Patrick Kérat, avec Christophe Maloney, Marie-France Fiala, Sabine Houdouin, Samia Labadie, Philippe Etasse, Jacques Canot et François Caron.

Entre drame et vaudeville, les jeux du pouvoir, du rêve, de la passion. Celui qui arrive n'est jamais celui que l'on attend.

Quai Montgarnier, 28, rue de la Gaieté, 14^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-10-18. 40-22-72-22. 70 F et 100 F.

Contes d'avant l'oubli

d'après Isaac Bashevis Singer, mise en scène de Jean-Louis Tharrin, avec Valérie Delbois, Isabelle Faria de Oliveira, Camille Grandville, Philippe du Jaurand, Alain Langlet, Christophe Oudet, Catherine Benhamou, Eric Frey, François Monie et Jean-Marc Talbot.

Le drôle de monde de Bashevis Singer, ambigü, innocent comme le sont les mythes qui ne veulent rien voir et se fabriquent leur sagesse. Un pur produit d'humour juif new-yorkais, qui n'oublie pas ses racines.

Théâtre de l'Est parisien, 155, av. Gambetta, 20^e. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-84-80-80. Durée : 1 h 40. 80 F et 130 F.

Faust

de Johann Wolfgang Goethe, mise en scène de Dominique Pitolet, avec Jean-François Schaefer, Hervé Fauré, Claude Guyonnet, Nadia Fabbro, Charles Houdart et Yves Feiler.

Les Parisiens ont jusqu'à la fin de la semaine pour voir et revoir, pour découvrir cette superbe adaptation du premier Faust, ensuite ce sera au tour des Dijonnais. Le spectacle est donné à partir du 6 avril, au Parvis Saint-Jean (rél. : 60-32-12-12).

Athénée-Louis Jourvet, 4, square de l'Opéra-Louis Jourvet, 9^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 90 F à 140 F.

Henry VI, le cercle dans l'eau

de William Shakespeare, mise en scène de Stuart Seide, avec Charles Bérthel, Valérie de Mora, José Fazzenda, Paola Julian, Nadi Mousar, Laurent Moral, Marie Perouty et Sarah Pape.

La terrible histoire de la guerre des rois. Une grande sage shakespearienne, en deux parties jouées en alternance.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Tél. : 47-33-28-30. 30 F et 110 F.

L'Homme qui

de Peter Brook, d'après Olivier Sacks, avec Maurice Benichou, David Benoit, Sébastien Kopyeva, Yveline Ode et Mathieu Talbot-Ladé.

Le désarroi de soldats russes, revenant d'Afghanistan. D'après d'authentiques interviews.

Château International, 21, bd Jourdan, 14^e. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 45-89-38-68. De 55 F à 95 F.



« The Pitchfork Disney », mise en scène d'Anne Torrès, au Théâtre de la Bastille.

À partir d'un travail sur les comportements aberrants, quatre acteurs épuisés, surprenant, émeuvent.

Souffles du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-37-34-80. De 30 F à 50 F.

L'Indulgence

d'après Hermann Broch, Charles-Ferdinand Ramuz et Italo Svevo, mise en scène de Thierry Bédard, approchant des textes sans rapport les uns avec les autres, Thierry Bédard construit deux spectacles, joués en alternance, et qui mêlent la « morale » la plus insolite à l'humour le plus corrosif.

Salon de la Culture, 10, rue de la Légion-d'honneur, 93000 Saint-Denis. Tél. : 42-43-47-87. 80 F et 100 F. Dernière représentation le 3 avril.

John Gabriel Borkman

d'Henrik Ibsen, mise en scène de Luc Boudry, avec Michel Piccoli, Bolle Ogle, Nade Strasser, Roland Amartz, Bernard Nieslitz, Catherine Frot et Christine Voutiez.

Les derniers jours d'un self-made man visionnaire, coupable d'escroquerie, et qui attend qu'une chose : sa réhabilitation. Les retrouvailles de deux acteurs qui l'ont aimé, et se déchirant. Un tria fabuleux.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place du Châtelet, 6^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-35-36. Durée : 3 heures. De 30 F à 160 F.

Le Malade imaginaire

de Molière, mise en scène de Jean-Luc Lagarce, avec Bernard Bloch, Jean-Louis Griffo, Mirabelle Herbetovay, Elisabeth Massey, Olivier Py, Olivier Achard, Irina Dalia, Philippe Lehenne, Sylvie Faivre et François Berrou.

Après une tournée, après le Festival de Maubouge, le spectacle de Jean-Luc Lagarce se rapproche de Paris.

Grand théâtre de la ferme du Buisson, abîmé de la ferme, 77000 Noisiel. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 64-32-77-77. De 70 F à 110 F. Dernière représentation le 3 avril.

Les Marchands de gloire

de Marcel Pagnol, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Gérard Berrou, Charles Berling, Jean-Claude Bille-Rodière, Jean-Marc Bory, François Besset, René Carpentier, Romane Fila, Michèle Gleier, Georges Mavrou, Jean-François Perrier, Jean-Pierre Sentier et Géraldine Pissat.

Ce sont les derniers jours. Il ne faut pas manquer ce tableau des rochers éternels pendant la III^e République, vus par l'œil gouacheur et impitoyable de Marcel Pagnol, reprises par l'ironie corrosive de Martinelli.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 130 F. Dernière représentation le 2 avril.

Mort à la guerre en temps de paix

d'après Svetlana Aleksevitch, avec Magali Bonat, Claire Bogn, Stéphane Boyer, Henri Boyer, Armand Chagot, Paul Descombes, Caroline Giacalone, Elisabeth Macocco, Sylvie Milhaud, Jull Nader, Guillaume Tobo, Nicole Vautier, French Lines (scorodion) et Pascal Parfoué (clarinette).

Le désarroi de soldats russes, revenant d'Afghanistan. D'après d'authentiques interviews.

Château International, 21, bd Jourdan, 14^e. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 45-89-38-68. De 55 F à 95 F.

Mortadela

d'Alfredo Arias, mise en scène de l'auteur, avec Haydes Alba, Didier Guedj, Marika Marini, Adriana Pagueiroles, Pilar Rebolter, Alma Rosa, Jacinta, Marthe Lapage, Oscar Soria, Frédéric et André.

Alfredo Arias a toujours manifesté une grande tendresse pour les malvices et la vitalité du music-hall : c'est que son enfance a été bercée de chansons, de danses, de sketches indéniables.

Montparnasse, 31, rue de la Gaieté, 14^e. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 18 heures et 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 30 F à 200 F.

L'Enfant qui vivait avant les autres

de Bernard-Marie Kolta, mise en scène de Michel Delmy, avec Daniel Martin.

La solitude dans la jungle des villes. L'un des premiers textes de Kolta, par un magnifique acteur – également à l'opéra, au Théâtre des Louvrais le 6 avril. (Tél. : 30-30-33-33).

Centre culturel André-Malraux, 102, av. de la République, 93000 Saint-Denis. Les 2 et 3 avril, 20 h 30. Tél. : 46-86-34-48. 55 F et 80 F.

On ne badine pas avec l'amour

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Emmanuelle Béart, Claude Bouchay, Isabelle Carré, Eric Elmiro, Pierre Forget, Madeline Marion, Jean-Paul Miel, Nicolas Pignon, Pascal Remy, Francis Remy, Jean-Charles Borral, Pauline Fanelier, Olivier Parny, Jacques Pécqueur et Antoine Tournes.

En alternance avec Il ne faut jurer de rien, l'histoire des amours perdues de Camille et Fernand scélère la légende de l'Enfant du Sicile.

Théâtre des Amériques, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 100 F à 130 F. Dernière représentation le 3 avril.

Les Rustres

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jérôme Savary, avec Catherine Arlet, Bernard Bérthel, Michel Berto, Hedy Gattou, Daniel Lefèvre, Dominique Lavanant, Jean-Pierre Lourtou, Jean-Pierre Moulin, Eric Ruf, Frédéric Timmet, Eric Laugeret et Olivier Roussel.

Comment les femmes frites parviennent à apprivoiser leurs mufles de maris. Le spectacle avait fait les beaux soirs de Chailot, il reprend avec la même distribution, avec le couple Lavanant-Bérthel, irrésistible.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9^e. À partir du 2 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-78-04-04. Durée : 3 heures. De 80 F à 200 F.

Soiness le constructeur

de Henrik Ibsen, mise en scène de Jean-Claude Arly, avec Emmanuelle Béart, Dominique Bernard, François Deliva, Bruno Bernier, Anne Saint-Mor, Jean-Claude Arly et Nathalie Boucheux.

L'architecte Soiness vient de perdre ses enfants morts dans un incendie. Arrive une jeune fille, et avec elle, le passé, qui bouleverse toutes les certitudes.

Théâtre 13, 24, rue David, 13^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-89-82-22. 80 F et 110 F. Dernière représentation le 4 avril.

The Pitchfork Disney

de Philip Ridley, mise en scène d'Anne Torrès, avec Jérôme Gruber, Claire Lesne, Jean Lorrain et Mohamed Roubail.

On parle toujours de l'humour anglais, mais il est multiple. Celui de Philip

Ridley est sardonique, noir comme un cauchemar d'enfant qui a joué toute la journée à se faire peur. Un délice.

Bastille, 78, rue de la Roquette, 11^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-67-42-14. De 55 F à 100 F.

Régions

L'Amante anglaise

de Marguerite Duras, mise en scène de Claude Tardieu, avec Coco Fégalba, François Clavier et Yvonne Iny.

Quand Marguerite Duras plonge dans les soubassements d'un fait divers, un meurtre apparemment absurde.

Théâtre de la Manufacture, 10, rue Baron-Locke, 54000 Nancy. Le 31 mars et les 2 et 3 avril, 20 h 45 ; le 1^{er} avril, 19 heures (et les 31 mars, 1^{er}, 2 et 3 avril). Tél. : 83-37-42-42. De 45 F à 90 F. Dernière représentation le 3 avril.

Chant du bouc

de François Tanguy, mise en scène de l'auteur, avec Frode Bjornstad, Laurence Chabla, Patrick Conde, Yves-Noël Genod, Muriel Willey, Jean Rochereau, François Tanguy et Nadia Vonderheyden.

François Tanguy parle par images fortes. Elles portent à la fois une beauté funèbre, une sorte d'étrange bonheur qui plonge au-delà de l'oubli.

Comédie de Reims, 3, chaussée Bocquaine, 51000 Reims. Le 6 avril, 20 h 30 (et les 7, 8, 9 et 10 avril). Tél. : 26-40-45-45. 70 F et 110 F.

L'Echange

de Paul Claudel, mise en scène de Françoise Chazot, avec Agnès Audiffren, Alain Choquet, Orazio Massaro et Daniela Stefan.

Le conflit de l'amour et du pouvoir, revu par le lyrisme claudelien. Suivi, du 6 au 17 avril, par l'écriture essentielle de Nathalie Sarraute avec *Pour un oui, pour un non* comment une manière de ne pas dire déclenche des catastrophes.

Le Gyselle, 138, rue de Louison, 13000 Marseille. Tél. : 91-08-10-18. 100 F. Dernière représentation le 3 avril.

L'Épistém

Un rafai qui passe d'Agota Kristof, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Claude Bouchay, Bombardier, Marie-Claire Doy, Christian Dufour, Frédéric Fabbro, Yves Robin, Arno Feiler, Charles Nelson et Judith Guiller.

Histoire d'un village anéanti par une épistémologie de suicides, histoire d'un paysan qui se souvient de sa jeunesse, des procès politiques et de leurs compromissions. Un double spectacle, un humour au vitriol.

Comédie de Caen-Théâtre d'Hérouville, 41, rue Froide, 14000 Caen. Le 31 mars et le 1^{er} avril, 19 h 30 ; les 2, 3 et 6 avril, 20 h 30 ; le 4 avril, 17 heures (et les 31 mars, 1^{er}, 2, 3, 4, 8, 7, 8, 9 et 10 avril). Tél. : 31-47-39-00. De 52 F à 100 F.

L'Hymne

de Georges Schwajda, mise en scène de Claude Tardieu, avec Didier Guedj, Cécile Petit, Laurent Pourtau, Gilette Tortorato et Jean-Philippe Vidal.

Un air mélancolique et ironique qui nous vient de Hongrie.

Théâtre municipal, rue Villars, 59000 Denain. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 27-44-12-05. 30 F et 80 F.

L'Institut Benjamin

de Robert Weiser, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Marie-Françoise Gaudier, Gabriel Gazzdich, Benoit Bernard, Michel Denierne.

Après le succès rencontré par son adaptation des *Enfants l'année*, Joël Jouanneau aborde cet autre roman de Robert Weiser. On y retrouve la même écriture minutieuse, la même ambiance trouble, les mêmes équivoques.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mercredi, à 19 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 88-38-44-62. De 69 F à 125 F. Dernière représentation le 3 avril.

Quatre heures à Chatila

de Jean Genet, mise en scène d'Alain Milmont, avec Clotilde Mollet.

Genet et son rêve palestinien, par une écriture remarquable.

Centre dramatique national, 34000 Montpellier. Le 8 avril, 20 h 45 (et les 7, 8 et 9 avril). Tél. : 67-82-72-91. De 50 F à 100 F.

DANSE

Compagnie Preljocaj

Hommage aux Ballets russes. Hommage, soit, mais à l'esprit d'invention et de risque permanent qui anie les Ballets russes, notamment aux choix de leurs collaborateurs. A Kuroda prend ici la lourde succession : Picasso pour les décors de *Parade* ; Pro jacté compoît lui-même le scénograph du *Spectre de la Rose*, confié à six de ses sœurs (1989), sans doute sa réu nite majeure à ce jour, s'imposait po conclure ce programme.

Opéra de Paris-Garnier, du 5 au 9 avril, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 250 F.

Thierry Niang

Le Jour d'après, après Autre hommage, celui-ci à Matisse, da le cadre de l'exposition du Centre Po pidiou, et dans une scénographie du pei tre Jean-Charles Blais. Jeff Cohen est à piano.

Centre Pompidou, les 1^{er}, 2 et 3 avril, 20 h 30 ; le 4, à 16 heures. Tél. : 44-71-13-15. 90 F.

Carolyn Carlson

Commedia. Une nouvelle création librement insp rée de la Divine Comédie de Dante, a une musique de Michel Portal.

Théâtre de la Ville, du 6 au 17 avril, 20 h 30 ; le 18, à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77.

Biennale du Val-de-Marne

Trois créations : *Emigrants* de Claude Brumachon (1), *la Théorie du voyage* d' Nathalie Colman (2) et *Work d'Herv Lobbe* (avec *De Humani Corpori Fabrica*) (3).

(1) Maisons-Alfort. Théâtre Claude-De bussey, le 1^{er} avril, à 20 h 45. (2) Théâtre de Rungis, les 2 et 3, à 20 h 45. (3) Ché sy-le-Roi. Théâtre Paul-Éluard, le 3, 20 h 45. Tél. : 46-86-17-04. De 80 F à 100 F.

Compagnie Edward Lam

How to love a man who doesn't love me ? Un Chinois de Londres – ou Anglais d' Hongkong – propose un spectacle d' danse-théâtre sur le thème de l'homosexualité, adaptation.

Théâtre de la Ville, du 6 au 9 avril, 20 h 30 ; le 10, à 15 heures. De 40 F à 70 F.

Lille

Festival de danse contemporaine « Danse à Lille » fête brillamment son dixième anniversaire avec Josef Nadj (*Comedia Tempio*), Catherine Diverre (*Lauré*), Jean Gaudin (*Les Paupières rebelles*), la Compagnie Bagouet (*So Schied et One Story in a Falling*), Jean-François Durouze (*Le Sable et l'Eau*), Ginette Loria (*la Chambre blanche*), Régine Chopinot (*Saint Georges*) et Angéline Preljocaj (*Hommage aux Ballets russes*

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Mercredi 31 mars

Schubert

Quatuor pour piano D 935
Soprano pour piano D 960
Daniel Barenboim (piano).
Daniel Barenboim retrouve son piano pour ce récital Schubert à marquer d'une pierre blanche.
Châteaufort. Théâtre municipal de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 200 F.

Beethoven

Transcriptions de quatuor pour piano et cordes op. 16
Mozart
Quatuor pour piano et cordes KV 478

Brahms

Quatuor pour piano et cordes op. 60
Raphaël Clug (violin).
Miguel de Lema (piano).
Marc Coppey (violoncelle).
Philippe Cassard (piano).
Ces quatre jeunes musiciens ne se réunissent pas le temps d'un concert, ils ont décidé de constituer un quatuor avec piano. Et ces quatre-là sont de magnifiques interprètes, rompus à la musique de chambre.
Auditorium du Louvre (le 31, 20 h 30 ; le 1^{er} avril, 12 h 30). Tél. : 40-20-82-28. 130 F (le 31 mars) ; 50 F (le 1^{er} avril).

Goebbels

On m'a le défilement des troupes
André Wilms (comédien).
Benoît Delbecq (soprano).
Sara Delbecq (soprano).
Yves Robert (trombone).
Renaud Lussier (guitare, basse).
Xavier Gaudin (synthétiseur).
Jean-Louis Baudry (batterie).
Tous ces musiciens ont écrit une pièce sans qu'il soit besoin d'explication. Il y a sur scène tous ces corps, ces objets, ces bruits, ces paroles, ces sons, ces gestes, ces événements qui définissent un espace acoustique mouvant, extraordinairement évocateur pour l'imagination. Les textes écrits par Wilms sont de London, Muller, Ponge.
Nouveaux. Théâtre des Amériques (le 31 mars et le 1^{er} avril, 20 h 30 ; le 4 avril, 18 heures). Tél. : 40-14-70-00. Location franc. De 110 F à 130 F.

Jeudi 1^{er} avril

Mossolov

Federici d'acier

Prokofiev

Concerto pour piano et orchestre n° 3

Bartok

La Menteur merveilleux
David Lively (piano).
Orchestre national de France.
Jean-François Delaunay (direction).
C'est un programme David Lively est un pianiste impeccable dans ce répertoire.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 175 F.

Haydn

Quatuor à cordes op. 64 n° 3

Chostakovitch

Quatuor à cordes op. 83

Frank

The First Arts Quartet

Ce quatuor d'origine américaine est un excellent interprète de Chostakovitch. L'un des meilleurs dans ses quatuors. Et puis, il a inscrit le *Quatuor* de César Frank à son programme et cette belle œuvre est une réussite.
Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Vendredi 2

Stravinsky

Agon

Johas

Frankreich, oration

Tout d'un Soudan (du

Orchestre philharmonique

L'Aménagement 2

Mort à la guerre
en temps de paix

Théâtre Cité Internationale
du 23 mars au 10 avril

de Radio-France.
Arturo Tamayo (direction).
Journée Betty Jolas, à Radio-France.
C'est bien, mais l'on peut regretter que cet hommage prenne place dans un lieu à la faible capacité d'accueil. Jolas est l'un des grands compositeurs de notre temps. Elle a touché à tous les genres, ou presque. Et sa musique d'un raffinement extrême est aussi d'une force expressive qui ne se laisse pas toujours percevoir à la première écoute. A ce sujet, il est vraiment dommage que sa musique ne soit pas davantage enregistrée. A 19 heures, les pianistes Claude Helffer, Laurent Cabasso, le violoniste Philippe Graffin et la violoncelliste Sonia Wieder-Atherton jouent son *Trio pour piano et cordes* et *B for Sonata*.
Maison de Radio-France, 21 h 30. Tél. : 42-30-15-15. 60 F.

Morale

Folies d'Espagne

Les Voix humaines

La Labyrinth

Shale d'un Geste étranger

Jordi Savall (piano de guitare)

Michael Beyer (piano)

Raf Lissavend (guitare, guitare)

Si tous ceux qui ont aimé Tous les

matins du monde d'Alain Corneau se

doutent rendez-vous à l'Auditorium des

Halles, il y aura foule. Que peut-on

encore dire de Savall ? Il est de ces

trouvailles dont le jeu défie l'analyse.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. :

40-28-28-40. 100 F.

Chopin

Andante Spianato et Grande Polonaise

Britten

Lachrymose « Reflections on a Song of Dowland »

Brahms

Sonata pour alto et piano op. 120 n° 2

Bruno Pasquier (alto).
Abdel Rahman El Beaini (piano).

Professeur au Conservatoire de Paris, Bruno Pasquier est un magnifique altiste à la sonorité somptueuse. Son répertoire est très étendu. Comme son frère Régis, il souffre de ne pas être reconnu pour ce qu'il est. Ce n'est évidemment pas par caprice coquard que nous écrivons cela.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Wagner

Le Vaisseau fantôme, ouverture

Ute d'Apollon

Mahler

Kinderlieder

Jean Van Dam (soprano-basse).
Orchestre national d'Ile-de-France.

Klaus Wollen (direction).

Si tous les grands artistes imitent Van Dam ou Argerich, le public des régions se lasse en voudrait pas. Mais pourquoi au fait, les Pollini, Perlman et autres ne jouent-ils jamais en province, ou en région parisienne ?

Polisy. Théâtre, 20 h 30. Tél. : 39-79-03-03. De 70 F à 140 F.

Jazz

André Jaume

& Jimmy Giffre Duo

Où peut le dire sans abus : c'est André Jaume qui a remis Jimmy Giffre dans certains circuits publics. Par respect, par amitié, par toupet : de clarinettiste à clarinettiste. Depuis, entre Jaume, le barde marseillais, et Giffre, le légendaire inventeur toulon (de *Four Brothers* à *Thésis* en passant par *Western Suite*), le courant ne cesse de circuler. C'est un des duos les plus délicats, les plus inimitables qu'on puisse entendre aujourd'hui. Comme une permission.

Le 1^{er} avril. Saint-Denis. Bourne du travail, 20 h 30. Tél. : 42-49-44-33. 90 F.

Patrice Caratini

Gustavo Beyerlema

Basse (Caratini), Piano (Beyerlema) et bandonion (Mocim). Loin des « boleros navrés » (Borges) où se complait le tango classique, une certaine idée transverse de la musique, des rythmes, de la mélodie et de l'improvisation.

Est-ce du jazz ? - Pas à proprement parler. De la musique classique ? - Non, mais on aimerait que les classiques jouassent avec cette liberté. Du fol-de-jazz ? - Fant le clerc, disait Francis

Les 1^{er} et 2 avril. Bordeaux, le Krakatoa. Le 3, Agde, le Floride. Le 5, Nantes, l'Escale. Les 6, 7 et 8, Paris, le Batoulin.

Chris Rea

Tranquillement, sans trop de bruit, Chris Rea est devenu un grand fournisseur de « rock sans aspérité », d'aucuns diront sans danger. Mais ce ne sont pas ceux qui rempliront le Zénith de Paris, qui aînent ce projet.

Le 1^{er} avril. Toulon, le Zénith-Omega. Le 3, Paris, le Zénith.

James Brown

De tous les grands anciens, c'est sans doute celui qui offre l'image la plus proche de ce qu'il fut, au temps où il révolutionnait la musique. Bien sûr, à soixante-cinq ans, on ne peut exiger de lui les exploits physiques d'il y a trente ans, et pourtant il les accomplit, à peu de chose près. C'est à se demander si le Flaut de cette fin de siècle n'est pas noir et fier de l'être.

Le 31 mars. Paris. Bercy. Le 2, Pau, le Zénith. Le 3, Bordeaux, la patinoire. Le 4, Toulon, le Zénith. Le 6, Lyon, Halle Tony Garnier.

Jacques Dutronc

Pour l'édification des jeunes générations, celles qui découvriront les *Cactus* de son père. Pour entretenir la nostalgie des aînés. Et pour éviter à Jacques Dutronc de terminer l'al-

Maurane

Elle a considérablement affirmé sa voix. Jean-Claude Vannier lui a écrit des chansons sur mesure. Elle tient la scène avec un certain humour. Maurane joue les stars de demain avec style.

Le 1^{er} avril. Besançon, au Théâtre municipal. Le 2, Lyon, le Transbordeur. Le 3, Marseille, l'Espace Julien.

Michel Jonasz

Spectacle lumineux, enveloppé de bleus, de blancs et de merveilleuses lumières. Jonasz aime le blues, toujours, la tendresse modulée, le déchirement sans crise. Sentimental toujours, heureux en scène avec des musiciens américains de premier plan.

Le 1^{er} avril. À Lille, Espace Foire. Le 3, Lille, stade couvert. Le 5, Orléans, Palais des sports. Le 7, Lausanne, patinoire de Malley.

Véronique Sanson

Le vibrato, le piano, l'eau de la Terre (*De l'eau*, hymne écologique et mondiale du dernier album) : Véronique Sanson, l'éternelle, a pris son envol au Zénith.

Le 1^{er} avril. Strasbourg, Palais de la musique et des congrès. Le 2, Annemasse, Galade. Le 3, Lyon, Halle Tony Garnier.

Ute Lemper

Spectacle sophistiqué, récit où se racontent des histoires, où se jouent des fragments de vie humaine en tableaux étirés, où l'émotion, quand elle passe, traverse la voix.

Le 6 avril. Folies-Bergère. 20 heures. Tél. : 42-48-77-11.

Musiques du monde

Linton Kwest Johnson

Le plus captivant des dub-poets jamaïcains, accompagné par l'excellent Denis Howell Band. Engagement (avec un reste de tendresse pour les Paris communistes, la classe ouvrière...), poésie directe, scandée et corrosive sur rythmiques sans défaut. (Également samedi 3, à Trappes. Salle Le Morice).

Les 1^{er} et 6 avril. Eysies-Montmarie, 19 h 30. 125 F. Le 31 mars. Rennes, salle de la Cité. Le 2, Crétail, palais des Sports. Le 3, Trappes, la Morice. Le 4, Montreuil, dans le cadre du Festival Musicolet.

Justin Vall

Justin joue du *vef*, une sorte de harpe circulaire malgache, en virtuose et avec un charisme certain. La musique malgache exposée par Justin Vall et son trio est brillante, réconfortante, moderne et dans la droite ligne des sons ordinaires de l'île rouge.

Les 2 et 3 avril. Sentier des Halles, 22 heures. Tél. : 42-36-37-27. 80 F.

Khaled

Sawt el-Atlas

Khaled offert comme une cerise sur le gâteau par le Festival Musicolet de Montreuil, que les goûts et le sort des bulles multicolores de Paris intéressent au premier chef.

Le 2 avril. Montreuil. Salle des fêtes, 20 h 30.

Danyel Waro

Salif Keita

Le Rémoussais Danyel Waro (voix, percussions) possède une énergie sans fin. Sa conviction profonde que l'authenticité de son propos et de sa musique serait altérée par une quelconque production discographique le tient à l'écart des sentiers habituels de la musique moderne. Son *maloya* engagé en sons d'autant plus fortement. Salif Keita, le Malien à la voix d'or, est devenu un Africain cosmopolite. Ses concerts suivent la courbe de son inspiration.

Le 3 avril. Montreuil. Salle des fêtes, 20 h 30.

Teca Calazans

Teca Calazans vit en France, et y entretient la culture brésilienne avec une profondeur et un talent particulier, que lui a peut-être conféré la distance, l'éloignement. Ses interprétations de Villa-Lobos, de Pixinguinha ont permis de découvrir une voix, un style, un regard. Nouvel album, nouveau spectacle.

Le 6 avril. Sentier des Halles, 22 heures. Tél. : 42-36-37-27.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmontel.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortagne.



« Le Surné », de Gillet, d'après Alfred Jarry, le 6 avril, à Combs-la-Ville.

Gillet

Le Surné
Mélodie Delavault (Elton Elson).
Olivier Lallouette (André Marroulet).
Alexandre Lellier (le glorieux).
Franz Petri (William Elson).
Jean Bera (violoncelle).
Nicole Carver (violin).
Pierre Chérel (orgue de Barbarie).
Eliane Stachowicz (direction).
Marcel Bonnet (mise en scène).
Caroline Mercadet (chorégraphie).

Adaptation pour la scène lyrique d'un roman « fatidique » d'Alfred Jarry glorifiant la vitrine et la puissance virile. Au centre d'une distribution inégale, dans des décors d'un surréalisme adorable, Hélène Delavault y joue à contre-emploi le rôle d'une femme-jeune-brûlant en secret de jouer les coquines d'une expérience inouïable. Ce spectacle, venu de Rouen, passé par Caen, devrait aller à Arignon.

Combs-la-Ville. Le Coucou, 20 h 45 (le 3 avril). Tél. : 04-88-99-11. De 110 F à 180 F.

Samedi 3

Chopin

Sonata pour violoncelle et piano

Polonaise-fantaisie op. 61

Frank

Sonata, version violoncelle et piano

Martina Schuman (violin).
Jean-Marc Lissavend (piano).

Lissavend est l'un des pianistes les plus aimés du public français chacune de ses apparitions déclenche l'enthousiasme de salles comblées. Son jeu inventif, aventureux et fait un interprète d'exception de Chopin et de Schumann. Il est aussi un chambriste hors pair qui sait écouter ses coéquipiers. Nous n'avons jamais entendu Martina Schuman, mais le simple fait qu'il donne ce concert avec elle nous rassure.

Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 70 F.

Mardi 6

Bach

Suites pour violoncelle seul, transcriptions

de Jean-Paul Bonnes.

Il est vrai que le répertoire pour alto solo n'est guère étendu. Causé joue donc une transcription des *Suites* pour violoncelle seul. Bach ne lui en voudrait pas. Et pour autant quelques parties feront la fine bouche. Tant pis pour eux, Causé mérite notre confiance.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 60 F à 180 F.

Schumann

Contes de fées

Hindemith

Sonata pour alto solo

Régions

Nancy

Britten

Shy Budd
Jochen Schmecknecher (Shy Budd).
Joseph Evans (capitaine Vere).
Roger Byson (Clayton).
Richard Morris (Barnard).
Orchestre symphonique et lyrique de Nancy.

Après une éclipse incompréhensible, le retour d'un grand opéra métaphysique.

Le 31 mars et le 2 avril. Opéra de Nancy et de Lorraine, 20 h 30. Tél. : 83-85-30-80. De 70 F à 190 F.

Rouen

Massenet

La Cité
Jacques Trussel (Rodrigue).
Lynne Wickenden (Zimbo).
Pierre Thau (Don Diéguez).
Jean-Louis Baudry (l'indien).
Jean-Marie Frécon (Don Gomez).
Eric Frachey (le roi).
Chœur et ballet du Théâtre des Arts.

Orchestre symphonique de Rouen.
James Lockhart (direction).
Patrice Bigel (mise en scène).
Philippe Landeau (chorégraphie).

Ce n'est plus un revival, c'est une dédicace à Massenet ! On attend beaucoup de la mise en scène de Bigel qui a signé des productions théâtrales qui ont été remarquées.

Les 2, 4, 13 et 16 avril, 20 h 30. Théâtre des Arts, (le 4, 16 heures). Tél. : 35-15-33-49. De 45 F à 210 F.

le pélican

August STRANDBERG

Touto français de Michel VITTOZ

Mise en scène : Alain MARJANI

Avec : Jean-Paul BONDES,

Christiane COMENDY,

Agathe DEWITTE, Didier MAHIEU,

Isabelle SABOYAN BOUISE

coproduction : Le Volcan - Le Havre,

Odéon Théâtre de l'Europe, Conseil Régional de Haute-Normandie.

représentations

du 12 mars au 17 avril 93

LE VOLCAN - LE HAVRE

35 21 21 10

Blanche. - Alors quoi ? - C'est de la musique de musiciens, voilà tout. Donc du jazz ? - Suffit.

Le 2 avril. Opéra-Bastille, 16 h 30. Tél. : 44-73-13-00. 75 F.

Rock

The Shamen

Leur succès commercial, leur longévité ont fait des Shamen le groupe phare de la vague dansante qui a emporté la Grande-Bretagne ces dernières années. Reste à savoir ce que vaut cette musique dans les conditions d'un concert, les musiciens sur scène, le public dans la salle, autour à La Cigale, dont les proportions humaines sont très loin de la démesure hallucinogène des *raves*.

Le 1^{er} avril. La Cigale-Kanterbau, 20 heures. Tél. : 42-22-15-15. 130 F.

Ice Cube

Le plus méchant des rappers, il ferait presque passer Ice-T pour un enfant de chœur. L'un des meilleurs auteurs du genre également. Mais, il y a deux ans, son concert avait été l'un des plus décevants donné par un rapper à Paris. Et pourtant la concurrence était rude.

Le 2 avril. Eysies-Montmarie, 18 h 30. 100 F.

Maceo Parker

Il fut le saxophoniste de James Brown au temps où celui-ci écrivait l'histoire de la musique. De ce temps, il a gardé une concision, une force et un amour de la danse qui en font l'un des rares musiciens à chevaucher avec plaisir aux frontières du jazz et du funk.

Le 5 avril. Batoulin, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12. 130 F.

Tournées

Noir Désir

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Ivan Messac

Le Messac nouveau est arrivé. Tout part d'un relief de carton, morceau en forme de poire qui inflecte petit à petit, à travers les dessins à la sanguine, un les sculptures sillonnées par la scie circulaire dans du marbre de carrare, le profil d'un visage sans cesse répété. Synthèse magistrale entre sculpture et dessin, les très modestes œuvres décapées et peintes sont réellement impressionnantes.

Galerie 18, 18, rue Guénéquand, Paris 6. Tél. : 43-26-15-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Du 1^{er} avril au 16 mai.

Georges Rousse

En 1990, Georges Rousse a inventé un bâtiment défectueux à Tulle, y a dessiné ses personnages parfois dantesques, en a perruqué voluptueusement les perspectives. Revoilà le résultat, superbe et dérangeant, à travers huit chromolithes et un livre rare : les photographies de la Foie en le soleil sont un hymne à la lumière.

Galerie Barbier et Cie, 74, rue Chaligny, Paris 3. Tél. : 42-72-87-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Du 3 avril au 3 mai.

Aries

Rétrospective, l'artiste ariens, Cécile sur le gâteau, une exposition qui réjouira les milliers d'amateurs d'expressionnisme allemand : soixante-dix tableaux du peintre russe Iwansky, établi à Munich, compagnon de route de Kandinsky et du Blaue Reiter. On remarquera en particulier une série de ses fameuses têtes mystiques d'après guerre que les travaux récents d'Izack Goldberg ont permis de mieux connaître.

Espace-Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200 Arles. Tél. : 90-48-37-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures. Du 3 avril au 30 juin. 30 F.

Paris

Actions, Jourda

En trois expositions partiellement distinctes, parce qu'elles échangent parfois leurs signataires, on trouvera ici une œuvre contrastée de toutes les tendances : du jeune « du paysage architectural français. C'est tout à tour sage et phrasé, minimaliste ou statiste et, bien sûr, vache ou bucolique.

horizontaux d'architecture, 8 bis, rue de Tournon, Paris-6. Tél. : 46-33-90-39. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 12 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 24 avril.

Aménophis III

Pacifique, et par là même connu que d'autres plus ou moins belliques, Aménophis III anima son règne par de grands travaux d'architecture, qui coïncident

avec une période d'apogée de l'art égyptien. Une exposition splendide soutenu par un catalogue remarquable rend hommage à un homme à qui l'art assure l'éternité.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel, Paris 6. Tél. : 44-12-17-17. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai. 42 F.

Tadao Ando

Tout l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présenté en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadao Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue donc sa première œuvre hexagonale, et révèle l'étrange progression de l'artiste, de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'édifice pluridimensionnels.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris-4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, mercredi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mai.

Martin Barré

Parmi les gloires naissantes de l'école de Paris des années 50, Martin Barré fut peut-être un de ceux qui connurent l'éclipse la moins longue : il n'a attendu que jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans sa première grande exposition parisienne, diligente par Suzanne Page en 1979. Voici la seconde, qui présente la suite de son travail, jusqu'à aujourd'hui, toujours empreint d'une douce géométrie oculaire. A voir, au même endroit et dans les jardins, les monumentales plaques d'acier du sculpteur canadien David Rabinowitch.

Galérie nationale de Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris-1^{re}. Tél. : 42-60-89-89. Tous les jours, sauf lundi, de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 11 avril. 30 F.

Bernard Bazile

Bazile est un artiste hors normes ; le seul à avoir réalisé le fantasme secret de tous les conservateurs de musées d'art contemporains : ouvrir une des 90 boîtes éditées par Piero Manzoni en 1962. Le seul aujourd'hui à poursuivre la logique du nu en art jusqu'à son aboutissement, en réalisant un hommage vibrant, et vivant, à M. Ramon. Le seul à pointer les rapports ambigus entre enfants et adultes (*It's O.K. to say no*, 1989) mais aussi ceux qui entretiennent les hommes politiques avec leur image publique. L'exposition violente, décapante, est une œuvre majeure.

Centre Georges-Pompidou, galeries nationales, place Georges-Pompidou, Paris-4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 2 mai.

Beyrouth centre-ville

Six photographes renommés ont travaillé sur la destruction du centre historique de la capitale libanaise : façades meurtries, intérieurs pillés, rues trouées. Du constat documentaire de Bechir au réalisme fictionnel de Robert Frank - dont c'est ici le grand retour - six regards vides de personnages, mais où un ne compte plus les traces de l'homme.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél. : 47-33-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F. (entrée du musée).

Daniel Boudinet

D'abord illustrateur de presse et pour l'édition, le photographe Daniel Boudinet (1945-1990) s'est peu à peu affranchi des règles du photographe pour aboutir à une œuvre personnelle marquée par un brio et une délicatesse extrêmes dans la recherche des formes et des couleurs. Ses vues nocturnes de Paris, Londres, Rome, restent des références.

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél. : 47-33-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 18 avril. 25 F. (entrée du musée).



Otto Dix au Salon de Mars.

De Goya à Matisse

Préfiguration de la future bibliothèque nationale des arts ? La Vieille Dame de la rue de Richelieu accueille une superbe sélection de la collection d'estampes du coureur Jacques Doucet, qui est pallier en son temps l'impénitence des pouvoirs publics en constituant une bibliothèque exemplaire, léguée depuis aux chercheurs. Les gravures aujourd'hui restaurées grâce à la générosité d'un amateur aisé, Léonard Gianadda, montrent, de Goya à Matisse, que les hommes valent mieux que les institutions.

Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne, Paris-2^e. Tél. : 47-33-61-26. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Le siècle de Ticien

Cinq cent cinquante tableaux par deux qui, de la Renaissance à l'expressionnisme, ont marqué l'histoire de l'art. Véronique d'Almeida, l'artiste peintre dans le sens de la couleur. Cent cinquante gravures et dessins pour rappeler que la ligne n'est pas le plus étranger. Le XVI^e siècle, l'âge d'or de la peinture vénitienne, déploie ses fastes au Grand Palais.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel, Paris-6. Tél. : 44-12-17-17. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 juin. 48 F. (sans 31 F).

Henri Matisse

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture colorée, sous ses aspects d'œuvre en cent trente tableaux et quelques sculptures, réunies en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté, malgré une bouillonnante prévisibilité.

Centre Georges-Pompidou, musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

1893 : L'Europe des peintres

Le Musée d'Orsay manque à sa façon les premiers pas de l'Europe sans frontières, et expose un choix d'artistes provenant de dix-huit pays et ayant peint, un exposé, en 1893. Où il est montré, par des rapprochements surprenants, que le style exotique des pays et parfois les écoles, et où il est

crucellement rappelé que la circulation des hommes et surtout des idées avait alors une vigueur aujourd'hui enviable.

Musée d'Orsay, Entrée quel Anatole France, pl. Henri-de-Montmorland, Paris-7^e. Tél. : 40-40-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 23 mai. 35 F. (billet jamais vu exposition : 50 F).

Yasunaga Morimura

Trois expositions, dont deux centrées sur le Japon, la Fondation Cartier vise à l'extrême-Orient : on connaît Jeff Wall, très diffusé en France depuis une dizaine d'années, mais les sept œuvres montrées ici sont, pour la plupart, inédites. A suivre en particulier les premières de son travail à partir des estampes d'Hokusai ; regard appuyé avec Yasunaga Morimura, qui donne d'un Auguste Rodin une vision inédite (gros plan d'après la sculpture originale en France) ; travail de circonstance, avec les dessins du parc par Marc Courrier.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-48-48. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 avril. 25 F.

Otto Freundlich et ses amis

Il y a cinquante ans, Otto Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps de concentration nazis. Le Musée de l'Homme rend aujourd'hui un hommage significatif à ce pionnier de l'abstraction géométrique en réunissant des œuvres provenant du monde entier et en regroupant autour de lui celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky. L'ensemble s'appuie sur une riche série d'archives et célèbre une des grandes phases de la peinture des années 30.

Musée Tervet-Delcourt, 4, rue Lamoignon, Paris-6. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Léon Zack

Léon Zack a suivi l'itinéraire desomnibus classiques des peintres soviétiques : il participe au mouvement futuriste russe en 1913, émigre lors de la révolution d'Octobre et passe, via Constantinople, à Berlin dans l'entre-deux-guerres, le temps de rencontrer Hissom et de participer aux salons de Boris Rozental, avant de s'installer définitivement à Paris, où il pratique une peinture sentimentale figurative. L'écrit vient après guerre, avec un passage remarqué à l'abstraction. L'ensemble méritait bien ce bel hommage.

Convent des cordeliers, 18, rue de l'École-de-Médecine, Paris-5^e. Tél. : 40-06-47. Tous les jours, sauf lundi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 avril.

Galleries

Chagall

Tout le monde croit connaître Chagall, et nombreux sont ceux qui aiment passionnément sa peinture. L'occasion de voir les œuvres réalisées à Vitebsk et à Saint-Petersbourg, est trop rare pour n'être pas signalée. On y trouvera la genèse d'une œuvre - y compris avec la présentation de sept toiles de son professeur Yehouda Piss - et des raisons d'espérer la rétrospective ou un grand musée à Paris devra bien un jour lui consacrer.

Galerie Gérard Pissier, 78, avenue des Champs-Élysées, Paris-8^e. Tél. : 43-68-90-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 mai.

John Chamberlain

Rétrospective de l'un des grands sculpteurs américains de ces trente dernières années, l'exposition Chamberlain montre des œuvres qui s'échelonnent de 1960 à nos jours. Une vingtaine de grandes sculptures, mais aussi des pièces plus petites, des maquettes et des photographies. Une

occasion rare de découvrir l'expressionnisme abstrait en trois dimensions.

Galerie Karsten Gröbe, 8, rue Dabot, Paris-3^e. Tél. : 42-77-18-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mai.

De Chirico

Réunis par la curiosité gourmande de Jean Chab, huit artistes contemporains clament leur reconnaissance envers l'œuvre de Giorgio de Chirico. De la nouvelle subjectivité à la peinture post-métaphysique, une exposition très « fin de siècle », cultivée et un brin décadente, qui ne laisse personne indifférent.

Galerie Artzard, 9, rue Montignac, Paris 8^e. Tél. : 42-88-15-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

Dubreuil

Hommage à un lecteur actif des quotidiens internationaux : Jean-François Dubreuil sollicite la presse de la manière la plus pertinente qui soit, utilisant la configuration des maquettes et des mises en pages pour déterminer l'agencement de ses tableaux. Il caviarde de rouge les publicités, de noir les photographies, réserve le gris ou le blanc pour les textes, et tire le reste au sort : du hasard raisonné dans l'abstraction géométrique.

Galerie Alessandro Vivani, 12, rue Bouchardon, Paris-10^e. Tél. : 42-38-63-12. Tous les jours sauf dimanche de 14 h 30 à 19 h 30, samedi de 10 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 17 avril.

Lionel Guilbont

A part les artistes, qui aujourd'hui grand temps de refaire ses classiques ? Guilbont a déniché, au fin fond de la Théogonie d'Hésiode, un épisode de la géantomachie oublié par ses confrères et fait entrer dans l'icôneographie la figure des « éphémères », ces gentils monstres aux cent bras qui aident Zeus dans sa lutte contre les géants. Peinture précieuse et dessin affiné pour une esthétique du fragment.

Galerie Barthélémy Speyer, 6, rue Jacques-Caliot, Paris-6^e. Tél. : 43-64-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Jörg Immendorf

Double exposition d'un amoureux des cafés : la peinture de Jörg Immendorf restitue apparemment l'ambiance chaude des discussions d'arrière-salle. En fait, cet ancien élève de Beuys joue du symbole autant que du pinceau, et les références entremêlent Beuys, André Breton, des scolies des consommateurs et des carottes sous la figure tatouée de l'artiste allemand. Les œuvres récentes sont à la galerie Temple.

Galerie Temple, 30, rue Beaumont, Paris-3^e. Tél. : 42-72-14-10. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Samedi, dimanche de 18 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 avril. Tél. : 44-78-12-33. Jusqu'au 24 avril.

Konrad Klapheck

Dans une vingtaine de peintures récentes, parfois de grand format, l'allemand Konrad Klapheck confie d'après la figure de ses déités de machines à rendre ou à écrire de ses canons ou de chaussettes qu'il dote, comme par magie, d'une émotion qu'on ne leur associe habituellement qu'en cas de panne. Un des rares aujourd'hui à sortir, sans pathos ni anecdote, l'objet de sa bascule.

Galerie Lalorg, 13-14, rue du Télégram, Paris-8^e. Tél. : 46-33-13-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 30 avril.

Pierre et Gilles

Encore plus de couleurs, de décors, de costumes, de voyages exotiques dans les derniers tableaux photographiques de Pierre et Gilles. Pierre photographie et Gilles peint des images minutieusement construites dont l'ensemble donne une vision usagée, innocente et corrompue du monde.

Galerie Samia Boucra, 16, rue des Courbes-Saint-Gervais, Paris-3^e. Tél. : 42-78-40-44. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Pascal Pinault

Avec une grande curiosité, et non sans courage, Pascal Pinault ose concilier peinture et modernité, en usant de matériaux souvent inhabituels. L'exposition peut surprendre par une apparente hétérogénéité qui se révèle être une réelle cohésion d'exposition, soutenue par une logique sans faille.

Galerie Nathalie Obadia, 8, rue de Normandie, Paris-3^e. Tél. : 42-74-57-59. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 24 avril.

Salon de Mars

Quand Genghis Khan, Louis Cane ou Otto Dix voisinent avec Michel Carrade et James Guitté, eux-mêmes confrontés à un secrétaire Louis XV au galbe engageant, à un « lit d'ange » de même courbe, à des statuettes Fang un des tabourets chinois. Art contemporain un primitif, et meubles choisis.

Espace du Champ-de-Mars, place Joffre, face à l'École militaire, Paris-7^e. Tous les jours de 12 heures à 20 heures, jeudi de 12 heures à 23 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 5 avril. 50 F.

Otmar Thormann

Corps démontés d'une poupée, seringues, rasoirs, sacs en plastique. Otmar Thormann a toujours travaillé avec des objets détournés, récupérés, soignés, qu'il livre en plâtre. Les compositions de ce photographe autrichien provoquent le malaise, un drame sentiment d'écroulement et de fascination mêlés.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont, Paris-3^e. Tél. : 42-78-08-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 24 avril.

Régions

Le Mans

Robert Grobore

Invité à enseigner à l'école des Beaux-Arts du Mans, Robert Grobore, en guise de leçon inaugurale, expose ses propres travaux, tous basés sur le noir et blanc : séries de dessins informatiques, ou à l'encre de Chine, gravures, peintures noires, bronzes, et la maquette d'un bassin : elle promet une belle sérénité qu'elle cherche encore le cadre qui saura l'accueillir.

Ecole régionale des Beaux-Arts, 28, rue des Beaux-Arts-le-Den, 72000. Tél. : 43-47-38-53. Tous les jours de 13 heures à 19 heures, samedi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 avril. Entrée libre.

Lille

Bellezzes di Firenze

Lorsqu'un peintre se double d'un collectionneur et qu'il se penche en Toscane à l'ombre de la Révolution française, se pose son projet d'être étonnant. Les dessins légués par Wick (1762-1834) au musée de Lille surprennent en effet les amateurs d'art italien par leur rareté et leur exceptionnelle qualité. Mais ils ravivent aussi tous les autres : études, mises au carreau, croquis ou esquisses, tout est à croquer.

Musée de l'Europe Centrale, salle des collections permanentes, 100 rue de la République, 59000. Tél. : 20-61-02-02. Tous les jours sauf mardi et mercredi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Les jours de vacances publiques dimanche 18 avril à 11 heures. Jusqu'au 20 avril. 15 F.

Marseille

D'un art à l'autre

Bernard Blistène a laché un nuage de poèmes sur Marseille. Il y en a un derrière chaque grand mouvement artistique : le cubisme et le futurisme, le dadaïsme et le surréalisme. Mais aussi derrière Cobra, derrière les Fluxus, chez Fluxus et les autres. Ils ont changé la vie, réinventé, non sans lutte parfois, ils ont bouleversé les genres. Et, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 81-56-23-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mai.

Nantes

L'Avant-garde russe

Une grande et belle exposition qui met l'accent sur la première période de l'avant-garde russe et, surtout, montre des œuvres particulièrement innovantes, tirées des réserves des musées de province de l'Union soviétique où elles dormaient à l'abri des regards stalinistes.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h, dimanche de 11 heures à 17 heures, nocturne vendredi jusqu'à 21 heures. Visites-conférences : 40-41-61-25. Jusqu'au 18 avril.

La collection « Arts » a été établie par Harry Bellet « Architecture » : Frédéric Edelmann « Photo » : Michel Guerin.

ART CONTEMPORAIN-ANTIQUITÉS-ART PRIMITIF

SALON DE MARS
du 31 mars
au 5 avril

CHAMP DE MARS - PLACE JOFFE - 75007 PARIS

HEURES D'OUVERTURE

numéro : 1281-2081 - samedi et dimanche de 10h-20h - entrée libre

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J.-H. : ouvert jusqu'à 11 heures.

DINERS

RIVE GAUCHE

NOUVEAUX LES GAULOIS 46-33-44-07 et 66-12-31-31
39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e

LE MAHARAJAH 43-34-26-07
Plats à emporter : moins 30 %

RESTAURANT THOUVENOT 47-05-49-75
79, rue Saint-Dominique, 7^e

Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. T.L.S. Dimanche midi et soir. Fumoir et non fumoir.

L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5^e M^{étro}. T.L.S. de 12 h à 23 h 30, ven., sam., dim., 1^{er} à CADRE LUXUEUX. Entr. 160 F. Salon : mariage, cocktail, réceptions.

Spécialité de confit de canard et de croustade au confit de canard. T.L.S. jusqu'à 11 heures. Service continu de 12 h à 11 heures. Réservations de 10 à 110 personnes. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
Le point de rencontre du quartier
HUITIÈME - 1^{er} FLORENTIN
Platz traditionnelle

DÉCOR élégante de l'après-midi au jazz-champagne
Ambiance club à l'opéra

Spécialité pour les repas d'affaires
6, place de la Bastille. 43-32-00-32
PARKING SOUS L'OPÉRA

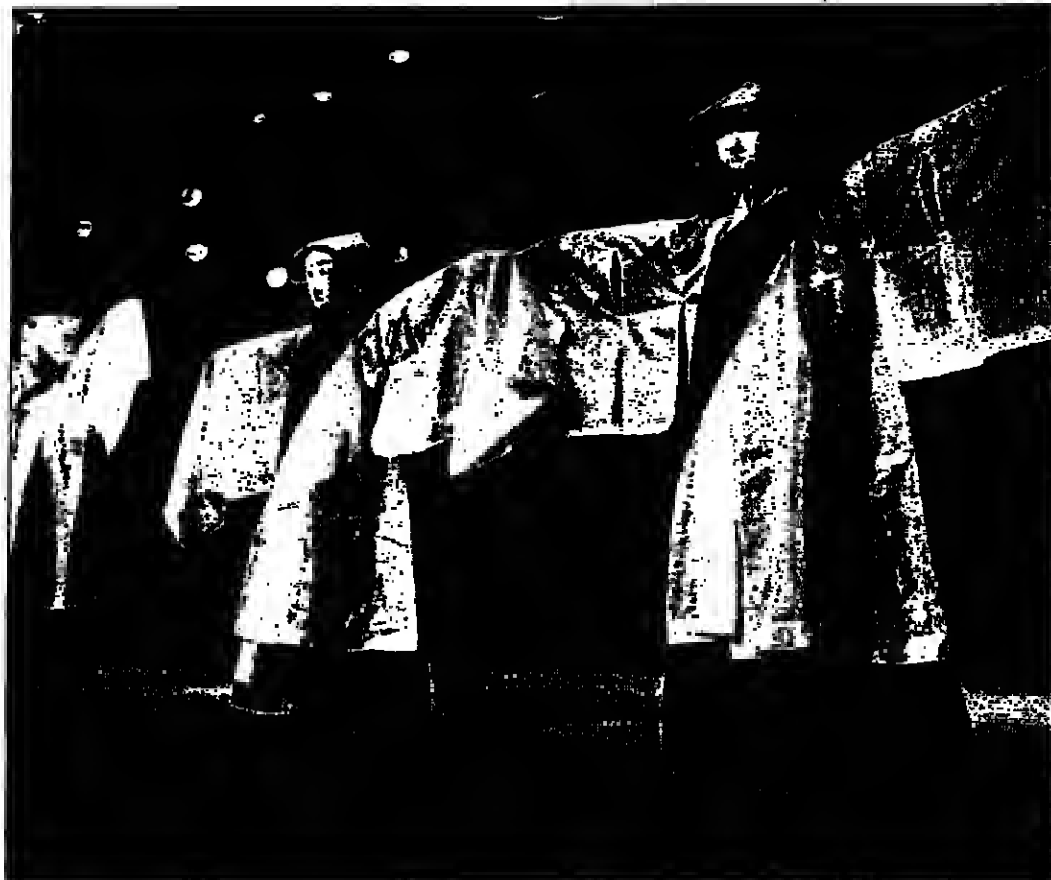
هكذا من الأصل

ARTS POPULAIRES

LA CORÉE INVITÉE PAR LE THÉÂTRE DU ROND-POINT

DÉCOUVERTE
D'UN VIEUX
PAYS NEUF

Le public français est invité à découvrir, pendant un mois entier, une culture, celle de la Corée, qui lui est souvent parfaitement inconnue. Quelques-uns des meilleurs interprètes de la péninsule asiatique sont venus à Paris pour présenter des fragments ou l'intégralité d'ouvrages qui doivent pour plusieurs autant à des traditions séculaires qu'à des adaptations tout à fait contemporaines, voire contestataires. Théâtre, opéra, musique, danse, arts plastiques sont au rendez-vous de cette manifestation au Théâtre du Rond-Point.



SÉOUL

de notre envoyé spécial

PRÉSERVER et créer, imprégner de mémoire les processus créateurs contemporains est l'impératif de toute grande culture cherchant à affirmer une identité. C'est le cas de la Corée, dont la culture est plusieurs fois millénaire. Placée certes sous l'ascendant de la Chine, elle sut aussi manifester son originalité au point d'influencer à son tour le Japon. Par sa situation de carrefour de l'Extrême-Orient, la péninsule coréenne, convoitée et envahie tour à tour par les Chinois, les Mongols et les Japonais, tira parti des ingérences dont elle était victime en les muant en sources d'enrichissement culturel.

Aujourd'hui, emportée par un élan économique fulgurant, qui, en trente ans, a fait de la partie sud de la péninsule - divisée à la suite du conflit fratricide de 1950-1953, stigmate de la guerre froide - une des petites puissances industrialisées de la planète, la Corée est partagée entre le cosmopolitisme du maelström culturel moderne et une quête de valeurs purement nationales. Un dilemme que tranchent difficilement les autorités culturelles.

A l'écho assourdissant de grandes formes artistiques (telles que la musique et la danse de cour, retenues à juste titre pour leur extraordinaire qualité esthétique, répondent des expressions vivantes par leur succès populaire comme l'opéra coréen) à un seul chanteur (*pansori*) ou la version moderne des musiques paysannes d'autrefois, consacrée à New-York comme éléments de la world music, que sont le « jeu à quatre objets » (*samulnori*), concert d'instruments à percussion. Il est symptomatique des hésitations de la politique culturelle des autorités coréennes de s'inquiéter de la réception par un public étranger des musiques traditionnelles. Or, s'il s'agit de musiques dérivées au premier abord, ce sont aussi des expressions artistiques des plus raffinées.

La musique traditionnelle coréenne se distingue des musiques chinoise ou japonaise au point que des orchestres entiers se produisaient devant les cours de Chine (dynasties des Sui et des Tang : VI-VIII siècles) et du Japon. Dès l'époque des « Trois royaumes » de Koguryo, Paekche et Silla (57 av. J.-C. - 668 ap. J.-C.), la Corée fut influencée par le bouddhisme : Koguryo, au nord, adopta la musique de cour chinoise ainsi que la musique bouddhique et créa un Institut de musique officielle qui subsista jusqu'à l'occupation japonaise en 1910. L'Institut national des musiques traditionnelles, dont des artistes se produisent à Paris, en est aujourd'hui, en quelque sorte, l'héritier. La musique de cour (*aak*) connaît un grand essor au cours de la période du royaume unifié de Koryo (918-1392).

Un fragment de musique solennelle des banquets royaux (*ujokchon*) sera notamment interprété au Théâtre du Rond-Point. Sereine et hiératique, cette musique fait intervenir des hautbois accompagnés de flûtes traversières en bambou au timbre cuivré, de vièles au son feutré, de cithares à cordes frottées et des instruments à percussion dont la Corée est si riche.

Outre deux pièces pour flûte traversière sera donné un solo à la grande cithare à cheville (*kyangum*). Ce solo, caractérisé par un travail sur le timbre, a pour origine les improvisations accompagnant des rituels chamaniques. Il revêt désormais une forme fixe mais il a conservé des accents violents contrastés par de brusques syncopes : un art qui exige beaucoup de dextérité. Le *kyangum* est l'un des instruments musicaux emblématiques de la Corée. Inspiré du *zheng* chinois, il est né dans le royaume de Silla au VI^e siècle : il comporte une caisse de résonance en paulownia sur laquelle sont tendues douze cordes en soie.

Alors que la grande influence autochtone sur les expressions artistiques traditionnelles coréennes est le

chamanisme, l'art aristocratique répond, en revanche, à une aspiration à l'élévation spirituelle héritée du néo-confucianisme dont les rites et les cérémoniaux, essentiels à l'organisation sociale, marquèrent la Corée de la dynastie des Yi (1392-1910) (1) et influencèrent ses conceptions esthétiques. En particulier la musique : celle-ci, dit par exemple un traité de musique de 1492, « naît dans le néant originel et se développe dans la nature. Elle est donc cause d'une émotion profonde dans le cœur de l'homme ainsi que de la compréhension mutuelle et de la compassion de son esprit. Elle rend l'univers noble et soumis ».

La seconde partie de la dynastie des Yi fut cependant aussi l'époque où, parallèlement à un relatif déclin des expressions artistiques aristocratiques, se développa une musique d'origine populaire : chants accompagnant des poèmes narratifs, ballades, *pansori* et improvisations instrumentales. Certaines des expressions particulièrement raffinées de ces arts furent intégrées au répertoire classique : c'est le cas d'une danse chamanique *sinkaimu* qui sera présentée à Paris.

Le chamanisme, comme expérience du surnaturel (évoquant des esprits et communication avec ceux-ci, état de transe), imprègne les arts populaires (2). Il reste d'ailleurs, aujourd'hui encore, profondément enraciné dans les mentalités. On trouve un exemple de son influence sur les arts dans le *pansori*, théâtre chanté interprété par un seul artiste qui à la fois narre, joue et chante. Sorte de mélodrame, le *pansori* pour origine les chants exécutés par des saltimbanques itinérants lors de rituels chamaniques. Le *pansori* constitue une extraordinaire performance vocale. L'artiste joue sur plusieurs registres : voix rauque, nasale ou de fausset. Il a suivi un entraînement sévère qui l'a conduit à crier pendant des heures devant des cascades au point de s'en faire saigner les cordes vocales.

Le chanteur - à Paris, ce sera Kim Il-koo, l'un des plus grands interprètes masculins - ou la chanteuse, sait rendre vocalement toute la véhémence de la passion ou du désespoir comme les subtilités de la mélancolie ou du bonheur. Sa voix semble venir des profondeurs de l'âme, et son jeu doit lui conférer une étonnante présence car le décor se limite à la natte, sur laquelle il se tient, et à un éventail. L'artiste, véritable « bête de théâtre » qui doit pouvoir maintenir en éveil l'attention des spectateurs au cours des quatre à cinq heures que peut durer un *pansori* (abrégé à une heure au Théâtre du Rond-Point), est accompagné par un joueur de tambour-tonneau, posé à terre, qui ponctue le chant ou la narration de cris et de petites répliques.

L'autre grande expression de l'art populaire fortement influencé par le chamanisme est la danse masquée (3). Sera présentée à Paris l'une des formes les plus accomplies, par sa structure et le caractère spectaculaire de la danse, de ce théâtre autrefois exécuté par les paysans : le *ponsam taichun*, né dans la partie nord-ouest de la péninsule. Joué initialement en plein air, lors de la commémoration de l'anniversaire du Bouddha ou, devant un autel chamanique, lors du rituel célébrant les récoltes, le *ponsam* présente une succession de sept saynètes satiriques où l'on retrouve les grands thèmes de la danse masquée : critique sociale des nobles, dénonciation des moines infidèles à leur vocation et démentis conjugués. Le répertoire en fut fixé au début du dix-huitième siècle. Dans le claquement des instruments à percussion, le son clair et mystique d'une flûte en bambou et ceux lointains d'une vièle à deux cordes, les danseurs, le visage couvert d'un masque de papier mâché - destiné traditionnellement à être brûlé après le spectacle en signe d'exorcisme, - évoluent le plus souvent en rond, jouant des longues manches de leurs vêtements aux couleurs vives. La chorégraphie obéit à des règles précises quant à l'utilisation



Art populaire d'origine paysanne, fortement influencé par le chamanisme, la danse masquée (*ponsam taichun*) est l'une des formes les plus accomplies de la tradition coréenne.

« Hamlet », mis en scène par Kim Jeong-ok

Collision

« J'ai croisé avoir été à la fois libre et fidèle à Shakespeare dans mon adaptation de Hamlet. J'ai cherché à concilier l'esprit de l'auteur et une sensibilité coréenne », estime le metteur en scène Kim Jeong-ok. « Mais peut-être s'agit-il, en réalité, d'une rencontre-collision entre deux traditions théâtrales », ajoute-t-il, alors qu'il dirige à Séoul une répétition tenant de la création collective par le constant échange avec ses acteurs.

Fondateur et directeur du théâtre Jayu (Théâtre de la liberté) dans les années 60, Kim Jeong-ok est considéré comme un pionnier de l'expression théâtrale contemporaine, allant avant-garde et tradition. Après avoir étudié le cinéma et le théâtre à Paris, il met en scène à Séoul *Jonas et le Moine*. Avec M^{me} Lee Byung-bok, sa décoratrice et costumière, il fonde sa troupe en 1966. A partir du milieu des années 70, explique-t-il, il commence à s'intéresser aux spectacles traditionnels et « à chercher à faire un théâtre plus original », introduisant danse et musique dans ses pièces. Avec *Hamlet* sera présentée à Paris une de ses créations : Les oiseaux s'envolent au crépuscule.

Bien que Kim Jeong-ok n'ait jamais vraiment appartenu au théâtre d'agitation, on retrouve chez lui l'influence des jeunes troupes des années 70 animées par les étudiants contestataires qui recouraient à la danse masquée pour exprimer leur opposition aux régimes militaires qui subsistaient en Corée. Tant dans Les oiseaux s'envolent au crépuscule que dans le classique de Shakespeare, on retrouve des constantes du travail de Kim Jeong-ok.

D'abord, ce parti pris de distanciation, qui se traduit chez lui par un chevauchement constant de la réalité et de la fiction et un jeu du théâtre dans le théâtre, de l'histoire à

des mains et des bras. En devenant un art reconnu et présenté sur scène, la danse masquée a perdu sa dimension festive de rupture avec le quotidien. Elle a longtemps conservé, pourtant, un caractère contestataire : dans les années 70-80, c'était l'une des grandes expressions de l'agitation universitaire. Au fil de dialogues improvisés, les étudiants mettaient dans la bouche du personnage du serviteur dénonçant son maître d'acribes critiques du régime. La danse masquée, sorte de commedia dell'arte coréenne, nous dit le professeur Lee Du-hyun, spécialiste des musiques populaires, exerce aussi une forte influence sur les différentes formes de spectacles contemporains : théâtre et, dans une certaine mesure, cinéma, mais, en retour, elle tend aussi à se dénaturer.

La situation de la troupe *ponsam*, l'une des douze grandes troupes de Corée, est symptomatique des difficultés, voire des contradictions, de la politique culturelle de préservation : chef de la troupe, désigné « trésor national vivant » par le ministère de la culture, M. Kim Ki-soo s'emploie à respecter les formes originelles de la danse masquée. Mais ses interprètes doivent tous exercer un autre métier pour vivre et s'adonnent finalement à leur art un peu comme des amateurs.

Le « jeu à quatre objets » (*samulnori*) est un exemple emblématique d'une expression nouvelle qui n'a plus grand-chose à voir avec l'original. Cet ensemble à percussion, inspiré des orchestres de village qui accompagnaient les drames dansés paysans liés aux rites chamaniques d'exorcisme, est désormais détachée de son contexte socio-religieux : il est devenu depuis les années 60 une expression musicale mise au goût du jour, certes séduisante, par une époustouflante dynamique mais fortement dénaturée.

L'un des mérites de ce cycle coréen tient assurément à la qualité esthétique des expressions artistiques présentées mais aussi à son caractère didactique.

Une conférence destinée à expliquer les spectacles, le samedi 3 avril, et un jeu de diapositives pour les parties chantées ou récitées (par exemple, la présentation du *Hamlet* de Kim Jeong-ok ; lire l'encadré ci-dessous) permettront au public de mieux comprendre ce qui se déroule sous ses yeux.

La lecture de textes et de poèmes contemporains ainsi qu'une exposition du sculpteur Moon In-soo, dont les œuvres abstraites jouent du béton et de rails de fer reflètent une singulière puissance, complètent le cycle.

PHILIPPE PONS

(1) Sur l'histoire de la péninsule, on peut lire la Corée, de Claude Béteille, L'Asie-Méridionale, L'Asie et l'Océan (coll. « Que sais-je ? »).

(2) Les Cahiers d'Extrême-Asie, revue bilingue de l'École française d'Extrême-Orient, ont publié un numéro spécial sur le chamanisme en Corée (n° 6, 1991-1992) dirigé par Alexandre Guillemoz. En vente à la librairie Le Phénix, 72, boulevard de Sébastopol, 75003 Paris.

(3) Voir Danse masquée et jeux de marionnettes en Corée, de Pyong Hi-chung, Publications orientalistes de France, 1975.

* « La Corée à Paris », du 2 au 25 avril. En collaboration avec l'Association française d'action artistique et le Centre culturel coréen à Paris. Musiques et danses traditionnelles : du 2 au 10 avril à 20 h 30, dimanche à 17 heures, Grande salle (110 F et 140 F). *Pansori* : le 10 avril à 19 heures, Petite salle (120 F). *Samulnori, tambours de Corée* : du 13 au 15 avril à 20 h 30, Grande salle (110 F et 140 F). *Ponsam* : du 16 au 18 avril à 20 h 30, dimanche à 17 heures, Grande salle (110 F et 140 F). *Théâtre Jayu de Séoul : Les oiseaux s'envolent au crépuscule* : du 20 au 22 avril à 20 h 30, Grande salle (110 F et 140 F). « *Hamlet* », d'après Shakespeare : 24 avril à 20 h 30 et 25 avril à 17 heures, Grande salle (110 F et 140 F). *Écrits coréens d'aujourd'hui* : 25 avril à 18 heures, Petite salle (50 F). *Sculptures de Moon In-soo* : jusqu'au 25 avril, Galerie du Rond-Point. Tél. : 44-95-98-00.

l'intérieur d'une histoire. L'autre grand thème de Kim Jeong-ok est celui de la mort, qui n'a cessé d'être au centre de ses créations depuis *Jonas et le Moine* (1978). Il le retrouvera dans une prochaine création : *Don Juan de Moïse*. « *Hamlet* m'a doublement séduit, dit-il, parce que le personnage est par excellence un homme de théâtre qui joue son rôle en permanence et se sauve ainsi de son agonie. J'ai en outre été attiré par cette pièce parce que la mort y est omniprésente. Dans mon interprétation de Shakespeare, se substitue à l'idée occidentale de la mort celle, plus orientale, de la mort comme voyage, de la circulation par la réincarnation. En un sens, en Asie, la mort est moins définitive, moins tragique. Elle tend à se diluer dans un cosmos non affirmé.

Parmi les variations introduites par Kim Jeong-ok à la pièce originale (dont certaines peuvent sembler gratuites : les deux chanteuses de rock par exemple), la plus marquée est évidemment la recours aux pratiques chamaniques. C'est ainsi au cours d'un rituel d'évoquant de l'esprit des morts qu'Ophélie (interprétée par la chanteuse populaire Han Yong-ae) comprend la vérité. Face à cette mystique de la mort des pratiques chamaniques, *Hamlet*, joué par une autre vedette du moment, Yu In-chon, paraît au contraire un homme en pleine santé, vociférant, convulsif et unidimensionnel. La mise en scène, qui joue de la profondeur de l'espace grâce à un point de fuite où s'engouffrent et d'où surgissent les acteurs, donne sa respiration à cette interprétation de Shakespeare.

Ph. P.

هكذا من الأصل

L'événement
GABRIEL
Grasset